

En dépit des réserves de la CEE

M. Roland Dumas a rencontré
M. Yasser Arafat à TripoliCavalier
seul

M. YASSER ARAFAT, le chef de la résistance palestinienne, a rencontré M. Roland Dumas, ministre des Affaires étrangères, à Tripoli, dans la nuit de lundi à mardi. Le chef de la diplomatie française est ainsi le premier responsable occidental à renouer le dialogue avec le « patron » de l'OLP depuis la guerre du Koweït.

Aux yeux de la France, M. Arafat reste un interlocuteur incontournable. Pour Paris, l'erreur « pro-irakienne » du dirigeant palestinien n'est qu'un incident de parcours qui ne le disqualifie ni n'entame son droit à s'exprimer au nom de son peuple. M. Dumas fait valoir, non sans raison, que l'OLP est la seule organisation représentative des Palestiniens et que M. Arafat, qu'on le veuille ou non, en est le leader légitime et populaire, notamment dans les territoires occupés par Israël. En outre, observe-t-il, renier le chef de l'OLP reviendrait à faire le jeu des plus extrémistes, radicaux de la centrale palestinienne ou dirigeants islamistes.

Si la France s'est empressée de reprendre langue avec M. Arafat, c'est aussi parce qu'elle souhaite à tout prix être présente sur la scène proche-orientale au moment où les États-Unis enlèvent de nouvelles grandes manœuvres diplomatiques entre Israël et ses voisins arabes. Affichant son souci de « laisser jouer Washington au Proche-Orient », Paris assure ne vouloir en rien compliquer la tâche du secrétaire d'État américain, M. James Baker, lequel tente ces jours-ci de s'entendre avec les parties en conflit un projet de conférence régionale sur la question palestinienne.

Il n'empêche : la France et les États-Unis sont loin d'être au diapason. A la différence de Washington, Paris reste partisan de l'événement d'un Etat palestinien, pourvu que celui-ci accepte le droit d'Israël à vivre en sécurité. Pour relancer le processus de paix, les faveurs de la France vont toujours à une conférence internationale.

SURTOUT, la France, sans vouloir jouer les rabat-joie, a du mal à cacher son scepticisme quant aux chances de succès de M. Baker. Elle continue de douter de la capacité des Américains à obtenir de réelles concessions d'un Etat juif hostile à tout dialogue avec l'OLP et à toute formule d'autodétermination palestinienne qui traiterait au-delà d'une simple autonomie.

Il reste que la rencontre de Tripoli n'irritera pas seulement les dirigeants israéliens, qui, de longue date, sont sans illusions. Elle devrait être diversement appréciée des Douze. Les Européens n'étaient-ils pas convenus, tout récemment encore, de maintenir le gel de leurs relations avec l'OLP? Mais la France a préféré, au service de la « paix », faire, une nouvelle fois, cavalier seul.

M0147 - 0424 0 - 6.00 F



En dépit des fortes réserves des Douze à l'égard de l'OLP, dues à l'alignement de la centrale palestinienne sur les positions irakiennes durant la crise du Golfe, M. Roland Dumas a rencontré M. Yasser Arafat à Tripoli, dans la nuit du lundi 22 au mardi 23 avril.

A cette occasion, le dirigeant palestinien a réitéré son opposition à la conférence régionale sur le conflit israélo-arabe, prônée par le secrétaire d'Etat américain, M. James Baker, qui mène une nouvelle mission de bons offices au Proche-Orient.

Lire les articles de JACQUES DE BARRIN et de MICHEL DEURÉ page 3

L'aide aux réfugiés irakiens

Des militaires français et britanniques
ont rejoint les Américains au Kurdistan

Dans le cadre d'une opération conjointe d'aide aux réfugiés kurdes dans le nord de l'Irak, un détachement de parachutistes français ainsi qu'une centaine de soldats britanniques ont rejoint, lundi 22 avril, les forces américaines qui contrôlent depuis dimanche la région de Zakho, au Kurdistan irakien.

Tandis que les négociations se poursuivaient à Bagdad entre les chefs kurdes et le régime en place, l'opposition chiite a fait état de l'intensification des opérations militaires menées dans le sud du pays par les troupes de M. Saddam Hussein.



Lire nos informations ainsi que le reportage de DOMINIQUE LE GUILLEDOUX page 4

Le dollar
supplante
le mark

Le cours du dollar a gagné 6 % environ depuis vendredi 19 avril. La monnaie américaine approchait en ce début de semaine la barre des 6 francs, son plus haut niveau depuis la fin de 1989. Cette évolution reflète les espoirs de reprise de la croissance économique aux États-Unis et les craintes relatives aux difficultés politiques et économiques de l'Allemagne. Les pays industrialisés redoutent que Francfort ne décide prochainement de relever à nouveau le coût du crédit, afin de lutter contre la faiblesse du mark. L'équilibre mondial des taux d'intérêt fera l'objet de discussions lors de la prochaine réunion du groupe des Sept, dimanche 28 avril à Washington.

Lire l'article de FRANÇOIS RENARD page 21

Un entretien avec le procureur du Mans

« La procédure était irrégulière dès l'origine », affirme M. Henri Bertrou, à propos de l'instruction du juge Jean-Pierre dans l'affaire Urba

M. Henri Bertrou, procureur du Mans, ne s'était pas encore exprimé sur l'affaire Urba concernant le financement du PS. Dans l'entretien qu'il nous a accordé, ce magistrat, qui est à deux mois de la retraite, affirme que l'instruction menée par le juge Jean-Pierre était « irrégulière dès l'origine ». Ce sont deux substituts de son parquet qui avaient permis au juge de se lancer dans cette instruction en signant les réquisitoires pour extorsion de fonds, puis pour corruption. M. Bertrou avait demandé le dessaisissement du juge, le 7 avril dernier.

« Vous affirmez que vous avez été tenu à l'écart de cette procédure. A quelle date et dans quelles conditions avez-vous appris qu'une information judiciaire pour extorsion de fonds avait été ouverte au Mans ? »

« Je l'ai appris tout à fait par hasard, le 13 mars dernier. Ce dossier concernait une affaire financière, j'en ai donc commencé par contacter le substitut chargé des affaires financières. Il n'en avait jamais entendu parler, ce qui était tout à fait étonnant. Il avait dans son bureau un inspecteur de la section économique et financière du SRPJ d'Angers, qui nous a alors appris que son service était chargé de trois commissions rogatoires délivrées par le juge Jean-Pierre dans le cadre de cette affaire. J'étais stupéfait. Après vérification, je me suis aperçu qu'une information judiciaire avait effectivement été ouverte le 8 janvier par un substitut, M. Edouard Wawrzyniak. Cette ouverture avait eu lieu dans des conditions tout à fait anormales : M. Wawrzyniak aurait dû me prévenir avant de l'avoir. Il ne l'a pas fait. De plus, cette affaire, qui n'avait aucun caractère d'urgence, aurait dû être confiée au substitut chargé des affaires financières. Or, il n'a jamais été ni saisi ni prévenu de l'existence de cette affaire. Ce dossier était pourtant ouvert depuis deux mois ! »

Propos recueillis par ANNE CHEMIN
Lire la suite et nos informations page 12

M. Michel Noir s'explique

Le maire de Lyon répond à ses contradicteurs au cours d'une réunion de son conseil municipal

page 11

La réforme hospitalière en attente

Le gouvernement est contraint de reporter le vote sur le projet de loi

page 9

Des TGV à deux niveaux pour le Sud-Est

La SNCF a commandé cent rames à GEC-Alsthom. Un marché de 11,5 milliards de francs

page 22

Un entretien avec M. Jacques Attali

Le président de la Banque européenne pour la reconstruction de l'Est répond aux critiques

page 2

La controverse sur le siège
du gouvernement allemand

Le chancelier Kohl se prononce, à terme, en faveur de Berlin

page 28

SCIENCES • MÉDECINE

Tchernobyl : la peur en héritage

Des stradiolus en peau de carbone. La terre parle au ciel

pages 17 à 19

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 28

Le Monde

DOSSIERS ET DOCUMENTS
NUMÉRO SPÉCIALEUROPE :
L'ENGRENAGE
DU
MARCHÉ UNIQUE

116 pages

45 F

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

L'Afrique des trafics

1. - Les chemins de la drogue

Héroïne, cocaïne, substances psychotropes, l'Afrique devient le cible et la plaque tournante des trafiquants de stupéfiants.

par Eric Foforino

L'assaut est récent. Sept ans pour la « brume » du Croissant d'or, tout juste deux ans pour la « chinoise » du Triangle d'or et « lady coca » venue de Rio. De saisies en arrestations, la nouvelle se confirme : l'Afrique est dans la sangle des trafiquants internationaux, piquée à la corne par les barons asiatiques, sur son flanc ouest par les fournisseurs nigériens et ghanéens de la cocaïne qui font leurs emplettes jusqu'à Bogota, cernée enfin par ces îles où tout est possible, Madagascar, Maurice, les Comores, Sao-Tomé-et-Principe, le Cap-Vert. C'est l'Afrique des trafics où les stupéfiants empruntent à l'occasion les voies mystérieuses de l'ivoire et des armes. Une partie substantielle

de l'héroïne interceptée en Europe (au moins 30 %) transite désormais par le continent noir (1).

Mais les drogues dures ne font pas que passer dans l'ancien empire de la traite. Les prix s'adaptent au pouvoir d'achat des pauvres. On signale des cas de décès par overdose. L'Afrique sent la poudre, les amphétamines, et les barbituriques importés en fraude de laboratoires occidentaux, est-européens ou indiens, quand ils ne sont pas produits sur place, comme à Lagos, avec l'appui de chimistes européens dont certains appartenaient au milieu sicilien.

L'ère s'est achevée de la « géographie de la culpabilité » qui séparait le monde en deux camps, celui des producteurs au Sud, celui des consommateurs au Nord. A travers l'Afrique, les trafiquants visent la zone la plus désabritée de la planète et aussi la moins équipée en brigades et en matériel de dépiquage de stupéfiants, la moins rétive à la corruption. Une cible idéale que

cette Afrique aux façades maritimes non surveillées, aux aéroports-passeoires, aux salons d'honneur libres d'accès pour peu qu'on « présente bien », aux douaniers toujours prêts à monnayer leur silence contre un billet français. Le transit par ce continent, à destination de l'Europe et des États-Unis, s'opère, de source policière, dans des conditions de sûreté « quasi absolue ». Combien de doses cache ce constat accablant ? Sur les cinquante États africains, pas un n'échappe aujourd'hui à ce qui prend l'allure d'un nouveau fléau. Après la sécheresse, la malnutrition, les épidémies, les guerres civiles, la déforestation et le sida, le continent « tombe » pour trafic de drogue.

Lire la suite page 20

(1) En 1989, sur les 225 kilos d'héroïne saisis en Afrique, 176 kilos (soit 80 %) étaient destinés au marché européen. Sur les 300 kilos d'héroïne saisis en Europe la même année, la moitié avait transité par l'Afrique.

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 6 DH ; Tunisie, 750 ml ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 25 SCH ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Danemark, 14 KRO ; Espagne, 190 PTA ; Grèce, 56 dr ; Irlande, 1,10 £ ; Italie, 2 200 L ; Luxembourg, 42 FL ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Suède, 450 F CFA ; Suisse, 15 KRS ; Suisse, 1,80 FB ; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

محكمة العدل

DÉBATS

Un entretien avec M. Jacques Attali

L'ancien conseiller spécial de M. Mitterrand, devenu président de la Banque européenne, plaide pour une transition vers la démocratie « strictement juste »

L'installation, à Londres, le 15 avril, de la Banque européenne de reconstruction et de développement s'est accompagnée d'une vive polémique déclenchée dans la presse anglosaxonne contre le président de cette nouvelle institution, M. Jacques Attali y répond, en même temps qu'il évoque ses missions, et fait le bilan de dix ans passés au côté du président de la République, en qualité de conseiller spécial.

« A l'occasion des cérémonies d'ouverture de la Banque européenne, vous avez été violemment attaqué par la presse anglosaxonne. Comment l'expliquez-vous ?

Le scepticisme de la presse est sain : elle ne doit jamais prendre les choses dites pour des faits, mais les vérifier. Parfois je suis surpris quand certains journalistes, si justement célébrés pour la priorité qu'ils accordent aux faits, commentent l'action de la Banque européenne en se fondant sur des informations totalement erronées et même invraisemblables. Mais je ne m'occupe pas beaucoup de cela. J'agis. Le temps et l'Histoire diront si nous avons réussi à créer l'institution que j'ai en tête et que le traité définit. La presse saura alors la reconnaître, même si c'est dans dix ans.

Aucun programme précis n'a pour l'instant été annoncé. Quand connaîtrons-nous les premiers projets de la banque ?

Les orientations et les priorités du programme de la banque ont été débattues, discutées, et approuvées (en même temps que le budget de la banque pour 1991) par le conseil d'administration lors de sa première réunion, le jeudi 13 avril. C'est une démonstration étonnante de l'avance rapide de la banque et du soutien de tous les pays membres. Ceci dit, les premiers projets spécifiques de la banque sont encore en discussion. Certains (comme ceux portant sur l'assistance technique, l'infrastructure ou l'environnement) seront rendus publics rapidement. D'autres, qui concernent le secteur privé, seront évidemment gardés confidentiels jusqu'à la dernière minute des négociations les concernant.

Vous n'avez pas trouvé de premier vice-président américain ? Le traité prévoit, à la tête de la banque, un président élu pour quatre ans qui doit choisir plusieurs vice-présidents. J'ai décidé d'avoir cinq vice-présidents, un américain, un allemand, un hongrois, un suédois et un italien. Le poste que je réserve à un Américain exige des compétences très particulières. C'est la première fois qu'une institution internationale a besoin d'un directeur d'un *merchant banker* (un banquier d'affaires) de très haut niveau. M. Stern, vice-président de la Banque mondiale, personnage exceptionnel, avait été approché. En novembre, il a dû renoncer, pour des raisons personnelles. Je l'ai profondément regretté. Cela m'a posé

des problèmes. Mais je choisirai bientôt. Ce ne sont pas les candidats qui manquent.

Au-delà de cette question de personne, le désaccord semble porter sur le rôle et le fonctionnement de la banque ?

Face au projet - créer une institution européenne avec l'aide de quelques amis de l'Europe - il y a eu, dès le départ, aux Etats-Unis, ceux qui pensaient qu'être membre d'une institution paneuropéenne réduisant l'Est et l'Ouest pouvait être une chance, et ceux qui pensaient que cette institution serait une bureaucratie de plus, aux mains de quelques Européens, et qu'il valait mieux ne pas en être. La première école l'a emporté.

Le débat n'a pas été qu'en Amérique. En Europe, certains estimaient que la banque n'avait de sens que si elle contribuait à la destruction de l'Etat et à une expérience idéologique de libéralisme total tel qu'on n'a pu le construire nulle part : d'autres pensaient que cette banque devrait être la première pierre dans la construction d'une architecture continentale, qui pour un jour déboucher sur la confédération. Cette seconde thèse l'a emporté dans la négociation.

Nous avons ensuite été très vite : entre la première idée émise par le président Mitterrand, en septembre 1989, et la première opération qui sera, je l'espère, financée en mai 1991, il ne se sera écoulé que vingt mois.

La BERD, ce sera « un tiers Banque mondiale, deux tiers Banque Lazard », c'est-à-dire des financements pour les infrastructures, mais aussi pour les entreprises privées. Vous avez néanmoins une vision très politique de son rôle ?

Je dirais un tiers Communauté européenne, un tiers Banque mondiale, un tiers Banque Lazard ou J.P. Morgan. La formule reflète l'implication profonde du politique et de l'économique : la banque doit apporter une dimension spécifiquement européenne au processus de transition vers le marché. Beaucoup de problèmes posés aux pays de l'Europe centrale et orientale, des domaines tels que la pollution, le développement agricole, les télécommunications, la restructuration industrielle ont en effet des conséquences pour l'ensemble de l'Europe. La Banque européenne aura un rôle important à jouer dans le débat paneuropéen ; elle privilégiera les projets qui relient les deux parties de l'Europe donnant une réalité concrète au grand atout pour le continent européen qui est la proximité géographique des uns et des autres.

A l'époque de la création de la Communauté, les pays européens voulaient travailler ensemble. Ce n'est pas le cas aujourd'hui des Etats d'Europe de l'Est.

Plutôt que créer une banque, n'aurait-il pas mieux valu organiser une union des paiements gérant les échanges entre ces pays ?

Il ne s'agit pas de faire travailler les pays de l'Est ensemble, mais de les faire travailler avec ceux de l'Ouest afin de les intégrer dans un espace commun par des infrastructures physiques, financières et culturelles. Par exemple, la banque va soutenir les opérations de dépollution de la Baltique ; il y aura des travaux à faire en Suède, en Allemagne, en Finlande tout autant qu'en Pologne ou en



Lituanie. Nous avons aussi entrepris, avec l'équipe du commandant Cousteau, un grand programme de valorisation du Danube : il n'y a pas que des pays de l'Est qui soient concernés. Nous allons travailler à l'ensemble de l'énergie en Europe, avec les autres institutions concernées.

Autant qu'il est possible, il faut éviter tout groupement qui ne concerne que les pays de l'Est. De même une union qui marginaliserait l'Union soviétique ne serait pas bonne.

Promouvoir la démocratie

L'originalité de la banque, c'est qu'elle va conditionner ses opérations au développement de la démocratie. Qui sera juge du caractère démocratique on non d'un pays ?

Le conseil d'administration, composé de représentants de vingt-trois pays membres, sorte de gouvernement de la banque, conseil que je présiderai, décidera. Le département juridique de la banque aidera les pays à mettre en place des systèmes législatifs et judiciaires. Il travaillera à l'établissement de critères permettant d'aider au progrès de la démocratie. C'est la première fois qu'une institution internationale va ainsi être amenée à proposer une doctrine à propos de la démocratie, des droits de l'homme et du multipartisme. Dans une vision très restrictive de ce rôle, elle ne ferait que vérifier techniquement si la

démocratie existe comme une condition à l'intervention économique. Le traité dit que la banque doit faire beaucoup plus et promouvoir la démocratie.

La banque aura des participations dans des sociétés privées. Si un pays passa de la démocratie à la dictature, que ferez-vous de ces actifs ?

Dans le cas que vous évoquez, il ne faudrait pas brader ces intérêts. Il y a donc une doctrine à mettre en place.

Le modèle chilien de développement (l'instauration de l'économie de marché sous un pouvoir dictatorial) fait des émules à l'Est. Financerez-vous des pays qui adoptent une politique libérale-dictatoriale ?

Si, sur un plan politique, un pays choisit la « voie chilienne », je serais naturellement contre. Je recommanderais au conseil d'administration de s'y opposer. L'Europe doit être le berceau de la démocratie. De plus, il n'y a pas d'économie de marché durable sans innovation et pas d'innovation sans démocratie. Mais l'économie de marché ne signifie pas le simple libre accès aux consommateurs. Je ne veux pas que cette banque reste dans l'histoire comme le simple cheval de Troie des entreprises occidentales, mais comme l'institution qui aura valorisé le potentiel humain, culturel, historique, technologique de ces pays. Il faut donc des lois, des règlements, un cadre de stabilité. C'est d'ailleurs la condition pour éviter qu'à l'espérance de la liberté ne succède pas un jour la nostalgie de la servitude.

Aider l'URSS

La démocratie et le marché : l'Union soviétique est-elle vraiment engagée dans cette double voie ?

L'URSS est sur la bonne voie. Elle n'a pas d'autre choix, communiste ou stalinien. La question est de savoir si le marché se développera en Union soviétique ou dans chacune des Républiques, avec une démocratie ou avec une dictature ou encore dans le chaos. Les équipes actuelles incarnent, à mon point de vue, l'ambition d'une transition démocratique.

L'URSS serait proche de la faillite financière. Allez-vous l'aider ?

Oui, mais je ne peux rien dire de plus précis à ce sujet pour l'instant. La Banque européenne devra d'abord définir sa stratégie dans ce pays, et faire des recommandations concrètes afin d'associer tous ceux qui ont vocation à assister l'URSS.

Le prix Nobel d'économie, Vassili Leontieff, explique que les vrais entrepreneurs de l'Est travaillent aujourd'hui sur le marché noir. Ce sont eux qui feront naître l'économie de marché. Ne faut-il pas les aider en priorité ?

Laisser associer dans l'esprit public marché et marché noir provoquerait à brève échéance un retour en arrière désastreux, car cela signifierait laisser construire une économie

dépendant de la drogue, du racket, de la fraude fiscale. L'Europe, à l'Est comme à l'Ouest, doit être le continent de droit. Sinon, la nostalgie de l'ordre et de la sécurité ouvrira à toutes les aventures réactionnaires.

L'union monétaire allemande a plongé la RDA d'une manière brutale dans le marché. Un désastre, selon le président de la Bundesbank. Qu'en pensez-vous ?

J'ai déjà dit que le pire serait de faire que les travailleurs regrettent l'ordre ancien. La transition doit donc être aussi juste socialement que possible. Cela dit, à chacun sa technique pour organiser la démocratie et la justice sociale.

Le cas allemand montre aussi l'impénitence des populations.

L'impénitence, on la voit à travers l'émigration. S'il n'y a pas un développement rapide et régulier, on risque d'assister à d'énormes mouvements de population. Mon ambition, c'est de faire de la Tchécoslovaquie, de la Hongrie, de la Pologne, une nouvelle Espagne, ou une nouvelle Grèce, c'est-à-dire des pays ayant vocation à s'intégrer progressivement à l'Europe occidentale et à donner du travail à leurs travailleurs. On a longtemps cru que ces pays méditerranéens étaient proches du tiers-monde, puis on les a vus comme des concurrents de l'Europe de l'Ouest. Aujourd'hui, ils sont des partenaires négociés. Le tourisme y a joué un rôle considérable. Ce n'est pas une industrie anecdotique ou accessoire. Les périodes de transition ont été aussi soigneusement gérées.

Pour porter les pays de l'Est au niveau de ceux de l'Ouest, il faudrait 2 000 milliards d'euros. Votre capital est de 10 milliards.

Ces chiffres (2 000 milliards) sont sur vingt ans et incluent l'usage de l'épargne nationale. La banque espère mobiliser 100 milliards d'euros sur dix ans, en apportant nous-mêmes le dixième. Cela sera énorme. Je n'ai pas envie d'être dominateur dans les projets. Je préfère avoir 5 % dans chacun d'eux, mais dans des projets nombreux et de qualité, plutôt que 50 % dans quelques grosses opérations. C'est ainsi que se développera le secteur privé et que se développeront les entreprises dans ces pays.

La France digère les réformes de 1981

Votre arrivée à la BERD, c'est aussi votre départ de l'Elysée, où, pendant dix ans, vous avez été le conseiller spécial du président. Votre bilan ?

J'ai vécu dix années fascinantes. J'ai essayé d'agir pour le mieux. Je ne saurais dire quelle a été mon influence, puisque, par définition, un conseiller n'en a pas.

Vous avez changé ?

J'ai appris beaucoup de choses. J'étais certainement, au départ, sous-

estimé la lenteur des transitions, la force de l'appareil d'Etat, le conformisme.

Pour être populaire, il vaut mieux ne rien changer ?

Evidemment.

La France d'aujourd'hui est différente de celle de 1981 ?

Elle est plus complexe, plus délicate, plus libre aussi. En tout cas, elle se perçoit elle-même comme plus adulte, et donc n'admet pour le moment les changements qu'à dose homéopathique. Dans toute société, il y a de changements brutaux que dans les grandes révoltes. En France comme ailleurs, il ne peut y avoir de changement que dans la conscience profonde d'une injustice collectivement intolérable. Pour l'instant, la France digère encore les réformes de 1981 en s'adaptant à l'Europe de demain.

La France a une vocation extraordinaire : lorsqu'elle a conscience de quelque grave lacune chez elle, elle invente des principes qu'elle veut ensuite rendre universels. Elle y a réussi cinq ou six fois dans l'histoire. Cela reviendra : bientôt, la France retrouvera une vision exaltante d'elle-même et elle voudra la voir rayonner au-delà de ses frontières.

Théoricien du socialisme et des nationalisations en France il y a dix ans, vous êtes aujourd'hui le promoteur de l'économie de marché et le banquier des privatisations à l'Est. Que pensez-vous symboliquement de votre itinéraire personnel ?

Je n'ai pas changé. Je reste un intellectuel qui a eu la chance de pouvoir dans son pays confronter ses idées avec le réel, et qui utilise cette expérience à une échelle plus vaste, celle de l'Europe de demain, avec la même ambition : aider à accompagner la naissance d'un modèle européen de civilisation, un modèle vivant, nécessaire compromis navigant entre deux écueils extrêmes, deux formes de mort : l'ordre absolu du communisme et le désordre absolu du marché.

La politique n'est que le reste pas le lieu de la création. Le seul lieu de la création, c'est l'art. La banque a été pour moi un moyen de croire que l'art était possible en politique, qu'on pouvait créer des sociétés idéales. L'Europe a mis du temps à admettre que cela était dangereux. Le concept d'art hors du religieux fut inventé en Italie au quinzième siècle, en même temps et au même endroit que celui de la politique. En cherchant la synthèse fut une tragédie.

L'opposition « gauche-droite » a-t-elle encore un sens ?

Oui. Elle recouvre des priorités différentes, entre l'individu et le collectif, le court et le long terme, le pragmatique et le rêve... Le choix d'est pas alors entre deux extrêmes mais entre deux formes de compromis où les équilibres sont changeants.

Propos recueillis par JEAN-MARIE COLOMBANI, ERIC IZRAELWICZ et FRANÇOISE LAZARE

Bonheurs

La meilleure part

par Albert Memmi

« J'HABITE le même immeuble depuis vingt ans, je ne connais toujours pas mes voisins de palier ! »

C'est dit à la fois avec orgueil et dépit ; on proclame son indépendance et on avoue sa solitude.

L'homme, contemporain surtout, se veut un victorieux, il l'est ; le plus rusé de tous les animaux, il a domestiqué ou mesacré la plupart des espèces, y compris le sienne ; il a effilé la science et magnifié les techniques, il explore l'imaginaire. Il n'a pas fini de maîtriser le globe qu'il s'élance à la conquête du cosmos.

Pourtant des rois perdent leur couronne pour l'amour d'une femme ; le désespoir d'Ophélie l'a conduite à la folie et à la mort ; l'exil a inspiré au charmant Ovide les chants les plus poignants de la littérature latine. Pourquoi cette fragilité ?

L'homme est affligé d'une carence inévitable. Le nourrisson prématuré n'est pas une exception : nous le fûmes tous. Sans l'aide d'un adulte, le petit homme n'est pas viable : longtemps il doit être nourri, nettoyé, protégé, édu-

qué. Ce besoin d'autrui, il le gardera toute sa vie parce qu'il sera ainsi construit : après les parents, les camarades, l'école, le conjoint, les institutions.

Nous devenons autonomes, mais d'une autonomie relative. Les voitures ont besoin d'être ravitaillées en essence ; nous avons besoin d'une énergie spécifique : c'est l'amour qu'on nous porte et que nous portons à autrui. Nous sommes perçus dès qu'il nous fait défaut.

Nécessaire transaction à partir d'une faiblesse originelle ? Pas seulement : car ce manque est la proximité de nous des hommes ; dans cette faille a germé notre culture.

Qu'est-ce que la morale sinon l'ensemble des règles pour vivre ensemble ? Le droit, l'art, la religion, la philosophie, sinon des menières d'embellir, d'adoucir, d'embellir, de penser notre commune condition ?

Nier que l'homme soit un prédateur meurtrier serait d'un optimisme aveugle ; oublier qu'il existe un besoin spécifique d'autrui serait renoncer à notre meilleure part, celle qui fait notre véritable noblesse.

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.
Capital social : 620 000 F
Principaux associés de la société :
« Les rédacteurs du Monde »
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme des lecteurs du Monde
Le Monde-Entreprises
M. Jacques Lesourne, gérant.

Le Monde PUBLICITE

Jacques Lesourne, président
Françoise Huguet, directeur général
Philippe Dupuis, directeur commercial
S. rue de Montessuy, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Tél. MONDIPUB 206 136 F
Tél. 45-54-04-70 Société mère du journal Le Monde et Régie Presse SA

Le Monde

TÉLÉMATIQUE
Composax 30-15 - Tapez LEMONDE
ou 30-15 - Tapez LM
Impression de « Monde »
12, rue de Valenciennes
94521 IVRY CEDEX

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE,
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-26
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Tél. : 208.806 F

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration
Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037
Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-65-28-33

ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 49-60-32-90

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG	AUTRES PAYS y compris CEE avion
3 mois	400 F	572 F	790 F
6 mois	780 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 400 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande
Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus
ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE
3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐
Nom : _____ Prénom : _____
Adresse : _____
Localité : _____ Code postal : _____ Pays : _____
Veuillez nous l'obligance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
Comité de direction :
Jacques Lesourne, gérant
directeur de la publication
Bruno Freppert
directeur de la rédaction
Jacques Guis
directeur de la gestion
Manuel Lacroix
secrétaire général

Rédacteurs en chef :
Jean-Marie Colombani
Robert Solé
(adjoint au directeur de la rédaction)
Thierry Fauriol
Philippe Herynck
Jacques-François Simon

Daniel Vernet
(directeur des relations internationales)

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauriol (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)
André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE,
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-26
Télécopieur : 40-65-25-99
ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : 40-60-30-10

REMANOTRE SUPPLEMENT

Le Monde
ARTS et SPECTACLES

ues Attali

ÉTRANGER

La mission de M. Baker au Proche-Orient

Le secrétaire d'Etat américain se rend de manière impromptue en URSS

Le secrétaire d'Etat américain, M. James Baker, qui était attendu mardi 23 avril en Israël dans le cadre de sa tournée au Proche-Orient, a annoncé le jour même au premier ministre israélien, M. Itzhak Shamir, qu'il allait se rendre à Moscou « dans le cadre du processus de paix » et qu'il n'arriverait à Jérusalem que jeudi soir. Son porte-parole a précisé qu'il quitterait Damas mercredi pour Kislovodsk.

dans le Caucase du Nord, afin de rencontrer le lendemain son homologue soviétique, M. Alexandre Bessmertnykh. Au même moment, à Tunis, M. Yasser Abed Rabbo, membre du comité exécutif de l'Olp, affirmait qu'il se rendrait dans la journée à Moscou, accompagné d'un autre dirigeant palestinien, M. Soulaïmane Nejjab, en vue d'une rencontre urgente

avec le ministre soviétique des affaires étrangères. Cette rencontre eut lieu avant les entretiens entre M. Bessmertnykh et M. Baker, a précisé M. Rabbo. Lundi 22 avril, le secrétaire d'Etat américain a puis pour la Syrie, le secrétaire d'Etat américain a reçu le soutien des dirigeants saoudiens dans ses efforts pour la tenue d'une conférence de paix sur le Proche-Orient. Au Koweït, M. Baker a dit avoir reçu

de « très franches » assurances du nouveau gouvernement sur l'arrêt des violations des droits de l'homme. Arrivé lundi soir à Damas, M. Baker eut mardi un entretien avec le président syrien Hafez El Assad, dont il espérait l'appui. Il a déjà recueilli celui de la Jordanie et de l'Egypte, outre celui de l'Arabie saoudite. — (AFP, AP, Reuters.)

KOWEÏT : en dépit des assurances prodiguées à M. James Baker

M. Yasser Arafat rejette toute « transaction »

TUNIS

de notre correspondant

Ouvrant à Tunis une session du Conseil central palestinien (1), M. Yasser Arafat a rejeté les propositions du secrétaire d'Etat américain James Baker pour engager un processus de paix au Proche-Orient. Dans un discours prononcé dimanche 22 avril, le président de l'Olp a critiqué avec virulence l'administration américaine dont l'attitude, a-t-il dit, est « traditionnellement agressive » à l'égard des Palestiniens.

« Nous refusons catégoriquement toutes conditions américaines qui nous imposent des exigences nationales constantes de notre peuple quant à sa liberté et à l'exercice de sa souveraineté dans son Etat indépendant et à Jérusalem », a déclaré M. Arafat.

« Comme pour mieux illustrer l'entente américano-israélienne », qu'il dénonce, M. Arafat a affirmé que, dans la perspective de la formation d'une délégation palestinienne pour de futurs pourparlers de paix, M. Baker avait soumis une liste de dix noms au premier ministre israélien Itzhak Shamir, « afin qu'il choisisse parmi eux ceux qui conviennent à son gouvernement ». Et d'ajouter : « L'Olp ne permettra jamais à Israël, aux Etats-Unis ou à une quelconque autre partie de désigner une délégation palestinienne ou d'imposer à notre peuple un quelconque scénario ne serait-ce qu'un nouvel esclavage ». Donc, « nulle transaction n'est possible » pour l'Olp, dont l'union, selon M. Arafat, « n'a jamais été aussi forte ».

L'Agence Wafa n'a diffusé que des extraits de ce discours et aucun ne se réfère directement à la détérioration des relations entre l'Olp et les pays arabes de la coalition contre l'Irak, surtout la décision de suspendre son aide plonge la centrale palestinienne dans de graves difficultés financières. Selon l'agence, M. Arafat a évoqué « les plaintes » existant dans les rapports interarabes mais a assuré qu'elles ne tarderont pas à être écartées » et que l'Olp s'y emploie.

MICHEL DEURÉ

(1) Instance intermédiaire entre le Comité exécutif de l'Olp et le Conseil national palestinien (Parlement en exil).

L'opposition doute des intentions démocratiques du nouveau gouvernement

KOWEÏT-VILLE

de notre envoyé spécial

Quarante-huit heures après sa formation, le nouveau gouvernement de Cheikh Saad a réussi le tour de force de se rendre impopulaire auprès des médias internationaux en empêchant lundi 22 avril une conférence de presse au cours de laquelle les représentants de l'opposition, toutes tendances confondues, devaient expliquer les raisons pour lesquelles ils refusaient d'appuyer le nouveau cabinet koweïtien.

La conférence de presse devait se tenir dans l'hôtel où résident la plupart des journalistes présents dans l'émirat. Elle fut interdite par la direction de l'établissement dix minutes avant l'heure prévue pour son ouverture, sous prétexte qu'une heure plus tard devait se tenir dans le même lieu un point de presse organisé par deux membres du Congrès.

Les responsables de l'opposition eurent beau expliquer qu'ils avaient été autorisés à utiliser la salle de conférence par M. Souleyman Moutawa, l'ancien ministre du plan, dont les bureaux se trouvent à quelques mètres de là, rien n'empêchant l'intransigeance de la direction de l'hôtel, qui fit appel à la police pour empêcher les opposants de prendre la parole.

Visiblement inspirée par le ministère de l'information, dont plusieurs des services se trouvent dans le hall même de l'hôtel, cette mesure de censure, la première du nouveau gouvernement, semble justifier le scepticisme des opposants sur les intentions démocratiques de celui-ci. Maladresse ou simple vernementale, ou simple malentendu, comme l'affirmait par exemple un responsable de l'opposition, cette affaire était d'autant plus malvenue qu'elle s'est déroulée en présence d'une demi-douzaine d'équipes de télévision américaines qui ne se sont pas privées de filmer les scènes auxquelles elle donna lieu : les policiers priant poliment mais fermement la presse d'évacuer les lieux, tandis que les employés de l'hôtel s'efforçaient d'éteindre les lumières — aussitôt rallumées par les journalistes — pour empêcher la lecture d'un communiqué de l'opposition. Cette

dernière expliquait dans ce texte pourquoi il ne fallait pas faire confiance à un gouvernement qui, selon elle, ressemble à s'y méprendre à celui qui avait précédé l'occupation du Koweït, « comme si rien ne s'était passé depuis ».

Ce long réquisitoire de l'opposition s'adressait entre autres au secrétaire d'Etat américain, qui devait au cours de l'après-midi de lundi rencontrer l'émir Jaber et le premier ministre et prince héritier, Cheikh Saad.

Depuis la libération de l'émirat par les forces de la coalition, les Koweïtiens comptent beaucoup sur les Etats-Unis pour les aider à créer dans le pays un régime réellement démocratique. Certains des opposants avaient même exprimé l'espoir de voir M. James Baker rencontrer au cours de sa brève visite au Koweït une délégation de leurs représentants.

Une équipe trop faible

C'est probablement à leur intention que le secrétaire d'Etat américain a déclaré, à l'issue de ses entretiens avec l'émir Jaber et Cheikh Saad, qu'il était satisfait des assurances qu'il lui avaient été prodiguées par ses interlocuteurs quant à la tenue d'élections en 1992, que les violations des droits de l'homme signalées juste après la libération de l'émirat avaient cessé et que le gouvernement koweïtien était disposé à recevoir des représentants des organisations humanitaires.

L'opposition koweïtienne dans son ensemble ne met pas en doute la détermination des autorités de l'émirat à mettre fin aux violations des droits de l'homme, mais elle estime que l'équipe ministérielle qui vient d'être reconstituée est trop faible pour imposer sa volonté aux auteurs des exactions. De plus, elle met en doute l'intention des dirigeants koweïtiens d'ordonner des élections rapides pour combler le vide constitutionnel qui, selon elle, est à l'origine de tous les maux du Koweït.

JEAN GUEYRAS

A Tripoli, en Libye

M. Roland Dumas a été le premier responsable occidental à rencontrer le chef de l'Olp depuis la guerre du Golfe

TRIPOLI

de notre envoyé spécial

La rencontre entre M. Roland Dumas et M. Yasser Arafat, qui devait avoir lieu lundi à midi à Tunis et avait été annulée à cause d'un changement impromptu du programme ministériel, n'aura finalement été reportée que de quelques heures. Elle a, en effet, eu lieu, mardi 23 avril, à 0 h 15 dans un grand hôtel de Tripoli, en Libye, première étape d'un voyage du chef de la diplomatie française qui doit le conduire ensuite en Egypte.

M. Dumas est ainsi le premier responsable occidental à rencontrer le chef de l'Olp depuis le déclenchement de la guerre du Golfe,

alors que les Douze avaient pourtant décidé de geler tout contact à haut niveau avec la centrale palestinienne, mise en quarantaine pour avoir époné la cause irakienne. Mais la France a jugé qu'au moment où s'engageaient de grandes manœuvres diplomatiques au Proche-Orient il n'était plus sage pour elle de rester les bras croisés. « Nous pouvons jouer utilement les intermédiaires », nous a affirmé le ministre. A l'en croire, son argument « a porté » auprès du secrétaire d'Etat américain, M. James Baker, qu'il a rencontré la semaine dernière à Luxembourg. « Tant mieux », a-t-il ajouté, « si nous sommes en mesure de contribuer aux succès d'une conférence régionale même si l'on peut avoir des

doutes » sur la démarche des Etats-Unis. Cette nouvelle rencontre — la dernière remonte au 14 octobre 1990 à Tunis — a été organisée « à la demande de M. Arafat et avec l'accord des autorités libyennes ». Comme s'il fallait, en usant de ces précautions oratoires, prévenir un tant soit peu les réactions de partenaires occidentaux qui pourraient juger cette initiative intempestive ou du moins prématurée.

Devant M. Dumas, le chef de l'Olp a redit avec fermeté son refus d'une conférence régionale sur la question palestinienne qui ne serait pas placée sous les auspices de l'ONU et dont serait écartée l'Europe, et particulièrement « la France, qui a, nous a-t-il répété, un rôle essentiel à jouer pour construire la paix ».

Certes, depuis la fin du conflit du Golfe, les discussions ont repris sur le sujet, comme en témoignent les tournées de M. Baker au Proche-Orient, mais « veut-on trouver une solution ou simplement gagner du temps ? » s'interroge M. Arafat, qui ne note « aucun changement de position des Etats-Unis ». Le chef de l'Olp attend que la coalition anti-irakienne se dé fasse « dans la mesure, explique-t-il, où ses membres n'ont plus, après guerre, les mêmes intérêts à défendre ».

La formule d'une représentation jordano-palestinienne à la table des négociations permettrait-elle de sortir de l'impasse ? « C'est une bonne formule », convient M. Dumas. Mais pour M. Arafat, qui ne la rejette pas a priori, « il s'agit d'une vieille idée qui a déjà été rejetée par Israël et les Etats-Unis ». A ceux qui cherchent à l'ignorer, le chef de l'Olp réplique, exaspéré : « On ne peut pas cacher le soleil avec la main ».

JACQUES DE BARRIN

Entretien dans le désert avec le colonel Kadhafi

Dans le désert de Syrte

de notre envoyé spécial

Au bout d'une mauvaise piste, à dix minutes d'une route goudronnée où l'on trouve Mercedes contre Range Rover, en plein désert de Syrte, une tente aux couleurs vives à l'allure d'un djellaba y accueille sans façon, à la béatitude de la nuit, M. Roland Dumas.

Deux mobile home assurent les commodités de la vie moderne. Le téléphone et la télévision permettent de ne pas rester coupé du monde. Un feu de bois sous un ciel sans étoiles et un troupeau de dromadaires sans maître. La conversation de bon ton, faite d'amabilités et de souvenirs, est brusquement interrompue par le Guide de la révolution. C'est l'heure de la dernière prière, celle du crépuscule. L'hôte des lieux s'éclipse, le temps de faire ses dévotions

au grand air, au milieu des siens. Pule la politique reprend ses droits, avec son invité.

Art consommé de la mise en scène ou besoin irrésistible de se retrouver seul face à lui-même ? Le colonel Kadhafi est-il fatigué de ces retraites au désert ? « Parfois », réplique sèchement une amazone bourgeoise et rondouillarde qui lui sert du café et du thé. « Il lui arrive de s'isoler plusieurs semaines et, à l'occasion, de chasser le lapin et la gazelle », confie, plus urbain, un membre de son entourage qui se dit professeur d'histoire grecque à l'université de Tripoli. Il fait nuit noire. Un groupe électrogène ronronne. La téléphone sonne. Au loin un chacal hurle. Visiteur venu d'outre-désert, M. Dumas regagne son véhicule tout terrain. Et le drôle de cempour retourne à ses méditations...

J. de B.

Océ: la simplicité commence par une touche de génie.



Quelle que soit la machine, quelle que soit la situation, Océ n'a qu'une devise: la simplicité. Nos copieurs, nos imprimantes laser et nos copieurs de plans ont été conçus pour faciliter au maximum les opérations... Tous, à partir d'une simple touche verte...

Mais le vert ne donne pas seulement le signal du départ... Il symbolise la réflexion fondamentale que cache chaque machine Océ: plus c'est simple, plus c'est sûr.

Les copieurs et imprimantes Océ sont aussi sophistiqués que vous le souhaitez... Pas plus. Avec la fiabilité que vous leur demandez. Même plus.

Océ=Q.I.



Copier et imprimer avec une simple touche de génie.

Océ France S.A., 37 Avenue du Pavé Nord, 93190 NOISY-LE-GRAND (M. 45 92 00 00)

سكزاين الاصل

PROCHE-ORIENT

L'opération « Provide Comfort »
en faveur des réfugiés du Kurdistan

A Zakho, policiers irakiens et troupes occidentales se côtoient...

Un détachement français d'une cinquantaine de parachutistes a gagné, lundi 22 avril, la région de Zakho, au Kurdistan d'Irak, que contrôla depuis dimanche l'armée américaine dans le cadre de l'opération d'aide aux réfugiés kurdes « Provide Comfort ». Une centaine de soldats britanniques ont également rejoint la région. Selon Washington, deux mille militaires américains se trouvent actuellement dans le nord de l'Irak, où ils ont entamé la construction d'un centre d'accueil pour les réfugiés.

ZAKHO (Irak)

de notre envoyé spécial

Deux jours après le départ des troupes irakiennes et l'arrivée de mille cinq cents marines, la ville, ou plutôt ce qu'il en reste, aurait pu exploser de joie, connaître ces jours de liesse lorsque les hommes tirent des coups de feu en l'air et que les enfants agitent les drapeaux à la gloire du libérateur.

Zakho, ville insurgée lors du « printemps kurde », puis occupée par les soldats de Saddam Hussein, semble goûter avec distance ce nouveau mouvement de troupes. Heureuse, mais sceptique, Zakho, située aux confins de la Syrie et de la Turquie, sait que cette intrusion étrangère sera éphémère. Le temps d'une opération humanitaire, à laquelle les militaires occidentaux mettront, un jour, un terme. Et, pour mieux le rappeler à ses rares habitants, les policiers de Saddam sont là.

« How are you ? »

Omniprésents dans les rues, certains armés de kalachnikov, au nombre de deux cents selon les Américains, mais peut-être plus, qui déambulent dans la ville, souriant lorsqu'ils croisent les Occidentaux, les interpellant avec des « How are you ? ». L'un d'eux pose à la terrasse d'un café pour un photographe occidental, et l'on ne sait

pas si cet autre posté à un carrefour — très jeune, peut-être seize ans — est sérieux ou s'il plaisante lorsqu'il lance aux journalistes : « No photo, go away. » Devant cette cohabitation surréaliste entre les hommes de Saddam et les « troupes ennemies », la population de Zakho garde une sorte de timidité, parfois joyeuse. Les gens sourient, mais certains disent en cachette qu'ils demeurent « effrayés ». « Les Irakiens sont encore là. Ils sont très dangereux, vous savez », lâche un étudiant.

Ville vaincue

Certains visages sont encore tendus, fermés. Les hommes n'osent plus porter la tenue traditionnelle — pantalons bouffants surmontés de larges ceintures — que tous les Kurdes, combattants ou non, arboraient au temps où le Kurdistan était « libéré ». Les édifices publics sont quasiment intacts, à l'exception du portrait mural de Saddam Hussein, poinçonné d'impacts de balles.

Zakho a cette atmosphère de ville vaincue, amère. Sans eau, ni électricité, elle est surtout exsangue, inhabitable, presque morte. L'immense majorité de ses soixante mille habitants s'est, elle aussi, exilée vers les sommets du Dîqlân Dîl, la montagne turco-irakienne. Zakho n'est plus une ville, mais une succession de rues silencieuses, de cases en parpaings vides; un char irakien a été laissé à l'abandon à un carrefour; un autobus sans vitres a basculé sur un trottoir; l'Azur et le Bagdad Hotel, inanimés, maintiennent leurs portes closes.

Des groupes d'habitants ont installé leurs chaises sur un trottoir et se servent à l'aide d'une théière géante. La salle de billard a encore quelques joueurs et deux femmes lavent du linge dans le Nabral Khabour, à deux pas d'un pont abandonné. Mais ce sont là les seuls survivants d'une vie qui semble avoir déjà quitté la ville. Seuls, les enfants s'agitent avec des cigarettes et quémantent des cigarettes.

DOMINIQUE LE GUILLEDOUX

Avant de gagner Téhéran

M^{me} Mitterrand s'est rendue auprès des réfugiés à la frontière iranienne

M^{me} Danielle Mitterrand, épouse du chef de l'Etat français et présidente de la fondation humanitaire France-Libertés, est arrivée à Téhéran lundi soir, 22 avril venant de Bakhran où elle a évoqué avec les dirigeants de cette province de l'Ouest iranien l'aide aux réfugiés kurdes irakiens.

M^{me} Mitterrand avait auparavant rencontré des réfugiés kurdes à Piranshahr, dans l'Azerbaïdjan occidental, principal point de passage pour les réfugiés irakiens se rendant en Iran. Elle s'était également entretenue lundi à Haj Omrane, en territoire irakien, avec le président du Parti démocratique du Kurdistan, M. Massoud Barzani, à Ouroumich, chef-lieu de l'Azerbaïdjan occidental, elle avait rencontré le ministre iranien de l'Intérieur, M. Abdollah Nouri, et le gouverneur de la province, M. Ali Saadati.

De son côté, le président iranien Ali Akbar Hachémi-Rasfandjani, soulignant lundi « la volonté politique sérieuse » de l'Iran de dévelop-

per ses relations avec la France, se déclarait « satisfait » du processus de développement des relations franco-iraniennes. M. Rasfandjani, qui a fait cette déclaration en recevant les lettres de créance du nouvel ambassadeur de France en Iran, M. Hubert Colin de Verdière, a ajouté qu'en dépit de « quelques petits problèmes » qu'il convenait de résoudre, « l'Iran considère la France comme amie et partenaire pour l'avenir ».

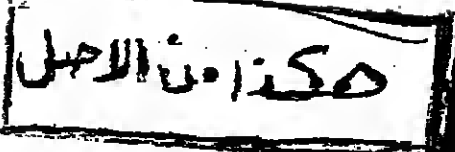
Le président iranien est attendu le 29 avril en Turquie pour une visite officielle de trois jours au cours de laquelle il s'entretiendra avec son homologue turc, M. Turgut Özal, de la situation des réfugiés kurdes, estimés à plus de deux millions en Iran et en Turquie. Par ailleurs, M. Velayati le chef de la diplomatie iranienne a quitté lundi Téhéran pour Copenhague où il doit s'entretenir avec les dirigeants danois de la situation au Moyen-Orient avant de se rendre au Luxembourg et en Irlande. (AFP, Reuters)

Dans le sud de l'Irak

L'opposition chiite fait état d'une intensification des combats

Alors que les négociations se poursuivent, à Bagdad, entre le régime de M. Saddam Hussein et des représentants des rebelles kurdes, l'opposition chiite irakienne a fait état, lundi 22 avril, de l'intensification, ces derniers jours, de « opérations militaires dans le sud de l'Irak », au cours desquelles neuf « bourreaux » de l'armée et du parti Baas (au pouvoir à Bagdad) auraient été capturés et tués. Un officier supérieur figurait parmi ces « bourreaux ». Un porte-parole de l'opposition chiite a notamment indiqué que les insurgés chiites avaient mené des attaques dans la région

d'Amara et de Bassorah. Par ailleurs, plus de 800 000 Irakiens fuyant l'armée de Saddam Hussein vivent cachés dans les marais du sud du pays, a rapporté Radio Téhéran, en citant une source rebelle irakienne, selon laquelle beaucoup de ces réfugiés — en majorité des personnes âgées et des enfants — meurent de faim ou de maladies dans ces marais. « L'attention du monde est concentrée sur les réfugiés kurdes du nord de l'Irak et on oublie l'existence de centaines de milliers de réfugiés dans le sud de l'Irak », a déploré la radio iranienne. (Reuters)



ASIE

AFGHANISTAN : le massacre d'Asadabad

Pour venger l'« humiliation » de Khost ?

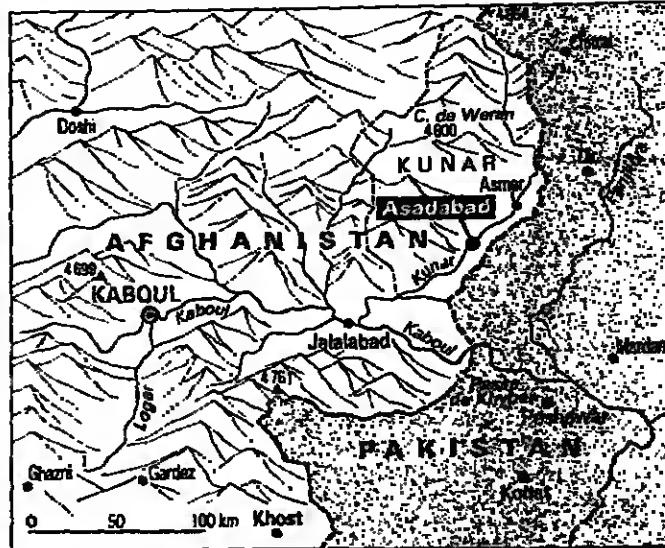
Les circonstances du massacre d'Asadabad (le Monde du 23 avril) se sont précisées, lundi 22 avril, à mesure que les témoignages en provenance de la capitale de la province de la Kunar parvenaient à Peshawar (Pakistan). Les images diffusées par la télévision pakistanaise présentaient le spectacle d'une ville qui aurait été victime d'un tremblement de terre, avec des dizaines d'habitations réduites à un amoncellement de gravats.

ISLAMABAD

de notre envoyé spécial

Selon la télévision d'Islamabad, plus de cinq cents personnes auraient péri dans l'attaque des missiles Scud sur la ville, mais ce bilan n'est pas confirmé par des sources indépendantes (les premières estimations faisant état d'environ trois cents morts). Il semble d'ailleurs que dix missiles seulement aient atteint le centre de la localité.

Les Scud lancés par les forces gouvernementales ont frappé le Bazar, où était situé un très important dépôt de munitions et de carburant, ce qui a déclenché un incendie qui s'est propagé rapidement. Près de quarante-huit heures après l'attaque, des échoppes brûlaient encore. Plusieurs immeubles abritant des réfugiés et des combattants afghans ont été totalement détruits, ainsi qu'une école islamique qui accueillait des « étudiants » originaires d'Arabie



soudite, du Soudan, de Malaisie et de Bahreïn.

Le gouvernement intérimaire de la résistance afghane installé au Pakistan a mis en cause l'Union soviétique dans ce « carnage insensé », estimant que Moscou, qui fournit les missiles Scud ainsi que des conseillers militaires au régime de Kaboul, ne pouvait « échapper à la responsabilité de ce crime ».

Dur revers pour la résistance

Selon M. Laifraie, ministre de l'Information du gouvernement des moudjahidins, cette attaque s'explique par le volonté de ven-

ger la « frustration et l'humiliation » ressenties par le chef de l'Etat afghan, M. Najibullah, après la défaite de ses troupes à Khost, le 31 mars dernier. Le gouvernement de Kaboul a démenti avoir la moindre responsabilité dans cet événement, et l'a attribué à l'incendie d'un dépôt de carburant, qui se serait propagé à des stocks de munitions. Une manière, pour le régime prosoviétique de Kaboul, de signifier aux moudjahidins que des représailles massives sanctionneraient de nouvelles opérations contre des germes gouvernementaux.

La résistance a en effet l'intention d'utiliser les armes lourdes

recupérées à Khost dans les prochaines semaines, notamment contre les villes de Gardes, Ghazni, et Jalalabad, ainsi que dans la vallée du Logar, région située au sud-est de la capitale. Le massacre d'Asadabad constitue un revers important pour la résistance, en raison du nombre de victimes (parmi lesquelles figurent une demi-douzaine de commandants importants), et parce que de nombreux armements ont été détruits.

LAURENT ZECCHINI

Paris et Washington déplorent « les attaques meurtrières ». Le gouvernement français a été le premier à réagir et à déplorer « les attaques meurtrières dont ont été victimes les populations civiles en Afghanistan ». Un porte-parole du Quai d'Orsay a fait observer, lundi, que la recrudescence des combats « souligne une fois de plus l'urgence d'une solution politique sous l'égide des Nations unies ».

A Washington, un porte-parole du Département d'Etat a également déploré cette attaque, ajoutant que les Etats-Unis avaient fait part de leur préoccupation à Moscou au sujet des missiles Scud, « une arme de terreur sans grande signification militaire ». Les autorités pakistanaises ont, de leur côté, saisi le secrétaire général des Nations unies, soulignant notamment que l'emploi d'armes « de destruction massive par le régime de Kaboul nuit aux perspectives d'un règlement politique en Afghanistan ».

VIETNAM : la préparation du 7^e congrès du PC

Les communistes s'estiment encore capables de gérer la crise

« Sauf catastrophe imprévue, le 7^e congrès du parti aura lieu début juillet », dit un cadre du PC. A l'étranger, on se demande parfois ce que font les communistes vietnamiens alors que les problèmes s'accumulent (absence d'un règlement du conflit cambodgien, lenteur de la normalisation des relations avec la Chine et les Etats-Unis, crise économique, etc.). La réponse est simple. Ils procèdent en ce moment même, non sans peine, à l'élection de leurs délégués au congrès. Le parti est serré : les équilibres sont si précaires que le moindre faux pas peut coûter cher. « Tout ce qui se nous un jour peut se défaire le lendemain », commente le même cadre.

HANOI

de notre envoyé spécial

On se souvient du précédent congrès, celui de décembre 1986. Les pressions soviétiques aidant, les communistes vietnamiens avaient adopté le propre d'un mot, changer pour faire du neuf, un train de réformes économiques qui ont, depuis, pris racine. Aujourd'hui, les Soviétiques ont perdu de leur influence, mais même les éléments les plus conservateurs du parti voient les choses sous un angle plus réaliste. Tout en s'attachant au centralisme démocratique et en refusant l'ouverture politique, la direction du PC a fait sienne une libéralisation économique qui a permis au pays de tenir le coup malgré la perte d'alliés européens et le maintien de l'embargo économique américain.

Sans pour autant tolérer le moindre brèche dans le monopole du pouvoir, le PC vietnamien va continuer de se réorganiser. Lors de son 7^e congrès, il doit élire un Conseil national de sécurité, sorte de « super-gouvernement » dont la présidence pourrait être confiée au général Le Duc Anh, membre du bureau politique et actuel ministre de la défense.

Eventuel retour du général Giap

On envisage également de doter le parti d'une présidence qui reviendrait au secrétaire général actuel, M. Nguyen Van Linh, si ce dernier demeure, dans les trois mois qui viennent, *primus inter pares*. Enfin, le bureau politique devrait être substantiellement

renouvelé. Trois anciens vont se retirer. M. Vo Chi Cong, numéro trois du PC, âgé de 78 ans et à la santé fragile, pourrait être remplacé à la présidence du Conseil d'Etat par le général Vo Nguyen Giap, qui ferait ainsi son retour au sein du bureau politique après neuf ans d'absence. Agé de 80 ans, le vainqueur de Dien-Bien-Phu est de nouveau actif : il s'est récemment rendu en Indonésie, en Inde et, surtout, en Chine. Son prestige et son sens de la discipline lui donnent le profil idéal pour assumer les fonctions, surtout honorifiques, de chef de l'Etat. M. Dong Sy Nguyen, un ancien officier, et le général Nguyen Duc Tam devraient également prendre leur retraite.

MM. Vo Tran Chi et Pham The Duyen, secrétaires du PC respectivement à Ho-Chi-Minh-Ville et à Hanoi, les deux principales villes, devraient faire leur entrée au bureau politique où resteront l'actuel premier ministre, M. Do Muoi, ainsi que l'immuable et influent représentant du Sud, M. Vo Van Kiet. Le général Doan Khue, chef d'état-major général, et M. Dao Duy Tung, membre à part entière depuis 1988 seulement, pourraient conserver leurs fonctions.

D'autres postes font l'objet d'une compétition très vive entre des titulaires — comme M. Nguyen Thach, le brillant ministre des affaires étrangères, Mai Chi Tho, ministre de l'Intérieur et frère de feu Le Duc Tho, ou Nguyen Thanh Binh, secrétaire permanent du comité central — et une demi-douzaine de postulants, dont MM. Phan Van Khai (président du Comité d'Etat au plan, ancien maire de Ho-Chi-Minh-Ville), Nguyen Khanh (vice-premier ministre et secrétaire général du gouvernement), Tran Duc Luong (surtout vice-premier ministre), Dang Xuan Ky (fils de feu Truong Chinh) ou Nguyen Quyet (commissaire politique aux armées).

Cette valse de noms annonce plusieurs changements. D'abord, un relatif rapprochement de l'équipe dirigeante, la moyenne d'âge du bureau politique étant ramené de 75 ans à environ 70 ans, ce qui ne constitue tout de même pas une révolution, cinq ans après le 6^e congrès. Ensuite, un léger recul de l'équipe de Le Duc Tho, lequel, en dépit d'une semi-retraite prise en 1986, était demeuré très influent au sein de l'appareil jusqu'à sa mort, l'an dernier.

Exclu en mars 1990 du bureau politique et du comité central du PC pour avoir préconisé publiquement de profondes réformes,

M. Tran Xuan Bach était un ancien protégé de Le Duc Tho. C'était également le cas de M. Bui Tin, exclu du PC en mars dernier pour avoir, de Paris, émis des critiques identiques. S'il n'occupait aucun poste de responsabilité au sein du parti, cet ancien rédacteur en chef adjoint du *Nhan-Dân*, le quotidien du PC, n'en appartenait pas moins à son « cercle intérieur » qui gravite autour de la direction du pays.

Contestation dans les campagnes

Enfin et surtout, aucun bouleversement ne devrait secouer un parti qui, tout en contrôlant la vie politique, se révèle plus préoccupé par une autre vague de contestation (laquelle passe plus insoupçonnée à l'étranger, mais n'en est pas moins importante) : les campagnes sont le théâtre d'un mécontentement lié aux problèmes fonciers. Les paysans — près de 80 % de la population — demandent tout simplement la rétrocession de terres spoliées

lors des réformes agraires. Un récent rapport du PC fait état, durant ces trois dernières années, de quelque vingt mille litiges fonciers à travers le pays. Dans les deux tiers des cas, les paysans prétendent récupérer les terres de leurs ancêtres, un problème particulièrement sensible au Vietnam.

Face à ces difficultés, et faute de choix, les communistes entendent mener avec souplesse une transition inévitable en s'appuyant sur deux piliers : l'armée, assez populaire, et les services de sécurité, qui sont beaucoup moins. Ils savent que leurs futurs partenaires étrangers, occidentaux comme chinois, s'inquiètent, le cas échéant, du vide et des désordres consécutifs à un éventuel effondrement — ou écoulement — de l'appareil aujourd'hui en place. Au Vietnam, traditionnellement, on pratique la médecine préventive. Et, jusqu'à nouvel ordre, les communistes estiment qu'ils ont encore les moyens de gérer la crise. Ce qui implique, selon leur expression, une politique des « petits pas ».

JEAN-CLAUDE POMONTI

EN BREF

■ CAMBODGE : l'ONU, la France et l'Indonésie appellent à un cessez-le-feu. — La France, l'Indonésie et le secrétaire général de l'ONU ont lancé, lundi 22 avril, « un appel pressant » à toutes les parties en conflit au Cambodge pour une « cessation temporaire des hostilités à compter du 1^{er} mai et au moins jusqu'à la réunion de Djakarta ». Paris et Djakarta espèrent pouvoir réunir d'ici la fin du printemps, dans la capitale indonésienne, le Conseil national suprême (CNS) cambodgien. En outre, pour la première fois, Washington a envoyé des experts de nationalité américaine en mission dans les régions contrôlées par le régime de Phnom-Penh, ont indiqué des sources informées dans la capitale. — (AFP)

■ JAPON : pour la première fois, une femme a été élue maire. — Une femme a, pour la première fois, été élue maire au Japon, à l'occasion du second tour des élections locales qui se sont déroulées dimanche 21 avril dans cent vingt-cinq villes. M^{me} Haruo Kitamura, une avocate de soixante-deux ans, dont la photo a été publiée lundi par tous les journaux japonais, a été élue dans la ville d'Ashiya, quatre-vingt-sept mille habitants, près d'Osaka. — (AFP)

■ INDE : les autorités demandent aux étrangers de quitter le Cachemire. — Les services de renseignements indiens ont demandé aux étrangers de quitter le Cachemire, en invoquant les risques pour leur sécurité dans cet Etat où des séparatistes musulmans ont enlevé deux ressortissants suédois. Les élections fédérales ont commencé samedi 20 avril à conseiller aux visiteurs et aux citoyens étrangers de partir, les forces indiennes n'ayant pas réussi à retrouver les deux ingénieurs suédois, Johan Jansson et Olle Loman, enlevés le 31 mars. — (AFP)

■ PHILIPPINES : l'Eglise suspend ses négociations avec les ravisseurs du père Caroff. — Des représentants officiels de l'Eglise de la ville de Cotabato, dans le sud des Philippines, ont annoncé mardi 23 avril la suspension des négociations avec les ravisseurs du prêtre français Yves Caroff enlevé le 27 mars dernier (le Monde du 29 mars et du 2 avril). Selon l'archevêque de Cotabato, Mgr Philip Smith, les auteurs du rapt refusent d'abandonner leurs exigences : une rançon de 2 millions de pesos (71 000 dollars), et la livraison de douze fusils. Samedi, Mgr Smith avait dit craindre que le père Caroff, âgé de soixante-six ans, originaire de Saint-Brieuc, ne soit plus en vie. — (AFP)



L'avis de chacun nous intéresse.

Chez Du Pont de Nemours, la mise au point d'un nouveau produit pour la protection des plantes fait appel aux experts les plus universels, scientifiques, agriculteurs, agronomes, écologistes... sans compter les bérissonts. L'opinion de chacun est indispensable. Il faut savoir répondre à toutes les exigences : efficacité, faible dose d'utilisation, absence de résidus, sélectivité, respect de l'environnement... Du Pont de Nemours a investi dans

un effort de recherche particulièrement novateur qui a déjà porté ses fruits. Nos derniers herbicides sont moins nocifs que le sel marin et s'utilisent pourtant en quantités infinitésimales. Aucun résidu dans les cultures n'a pu être décelé malgré les analyses les plus sophistiquées. Ils prouvent ainsi qu'ils savent respecter la qualité de la chaîne alimentaire et de l'eau. Notre hérisson en témoigne.

Du Pont et la vie.

Notre nouvel herbicide ALLIE* fait partie des centaines de nouveaux produits développés par Du Pont de Nemours qui participent à la sauvegarde de l'homme à travers le monde.

Des investissements annuels de l'ordre de 7 milliards de francs et une étroite collaboration avec des spécialistes d'horizons aussi variés que l'agriculture, la médecine et l'énergie permettent aux hommes de

Du Pont de Nemours de mettre la technologie au service de la vie.

Pour toute information, contacter : Du Pont de Nemours (France) S.A. ; 137 rue de l'Université - 75334 Paris Cedex 07 - Tél: (1) 45.50.63.81.

* Marque déposée de Du Pont de Nemours. 20% de METSULFURON-METHYLE - Homologation IF 940225

De meilleurs produits pour une vie meilleure.

DU PONT

هكذا ان الامل

سكزا بن الاجل

16 Le Monde • Mardi 23 avril 1991 •

6 Le Monde • Mercredi 24 avril 1991 •

DIPLOMATIE

Selon le rapport du secrétaire général de l'ONU

Le référendum sur l'autodétermination au Sahara occidental pourrait avoir lieu en janvier 1992

Sous réserve d'une rapide approbation de la résolution — qui pourrait être votée avant la fin de la semaine par le Conseil de sécurité des Nations unies — le référendum permettant aux Sahraouis de se prononcer sur leur indépendance ou sur leur appartenance au royaume marocain pourrait intervenir en janvier 1992. C'est ce qui ressort du rapport du secrétaire général au Conseil de sécurité, publié le 22 avril à l'ONU.

NEW-YORK (Nations unies)

de notre correspondant

Depuis plusieurs jours, il était acquis que « ce compromis acceptable », selon les termes du Polisario, constituait le règlement politique définitif d'un conflit militaire qui dure depuis quinze ans. Seul restait à négocier le détail du financement de la Mission des Nations unies pour le référendum du Sahara occidental (MINURSO), qui devra déployer près de 2 000 personnels civils, militaires et de police sur les 250 000 kilomètres carrés du territoire (le Monde du 12 avril).

Il est confirmé que le coût global de la MINURSO, y compris le rapatriement des très nombreux Sahraouis (sans doute la moitié des 70 000 électeurs) qui souhaiteront regagner l'ex-colonie espagnole pour participer au scrutin, devrait atteindre 200 millions de dollars. A la demande de la

Grande-Bretagne, de l'URSS et des Etats-Unis, il a été décidé que ce rapatriement (estimé à 34 millions de dollars à lui seul) serait considéré comme une opération à caractère humanitaire, donc financée par des contributions volontaires.

Dans son rapport, M. Javier Perez de Cuellar insiste pour que la mission de l'ONU ne soit pas déployée sur le terrain avant que les contributions volontaires prévues aient été réglées. Pour leur part, les cinq membres permanents (Chine, Etats-Unis, France, Royaume-Uni et Union soviétique) ont donné leur accord pour un appel de fonds représentant 70 % du coût total pour les six premiers mois de la mission de l'ONU, une seconde contribution pouvant être versée ultérieurement.

La première étape, prévue sur seize semaines, consistera à identifier, via une commission ad hoc, les partici-

pants au référendum, la base retenue étant le recensement de 1974, à la veille du départ de l'Espagne de son ancienne colonie. Un cessez-le-feu formel interviendra ensuite, et la seconde phase, pouvant durer vingt semaines, comportera notamment le rapatriement de certains réfugiés sous l'égide du Haut-Commissariat aux réfugiés, la réduction à 65 000 hommes des forces marocaines présentes, l'organisation de la campagne électorale et du référendum, et, enfin, la proclamation des résultats avec, peu après, le retrait des personnels de la MINURSO. Sur la base de ce calendrier et d'une approbation, début mai, par l'Assemblée générale, du budget de la MINURSO, la mission de cette force de paix onusienne devrait s'achever treize à six semaines plus tard, le référendum étant prévu pour le début de l'année prochaine.

SERGE MARTI

□ Prochaine visite à l'OTAN du premier ministre bulgare. — Le premier ministre bulgare, M. Dimitar Popov, effectuera le 30 avril sa première visite au siège bruxellois de l'Alliance atlantique. M. Popov s'entretiendra avec le secrétaire général de l'OTAN, M. Manfred Woerner, avant de rencontrer de manière informelle les ambassadeurs des seize pays alliés. Depuis son sommet de Londres en juillet 1990, l'OTAN a reçu à Bruxelles de nombreux responsables des pays d'Europe centrale et orientale. — (AFP)

□ La levée des sanctions contre l'Afrique du Sud : blocage des navires. — Le refus du Parlement danois d'autoriser la levée des sanctions contre l'Afrique du Sud, conformément à une décision des Douze à laquelle avait souscrit le 15 avril le gouvernement minoritaire de Copenhague, pose à la Communauté un très complexe problème juridique. « Il faudra trois semaines au moins pour débrouiller l'écheveau », estime lundi 22 avril un diplomate à Bruxelles. La veuve mercredi à Copenhague du président sud-africain portait toutefois accélérer les choses. — (AFP)

AFRIQUE

CENTRAFRIQUE : alors que la tension sociale s'aggrave

Le président Kolingba promet l'instauration du multipartisme « dans un délai raisonnable »

Le président André Kolingba s'est prononcé, lundi 22 avril, lors d'une réunion extraordinaire du Rassemblement démocratique du peuple centrafricain (RDPC, parti unique au pouvoir), en faveur du multipartisme. « Désormais, les courants de pensée et les sensibilités pourront s'exprimer dans les partis de leur choix », a déclaré le général Kolingba. Selon lui, l'instauration du multipartisme « suppose la révision de la Constitution et l'adoption de nouveaux textes dans un délai raisonnable ». Cette volte-face politi-

que — qui dément les conclusions du récent congrès du RDPC, rejetant le multipartisme — est assortie d'une mesure de grâce en faveur des prisonniers politiques. Cinq militants du Comité de coordination pour la convocation d'une conférence nationale (CCCCN), arrêtés en octobre, et dont le procès devait s'ouvrir mardi matin à Bangui, devraient figurer parmi les graciés. La soudaine « bonne volonté » du chef de l'Etat n'a pas, semble-t-il, convaincu la population.

Les fonctionnaires — dont certains

« n'ont pas touché de salaire depuis trois mois », affirme-t-on à Bangui — devraient maintenir leur mot d'ordre de grève, prévue dans quelques jours. Selon M. Nicolas Tiangaye, membre du CCCCCN, joint par téléphone mardi matin, l'exigence d'une conférence nationale reste entière, car, souligne-t-il, « on ne peut pas passer de la dictature du parti unique au multipartisme sans une phase de transition et, donc, sans la tenue de cette conférence. Il n'appartient pas à un seul homme de décider des changements qui s'imposent ».

C. S.

CAMEROUN

Les émeutes gagnent l'ouest du pays

Les violentes émeutes qui secouent le pays depuis environ trois semaines ont gagné, lundi 22 avril, la ville historique de Foumban (ouest), située à environ 400 kilomètres de Yaoundé. Au moins quatre personnes auraient trouvé la mort lors d'affrontements entre manifestants et forces de l'ordre, a-t-on appris de bonne source dans la capitale.

Les émeutiers ont commencé par ériger des barricades avec des pneus enflammés, puis ils ont brûlé ou détruit tout à tour l'hôtel des finances, la nouvelle préfecture, le tribunal et le prison, libérant les détenus, selon la même source. L'armée aurait ouvert le feu à plu-

sieurs reprises sur la foule. C'est la première fois que Foumban — où vit le sultan de la dynastie Njoya — connaît une telle flambée de violence.

An même moment, à Yaoundé, le Parlement approuvait le rétablissement du poste de premier ministre et votait une amnistie générale pour les prisonniers politiques. Le chef de l'Etat conservera son rôle d'arbitre sur les grands dossiers nationaux, tandis que le chef du gouvernement assurera la gestion des affaires courantes. L'amnistie concerne tous les prisonniers politiques et les exilés ayant fui le pays « en raison de leurs opinions », (AFP, Reuters).

□ ETHIOPIE : le Parlement se prononce en faveur du multipartisme. — Le Parlement a admis le principe du multipartisme, dans une résolution adoptée dans la nuit du lundi 22 au mardi 23 avril à Addis-Abeba, a-t-on appris, mardi matin, de source diplomatique. Cette résolution appelle à la constitution d'un « comité de paix », chargé d'instaurer un système de transition et de reconnaître officiellement les partis d'opposition. Le Parlement souhaite également l'amnistie des prisonniers politiques et la signature d'un cessez-le-feu avec les rebelles nordistes de l'Erythrée et du Tigré. Lundi, le président Mengistu avait reconnu, devant le Parlement, la percée militaire des maquisards nordistes dans les provinces du Gojjam, du Gondar, du Wollega et du Siboa, ainsi que dans la région du port d'Assab, dernière place forte de l'armée régulière sur la mer Rouge. — (AFP, Reuters).

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

LE GROUPE BNP EN 1990

En dépit d'une année difficile le Groupe a renforcé sa solidité financière

Le Conseil d'Administration, réuni le 17 avril sous la présidence de M. René THOMAS, a examiné les comptes consolidés de l'exercice 1990.

L'exercice 1990 s'est déroulé dans un contexte défavorable à l'activité bancaire :

- la concurrence des placements rémunérés, jouissant d'un traitement fiscal favorable, a entraîné un renchérissement des ressources dont le coût n'a pu être totalement repercuté dans les conditions faites à la clientèle ;
- l'aggravation des risques liés aux activités de crédit aux particuliers et aux entreprises a conduit, du fait de la conjoncture économique, à constituer d'importantes provisions ;
- en ce qui concerne les risques-pays, l'année 1990 a été marquée par l'accroissement des intérêts impayés et la diminution des revenus des créances ayant fait l'objet d'un réaménagement dans le cadre international ;
- la déformation de la courbe des taux et le contexte boursier ont amoindri les résultats des activités de marché.

Aux effets de cet environnement général défavorable se sont ajoutés, en 1990, des circonstances propres à la BNP :

- une grève en début d'année a entraîné une augmentation des

frais généraux et charges de trésorerie qui peut être estimée à 600 millions de francs environ ;

- la liquidation de la B.I.A.O. S.A. et la dévolution de ses filiales a coûté 1 026 millions de francs en 1990 ;
- la prise de contrôle de la B.A.I.L. en cours d'année et l'application des normes comptables de la BNP ont conduit à constituer des provisions pour risques souverains supplémentaires à hauteur de 773 millions de francs.

Pour cet ensemble de raisons, les résultats d'exploitation ont baissé de 14 %. Cette baisse est due à la BNP métropole, alors que le réseau international maintient ses résultats et que les filiales métropolitaines spécialisées sont en forte progression.

Conformément à sa politique de prudence la BNP a provisionné cette année plus de 7 milliards de francs. Les risques de crédit sur la clientèle ont donné lieu à une dotation de 3,7 milliards de francs tandis que la charge liée aux risques souverains et assimilés s'élevait à 3,4 milliards. Le taux de couverture des engagements portés sur plus de 70 pays est de 60 %.

Compte tenu de ces écritures, le résultat net consolidé est en baisse de 40,8 % malgré l'apport en résultat des sociétés mises en équivalence.

(en millions de francs)	1989	1990	Variations	
			en capitaux	en %
Produit net bancaire	34.890	35.806	+ 916	+ 2,6
Frais généraux et amortissements	25.655	26.130	+ 2.495	+ 10,6
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	11.235	9.676	- 1.579	- 14,0
Provisions d'exploitation et assimilées	6.679	7.097	+ 418	+ 6,3
RÉSULTAT NET	3.644	2.157	- 1.487	- 40,8
+ dont part du groupe	3.414	1.616	- 1.798	- 52,7
Fonds propres après répartition	28.799	41.273	+ 12.474	+ 43,3

Cette baisse des résultats intervient dans une année où le groupe a poursuivi son développement tout en renforçant ses fonds propres.

EN MÉTROPOLE, la croissance des crédits consentis à la clientèle de la BNP a été en moyenne annuelle de 14,3 % dont :

- + 15,1 % pour les crédits aux entreprises,
- + 13,2 % pour les crédits aux particuliers.

Les dépôts ont progressé de 12,8 % ; les dépôts à vue ont augmenté de 3,5 %, les dépôts d'épargne ont été stables, les dépôts à conditions de marché se sont accrus de 41,3 %.

L'ensemble des dépôts et des fonds gérés s'est élevé à 550 milliards de francs au 31 décembre 1990, en hausse de 15,4 % en raison notamment d'une forte progression des SICAV monétaires (+ 35,5 %).

L'activité des filiales métropolitaines a été forte, notamment celle de BNP BAII, de la BANEXI, de MEINIER PROMOTION et des filiales spécialisées dans l'assurance-vie.

Pour les RESEAUX EXTERIEURS, les engagements sur la clientèle se sont accrus de 8,3 % et les ressources de 23,5 %.

L'activité et les résultats ont été satisfaisants dans pratiquement toutes les zones géographiques, particulièrement en Amérique et en Asie-Océanie. Le réseau international a poursuivi sa politique d'acquisitions externes : CENTRAL BANK en Californie, NAGEL-MACKERS en Belgique, KJOBMANSBANKEN en Norvège, sociétés de crédit local en Irlande et en Grèce. En Europe Centrale, la BNP a ouvert des bureaux à Varsovie et à Prague et a créé une banque mixte en Hongrie, en collaboration avec la DRESNER avec laquelle la BNP a engagé des réflexions communes portant sur la coopération future entre les deux groupes

et sur leur expansion internationale.

La structure financière de la Banque s'est renforcée, à l'occasion notamment de deux augmentations de capital liées à des prises de participation dans Pechiney et dans l'UAP avec laquelle la coopération s'est développée dans le domaine des produits d'assurance.

Sur l'ensemble de l'exercice, les fonds propres se sont accrus de 12,5 milliards de francs pour atteindre 41,3 milliards de francs. Le groupe, avec un ratio de 94 % calculé selon les dispositions actuellement en vigueur, respecte les contraintes du ratio international de solvabilité.

Sous l'effet de la hausse du résultat et de l'augmentation du nombre des actions, le résultat par action a été de 25,63 francs contre 37,61 francs en 1989. L'actif net par action, avant toute prise en compte de plus-values latentes mobilières et immobilières, a augmenté de 9,2 % pour atteindre 475 francs.

Le Conseil d'Administration a décidé de proposer un dividende, avoir fiscal compris, de 780 francs par action et certificat d'investissement, contre 21,60 francs en 1989. Le montant de la distribution au titre de l'exercice 1990 représente 356 millions de francs.

L'ensemble de ces éléments conduit le groupe à accentuer ses efforts pour redresser sa rentabilité : amélioration des marges, adaptation des effectifs et des structures, réexamen des budgets d'investissement et réduction des frais généraux.

BNP

A TRAVERS LE MONDE

CUBA

M. Fidel Castro se plaint de ne pas recevoir assez d'armes d'Union soviétique

A un moment où les Etats-Unis sont de plus en plus menaçants, Cuba éprouve des « difficultés colossales » à recevoir des armes d'Union soviétique, a affirmé vendredi 19 avril M. Fidel Castro. Dans un discours de trois heures, destiné à célébrer le trentième anniversaire de l'invasion manquée de la baie des Cochons, le leader cubain a précisé que l'armée était contrainte d'utiliser du charbon et de l'alcool de canne comme carburant, face à la baisse des livraisons de pétrole soviétique. En outre, a-t-il ajouté, l'effondrement du bloc communiste d'Europe de l'Est et la victoire alliée dans le Golfe ont ravivé l'hostilité des Etats-Unis à l'égard de Cuba. « Nous sommes menacés par les Etats-Unis, d'autant plus qu'ils se conduisent aujourd'hui comme les maîtres du monde », a-t-il déclaré. « Plus que jamais, nous avons besoin de nouvelles armes, et nous ne pourrions pas nous en procurer », a dit Fidel Castro. — (Reuters).

MONGOLIE

Décès de Youmjaguin Tsedenbal, ancien secrétaire général du PC

L'ancien secrétaire général du Parti communiste mongol, M. Youmjaguin Tsedenbal, exilé à Moscou depuis son éviction du pouvoir en 1984, est décédé samedi 20 avril, à l'âge de soixante-quatre ans, dans un hôpital de la capitale soviétique. « Des suites d'une longue maladie », a indiqué un diplomate de l'ambassade de Mongolie en Union soviétique. « Par respect pour l'histoire et en vertu de considérations humanitaires », le président Punsalmaagin Ochirbat a autorisé l'inhumation de l'ancien numéro un à Oulan-Bator, a annoncé à Pékin l'agence China nouvelle.

[Né le 17 septembre 1916, Youmjaguin Tsedenbal a été secrétaire général du comité central du Parti révolutionnaire et populaire de 1950 à 1954, date à laquelle il se consacra à la fonction de premier ministre. Il reprit la direction du parti en 1959. Lorsque les voies soviétique et chinoise divergèrent, il opta pour Moscou. A partir de 1974, il cumula les fonctions de premier secrétaire du parti

et de chef de l'Etat. En 1979, il se fit nommer maréchal. Destitué en 1984, le « Brejnev mongol » avait été exclu du Mouvement des Jeunes communistes l'année dernière. L'Union démocratique mongole avait alors manifesté pour réclamer son retour en Mongolie et sa mise en jugement. En avril 1990, le président du Parlement l'avait privé de ses dernières titres.]

ÉTATS-UNIS

Record de criminalité à New-York

Le taux de criminalité a atteint en 1990 un niveau record à New-York pour la troisième année consécutive, selon des chiffres rendus publics, lundi 22 avril, par la police de la ville. D'après ces chiffres, 2 245 personnes ont été assassinées en 1990 à New-York, qui a également été le capitale américaine du vol pour la deuxième année consécutive avec un moyenne de 274 agressions par jour, soit un total de 100 280. Les homicides ont été en progression de 13,3 % par rapport à 1989. Sur les 2 245 personnes assassinées l'année dernière, 89 étaient des enfants âgés de moins de seize ans et 22 des personnes âgées de plus de 65 ans, victimes de balles perdues, a précisé la police. Ces chiffres placent New-York au neuvième rang des villes américaines pour la criminalité. Washington conserva le record des assassinats. — (Reuters).

TAIWAN

Le Parlement met fin à quarante-trois ans d'état d'urgence

L'Assemblée nationale de Taiwan a abrogé, lundi 22 avril, les dispositions instaurant l'état de guerre contre le « rébellion communiste », victorieux sur le continent en 1949 au terme de la guerre civile chinoise.

Les « mesures temporaires en vigueur durant la période de la rébellion communiste », adoptées il y a quarante-trois ans, au moment de la débâcle de l'armée nationaliste devant les troupes de Mao Zedong, ont été levées, en troisième lecture, afin de préparer le retour à un régime constitutionnel normal. Le premier ministre, M. Hau Pei-tsun, a toutefois souligné que cette décision ne signifiait pas la fin des hostilités vis-à-vis des communistes au pouvoir à Pékin. Le Parlement a également voté une série de réformes afin de permettre la tenue, en 1993, d'élections qui devraient sonner le glas de quatre décennies de domination du Kuomintang (KMT, parti nationaliste). — (AFP, UPI).

RIQUE.

promet l'instauration
un délai raisonnable.

du pays

TRAVAIL

LA CROIX

17h30

LA CROIX

LA CROIX

LA CROIX

LA CROIX

LA CROIX

LA CROIX

LA CROIX

LA CROIX

LA CROIX

LA CROIX

LA CROIX

LA CROIX

LA CROIX

LA CROIX

LA CROIX

LA CROIX

LA CROIX

LA CROIX

LA CROIX

LES FEUILLETONS SUR LA 5, C'EST CONTAGIEUX. La 5, c'est 5 sur 5.

NOUVEAUX FEUILLETONS. NOUVEAUX RENDEZ-VOUS.

Du lundi au vendredi:
CAS DE DIVORCE, 11h30. ARABESQUE, 13h35.
L'INSPECTEUR DERRICK, 14h38. STAR TREK, 17h45.
ALLO NELLY BOBO, 18h35. BONSOIR MA SÉRIE, 19h40.
Samedi et dimanche, 13h30, feuilletons en série dans
LA PARADE DES HÉROS.
Dimanche, LA FAMILLE DES COLLINES, 18h25.



هكذا من الاصل

EUROPE

URSS : présenté au Soviet suprême par M. Pavlov

Le plan anti-crise de M. Gorbatchev est rejeté par plusieurs Républiques

Le premier ministre soviétique, M. Valentin Pavlov, a présenté lundi 22 avril devant les députés du Soviet suprême d'URSS le plan anti-crise lancé par le président Gorbatchev. Mais peu de Républiques semblent prêtes à s'y soumettre.

MOSCOU

de notre envoyé spécial

Comme prévu, le nouveau plan anti-crise de M. Gorbatchev est mal parti. Après la Russie et l'Ukraine, c'est le Kazakhstan qui a fait savoir lundi 22 avril qu'il refusait de l'appliquer, c'est-à-dire que les seules Républiques susceptibles encore de s'y soumettre de bon gré sont les derniers ilots « brejnéviens » du pays (quatre Républiques d'Asie centrale et la Biélorussie), ce qui augure mal d'un programme qui se veut une « accélération radicale vers le marché ».

De plus, la Biélorussie risque de faire faux bond aussi : s'étant réveillée d'un long sommeil à la suite des hausses de prix, avec deux grèves générales menées depuis début avril, elle devait se consacrer une troisième, mardi. Les dirigeants locaux ont en effet refusé la veille de convoquer une session extraordinaire du Parlement biélorusse, première des demandes des grévistes.

La tenue de la réunion du Conseil de la fédération (groupeant les présidents des Républiques) prévue mardi, restait incertaine. Faute, sans doute, de combattants. Samedi, déjà, le plan était « discuté » à Mos-

cou par son auteur, le premier ministre soviétique, M. Valentin Pavlov, et des représentants des gouvernements des Républiques. Mais, selon le président du groupe parlementaire chargé d'examiner les propositions, M. Nikolai Borborski, les représentants de Russie, d'Ukraine et du Kazakhstan sont rapidement partis, manifestant leur désaccord.

Le président du Kazakhstan, M. Noursoultan Nazarbajev, s'en est expliqué lui-même lundi devant le Soviet suprême : le plan Pavlov contredit, a-t-il dit, le dernier et date des projets de traité d'union sur trois points : en refusant aux Républiques tout contrôle sur la privatisation des entreprises, sur leurs échanges avec l'étranger et sur la répartition des ressources.

Structures parallèles

Les organes principaux de concertation entre les Républiques et le centre, c'est-à-dire avec MM. Gorbatchev et Pavlov, sont donc en panne. Mais il semble que M. Pavlov soit prêt, bien qu'il ait encore dit le contraire, à se passer de l'accord des Républiques pour tenter d'appliquer son plan. Il se contenterait d'un vote qu'il s'apprête à faire, vendredi au Soviet suprême, qui légaliserait les « mesures administratives » prévues dans son plan anti-crise, comme le recours à la force et aux tribunaux contre les instigateurs de grèves. « Si le Soviet suprême approuve notre programme anti-crise, nous saurons comment l'appliquer même si la stabilité dans le

pays n'est pas rétablie », a co-écrit lundi M. Pavlov.

La « stabilité » ne semble pas près de se rétablir, les grèves se poursuivent et de nouveaux foyers de conflit éclatent notamment dans le Caucase du Nord. Quant au Soviet suprême, sa soumission de plus en plus prononcée envers le pouvoir donne naissance à des structures parallèles. Le « conseil démocratique » s'appuie ainsi sur les Parlements des Républiques élus plus tard que celui de l'Union et donc un peu plus démocratiquement.

Lundi, une première « conférence interparlementaire » s'est ainsi achevée à Moscou, représentant vingt-trois fractions parlementaires venues de neuf Républiques, plus des observateurs délégués par les trois Républiques baltes et la Géorgie. Elle a notamment adopté un texte alternatif en projet de traité d'Union de M. Gorbatchev reconnaissant trois niveaux de relations entre Républiques : indépendance, confédération et fédération, au libre choix de chacune des ex-républiques de l'empire. Les fractions représentées, généralement minoritaires dans leur Parlement, ont aussi créé un organe consultatif permanent et adopté divers textes politiques, dont un de soutien aux grévistes. En même temps, la majorité des députés estimait souhaitable que les grèves soient suspendues et que des négociations soient lancées. Réagissant enfin à l'appel lancé la veille par le mouvement « Solozov » en faveur de l'instauration de l'état d'urgence dans le pays — un appel que M. Pav-

lov a qualifié lundi de « tout à fait normal », — la conférence a appelé à répondre, dans une telle hypothèse, par la grève générale et la désobéissance civile.

Une autre structure parallèle au Soviet suprême s'est constituée la semaine dernière à l'initiative, cette fois-ci, d'un courant issu de la majorité communiste au pouvoir. Il s'agit d'un « groupe interparlementaire de députés » rassemblant des économistes généralement compétents et sensibles à l'avantage pour l'URSS de maintenir un espace économique unifié tout en respectant la souveraineté des Républiques. Leur protecteur est l'Union scientifique-industrielle dirigée par un membre du comité central, M. Arkadi Volski, souvent cité à Moscou au nombre des personnages d'éventail. Cette union regroupe de nombreux dirigeants de grandes entreprises soviétiques et se trouve être ainsi par la force des choses une émanation du fameux complexe militaro-industriel.

En décembre, elle critiquait très vivement M. Gorbatchev pour avoir laissé s'installer l'anarchie ; en janvier, lors d'un nouveau congrès, elle se faisait le champion des privatisations et de l'économie de marché. Son vice-président, Alexandre Vladimirov, cité par l'agence non officielle Interfax, estime qu'une des tâches du « groupe interparlementaire » sera de « créer un mécanisme pour influencer le président et le gouvernement » afin de sortir l'économie soviétique de la crise. Autant dire que la confiance ne règne pas, au sein même du parti, quant à la réussite du plan anti-crise de M. Pavlov.

SOPHIE SHIHAB

GRANDE-BRETAGNE : croisade pour l'éducation

Le prince Charles et Shakespeare

LONDRES

de notre correspondant

Le prince Charles a vivement critiqué le système britannique d'éducation qui, selon lui, laisse « un enfant sur sept sortir de l'école primaire pratiquement illettré ». L'héritier de la couronne parit, lundi 22 avril, à Stratford-sur-Avon à l'occasion du 426^e anniversaire de la naissance de Shakespeare. Il a particulièrement regretté que Shakespeare ne figure pas au programme de certaines classes terminales, y compris littéraires : « Des milliers d'élèves quittent l'école à seize ans sans avoir jamais vu une pièce de Shakespeare au théâtre ou au cinéma et sans avoir jamais lu une seule ligne de lui ».

Le processus est apparemment mal engagé dès le début. « En France, en Italie ou en Belgique, tout enfant de moins de cinq ans peut aller à l'école maternelle d'Etat. Dans notre pays, moins de la moitié de nos enfants ont ce droit. » A l'autre bout de la chaîne, nombreux sont ceux qui abandonnent le système dès l'âge où l'enseignement cesse d'être obligatoire, pour entrer directement dans le monde du travail, ce qui consiste parfois seulement pour eux à se faire inscrire sur les registres du chômage. « Le plus inquiétant peut-être est qu'un tiers seulement de ceux qui ont entre seize et dix-huit ans reçoivent encore une éducation à temps complet. »

Le prince Charles estime que les programmes eux-mêmes, au nom de certaines « modes », font la part trop belle à ce qui est « utile » ou « contemporain » au risque de « produire une génération entière privée de son héritage culturel ». La



spécialisation intervient trop tôt. « Les mathématiques n'auront-ils pas besoin d'être correctement enseignées de par les langues étrangères ? Les historiens peuvent-ils se débrouiller sans une connaissance de l'économie et de la philosophie ? »

L'héritier de la couronne s'est avancé sur un terrain éminemment politique à propos du programme national actuellement en préparation. Il affirme que celui-ci ne contient plus de matières artistiques obligatoires après l'âge de quatorze ans. L'enseignement des langues étrangères n'est pas moins déficient. Il ne commence

pas, dans le plupart des écoles, avant onze ans, et, dès quatorze ans, la moitié des élèves y ont renoncé. Le prince Charles s'inquiète des conséquences de ce handicap pour le Royaume-Uni après l'adhésion de 1992. Celui-ci ne risque-t-il pas d'apparaître alors comme la « cousin pauvre » de l'Europe ?

Ce discours a été plutôt bien accueilli, même par le ministre de l'éducation, M. Kenneth Clarke, qui a fait de croire que le prince Charles ne faisait que dire ce qu'il ne cessait lui-même de répéter...

DOMINIQUE D'HOMBRES

□ TCHÉCOSLOVAQUIE : ouverture du consulat général d'Afrique du Sud. — Le consul général d'Afrique du Sud en Tchécoslovaquie a remis, lundi 22 avril, à Prague ses lettres de créance au ministre des affaires étrangères, M. Jiri Dienstbier.

Un accord sur la reprise des relations consulaires entre les deux pays, suspendues en 1963 sans être rompues, avait été conclu en novembre dernier, lors d'une visite à Prague du ministre sud-africain des affaires étrangères M. Pik Botha. — (AFP)

PAYS-BAS

La ratification de la convention de Schengen est incertaine

LA HAYE

de notre correspondant

Les associations d'aide aux réfugiés et de protection des étrangers, les défenseurs des droits de l'homme, ainsi que les parlementaires, notamment travaillistes, qui, l'an dernier à pareille époque, critiquaient vivement la signature par les Pays-Bas de la convention de Schengen (sur la libre circulation des personnes entre six pays européens), ont reçu, dernièrement, le soutien quelque peu inattendu du Conseil d'Etat.

Juge administratif suprême et conseiller juridique de l'exécutif oerlandais (couronne et gouvernement), le Conseil a émis un avis défavorable sur le texte de Schengen, contestant ainsi, pour la première fois dans son histoire, un accord international. Formellement destiné à la reine, le texte de l'avis n'a pas été rendu public mais, selon les médias néerlandais, les conseillers d'Etat formulent une triple critique.

Tout d'abord, à propos des demandeurs d'asile, la convention de Schengen serait en retrait par rapport à la convention des Nations unies sur les réfugiés. Ensuite, concernant la libre circulation des personnes, l'accord d'Etat offrirait qu'une protection juridique insuffisante aux non-nationaux des pays signataires.

Enfin, la création d'un fichier commun aux services de polices de ces derniers serait attentatoire à la vie privée.

Le gouvernement de La Haye n'avait sans doute pas besoin de ce désaveu, au moment où ses états d'âme à propos de l'Europe politique et monétaire le font passer pour le mauvais élève de la classe monétaire. Aussi, le ministre des affaires étrangères s'est-il employé à souligner ce que l'avis du Conseil d'Etat avait de positif. La « justification » de la convention de Schengen n'est pas contestée et sa signature par les douze Etats membres de la Communauté, au lieu de six actuellement, semble également souhaitable au pouvoir politique.

De son côté, le ministre de la justice a fait savoir que le gouvernement passerait outre aux critiques des conseillers d'Etat et soutiendrait prochainement la convention de Schengen à la ratification parlementaire. Mais l'issue du débat, qui aura lieu en mai ou en juin — reste incertaine.

CHRISTIAN CHARTIER

AMÉRIQUES

CHILI : malgré les pressions militaires

Le gouvernement confie à des civils la lutte contre le terrorisme

Trois semaines après l'assassinat de Jaime Guzman, l'ancien idéologue du régime militaire, le gouvernement a constitué jeudi 18 avril un bureau de coordination, par la grève générale et la désobéissance civile.

SANTIAGO

de notre correspondant

Selon M. Belisario Velasco, secrétaire d'Etat à l'Intérieur, il faudra du temps pour venir à bout de la guérilla urbaine, même si elle ne compte « pas plus d'une centaine » de militants. Pen nombre, les terroristes sont du même coup difficilement détectables. Ainsi, les militants du Front patriotique Manuel-Rodríguez, soupçonnés d'avoir tué Jaime Guzman ne formeraient que trois cellules, dirigées par un mystérieux « commandant Carlos ». Il s'agit en fait de guérilleros ayant rompu avec le Front, lequel s'est séparé du PC, tout en optant, comme lui, pour l'arrêt de la lutte armée.

Vague de hold-up

Outre cette poignée de desperados, le gouvernement doit affronter l'imprévisible Mouvement Lautaro, qui fait des recours surtout parmi les adolescents. « Ce groupe anarchiste a été infiltré par les organes de sécurité du régime militaire », affirme M. Velasco. Ses

motivations seraient donc des plus incertaines...

Autre préoccupation officielle : l'imposante quantité d'armes de guerre dont disposent, non seulement les terroristes, mais aussi des bandes de délinquants, qui en usent presque quotidiennement pour attaquer les banques de la capitale.

Un gigantesque arsenal avait été fourni par Cuba au PC chilien à l'époque où il prônait la lutte armée contre le régime militaire. Aux dires des spécialistes, la moitié de cet armement a échappé aux saisies des militaires. Il reste donc des centaines de fusils automatiques, des dizaines de lance-roquettes, des kilos d'explosifs, mais on ignore qui ce sont les détenteurs. Les différentes fractions du Front patriotique Manuel-Rodríguez, le PC lui-même, ou d'anciens membres des services de sécurité, qui ne seraient pas étrangers à l'actuelle vague de hold-up.

Ces armes, « il vaut mieux les garder au cas où », a récemment déclaré M. Luis Corvalan, l'ancien secrétaire général du PC. Cette petite phrase a soulevé un tollé dans la classe politique. Désavouant son camarade, l'actuel dirigeant de la formation de gauche, M. Volodia Teitelboim, a aussitôt rectifié le tir : « Il faut rendre les armes pour contribuer à la pacification du pays », soutient-il, sans préciser toutefois quelles quantités d'armements sont au mains de son parti. En vertu d'un décret gouvernemental, les personnes détachant illégalement des armes ont jusqu'au 15 mai pour les remettre aux autorités sans encourir de poursuites judiciaires.

La tâche de l'organisme anti-terroriste s'annonce donc ardue. S'il ne remporte pas rapidement des succès, la droite et l'armée réitéreront leur demande de le voir placé sous la houlette du ministère de la défense. Le général Pinochet montre peu d'empressement à collaborer avec les autorités, estimant qu'il revient aux militaires de jouer un rôle plus actif dans la « guerre contre les subversifs ».

GILLES BAUDIN

BRÉSIL : la polémique sur le sort des Indiens

Le président Collor interdit l'accès au territoire des Ianomamis

Alors qu'était célébré, vendredi 19 avril, le Jour national de l'Indien, le président Fernando Collor a signé un décret interdisant formellement l'accès au territoire des Indiens Ianomamis, dans l'Etat de Roraima, dans l'extrême nord du Brésil.

RIO DE JANEIRO

de notre correspondant

Cette décision fait suite à de nombreux arrêts de justice concernant l'évacuation des chercheurs d'or de cette zone, et ne résout rien au fond, puisque la démarcation des terres indiennes a été repoussée, et sera soumise à une commission d'études.

Quatre des principales organisations de défense des indiens (1), qui militent en faveur de la création d'un « territoire Ianomami », ont « déploré ce report ». Elles espèrent que « le gouvernement procèdera, cette fois de manière effective, à l'expulsion des milliers d'envahisseurs qui se trouvent dans la région » et se féliciteront néanmoins de la décision des autorités de mettre en place un plan d'assistance sanitaire aux Ianomamis.

Une centaine de suicides chez les Guarani

Depuis plusieurs années, la détresse de cette ethnie s'amplifie malgré de multiples discours et promesses, principalement en raison de la présence massive, depuis 1983, des chercheurs d'or. Malgré la destruction de pistes d'atterrissage, en mai dernier, au lendemain de l'accession au pouvoir du président Fernando Collor, et des actions de déplacement de ces populations lancées durant le gouvernement précédent, le problème demeure. La démercation d'un vaste territoire — les Ianomamis sont des semi-nomades — reste la priorité absolue pour les défenseurs des ethnies menacées. Un projet de gouvernement précédant de M. José Sarney — aujourd'hui annulé par M. Collor — prévoyait en effet l'éclatement en plusieurs zones du territoire Ianomami.

La crainte d'un morcellement était d'autant plus grande que de précédentes réalisations de ce genre ont parfois provoqué des catastrophes. Ainsi, dans la « réserve » des Indiens Guarani, dans le Mato Grosso du Sud, une vague de suicides a touché la population adolescente. Près d'une centaine se sont donné la mort en deux ans. Au début de l'année, la Fondation nationale de l'Indien (FUNAI, organisme gouvernemental) a dû déployer une équipe afin d'en étudier les raisons. Etudes de terre trop limitées et extrême pauvreté étaient, d'après les indigénistes, les causes les plus flagrantes de cette explosion de désespoir.

Par l'une des manifestations médiatiques qu'il affectionne particulièrement — avec le port de tee-shirt lors de ses jurements dominicaux — le président Fernando Collor a tenu à montrer son intérêt pour la cause indienne. Lors de la traditionnelle descente de l'escalier du palais présidentiel, cérémonie hebdomadaire du vendredi, le chef de l'Etat était accompagné du chef indien Raul, rendu célèbre par le chanteur Sting lors d'une tournée mondiale entreprise ce printemps au cadoque l'an dernier. Mais la coopération de cette priorité affichée reste à venir.

DENIS HAUTIN-GUIRAUT

(1) Commission pour la création du territoire Ianomami ; Conseil des droits indigènes ; Centre économique de documentation et d'information ; Union des nations indigènes.

□ HAITI : arrestation de deux militaires de l'ancien régime. — Deux militaires de l'ancien régime ont été arrêtés. Il s'agit de l'ex-colonel Serge David, inculpé vendredi 19 avril à Port-au-Prince, pour « association de malfaiteurs et terrorisme », et de l'ancien colonel Christophe Dardompré, qui commandait la garde présidentielle, et « a été mis aux arrêts dans le cadre de l'enquête sur le coup d'Etat manqué du 7 janvier dernier. » (AFP)

GRÈCE : après l'attentat de Patras

Un Palestinien est mis en cause par les enquêteurs

Un étudiant palestinien porteur d'un passeport jordanien est à l'origine de l'attentat à la bombe qui a fait sept morts, vendredi 19 avril, à Patras. Ahmed Hachaikeh, vingt-six ans, étudiant à l'Ecole polytechnique de Patras, a péri dans l'explosion accidentelle de la bombe qu'il transportait dans un bâtiment où siège la cour d'appel. Cette bombe de 10 à 12 kilos avait explosé près des bureaux d'une messagerie privée représentant les intérêts d'une firme

américaine. Les six autres morts étaient deux clients et quatre employés de la société. Selon la police, la chambre qu'occupait Ahmed Hachaikeh dans une cité universitaire a été fouillée avant l'arrivée des enquêteurs. La représentation diplomatique de la Palestine (OLP) a condamné, lundi, ce « crime atroce » et a exprimé « ses sincères condoléances aux familles des innocents victimes ». — (Reuters, AFP)

POLITIQUE

Les travaux de l'Assemblée nationale

Le gouvernement est contraint de reporter le vote sur le projet de réforme hospitalière

Faute de pouvoir disposer d'une majorité favorable à son projet de réforme hospitalière, M. Bruno Durieux, ministre délégué à la santé, a été contraint, lundi 22 avril, à l'Assemblée nationale, de renvoyer - vraisemblablement au 25 avril - la fin de la discussion du texte. Si aucune majorité n'est trouvée dans les prochains jours, le premier ministre devrait engager la responsabilité de son gouvernement au titre de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution, comme il y avait été autorisé par le conseil des ministres dès le 10 avril, sans que cela ait été, alors, rendu public.

Plus qu'aucun autre texte de l'actuelle session de printemps du Parlement, le projet de loi portant réforme hospitalière est malade des « affaires ». Commencée le 10 avril, la veille de l'examen de la motion de censure déposée par l'opposition, la discussion du texte n'avait pu véritablement continuer qu'à la fin de la semaine dernière et, lundi 22 avril, elle a encore été victime des conséquences de la décision de la chambre d'accusation de la cour d'appel d'Amiens sur la procédure diligentée par le juge d'instruction du Mans dans l'affaire Urbia.

Tôt dans la matinée, le principal orateur du groupe RPR sur le projet de réforme hospitalière, M. Bernard Debré (Indre-et-Loire), a demandé une suspension de séance « en atten-

dant la venue de M. Kierman », pour protester contre les propos du ministre délégué à la justice, qui, quelques heures auparavant, sur une radio, avait qualifié l'opposition de « haineuse ».

Dès ce moment, il était donc à peu près certain qu'après avoir dû demander la réserve du vote sur l'article 3 du projet, consacré à l'organisation et à l'équipement sanitaires de l'hôpital, viendrait pas davantage à gagner la compréhension d'une majorité de l'Assemblée sur le « second pilier » de son texte, relatif à l'organisation administrative et financière des établissements publics de santé. Dès le début de la discussion de cet important article 7, minutieusement détaillé sur quatre pages, le ministre a demandé que le vote en fût réservé.

« Voilà une caricature de débat : nous discutons devant un hémicycle désert et sans pouvoir voter », a protesté M. Gilbert Millet (PC, Gard). Une douzaine de députés étaient en séance, parmi lesquels une très grande majorité de médecins, de chirurgiens, de dentistes ou de pharmaciens.

M. Bernard Debré :
« Recentralisation étatique »

« Ce projet est psychédélique, incroyablement ridicule », a jugé M. Bernard Debré, estimant que « l'incantation sur l'autonomie des établissements cache, en fait, une recentralisation étatique ». Devant l'absence de l'opposition à créer un « projet infirmier », indépendamment du « projet médical », proposé dans le texte, M. Bernard Debré (PS, Dordogne), a accusé le RPR de faire preuve de démagogie. En dépit de l'absence de vote sur les nombreux amendements déposés, le ministre délégué à la santé a donné son accord à certains dans les établissements comportant des unités de soins de longue durée, un représentant des familles des personnes accueillies en long séjour devrait être associé au conseil d'administration, avec voix consultative, à la demande des établissements. Le gouvernement est apparu triste, le projet a été déposé pour les délais dont celle-ci dispose pour contrôler les décisions financières, notamment, prises par les établissements de santé. Acquis à l'idée que ces derniers pourraient dégrader des recettes supplémentaires en assurant des prestations de services ou en exploitant des brevets, il a refusé, en revanche, le statut d'établissement public industriel et commercial proposé par l'UDC pour les hôpitaux.

Aussi, en fin d'après-midi, alors que l'actualité d'un recours à l'article 49, alinéa 3, de la Constitution venait juste d'être connue, les représentants de l'UDC ont confié que leur groupe, dans son opposition au projet, confirme son opposition au projet. De son côté, M. Debré a réclamé une nouvelle suspension de séance au motif, cette fois, que M. Durieux avait eu l'« indécence » de confier à la presse, dans les couloirs du Palais-Bourbon, que le premier minis-



tre était en effet autorisé, depuis près de quinze jours et bien que personne n'en sût rien, à engager sa responsabilité sur le projet. Peu après, sur un mode plus plaisant, l'arrivée du conseiller parlementaire du premier ministre, M. Guy Carcassonne, était saluée par M. Robert Pandraud (RPR, Seine-Saint-Denis) : « Tiens, voilà le 49.3 ! »

M. Durieux :
« majorité d'idée »

Devant cette perspective, le rapporteur de la commission des affaires sociales, M. Alain Calmat (app. PS, Cher) visiblement épuisé par le marathon parlementaire de la journée, développait, en substance, cette version pessimiste : les centristes placeraient la barre si haut, pour des raisons politiques qu'il serait impossible d'obtenir l'abstention de leur groupe sur le texte. Bien que, contrairement à la soirée, de demander la réserve, mais plus seulement sur les votes, mais sur la discussion des principales dispositions ayant trait à l'organisation des soins, au fonctionnement des services et aux modalités de nominations des différents responsables des établissements - le cœur même du projet, M. Durieux préférait croire encore à la

possibilité de dégager, avec le temps, « une majorité d'idée ». Absent de la discussion pendant toute la journée, le ministre des affaires sociales et de la solidarité, M. Claude Evrin, discutait avec tel ou tel hors de l'hémicycle.

Deux hypothèses s'offrent au gouvernement : ou bien il vérifie qu'il n'y a pas de majorité pour le projet et il engage sa responsabilité ; ou bien il se donne une semaine supplémentaire, le temps de laisser s'apaiser le climat des « affaires », et attend le mardi 30 avril pour mettre en œuvre la procédure du vote personnel et public des députés, suggérée, pour les textes importants, par le président de l'Assemblée nationale, M. Laurent Fabius, et qui devait être appliquée pour la première fois le 16 avril.

En attendant de savoir quel jour et de quelle façon ils pourront se prononcer sur le projet, les députés se sont séparés, lundi, à minuit très exactement, après avoir engagé une ultime querelle sémantique en mesurant, grâce à un amendement de M. Jacques Barrot (UDC, Haute-Loire), les mérites comparés de deux formules également ambiguës : « établissement de soins privés » ou « établissement privé de soins ».

JEAN-LOUIS SAUX

M. Bérégovoy met en garde la droite et le PCF en évoquant une possible dissolution

Invité de « l'heure de vérité », sur Antenne 2, lundi 22 avril, M. Pierre Bérégovoy, ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et du budget, a mis en garde la droite et le Parti communiste contre le vote éventuel d'une motion de censure, en laissant entendre que, dans ce cas, le président de la République dissoudrait l'Assemblée nationale et provoquerait des élections législatives anticipées.

Si la conjonction des oppositions de droite et du PCF bloquait le travail législatif, la logique des institutions voudrait que cette situation se traduise par le vote à l'Assemblée nationale d'une motion de censure contre le gouvernement de M. Michel Rocard. Telle est l'analyse de bon sens que M. Bérégovoy a opposée, lundi, sur Antenne 2, au constat des difficultés que rencontre le gouvernement pour faire adopter ses projets de loi.

En clair, le recours à l'article 49, alinéa 3 de la Constitution, qui permet au premier ministre de mettre ses adversaires au pied du mur en engageant la responsabilité du gouvernement sur un texte, est une arme dont M. Rocard devrait, selon le ministre d'Etat, user aussi souvent que nécessaire.

« Il suffirait d'une motion de censure pour renverser le gouvernement », a déclaré M. Bérégovoy, et, à ce moment-là, le président de la République serait placé devant un choix : la dissolution ou la constitution d'un autre gouvernement. « Le ministre de l'économie a ajouté : « Je ne crois pas qu'aujourd'hui il y ait beaucoup de parlementaires, dans l'opposition, qui, quand ils en disent, veulent retourner devant l'électeur. (...) Alors, je leur dis : chiche ! allez-y ! »

Cependant, dès lors que les oppositions rendent difficile le travail du gouvernement, mais ne votent pas la censure, l'exécutif est relativement désarmé. A cette objection, M. Bérégovoy a répondu : « Si le fonctionnement du Parlement se trouve entravé

par des querelles stériles, des divisions inopportunes, des batailles peu utiles, alors personne n'y gagnera. Et, si nous savons garder sang-froid et sérénité, nous y perdrons moins qu'elle. (...) Si j'étais candidat à une future élection présidentielle, j'y regarderais à deux fois avant d'entretenir un climat délétère. »

M. Bérégovoy a exprimé le souhait que M. Rocard, qui « est très bien là où il est », y reste « jusqu'en 1993 », ou il est, « après l'explication », après parce que, « si je ne peux pas garantir le résultat », il a formulé, cependant, quelques critiques, notamment au sujet de l'annulation des décrets politiques, qui, a-t-il observé, « n'a pas été comprise (...) ou bien parce qu'on l'a mal expliquée, ou bien parce qu'elle était insuffisamment précise ». Plus généralement, le ministre de l'économie estime que le gouvernement souffre d'un « défaut collectif d'explication ». « Les Français constituent un peuple adulte, a-t-il dit, il faut leur parler. »

(Lire le billet page 21.)

ALPHAPAGE, ET L'ENTREPRISE BOUGE AVEC VOUS

Envoyés par Minitel, vos messages arrivent en quelques instants et en toutes lettres sur votre Alphapage : le récepteur de poche qui vous permet de rester informé en permanence même lorsque vous vous déplacez. Pour toute information, TAPÉZ 3614 CODE ALPHAPAGE.

FRANCE TELECOM

هكذا بين الاصل

سكنا من الاحل

16 Le Monde • Mardi 23 avril 1991 •

10 Le Monde • Mercredi 24 avril 1991 •

POLITIQUE

La réforme du code pénal

Les sénateurs veulent renforcer la répression de certains crimes

Les sénateurs devaient commencer, mardi après-midi 23 avril, en première lecture, l'examen du livre II du Code pénal relatif aux infractions contre les personnes, présentés par M. Georges Kijman, ministre délégué à la justice. La commission des lois du Sénat a adopté plusieurs amendements qui renforcent la répression de certains crimes, tels que le viol, ou ceux commis à l'encontre des personnes « faibles ».

Protéger plus particulièrement les faibles, les personnes vulnérables et les mineurs, ainsi que la famille, cette fondamentale de notre société : tel est l'objectif poursuivi par le rapporteur du projet de livre II du code pénal, M. Charles Jolibois (app. Rép. et ind.), dans les propositions d'amendement déposées par la commission des lois du Sénat.

Pour les délits et les crimes portant atteinte à la protection des mineurs, M. Jolibois souhaite renforcer les peines prévues pour les agressions sexuelles, notamment lorsqu'elles sont commises par un ascendant ou une personne ayant autorité sur la victime. La commission propose également la généralisation de la circonstance aggravante lorsque les crimes ou délits sont commis « sur une personne dont la particulière vulnérabilité due à son âge, à une maladie, à une infirmité, à une déficience physique ou psychique ou à un état de grossesse est apparente ou connue de l'auteur ».

Pour mieux assurer la protection de la famille, la commission des lois a rétabli, dans le livre II, le délit de bigamie, en estimant, contrairement aux auteurs du projet de loi qui l'avaient fait figurer dans le livre IV (« Atteintes à l'Etat ») qu'il s'agissait bien d'une atteinte à la famille et non, d'une façon plus générale, à « l'ordre social ».

Contrairement à l'avis du gouvernement, les membres de la commission des lois ont réintroduit l'incrimination spéciale de « participation » qui figure dans le code actuel, mais qui avait été supprimée par les membres de la commission de révision du code pénal, en le punissant de la réclusion criminelle à perpétuité. Le gouvernement est également très réservé sur le renforcement des peines - de deux à cinq ans d'emprisonnement - soulevé par le rapporteur, dans les cas d'interruption

volontaire de grossesse (IVG) pratiqués au-delà des délais légaux, ou par une personne n'ayant pas la qualité de médecin, ou dans un lieu autre qu'un établissement d'hospitalisation privé ou public.

Rétablissement du délit d'homosexualité

Autre disposition qui devrait donner lieu à désaccord entre le gouvernement et la majorité sénatoriale, celle rétablissant le délit d'homosexualité sur mineur de quinze à dix-huit ans, qui avait été supprimé par la loi du 4 août 1982. En proposant de reprendre « l'amendement Mirguet » qui, en 1960, avait aggravé les peines encourues en cas d'atteintes sexuelles sur mineurs lorsqu'elles étaient commises par une personne du même sexe, les membres de la commission des lois du Sénat estiment nécessaire de « protéger l'individu contre les actes homosexuels à l'époque de son adolescence, où il est le plus fragile ».

Au-delà de la protection des faibles et de la famille, les sénateurs de la commission des lois ont tenu à aggraver le caractère répressif de certains crimes ou délits, tels que le viol. En commission mixte paritaire sur le livre I du code pénal, le 2 avril dernier, les députés et les sénateurs étaient parvenus à un accord sur une modification de l'échelle des peines : le maximum de la peine d'emprisonnement en matière correctionnelle a été fixé à dix ans, et le minimum à la réclusion criminelle à quinze ans (le Monde du 3 avril).

Pour le viol, puni dans le projet de loi de dix ans d'emprisonnement, la question était donc de savoir s'il fallait lui conserver sa nature criminelle ou le correctionnaliser. Les sénateurs de la commission des lois ont opté pour la première solution, en fixant à quinze ans le minimum encouru par les auteurs d'un tel crime. Le gouvernement devrait donner son accord à cette proposition.

M. Jolibois a également fait adopter plusieurs amendements prévoyant une application beaucoup plus large de la période de sûreté. En commission mixte paritaire, les deux assemblées s'étaient entendues sur le principe d'une période de sûreté égale à la moitié de la peine d'emprisonnement lorsque celle-ci est supérieure à dix ans, ou aux deux tiers de cette peine, par décision spéciale du tribunal ou de la cour d'assises. Les membres de la commission des lois ont ainsi introduit la possibilité de prononcer l'application de cette

peine dans les cas de meurtre, actes de torture et de barbarie, violences sur mineurs, viol ayant entraîné la mort, trafic organisé de stupéfiants, blanchiment de l'argent de la drogue ou proxénétisme aggravé.

La commission des lois a enfin adopté deux amendements très liés à l'actualité récente : l'un sur la profanation de sépulture, l'autre sur le crime d'empoisonnement par transmission intentionnelle du virus du sida. Les sénateurs ont porté de deux à cinq ans la peine d'emprisonnement prévue dans les cas de profanation de sépulture, accompagnée « d'actes d'exhumation ». M. Jolibois a proposé de supprimer la référence à l'appartenance ethnique ou religieuse contenue dans le texte du gouvernement, en estimant que cette précision « pourrait entraîner des controverses dont on perçoit aisément le caractère insupportable ».

En rétablissant le crime spécifique d'empoisonnement, les membres de la commission des lois ont voulu prendre en compte les risques de contamination liés au virus du sida. M. Jolibois a souligné que « la transmission volontaire du sida constitue bien un attentat à la vie d'une personne, qui devrait en tout état de cause être condamnée, même si elle n'entraîne pas la mort, un séropositif pouvant ne pas développer le sida ».

G. P. et P. R.-D.

L'affaire

Le juge d'instruction «bétonne»

Quatre semaines après l'ouverture d'une information judiciaire sur le cambriolage de la permanence électorale de M. Pierre Botton, gendre de M. Michel Noir (1), qui a entraîné l'inculpation de M. Bernard Sarroca, chef de cabinet du maire de Lyon, pour « complicité et recel de vol avec effraction, en réunion » (le Monde du 30 mars 1991), l'enquête, selon le patron de la section criminelle du SRPJ de Lyon, « suit son cours ». En instruisent, « sans états d'âmes », M. Jacques Hemy, doyen des juges d'instruction de Lyon, cherche à « bétonner » son dossier, tout son dossier, mais rien que son dossier.

LYON

de notre bureau régional

Alors que les cinq inculpés - M. Sarroca, les trois cambrioleurs présumés, MM. Bruno Ortega, Antoine Berthault et Didier Lefevre, et M. Robert Schwindt, gérant de la SARL Eurosecrété, - n'ont

pas encore été entendus sur le fond, le magistrat instructeur a procédé, au cours de ces dernières semaines, à l'audition d'une petite dizaine de personnes - les policiers en ayant, pour leur part, interrogé beaucoup plus et, parmi elles, quelques élus ou anciens élus.

Une opération d'espionnage

Le seul de ces témoins à avoir subi le désagrément d'une garde à vue, le 3 avril, est un ancien conseiller municipal RPR de Lyon, M. René Perrin, soixante ans, ancien trésorier de la campagne de M. Noir, lors des municipales de 1983, et qui, pour les législatives partielles, avait mis des bureaux de son agence de publicité Olympus à la disposition de M. Sarroca. M. Perrin, officiellement « en froid » avec M. Noir - au point de ne pas figurer sur sa liste lors des municipales de 1989, - aurait été questionné sur les conditions dans lesquelles MM. Ortega et Berthault avaient pu être « infiltrés » dans la permanence de M. Botton.

L'enquête a confirmé qu'en amont du cambriolage, opéré dans la nuit du 23 au 24 janvier dernier, une opération

d'« espionnage » - à laquelle participait une jeune femme - avait été montée au sein de la permanence de la rue de l'Abondance. M. Schwindt, qui nie toute responsabilité dans le cambriolage, a reconnu être le maître d'œuvre de cette « infiltration », en affirmant avoir agi de sa propre initiative et dans l'unique espoir d'être « agréable » à son ami Bernard Sarroca.

La visite nocturne de la permanence n'a été programmée qu'au vu des résultats décevants des écoutes et autres piratages - quelques « bidouillages » informatiques notamment - effectués dans l'immeuble Lyon business center. Des traces de l'activité de cette « équipe de renseignement » auraient été retrouvées dans un carnet vert à spirale appartenant au chef de cabinet démissionnaire, et placé sous scellés.

Jeune médiatique...

Parmi les autres objets saisis lors des perquisitions effectuées aux domiciles des inculpés figure également une importante somme d'argent dont l'origine reste pour l'heure inexplicable.

Tandis que la ville bruisse des rumeurs les plus folles et qu'une

Seize députés hongrois s'initient au système parlementaire français

Pour la première fois, une délégation de seize députés hongrois appartenant à toutes les formations politiques, participe depuis le 22 avril à un séminaire d'« ingénierie démocratique » organisé par l'Assemblée nationale. Le président de l'Assemblée nationale, M. Laurent Fabius, a ouvert la première séance de ce séminaire qui doit durer une semaine.

« Vous êtes porteurs des aspirations, des espoirs de votre peuple. Il vous appartient maintenant de faire en sorte que rien d'important ne se produise dans votre pays sans que l'Assemblée dont vous êtes membres, et qui incarne votre peuple, l'ait voulu, sans qu'elle y ait au moins été associée, sans qu'elle y ait imprimé sa marque », a affirmé M. Fabius en accueillant ses collègues hongrois. « Nous ne sommes pas des politiciens bien formés, nous avons beaucoup à apprendre mais nous sommes prêts à vous apporter notre petite expérience », a répondu M. Joseph Bratinka, député du Forum démocratique et responsable de la délégation.

Cette rencontre va mobiliser, pendant une semaine, députés, politologues, universitaires et fonctionnaires parlementaires. Les parlementaires hongrois rencontreront également le président du Conseil constitutionnel, M. Robert Badinter, et le vice-président du Conseil d'Etat, M. Marceau Long. Cinq thèmes de réflexion ont été retenus pour cette rencontre qui illustre la volonté du Parlement français de coopérer avec les jeunes démocraties de l'Est : l'élection et le statut des députés, l'organisation de l'Assemblée et les moyens de travail des députés, la procédure législative, le contrôle parlementaire, le budget.

Au cours de la table ronde consacrée au premier thème, les députés hongrois ont pu entendre un politologue, M. Jean-Luc Parodi, et deux

députés, MM. Raymond Forni (PS), vice-président de l'Assemblée, et Philippe Séguin (RPR), analyser les influences du mode de scrutin majoritaire sur le système politique français. Pour la procédure législative, ce sont les présidents des groupes socialiste et RPR, MM. Jean Auroux et Bernard Pons, qui plancheront aux côtés du professeur Pierre Avril et de M. Guy Carcassonne, conseiller du premier ministre pour les affaires parlementaires. Des séjours dans les circonscriptions ont également été prévus du 26 au 29 avril de façon à compléter ce panorama de l'activité parlementaire française.

« Un peu du vent qui souffle »

Depuis le mois de décembre 1989, à l'initiative de M. Fabius, le bureau de l'Assemblée avait décidé de proposer aux Parlements qui le souhaitent une sorte d'« ingénierie démocratique » fondée sur l'envoi de députés et de fonctionnaires en mission et sur l'accueil de délégations étrangères.

Au mois de novembre 1989, le président de l'Assemblée nationale, M. Fabius, et la présidente du Bundestag de la République fédérale d'Allemagne, M^{me} Rita Süßmuth (CDU) s'étaient rendus en Union soviétique pour rencontrer les présidents du Soviet de l'Union et du Soviet des nationalités, MM. Primakov et Vichanov, afin de marquer symboliquement la volonté des Parlements de l'Ouest de dialoguer et de travailler avec ceux qui, à l'Est, font l'apprentissage de la vie parlementaire. M. Fabius avait alors souhaité apporter aux Soviétiques l'expérience d'un Parlement déjà ancien et recueillir, en retour, « un peu du vent qui souffle dans les Parlements nouveaux » (le Monde des 19 et 20 novembre 1989).

P. S.

La Poste, 1^{er} réseau européen Les préjugés en panne

Compétente, performante, novatrice, voilà La Poste aujourd'hui : premier réseau avec 17 000 bureaux, elle est également, avec 22 millions de comptes gérés, le deuxième établissement financier de France. Le premier, en 1990, par les performances de son PEP-Assurance.

ALBINOUS BOUN LAURE S.M.A.

son dossier

Passage de relais ?

On observe en tout cas, avec une certaine perplexité que ce local, situé à l'entresol, 3, rue du Gare, à Lyon (2^e), — et qui, pour la petite histoire lyonnaise, était la permanence de feu Charles Béraudier, bras droit de l'ancien maire

ROBERT BELLERET

(1) M. Bouzon était candidat, soutenu par le RPR, à l'élection législative partielle du 27 janvier dernier dans la troisième circonscription du Rhône.

de notre bureau régional

Afin de « ne pas tendre un piège » à M. Noir, il lui avait communiqué ses huit questions à l'avance. Le passé de

Dans la routine de l'exame des dossiers, un huissier porte sur le bureau de M. Soulier un courrier de trois pages, dont la lecture lui offre un avant-goût de l'état d'esprit de M. Noir : « Je ne vous cacherais pas avoir été surpris par le caractère polémique, voire insinuateur, de certaines de vos questions », écrit le maire de Lyon, qui s'insurge de leur communication à la presse. « Vous teniez à nous livrer là, affirme-t-il, à un coup politique du plus mauvais goût, du plus mauvais effet et des plus mauvaises conséquences. »

L'ordre du jour épuisé, M. Soulier, au titre des questions diverses, rappelle d'abord les circonstances de « cette affaire insalubre », où toutes les personnes inculpées, ainsi que la victime, « sont apparemment, peu ou prou, liées à la ville de Lyon ». « Il y a de quoi être troublé, déclare le conseiller, que votre chef de cabinet, un agent contractuel municipal, ait été inculpé pour avoir commandité ce cambriolage. »

Voulant justifier le sens de son intervention, M. Soulier explique que ses questions sont posées « à l'instar de celles d'un journaliste ».

M. Sarraute. — Elles concernent M. Sarraute, qualité de conseiller municipal de la ville de Pau, et non de ministre.

M. Soulier. — Il est indiscutablement manifeste que « une grande autorité » dans la ville de Pau, M. Sarraute, a été interrogée par le conseiller municipal en s'adressant au ministre de l'Intérieur, et non au ministre de la Région.

M. Sarraute. — Vous songiez à la Nouvelle société de trésorier de la ville de Pau.

M. Soulier. — Plus tard, M. Soulier a déclaré :

M. Soulier. — Si Bernard Sarraute est innocent, il est intolérable de le laisser traîner ainsi. S'il ne l'est pas, voyons comment punir les intérêts de la ville.

M. Sarraute. — En demandant si une enquête administrative interne a été menée.

M. Soulier. — Le ministre de l'Intérieur propose que la municipalité de Pau soit partie civile. — Il faut agir. Sinon, on peut être sûr de surprises de ce genre.

M. Sarraute. — C'est la seule possibilité.

M. Noir :
«...idés lamentable»

« L'in procédé ignominiable »
Tout au long de l'intervention

Tout au long de l'interrogatoire, M. Soulier, M. Noir a gardé un visage fermé, consultant parfois, à voix basse, son secrétaire général. Ses premiers mots sont sans équivoque : « J'ai dénoncé, dit-il, le procédé lamentable et détestable, tant sur le plan humain que sur le terrain politique et sur celui de la morale. » Il réfute les arguments de l'avocat quant à une éventuelle constitution de partie civile, « sa responsabilité juridique étant exclue ».

M. Noir tient à rappeler que « les faits incriminés ne concernent, ni de près ni de loin, la mairie de Lyon ».

« L'enquête judiciaire est en cours, cela vous interdit de jouer un quelconque rôle de juge ou de procureur », lance le maire, qui, ensuite, évoque sa lettre à M. Soulier : « Aux questions 3, 4 et 5, je vous ai répondu par la négative.

Sa lettre précise qu'il n'a pas « l'habitude de râtifier, point par point, le curriculum vitae » de ses collaborateurs et qu'il n'a pas eu connaissance, jusqu'à l'inculpation de Bernard Sarroca, « de prétendues erreurs dont serait entachée sa présentation biographique... si l'on en croit la presse » (le Monde du 10 avril). Enfin, il indique que, peu après son élection, il avait écrit à M. Pierre Berton, considérant que les conditions « que ce dernier meutai à une éventuelle collaboration » étaient inadmissibles.

En séance publique, M. Noir, qui n'a jamais prononcé de noms, a affirmé, à propos de son chef de cabinet démissionnaire, que « s'il s'agitrait de telles pratiques avec la plus extrême gravité, la plus grande punition ». Dans le cas contraire, il espère, « en regard de la morale et de l'éthique, que chacun s'érigera en M. Sarroca à se réhabiliter. Dénotant une nouvelle fois « le coup politique » de M. Soulier, M. Noir observe qu'il aurait préféré « que les membres de ce conseil ne soient pas éclairés sur cet aspect inquiétant » de la personnalité de l'ancien premier adjoint.

Sur les bancs, les conseillers RPR applaudissent. Un seul élu UDP se joint à eux. M. Francisque Collomb, l'ancien maire. La séance est levée. Elle laissera des traces. Dans la cour de l'hôtel de ville, M. Soulier estime que le maire de Lyon n'a toujours pas répondu à ses interrogations. « Il faudra bien qu'il se résolve à entendre des questions, affirme-t-il. Il n'est pas l'empereur de Chine. »

BRUNO CAUSSÉ

BRUNO CAUSSÉ

ste, 1^{er} ~~1944~~ financier de France.
s préjugés prennent un coup.



Le premier, enfin, à avoir proposé à ses clients une SICAV de capitalisation et des SICAV à distribution trimestrielle et semestrielle de revenus. Ainsi donc La Poste va jouer un rôle de plus en plus important sur la scène financière française? Certains inclinent à le croire.

NP VERT 05 05 11 22 (Métropole uniquement)

N° VERT 05 05 11 22

**Pas de problème,
La Poste est là.**

Questions...

M. Soulier avait notamment adressé à M. Noir les questions suivantes :

- 1) A l'annonce des inculpations prononcées par M. le Doyen des juges d'instruction de Lyon, avez-vous ordonné une enquête administrative eu sein de la maine ?
- 2) Si oui, quels en ont été les résultats ?
- 3) Quelles étaient les fonctions exactes de M. Bernard Sarroca

... Réponses

M. Noir a fait, par écrit, les réponses suivantes aux questions correspondantes de M. Soulier :

- 3) Vous connaissez parfaitement les missions d'un chef de cabinet. Je vous précise, à titre de rappel, que vous êtes demeuré, s'agissant de Bamana Sarroka, qu'elle ne comportait pas les questions relatives à

4) Je n'ai pas l'habitude de vérifier, point par point, les curriculum vitae que me fournissent mes collaborateurs car j'ai pour principe de faire confiance à l'engagement que représente une signature au bas d'un curriculum vitae. Je n'ai eu demeure pas eu connaissance, jusqu'à l'inculpation de Bernard Sarroca, de prétendus erreurs dont serait entachée sa présentation biographique... si l'on en croit la presse.

CORRESPONDANCE

Le sénateur Pierre Jeambrun et l'affaire GRC-Emin

M. Pierre Jeambrun, sénateur centriste du Jura, nous adresse la lettre suivante, à la suite d'un article sur le dossier des fausses factures GRC-Emin, paru dans le Monde du 12 avril :

Il est de notoriété publique que la région de Lons-le-Saulnier a été créée en 1956, à son

La situation comptable et fiscale de cette société est nette et je n'ai pas été inculpé de corruption, de trafic d'influence, d'ignorance dans les fondations publiques ou d'abus de biens sociaux. L'amalgame entre les achats du GRAC et la SRE, dont le total cité est inexistant, qui étaient l'expression de son soutien à l'action du président Edgar Faure et à notre cause, et ma présence à la commission nationale d'urbanisme commercial est particulièrement

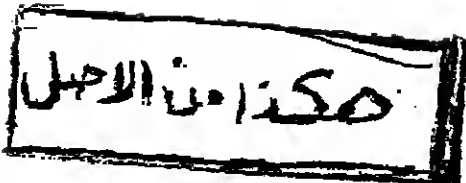
J'ai justifié auprès du magistrat instructeur de mes votes dans cet or-
nisme exclusivement consultatif, d'
l'avis ne lie pas le ministre et qu'il

loin de toujours suivre. Et il suffit de relever que le GRC a cessé toutes relations avec la SRE en mars 1988, à la mort du président Edgar Faure, alors que je suis toujours membre de le CNUC et que le GRC y a présenté des dossiers co 1988, 1989, 1990 et 1991.

SRE ne sont pas imaginaires, elles ont toujours été achetées depuis 1981, à un institut parisien coquin, et j'ai regretté que des suites fragmentaires du dossier d'instruction aient permis des rapprochements injustifiés entre moi et d'autres personnes. Au pays des droits de l'homme, j'en appelle aux plus hautes instances de l'Etat pour savoir quand on fera enfin respecter le secret de l'instruction et la sérénité de la justice, en qui je garde une entière

[M. Jeambrun n'a effectivement pas été inculpé d'«abus de biens sociaux» mais de «recel d'abus de biens sociaux» ainsi que de «faux en écriture privée ou de commerce et usage». Les précisions qu'il apporte par ailleurs complètent l'information que nous donnions sans la contredire. — R. B.]

هكذا ابن الاعرج



16 Le Monde • Mardi 23 avril 1991 •

12 Le Monde • Mercredi 24 avril 1991 •

POLITIQUE

En soulignant la présomption d'« infractions pénales »

Affaire Urba : la cour d'appel d'Angers justifie l'ouverture de l'instruction

La chambre d'accusation de la cour d'appel d'Angers, qui avait considéré, vendredi 19 avril, que l'ouverture de la procédure qui avait permis au juge Thierry Jean-Pierre du Mans d'enquêter sur les agissements de la société Urba était régulière, a développé son argumentation juridique dans un arrêt de quinze pages, qui a été rendu public le 22 avril.

Pour les trois magistrats de la chambre d'accusation, MM. Jean Gouyette, Roland Jegoulet et Jean-Ernest Cheneau, « il n'est pas « du pouvoir de la chambre d'accusation ni d'apprécier en opportunité la décision prise par un membre du parquet (...) d'ouvrir une information, ni les circonstances de fait dans lesquelles il l'a prise », les

déclarations du docteur Colicadan, ancien numéro 2 du PS dans la Sarthe, recueillies par le juge d'instruction, justifiaient l'ouverture d'une information, car elles révélaient « des faits qui ne laissent pas seulement supposer qu'une infraction a pu être commise, mais que des infractions pénales l'ont été ».

L'arrêt précise que ce témoin peut être considéré comme « particulièrement bien informé », que la saisine du juge « est parfaitement déterminée puisqu'elle s'étend sur des faits précis : le versement, par des entreprises, de commissions pour l'obtention de marchés publics ». Un pourvoi en cassation a été formé contre cet arrêt par l'avocat du seul inculpé de cette affaire, M. Yves Baudelot.

conseil de M. Christian Giraudon, ancien responsable de la société Urba, dans les pays de la Loire. M. Baudelot considère que les arguments de la chambre d'accusation « ne sont pas convainquants ». « Je conserve, a-t-il précisé, ma position : les propos du dr Colicadan ne démontrent aucune espèce d'infraction ».

De son côté, M. Gérard Monate, ancien responsable de la société Urba, inculpé dans l'affaire des fausses factures du Sud-Est, s'est exprimé au journal de 20 heures sur la Cinq. M. Monate estime que la procédure ouverte à Paris, et qui avait été instruite par M. Pierre Culié « renferme tout », y compris l'intégralité des cahiers de M. Joseph Delcroix. « On a tout écrit et la vraie

enquête a déjà été faite par le juge Culié ». M. Monate a assuré que sa société, qui s'occupait de « courtage commercial », était rétribuée non pour des prestations fictives, mais pour « des prestations réelles ». M. Monate attend le renvoi de ce dossier devant le tribunal correctionnel, ce qui ne peut être fait tant que des pourvois en cassation formés par d'autres inculpés n'ont pas été examinés par la Cour de cassation.

Cette affaire continue de susciter un profond malaise dans le monde judiciaire, et dans les milieux politiques l'opposition n'en finit pas de réclamer la démission de MM. Henri Niellet et Georges Klejman.

Un entretien avec le procureur du Mans

Suite de la première page

La précipitation de M. Wawryniak et les conditions qui ont présidé à l'ouverture de l'information m'ont empli par très suspects.

« Qu'avez-vous alors découvert dans le dossier instruit par M. Jean-Pierre depuis le 8 janvier ?

« J'ai demandé le dossier dès le lendemain, le 14 mars, et je me suis rendu compte qu'il ne comptait que quatre pièces ! (1) Ce jour-là, j'ai découvert deux choses : la première, c'est que les documents qui avaient permis l'ouverture de l'information judiciaire pour extorsion de fonds étaient à mes yeux tout à fait insuffisants. La seconde, c'est qu'un second réquisitoire, pour faux, usage de faux et corruption, avait été établi trois jours plus tard par un second substitut du parquet, M. Noël Trompant, qui n'avait pas jugé bon de m'en informer. Au Mans, les dossiers de corruption sont rares. Dans un parquet comme le nôtre, qui ne compte que sept magistrats, il était tout à fait anormal qu'il ne m'en soit pas rendu compte.

« De manière quasiment clandestine »

« Si vous jugez cette information judiciaire irrégulière, pourquoi ne pas avoir saisi immédiatement la chambre d'accusation de la cour d'appel d'Angers ?

« C'était dans mes intentions, mais je ne voulais pas prendre une décision précipitée. J'ai commencé par aviser le parquet général, et ensuite, j'ai fait des recherches d'ordre juridique qui m'ont confirmé dans l'idée qu'une information judiciaire ne pouvait être ouverte pour « un fait non individualisé dans l'espace et le temps ». Ce qui était le cas.

— M. Christian Giraudon, l'ancien responsable régional d'Urba

pour les Pays de la Loire, a été inculpé par le juge Thierry Jean-Pierre le samedi 6 avril. Que s'est-il alors exactement passé au parquet du Mans ?

« Ce soir-là, j'étais à Châteauneuf chez mon fils. A 21 heures, j'ai reçu un coup de téléphone du parquet général me demandant si j'étais au courant de l'audition d'un certain Giraudon. J'ignorais tout de cette audition. J'ai donc demandé à un substitut de se renseigner. Il a téléphoné aux services de police et de gendarmerie, qui n'étaient pas au courant de cette audition, mais on lui a affirmé à la maison d'arrêt du Mans qu'une incarcération devait avoir lieu vers 22 heures « pour une histoire d'argent ». Il s'est rendu au palais de justice à 22 heures : le mandat de dépôt avait déjà été décerné.

« Cette incarcération a eu lieu un samedi soir, à 22 heures, dans des conditions tout à fait surprenantes : en règle générale, avant une incarcération, le dossier est transmis au parquet pour qu'il prenne des réquisitions écrites. C'est une règle que j'ai toujours vue respectée. Ce soir-là, cela n'a pas été fait. De plus, M. Giraudon n'avait pas d'avocat, et, à ma connaissance, l'avocat de permanence du tribunal n'a même pas été contacté. Cette incarcération a eu lieu de manière quasiment clandestine. Comme l'ouverture de l'information judiciaire...

« Saviez-vous alors qu'une perquisition allait avoir lieu le lendemain dans les locaux d'Urba-technic, à Paris ?

« Au cours de cette soirée, le commissariat de police du Mans m'a appris que M. Thierry Jean-Pierre avait demandé des hommes pour une perquisition à Paris le lendemain. Le Mans, j'ai donc demandé aux services de police de l'informer de son dessaisissement, ce qui a été fait par le commissariat du Mans, qui a eu

le juge d'instruction pour avoir communication du dossier. Il a tenté de joindre personnellement M. Jean-Pierre dimanche matin, à 8 heures 15. Sans succès. Il lui a été dit que celui-ci était parti pour la journée avec ses quatre enfants. Il a donc demandé au juge d'instruction de permanence, M. Pétillon, de communiquer le dossier au parquet dans la matinée.

« Je suis arrivé au tribunal à 11 heures. C'est en téléphonant au commissariat de police, un peu plus tard, que j'ai appris que la perquisition avait été soudainement avancée de vingt-quatre heures et que M. Thierry Jean-Pierre avait déjà quitté le Mans. J'ai alors compris que le coup de téléphone du substitut chez M. Jean-Pierre, le matin, à 8 h 15, avait précipité les événements. D'ailleurs, la greffière et les officiers de police judiciaire chargés de l'assistance ont été prévenus que la perquisition avait été avancée de vingt-quatre heures le dimanche matin à 9 heures, soit trois quarts d'heure après le coup de téléphone du substitut...

Les circonstances du dessaisissement

« Dans quelles conditions la décision de dessaisissement a-t-elle été prise ?

« Devant l'accumulation de ces irrégularités, j'ai pensé qu'il était indispensable de confier ce dossier à un autre juge d'instruction du tribunal. J'ai fait part de la situation au président du tribunal, M. Marie-Hélène Tric. Je lui ai annoncé que j'allais la saisir d'une requête en dessaisissement sur le fondement de l'article 84 du code de procédure pénale. Elle a réfléchi, donné son accord, et j'ai averti le parquet général, qui en a informé la chancellerie. Le ministère était d'accord sur la procédure engagée.

« M. Tric, qui était à Angers, a pris sa décision en début d'après-midi, et elle m'a transmis son ordonnance par télécopie au tribunal. Je ne pouvais pas joindre M. Thierry Jean-Pierre, qui avait déjà quitté le Mans. J'ai donc demandé aux services de police de l'informer de son dessaisissement, ce qui a été fait par le commissariat du Mans, qui a eu

M. Jean-Pierre au téléphone à 14 h 30, alors qu'il demandait assistance au commissariat de Noisy-le-Sec (2).

« Vous auriez pu saisir la chambre d'accusation de la cour d'appel d'Angers. Pourquoi avoir choisi la procédure du dessaisissement, qui est tout à fait exceptionnelle ?

« On m'accuse d'avoir agi dans la précipitation. En réalité, il s'agissait pour moi de réagir rapidement à une situation d'urgence. Cette procédure, dont j'avais été tenu à l'écart, avait déjà donné lieu à des dérapages qui avaient tout de même conduit à l'incarcération d'un homme. Je savais qu'une perquisition était en cours dans des conditions de précipitation tout à fait anormales. Le seul moyen d'empêcher de nouveaux dérapages était de confier le dossier à un autre juge d'instruction.

« Il ne s'agissait pas d'enterrer l'affaire, mais au contraire de lui permettre de se poursuivre dans la sérénité. Les mesures de dessaisissement, c'est vrai, ne sont pas fréquentes, mais elles ne sont pas exceptionnelles non plus. Ici, au Mans, il est arrivé que certains juges d'instruction soient dessaisis à la suite du mécon-

« Les inspecteurs de police pétitionnent pour M. Gaudin. Une campagne de pétition en faveur de l'ex-inspecteur Antoine Gaudin, révoqué par le ministre de l'Intérieur pour « manquement à l'obligation de réserve », après la publication de son livre *Enquête impossible*, consacré aux fausses factures, a été lancée par le Syndicat national autonome des policiers en civil (SNAPC) majoritaire chez les inspecteurs. Adressée au ministre de l'Intérieur, M. Philippe Marchand, cette pétition dénonce notamment les conditions de déroulement du conseil de discipline au cours duquel la révocation du policier avait été proposée, malgré l'opposition des représentants syndicaux. Aussi le SNAPC demande-t-il au ministre de l'Intérieur, qui avait entériné cette proposition de révocation, de « revenir sur sa décision ».

tenement de certains inculpés.

« Lorsque vous avez saisi la chambre d'accusation, votre requête concernait uniquement le premier réquisitoire, celui du 8 janvier. Pourquoi ne pas avoir demandé l'avis de la chambre sur l'ensemble de la procédure, notamment sur l'incarcération de M. Giraudon et la perquisition dans les locaux d'Urba-technic ?

« A mon sens, la procédure était irrégulière dès l'origine. J'ai donc estimé qu'il était inutile de la saisir sur les multiples irrégularités que j'avais pu relever dans ce dossier. La nullité du réquisitoire de M. Wawryniak entraînait à mes yeux la nullité de l'ensemble des autres actes de l'instruction.

« Certains journaux ont fait état de rumeurs concernant les fameux scellés faits à Paris par M. Thierry Jean-Pierre. Certains auraient été « manipulés ». Où sont-ils conservés et dans quelles conditions ?

« Les scellés se trouvent au greffe du tribunal depuis le 8 avril. Toutes les garanties habituelles de sécurité ont été prises. Ils sont aujourd'hui sous la responsabilité du juge Liberge, qui instruit le dossier.

« Le tribunal de commerce d'Angoulême est dessaisi dans l'affaire Boucheron

La cour d'appel de Bordeaux

« Quelles leçons tirez-vous de cette affaire ?

« On parle beaucoup, à propos de ce dossier, de l'indépendance de la magistrature. Si l'indépendance, c'est un juge d'instruction qui provoque l'ouverture d'une information judiciaire sur la base de seules rumeurs, qui instruit à l'insu de son interlocuteur normal, le procureur, qui incarne dans une quasi-clandestinité, et qui se lance précipitamment dans une perquisition rocambolesque, cette indépendance-là n'est pas la mienne. Je me suis toujours battu pour que les garanties individuelles soient respectées. Dans ce dossier, elles ne l'ont pas été. Est-ce à l'illustration d'une justice indépendante garante des libertés ? Je ne le crois pas. La fin ne justifie pas les moyens. »

Propos recueillis par ANNE CHEMIN

(1) Le dossier ne comprenait que la mention du coup de téléphone anonyme du fameux « Fournier », l'audition du docteur Colicadan, et les deux réquisitoires du parquet de Mans.

(2) Le 7 avril, M. Jean-Pierre, qui comptait se rendre au domicile de Gérard Monate, est passé en début d'après-midi au commissariat de Noisy-le-Sec afin de demander le concours d'officiers de police

Les réactions

M. Chirac :

« La morale publique est bafouée »

Invité de « l'Heure de vérité » d'Antenne 2, lundi 22 avril, M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie et des finances, a déclaré, à propos de l'affaire Urba : « Une enquête est en cours et devra être menée jusqu'à son terme. La justice est saisie, et personnellement je ne vois que des avantages à ce que tout soit fait au grand jour, je dis bien tout. Cela veut dire qu'on ne s'intéresse pas simplement au bureau d'études du PS, qu'on ne s'intéresse pas simplement au financement du PS, mais à celui de tous les partis politiques », a dit M. Bérégovoy, qui « attend de façon sereine ce que décidera la justice ».

Pour M. Bérégovoy, MM. Henri Niellet, garde des sceaux, et Georges Klejman, ministre délégué à la justice, « ont dit ce qu'ils pensaient » de cette affaire. « Je n'ai pas à en juger, a-t-il dit, l'opposition politique une affaire, elle n'est que l'affaire avec le jeu. Je demande aussi (...) que la justice indépendante fasse son métier en toute sérénité. Quand des procès-verbaux qui doivent rester dans le secret d'un cabinet d'un juge d'instruction circulent dans tout Paris, est-ce que vous croyez que c'est une bonne manière d'agir ? Moi, je suis pour une justice indépendante et toujours je me plierai aux décisions de justice quelles qu'elles soient. (...) Avant d'être jugé, on est présumé innocent. Et aujourd'hui trop de bruits circulent sur celui-ci ou sur celui-là, ce

n'est pas bon pour le climat civique, ce n'est pas bon pour la justice elle-même », a expliqué le ministre.

M. Jacques Chirac s'est dit, quant à lui, « choqué par l'utilisation par l'Etat de la justice à des fins contestables pour protéger ses amis et pour nuire ses adversaires ». L'ancien premier ministre, qui effectuait un déplacement, lundi 22 avril, dans la Creuse, notamment à Guéret et à Aubusson, a précisé sur Radio France : « Je déplore que la morale publique soit négligée, votre bafouée ». A propos de la démission du garde des sceaux réclamée par plusieurs responsables de l'opposition, M. Chirac a indiqué qu'il ne plaçait pas « le problème sur ce terrain-là ». « Ce qui me préoccupe, c'est la réforme de la justice dont on voit que le gouvernement ne veut pas la faire », a-t-il dit. « C'est choquant de voir que ceux qui ont toujours donné des leçons de morale s'adonnent à ce genre de pratiques ».

Le Front national a demandé, de son côté, une nouvelle fois, la démission du chef de l'Etat, du premier ministre, du garde des sceaux et de son ministre délégué. La formation de M. Jean-Marie Le Pen « dénonce l'existence d'un véritable archipel de la corruption qui englobe maintenant l'ensemble de la classe politique et toutes les activités qu'elle contrôle ».

Pour l'élection législative partielle de Belfort

L'opposition fera campagne contre M. Chevènement sur le thème de la « désertion »

BELFORT

de notre correspondant

L'opposition locale a réagi vigoureusement à l'annonce par M. Jean-Pierre Chevènement, lundi 22 avril, de sa candidature à une élection législative partielle provoquée, dans la seconde circonscription du Territoire de Belfort, par la démission de sa suppléante, M^{me} Gilberte Marin-Moskowitz.

La droite parlementaire a annoncé aussitôt qu'elle opposera au maire de Belfort un candidat unique, qui mènera campagne sur le thème de la « désertion » de l'ancien ministre de la défense, démissionnaire de son poste au gouvernement le 29 janvier dernier.

M. Jacques Biche, chef de file de l'UDF, député de 1986 à 1988, a affirmé que les Belfortais avaient été « trompés, parce qu'ils ont élu un ministre qui, manifestement, a perdu toute ombre de retrouver une place au gouvernement ». Les Verts, le Front national et le Parti communiste participeront aussi à la législative partielle.

A Paris, M. Jean-Jack Queyranne, porte-parole du PS, a déclaré que M. Chevènement « n'a droit à la solidarité du parti » et que, « s'il le souhaite, les dirigeants socialistes devraient être tout disposés à le soutenir » dans sa cam-

pagne électorale. « Il y a eu des divergences au sujet de la guerre du Golfe », a rappelé M. Queyranne, mais elles n'altèrent pas le long parcours que M. Chevènement a fait au sein du PS ni le rôle qu'il y a joué ».

« Je revendique mon acte »

Dans la déclaration qu'il a faite lundi à Belfort, l'ancien ministre de la défense a précisé qu'il avait « offert (sa) démission au président de la République » lorsque la France avait « parrainé la résolution de l'ONU substituant à l'embargo la stratégie de l'ultimatum et de l'intervention militaire ». « Le 8 décembre 1990, a-t-il indiqué, le chef de l'Etat en a accepté le principe. La date précise de mon départ a été différée et elle a résulté, en définitive, des événements eux-mêmes ».

« Je revendique mon acte comme un acte de responsabilité et de liberté », a déclaré M. Chevènement, et je suis sûr que vous le comprendrez à la lumière des événements récents. J'assume mes choix et je les assumerai, parce que j'ai agi conformément à l'idée que je me fais de la République et des intérêts de la France pour aujourd'hui et pour demain ».

F. Z.

Les propositions de M. Jospin

Le projet de rénovation des lycées provoque des réactions très contrastées

Les propositions de « rénovation pédagogique » des lycées présentées, lundi 22 avril, par le ministre de l'éducation nationale (Le Monde du 23 avril) ont provoqué des réactions contrastées. Ainsi, le Syndicat national des enseignants du second degré (SNES), principale organisation de professeurs, est critique : « Pour les élèves, on ne peut rien attendre de bon et, pour les enseignants, l'exercice du métier sera rendu plus lourd et plus difficile ».

Même écho au Syndicat national des lycées et collèges (SNLC-FO), qui « rejette totalement » une réforme qui n'offre qu'un « sous-SMIC culturel pour les lycéens ». L'association nationale à l'éducation du RPR, n'est pas plus tendre : les solutions préconisées par M. Jospin, estime-t-il, « consistent toujours à baisser le niveau et à dissimuler la pénurie criante de professeurs ». Plus mesuré est l'avis du Syndicat national des lycées et collèges (SNALC) qui « approuve le principe d'une aide individualisée des élèves, mais s'inquiète de la diminution des horaires ».

Globalement positives, en revanche, sont les réactions de la Fédération de l'éducation nationale (FEN) qui voit, dans le projet Jospin, « une bonne base de départ pour faire évoluer positivement le lycée ». De même, le Syndicat

national des instituteurs (SNI) se montre favorable, tout en précisant que la démocratisation des lycées dépendra, pour beaucoup, de la rénovation des collèges. Le Syndicat général de l'éducation nationale (SGEN-CFDT) approuve également le principe de la réforme et, en particulier, les mesures d'aide pédagogique : « Pour une fois, la montagne n'a pas accouché d'un souris », souligne le SGEN, qui s'inquiète cependant, comme la plupart des organisations, des conditions de mise en œuvre de cette réforme, si les moyens ne suivent pas.

Les associations de parents d'élèves estiment également que la réforme va dans le bon sens. « Avis favorable », pour la Fédération des conseils de parents d'élèves (FCPE). La Fédération des parents d'élèves de l'enseignement public (FPEP), de son côté, y retrouve « un écho important à ses propres propositions ».

Enfin, les lycéens de la FIDL (Fédération indépendante et démocratique lycéenne) se déclarent « déçus ». « L'instauration des modules ne peut qu'aboutir à la mise en place de groupes de niveaux et renforcer les écarts entre les élèves. Le problème des élèves en difficulté ne sera pas résolu », estiment-ils.

سكنى من الاجل

16 Le Monde • Mardi 23 avril 1991 •

14 Le Monde • Mercredi 24 avril 1991 •

CULTURE

ARTS

Peintures froides

La confirmation d'une œuvre cohérente et sévère

ISABELLE
CHAMPION-MÉTADIER
au Musée des beaux-arts
de Toulon

Toulon

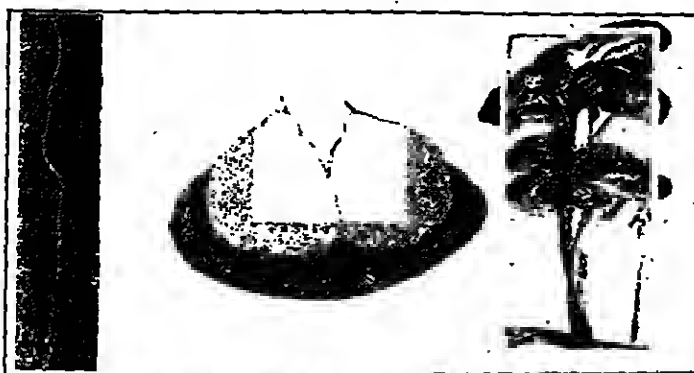
de notre envoyé spécial

La démonstration tient en deux salles, longues et hautes il est vrai. Dans la première, des paysages dénommés *fragments*, une suite de compositions qui, chacune, réunissent des éléments de nature, un cyprès, un pin, une coupe de poires, et des éléments de géométrie, carrés, équerres, lignes. Les arbres et les fruits ont un volume et un galbe, ils sont dans l'espace et dans une lumière qui modifie leurs arrous. Le fond et les fragments abstraits sont des monochromes parfois recouverts en partie de traces gestuelles, mais d'une gestualité bridée, fermement retenue, libre de tout expressionnisme.

Découpages à vif, emboîtements qui déconcertent le regard, contradictions optiques, équilibres rompus, la composition cherche à troubler, et y parvient presque à tout coup. Les couleurs ne sont pas moins étranges que cette combinatoire du carré noir et du pin parasol : les bleus n'évoquent pas le ciel, les roses ne suggèrent aucune chair, les bruns aucune terre. Ce sont des tons qui sentent la chimie et le laboratoire, obtenus par

MUSIQUES

Un nouveau chef pour *Manon Lescaut*. Le chef d'orchestre italien Maurizio Barbacini prend la relève de Nello Santi pour diriger *Manon Lescaut*, de Puccini, à l'opéra de l'Opéra Bastille les 23, 24 avril, 2 et 4 mai. Appelé *in extremis* pour remplacer le jeune Français Philippe Auguin souffrant, Nello Santi ne reviendra que pour les représentations des 26 et 30 avril, étant pris par d'autres engagements.



« Fragments » résine et pigments sur toile, 1990

on ne sait quels habiles mélanges de pigments, des tons un peu aigres, qui blessent l'œil et refusent l'illusionnisme. Chaque œuvre le dit froidement : elle est artificielle et calculée, mélange des genres et association des contraires. Nulle effusion, encore moins un sentiment tendre de la nature, mais une netteté provocante, l'analyse de la vue et ce qui l'altère, clichés, souvenirs, stéréotypes. Vous croyez admirer un paysage méditerranéen pour sa beauté ? Illusion. Il vous plait parce qu'il ressemble à un Cézanne ou à un Signac, à moins que ce ne soit à une carte postale ou un poster d'agence de tourisme, chromo propre et naïf. La simplicité d'un carré vous arrête ? C'est en mémoire de Malevitch et de l'histoire de l'art. Citations, stimulations hétérogènes, références brouillées et omniprésentes : Champion-Métadier, avec rigueur, démontre l'impureté des perceptions et de la chère « petite sensation ». A titre d'allégorie dérisoire, elle a placé au centre de la salle un lion et une lionne empaillés. On ne saurait être plus ironique.

La seconde salle porte à son paroxysme de violence glacée l'exercice de désillusion. Sur fond jaune, un jaune acide, des objets démesurés sont peints en noir et chrome. Il y a là les objets du peintre et ceux du voyageur, la brosse et le sextant, les valises et les jumelles, un planisphère et un couteau. Une série de dessins,

la plupart excellents de fermeté, accompagne cette galerie d'images neutres. Au centre de l'une d'entre elles, dans un aquarium en forme de coupe fixé au mur, trois poissons dorés s'ennuient à faire des boucles dans l'eau. La lumière des lampes projette leurs fantômes dans le tableau, non moins fantomatique lui-même. Il feint de représenter des objets, mais leur ôte toute réalité, les réduisant à l'état de signes dévitalisés. Que suggère la carte ? Des parcours loutilles. Les jumelles, des secrets qui ne méritent pas d'être surpris. La brosse, des tableaux qu'il serait vain d'exécuter.

Chercher des parallèles sert peu devant ces œuvres bantaines. Léger est moins adéquat, Hélon plus souple, les artistes pop américains plus prolifiques. Après des œuvres où le lyrisme de ses débuts allait s'affaiblissant et se refroidissant, Champion-Métadier a renouvelé son art. Rares, très rares sont les artistes contemporains à faire preuve d'autant de rigueur de raisonnement et de ressources picturales.

PHILIPPE DAGEN

Musée des beaux-arts, 113, boulevard du Maréchal-Lacour, 83000 Toulon ; tél. : 94-93-15-54. Jusqu'au 30 juin.

THÉÂTRE

Le grand fauve de Kansas-City

Niels Arestrup dans son théâtre et, à l'affiche, Philippe Caubère

LE VENT DU GOUFFRE

Vous entrez, et dès les marches de l'escalier l'ambiance maison vous surprend : ce sont les jeunes femmes tenant l'emploi d'ouvrières – elles portent des teintes de cuir ou latex noir, bas de soie noire, et la jupe est fendue jusqu'à la naissance des gambettes. Mais très vite votre attention n'est appelée, aimantée, que par une présence, en bas de l'escalier. Vraie présence, d'une irradiation carrément dévastatrice.

C'est un homme, un blond barqué. Pelisse sombre, foulard gréda-vent. Romantisme assassin. Mais très froid, très dur. Une apparition d'Humphrey Bogart en calé de boîte de nuit, à Las Vegas. Une très légère touche de mafia, pour faire complet. Ce prodige est le directeur du théâtre, Niels Arestrup. L'un de nos plus forts acteurs. Le grand art, inoubliable dans *Piaf*, *le Cortina*, *Madeleine Julie*. En vérité dans tous ses rôles. Diffusion intense de caractère, charme, vice et violence contenus, et une désinvolture : rien d'appliqué. Mais jamais peut-être Niels Arestrup n'avait été aussi fascinant que dans son rôle, cette fois réel, de directeur de théâtre.

Il est debout, là, tout droit, royal. Il dévisage discrètement tous les inconnus qui entrent, comme un inspecteur à la porte d'une salle de jeux de casino. Par moments, il sort un jeu de cartes, ouvre vite une porte secrète, disparaît dans un antre d'où l'on imagine qu'il a, par vidéo, l'œil sur tous les lieux du théâtre. Il réapparaît. Nouvelle pose immobile. Puis il glisse doucement, parmi les groupes, style grand félin feodant les herbes de la brosse. Une ou deux fois il fera une halte brève devant l'hôtesse-lacour du bar : il siffle avec élégance – très actor's studio dans *Retour à Kansas-City* – un mini-ballon d'un grand cru de Graves. La classe. L'heure du spectacle approche.

Les Renaissance-Girls ferment les portes des coursives. Dernière apparition d'Arestrup-Bogart, très discrète, dans l'ombre d'une loge. Tout son moule est là. Il disparaît. Vous le retrouvez, au moment de l'entracte, debout à la porte du théâtre par laquelle se corapotent des dizaines de spectateurs accablés d'œuf, d'exaspération. Car ils viennent de se taper, avant l'entracte, deux heures trente de bavardages et cootorsios de Philippe Caubère, qui tient à rassembler sa vie, en long et en large, en bête

et en rasoir, et qui prend son temps : son monologue dure deux soirées. A la porte du théâtre le grand acteur Niels Arestrup, muet, parfaitement impassible, assiste au départ désordonné des victimes. Pas l'ombre d'une contrariété. Une superbe composition. Votre soir n'a pas été perdu.

MICHEL COURNOT
► 20 h 30. Première partie les jeudis, samedis, lundis. Vendredi et mardi second épisode. Tél. : 42-08-18-50.

CINÉMA

La petite fille du HLM

UN PONEY POUR DEUX

Toutes les HLM du monde se ressemblent, bant bâtiments tristes disposés autour de cours sans arbre, presque des terrains vagues. A Copenhague pourtant, il leur reste quelque chose de villageois dans la façon dont les habitants se connaissent et s'entraident. C'est en tout cas ce qui apparaît dans le film d'Erik Clausen *Un poney pour deux* ou *Mama mia et moi*.

En effet, dans l'une de ces HLM, vit une petite fille, seule avec son père – sa mère est morte – un brave garçon qui passe ses heures de loisir devant la télé et recueille, les soirs de pluie, l'horloger du rez-de-chaussée, handicapé des jambes et passablement ivrogne. A un concours publicitaire, la gosse gagne un poney. Son père ne trouve pas ça drôle : c'est un voisin qui trouve la solution, c'est le clochard du coin qui s'occupe de la bête, laquelle devient bientôt la star du quartier. Ce petit monde gentil gentil frôle la « disneyserie » bien sirupeuse sans jamais y tomber – ce n'est pas non

plus la dérision poétique de *Delicatessen*. L'humour d'Erik Clausen demeure tranquille, et son histoire s'achève paisiblement sur les sentiers battus. En fait, elle gambade en marge. Les péripéties sont convenues et les personnages stéréotypés, mais ils ne sont pas de simples fantoches inscrits dans l'imagerie de la bonté des pauvres. Ils ont des faiblesses vraies, des qualités courantes, ils ont de la densité, ils sont crédibles, on s'y attache. Les acteurs y sont sans doute pour beaucoup, de même le fait qu'ils ont des têtes banales et qu'on ne les a pas vus dans d'autres rôles.

Un film avec des enfants et pour les enfants qui n'est pas d'une grossièreté complaisante, ni d'une démagogie hypocrite, c'est rare. Domage qu'*Un poney pour deux* sorte à la sauvette, dans un circuit quasi clandestin. Les enfants peuvent se laisser fasciner par les Tortues Ninja et la publicité qui va avec, et aussi prendre du plaisir à un petit film modeste qui ne cherche pas à les faire régresser.

COLETTE GODARD

IMPRENABLE SUR LE FUTUR

TRUCK OF THE YEAR
1991

Pensez-vous que la ligne AE a été créée uniquement pour son look ? En réalité, en plus d'un confort de conduite inédit, les jurés ont découvert ce que seront demain les nouvelles normes de productivité. Comment ? Grâce à la robustesse, la sécurité et la sécurité du gestionnaire. Qui plus qu'un nouveau camion, la ligne AE est une nouvelle génération de camion. Découvrez le monde du transport tel que vous ne l'avez jamais vu !

RENAULT CAMIONS. NOUS CONSTRUISONS NOTRE LEGENDE.

Chernobyl : la peur
Cinq ans après la catastrophe, la centrale soviétique est toujours sous haute surveillance. Que faire du sarcophage qui abrite les restes du réacteur détruit ?

هكذا من الاحل

docteurs Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat chargé de l'action humanitaire, ci leur Spijken, ministre de la santé d'Ukraine, ce centre où travaillent quatre médecins (dont le docteur Moulet) pratique de manière codifiée les examens cliniques et paracliniques (échographies) ainsi que des dosages biologiques spécialisés. L'objectif visé est la surveillance à long terme de sept mille enfants ou adolescents et leurs familles (soit au total vingt mille personnes).

trophe de Tchernobyl tient au déséquilibre général et psychique engendré dans la population, un phénomène symptomatique des situations extrêmes, qu'il s'agisse des guerres ou des catastrophes naturelles.

Compte tenu du volume de la population concernée, du niveau des doses d'irradiations et du délai d'apparition des pathologies non spécifiques, seule une surveillance médicale étroite, associée à une préoccupation épidémiologique, per-

Retombées de césium 137 en UR
après l'accident de Tchernobyl

mettra de faire face aux conséquences médicales de la catastrophe. Seul un travail européen, mené sous l'égide du Centre international de recherche sur le cancer, a été réalisé sur les taux de leucémie chez les enfants de différents pays *a priori* concernés (URSS, Pologne, Suède, Autriche, Italie du Nord, Suisse, Roumanie et Bulgarie).

En URSS, seules quelques enquêtes préliminaires ont été entamées sur les anomalies congénitales. Ainsi, on ne dispose encore d'aucun enregistrement systématique des informations médicales du type de ce qui avait été mis en place après les drames d'Hiroshima et de Nagasaki.

U.S.S.I.E

Premier cercle (jusqu'à 30 km autour de Tchernobyl) : 40 curies/km². **Deuxième cercle** (150 km) : 15 à 40 Ci/km². **Dernier cercle** (400 km) : plus de 5 Ci/km².

Tout est mis en place pour que soit constituée une équipe ukrainienne compétente responsable et bientôt parfaitement autonome. Il s'agit donc bien là d'un transfert de connaissances dans un cadre professionnel défini, et non d'une des assistances ponctuelles qui, avec beaucoup de bonne volonté et parfois mal de bonne conscience, mettent sur pied en France, depuis quelques temps, sous le label Tchernobyl, des vacances plus ou moins médicalisées d'enfants venus d'Ukraine.

JEAN-YVES NAU

Le projet SEISM, auquel participent des chercheurs français et soviétiques, propose de « voir venir » les tremblements de terre grâce à des satellites

proposé au CNES en 1990 de réaliser un satellite embarquant un appareil SEISM (signal électromagnétique induit par des séismes majeurs spécialement adaptés à l'étude des signaux magnétiques et électriques que l'on pense être associés à l'activité sismique. Ne pesant pas plus de 150 kilos, ce satellite pourrait être mis sur orbite par de petits lanceurs. Les Soviétiques ont donné leur accord, en mars dernier, pour prendre une part importante dans le projet SEISM.

L'intérêt de telles mesures est donc reconnu, mais on ne comprend toujours pas ce qui crée les signaux électromagnétiques enregistrés dans l'espace, ni la raison pour laquelle on pourrait les observer dans l'espace. On en est ainsi toujours au stade des hypothèses.

Le déclenchement d'un tremblement de terre est précédé par des variations des contraintes auxquelles sont soumises les roches dans la zone du foyer (le point plus ou moins profond où se déclenche un séisme) du tremblement de terre en préparation. Ces variations entraînent un déplacement de l'eau présente

dans les fissures des roches. Ce qui induirait, étant donné les propriétés particulières de l'eau et des roches, des signaux électriques et magnétiques de basses fréquences de type électrocinétique. On a ainsi remarqué que la montée de l'eau, qui accompagne forcément la montée de la lave sous le piton de la Fournaise, le volcan de la Réunion, crée des courants électromagnétiques qui font varier lentement le champ magnétique local avant une éruption, contribuant ainsi aux prévisions — réussies — des réveils de ce vol-

On peut aussi penser que les contraintes, qui augmentent dans les roches avant un séisme, engendreraient, par effet piézoélectrique, des signaux électromagnétiques qui se manifesteraient au moment de la rupture - c'est-à-dire au moment du déclenchement du tremblement de terre. Se produiraient aussi des effets triboélectriques induits par frottements qui sont analogues à ceux qui ont fait la réputation des sous-vêtements Damart...

Tous ces signaux sont peut-être à l'origine des observations faites à terre sur lesquelles se fonde la méthode VAN élaborée par trois scientifiques grecs pour prévoir des tremblements de terre. Sans grande précision jusqu'à présent, en dépit de ce que proclament les partisans de la méthode (*le Monde* du 25 janvier).

Des ondes guidées

Il est évident qu'aucune prévision sismique raisonnablement fiable à un ou trois jours ne sera possible tant qu'on n'aura pas compris l'origine des variations électriques et magnétiques et la façon dont les signaux peuvent être mesurés à 1 000 kilomètres d'altitude. Seule, la compréhén-

Cela s'explique peut-être par le fait que ces signaux ont leur source dans le sol. Dans une zone où se prépare un tremblement de terre, ces émissions de signaux électromagnétiques se produisent probablement dans un rayon de quelques dizaines de kilomètres autour du futur foyer. En surface, ces signaux, très faibles, dépendent de la nature du sol et du sous-sol, de la présence ou de l'absence d'eau et du degré de fissuration des roches. Ils se propagent ensuite dans l'atmosphère dans laquelle ils ne s'atténuent que très faiblement.

Lorsque tous ces mécanismes auront été élucidés, il restera à définir un système de prédiction sismique par une veille permanente. Ce qui implique, entre autres, l'utilisation simultanée de plusieurs satellites équipés de l'instrument SEISM et le traitement des signaux en temps réel. Mais on sait déjà que les mesures de signaux sismologiques peuvent être faites par des satellites en positionnement à haute précision. On nous vient récemment à des chercheurs soviétiques de « voir venir » — *a posteriori* malheureusement — les gros tremblements de terre de Spitak (Arménie soviétique, 7 décembre 1988, magnitude 6,9, 23 000 morts) et de Loma Prieta (Californie, 18 octobre 1989, magnitude 7,1, 23 000 morts).

**NOUVELLE
FORMULE**

Le moral au secours du corps

Au même sommaire :

Etranges peintures rupestres

Les nouveaux enjeux de la recherche militaire en France.

Radio numérique : la FM condamnée ?

Vénus : Un nouveau monde.

EN VENTE PARTOUT 25 F

Les ondes électromagnétiques sont un phénomène très répandu dans la nature. Elles couvrent un très large spectre : depuis les rayons gamma de très courtes longueurs d'onde (un milliardième de milliardième de mètre) et de très hautes fréquences (de l'ordre de 10 puissance 23 hertz), jusqu'aux ondes radio UHF de très grandes longueurs d'onde (plusieurs dizaines de kilomètres) et de très basses fréquences (de quelques milliers de hertz à quelques hertz).

Repepons que la lumière visible n'est qu'une toute petite partie du spectre des ondes électromagnétiques : ses longueurs d'onde, en effet, sont comprises entre 0,4 et 0,8 micron (ou micromètre, soit 0,4 à 0,8 milli-mètre de mètre).

SANTÉ
MÉDECINES ALTERNATIVES
CHARLATANS OU THÉRAPEUTES ?

EXCLUSIF
première enquête sur la formation
aux médecines alternatives.

Expl. de la formation
conditions d'entrée, exit, diplômes,
prix des consultations,
remboursements.

Tout ce qu'il importe
de savoir sur des thérapeutiques
en succès croissant.

L'important fait pour le praticien
est le lieu afin de guider les
professionnels et les patients dans
le choix d'une spécialité.

BON DE COMMANDE

☐ Je désire recevoir le hors-série n° 1 de l'im-

Nom Prénom
 Adresse
BULLETIN ET VERSEMENT A RETOURNER A L'IMPATIENT, 8, RUE SAULNIER 75005 PARIS

SCIENCES • MEDECINE

Des stradivarius en peau de carbone

Issus des travaux de luthiers et de scientifiques, les instruments à cordes en matériaux composites allient avantages techniques et qualité musicale

Pas de deux franco-allemand dans l'espace

L'Europe de l'espace bouge. A petits pas et avec quelques grincements de dents. Les réticences que l'Allemagne, vrai chef de file dans ce domaine, nourrissait depuis plusieurs mois à l'égard du budget de l'Agence spatiale européenne pour la période 1987-2000 semblent en effet se dissiper. Rien n'est, toutefois, bien sûr, mais la bonne volonté que l'Agence a manifestée récemment (le Monde du 5 mars) pour réduire ses dépenses de 33 milliards d'unités de compte (225,6 milliards de francs) à 29,6 milliards d'unités de compte, soit 10,4 % d'économies, a calmé les esprits.

Certes, on est loin des 15 à 20 % de coupes que l'Allemagne, en butte à une réunification coûteuse, aurait souhaitées. Mais l'essentiel paraît préservé, fut-ce au prix d'un léger étalement dans le temps de deux des programmes phares de l'Agence décidés en novembre 1987 à la conférence interministérielle de La Haye.

Exception faite du programme Ariane-5 qui, pour des raisons de stratégie commerciale, ne doit souffrir aucun retard si l'Europe veut conserver sa place de numéro un mondial sur le marché des services de lancement de satellites, les vols de la navette spatiale Hermes et de la station orbitale Columbus devraient donc être reportés de deux ans.

Les grandes lignes de ce plan d'économie paraissent acquiescées, restait à serrer les boulons pour mener à bien la conférence des ministres européens de l'espace devant tenir le 10 juillet à Bonn (Allemagne), soit avec plus de six mois de retard sur les calendriers initiaux. Qui importe. Sans doute faut-il prendre un peu plus de temps pour que les derniers obstacles se lèvent et que Bonn soit un succès. Les Français et les Allemands, principaux bailleurs de fonds de l'Europe spatiale, l'ont bien compris et n'ont cessé depuis un mois de se rencontrer à tous les niveaux pour régler leurs différends.

Si l'an en croit certaines rumeurs, tout devrait être bouclé dans les deux semaines qui viennent. Et l'on n'exclut nullement que les ministres européens, présents le 3 mai prochain à Kourou (Guyane) pour le lancement du satellite européen d'observation de la Terre ERS-1, ne se rencontrent de manière informelle. Une façon aussi pour le ministre des postes, des télécommunications et de l'espace, M. Paul Quilès, de consulter peut-être le ministre allemand de la recherche et de la technologie, M. Heinz Riesenhuber, et de contribuer ainsi à la bonne tenue, sur l'espace, du sommet franco-allemand qui se tiendra fin mai à Lille.

Dans le camp français, on tient à ce que Hermes et Columbus se présentent désormais comme un tout cohérent. Un souci que chacun peut comprendre lorsque l'on sait que l'investissement à faire est de l'ordre de 70 milliards de francs, soit presque le coût de six centrales nucléaires. Pour l'instant, l'Agence spatiale européenne examine les propositions que les industriels lui ont remises voici un mois et demi.

Elle devrait finaliser ses choix vers la mi-mai et présenter à cette date une réactualisation de son plan de rigueur. Mais elle devrait aussi, et c'est un thème sur lequel M. Hubert Curien, ministre français de la recherche et de la technologie, comme son collègue M. Quilès, a insisté les 10 et 11 avril à Venise, proposer un programme fort (7 milliards d'unités de compte) consacré à l'étude de l'environnement depuis l'espace. J.-F. A.

Il y a quelques semaines, une contrebasse française remportait le cinquième prix du Concours international de lutherie et d'archèterie, organisé du 8 au 18 mars par la Ville de Paris. En apparence, c'était une contrebasse comme toutes les autres. A ce détail près que le bois dont on fait habituellement cet instrument était remplacé par des matériaux composites, sans pour autant — le prix en est la preuve — altérer le moins du monde ses qualités musicales.

Il y a une dizaine d'années, les matériaux composites ne constituaient encore dans les instruments à cordes que des éléments de structure — manche et caisse de résonance de guitare, clavier, échasses et cadre de clavier. Aujourd'hui, ils se substituent aux bois les plus nobles, ceux du chevalier nu de la table d'harmonie. Pour les heureux possesseurs d'un stradivarius, sans doute, l'ample sonorité des violons du luthier de Crémone ne souffre pas la comparaison. Mais les instruments en composites, grâce aux progrès enregistrés dans les domaines de l'acoustique et des nouveaux matériaux, rivalisent désormais avec le bois des meilleures factures contemporaines.

Arbre de lutherie

« Couverture » de la caisse de résonance, le table d'harmonie est une pièce maîtresse des instruments à cordes. Traditionnellement sculptée dans des blocs d'épicéa massif, c'est elle qui rayonne l'énergie acoustique, cette superposition d'ondes sonores, audibles par l'homme de 20 000 hertz pour les graves à 20 000 hertz pour les aigus, créent le son musical. Un rôle qui, des siècles durant, ne peut être joué à la perfection que par des bois de haute qualité sonore, travaillés et polis par la « patte » des plus grands luthiers.

Qu'il soit d'épicéa ou de cèdre rouge, qu'il vienne d'Europe centrale ou du Grand Nord canadien, le bois possède en effet trois directions d'anisotropie (axiale, radiale et tangentielle aux cernes annuels), le long desquelles le son se propage à des vitesses différentes. Dans

cette structure hétérogène, qui confère à ce matériau naturel de très hautes performances acoustiques, réside le secret des meilleurs stradivarius. Le reste est affaire de déformation mécanique, d'élasticité, de résistance à l'humidité,

qui a soudain donné au « son frappé » (1) des luthiers de véritables confirmations scientifiques.

Résistance à l'élongation, densité, variations observées entre le bois d'hiver et de printemps, largeur des cernes annuels, longueur

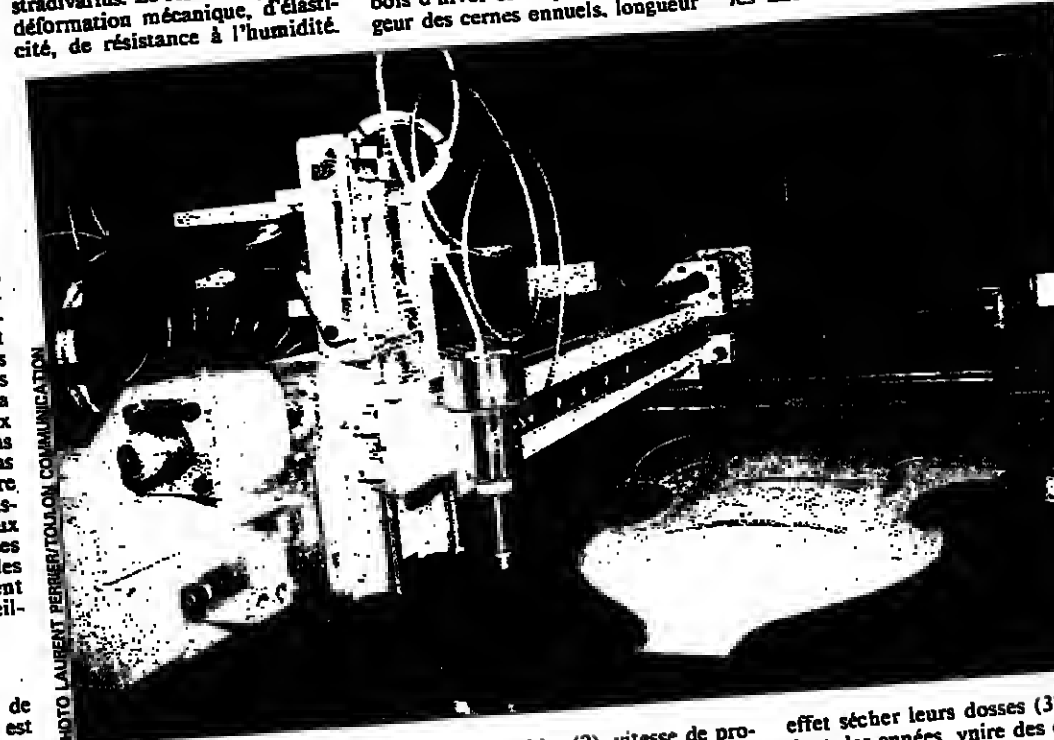
radiale et la densité se sont révélées les plus pertinentes pour la qualité des tables d'harmonie », résume Charles Besnainou. Autre élément essentiel, la résistance du bois à l'humidité. Avant de les travailler, les anciens luthiers faisaient en

en bois. Campatées en bois naturel, toutes deux présentent une meilleure résistance à l'humidité, ainsi que des caractéristiques mécaniques reproductibles et adaptables à la demande.

Destinés à des luths d'époque Renaissance et baroque, à des guitares baroques et classiques, mais aussi aux harpes, claviers, violons et altos, violoncelles et contrebasses, dix-sept prototypes de tables d'harmonie sont déjà nées de cette association fructueuse entre luthiers et physiciens. Soutenus financièrement par l'Agence nationale pour la valorisation de la recherche (ANVAR) à hauteur de 350 000 F, par le ministère de la culture (225 000 F) et le Centre national de la recherche scientifique (CNRS) (40 000 F), leurs travaux ont donné lieu à plusieurs brevets, dont l'exploitation a été cédée de manière exclusive à ATN international.

Spécialisée dans la fabrication de films de carbone destinés, à l'origine, à l'industrie aéronautique, cette petite société varoise de La Seyne-sur-Mer (Var) commercialise désormais, en petites séries, des contrebasses en matériau composite. Et ses premiers violons, en cours d'achèvement, seront mis sur le marché dans les mois à venir. Des instruments que les luthiers estiment d'ores et déjà « susceptibles de satisfaire les exigences de très grands concertistes », et dont le matériau, affirmant-ils, est « aisément exploitable par les artisans, avec un investissement similaire et une même recherche de forme et de mise en œuvre que le bois naturel ».

CATHERINE VINCENT



Toutes propriétés dûment testées, sur pied ou en atelier, avant que ne soit attribué à une essence forestière le titre prestigieux d'« arbre de lutherie ».

Lorsque la science s'en mêle, l'histoire devient plus complexe. Elle tient à peine dans les cent trente-huit pages de la thèse, de troisième cycle soutenue, en 1986, par Dominique Douau. Au laboratoire d'acoustique musicale (CNRS-université Paris-VI) où elle travaillait alors, cette jeune guitariste a exploré les propriétés d'une vingtaine d'échantillons de bois (sapin, érable, épicéa, hêtre, hêtre, pin, chêne) couramment employés pour la facture instrumentale. Une première en France,

des trachéides (2), vitesse de propagation du son : pour tous ces paramètres, Dominique Douau a effectué sur ses échantillons des mesures systématiques. Réalisées sous la direction de Charles Besnainou, luthier et physicien au même laboratoire, en collaboration avec l'Institut national de la recherche agronomique (INRA) de Nancy, le centre technique forestier tropical de Nogent-sur-Marne et le luthier parisien Daniel Friederich, ce travail de bénédictin a permis, pour la première fois, de comparer précisément les propriétés mécaniques des bois avec le timbre des instruments.

De tous ces paramètres, les modules d'élasticité longitudinale et

effet sécher leurs doses (3) pendant des années, voire des décennies. Une tradition qui s'est perdue au fil des siècles, rendant les instruments de facture plus récente nettement plus sensibles aux variations hygrométriques de l'air.

Structure sandwich

Partant de ces constatations, les chercheurs du laboratoire d'acoustique musicale ont mis au point deux types de « structure sandwich » en matériau composite artificiel. L'une, pour la rigidité, est constituée d'une âme en bois entre deux peaux de carbone. L'autre, pour l'élasticité, d'une âme en carbone entre deux feuilles de placage

(1) Obtenue en tapotant la table ou le fond du violon, les « sons frappés » doivent être séparés d'un demi-ton à un ton au maximum pour offrir une réelle qualité musicale.

(2) Éléments verticaux parallèles à l'axe du tronc, les trachéides représentent 90 % de la masse du bois. Après la mort de l'arbre, elles gardent leur rigidité grâce à l'épaississement ligneux de leur paroi pecto-cellulosique.

(3) Première ou dernière planche sciée dans un tronc d'arbre.

La Transparence. Les Pharmaciens disent "OUI"

... mais en respectant les règles du jeu.

Beaucoup de ceux qui parlent de la publicité comparative, n'hésitent pas même à mettre globalement en cause la distribution de pharmacie, semblent en méconnaître la règle fondamentale :

La publicité comparative doit comparer ce qui est comparable.

Lorsque l'on replace ainsi la publicité comparative sur son véritable terrain et qu'elle se situe au niveau de l'ensemble d'une profession, nous autres pharmaciens, sommes POUR, 100 % POUR, car nous savons bien que notre image de marque ne peut qu'y gagner.

Les conseils, le dialogue, la mise en garde contre les risques d'abus de médicaments, les explications sur leur bon usage, bref les multiples services et avis que nous, clients venons chercher — et trouvent — chez nous, pèsent autrement plus lourd que les quelques francs de plus que coûtent parfois chez votre pharmacie certains produits.

Daos cette confrontation entre la distribution par les professionnels-conseils que nous sommes de par notre

formation et notre expérience, et celle, anonyme et impersonnelle, que l'on trouve ailleurs, nous clietons savent et sauront toujours que choisir.

Le poids d'une publicité, fût-elle écrasante, ne l'emportera pas face au bon sens de ceux qu'elle cherche parfois à abuser.

Les Français ne sont pas des « d'héiles ». Ils savent que le Médicament, c'est sérieux puisqu'il est efficace. Il mérite d'être manipulé, conseillé et délivré avec prudence et modération. Et non mis à la portée de tous, sans discernement.

Le service assuré « jour et nuit » par le réseau des pharmacies, ça compte !

On ne tournera pas l'impuissance en dérision * tous les pharmaciens qui, à partir de près de 23 000 pharmacies, sont les relais incontournables de l'information et de la protection-santé de nos familles.

* Contrairement à ce qui a été dit ou écrit, le Conseil National de l'Ordre poursuit son action en justice et a obtenu par une ordonnance en référé l'engagement de non reprise de la publicité comparative que certains s'étaient cru autorisés à diffuser.

Ordre National des Pharmaciens
55 000 Pharmaciens au service de la Santé publique.
4, avenue Ruysdael, PARIS 75008

SCIENTIFIQUES & CROYANTS 5



GILDAS BEAUCHESNE
LA PHYSIOLOGIE VÉGÉTALE
La connaissance scientifique n'a jamais troublé ma foi
128 pages 78 FF
BEAUCHESNE
22, rue des Saints-Pères 75007 PARIS

هكذا بين الامم

سكنا من الاموال

16 Le Monde • Mardi 23 avril 1991 •

20 Le Monde • Mercredi 24 avril 1991 •

ENQUÊTE

L'Afrique des trafics

Suite de la première page

D'abord une énigme : 8 % seulement de l'héroïne produite dans le Sud-Ouest asiatique est saisie. Où passe la poudre ? Depuis l'apparition, en 1984, de la filière nigérienne, les routes de la drogue se perdent dans un écheveau tropical. Nombreux sur le sous-continent indien, les étudiants nigériens servent d'intermédiaires entre les simples courtiers recrutés à Lagos pour l'équivalent de plusieurs années de salaire (5 000 à 10 000 francs). Ce trafic d'importation met chaque fois en lice dix à vingt passeurs qui peuvent transporter jusqu'à 60 kilos d'héroïne. Depuis Delhi, Bombay et Karachi, ils rejoignent Addis-Abeba (par Ethiopian Airlines) ou Nairobi. Là commencent d'incroyables péripéties pour gagner Lagos et livrer la marchandise aux patrons de la filière. Le circuit le plus simple fait étape à Douala. Il existe une liaison identifiée par N'Djamena, une autre par Brazzaville et Libreville. La plupart des routes mènent à Lagos mais pas toutes. Car au fil des années, les Nigériens ont compris qu'ils ne passaient plus inaperçus. Une filière ghanéenne a pris le relais, puis d'autres équipes recourant de nombreuses nationalités d'Afrique centrale et occidentale. Les Nigériens contrôlent ainsi des courriers ghanéens, togolais, ivoiriens et sénégalais. Liés avec le milieu de la prostitution madrilène, ils utilisent certaines filles comme « mules », concluant pour la circonstance des mariages blancs. Sans oublier les vrais passeurs répertoriés sous de faux passeports maliens. Au total, quelque six mille Africains sont emprisonnés dans le monde pour trafic de drogue, dont deux mille Nigériens.

Une filière ghanéenne et tanzanienne s'est spécialisée dans la réexportation vers la Grèce, les pays nordiques et l'Espagne, tandis que les Maliens et les Zaïrois se partagent les marchés français, belge et

allemand, en concurrence avec des Guinéens et des Béninois (2). La raison d'être des filières est en effet l'acheminement vers une destination finale, le plus souvent européenne voire américaine. Cette activité de réexportation met en œuvre d'autres équipes de passeurs et quantité de plaques tournantes où les aéroports d'Afrique centrale (Kinshasa, Bangui, Kigali) jouent un rôle-clé et grandissant. La souplesse et la vitesse d'adaptation des trafiquants africains est spectaculaire. Les Gambiens et les Tanzaniens sont réputés pour leur adresse à déjouer les contrôles à Varsovie, Moscou ou Berlin. Les Equato-Guinéens ont mis en place un réseau d'héroïne à destination de l'Espagne depuis Malebo. Un circuit part en outre de la capitale de Guinée-Equatoriale pour la Mauritanie et Las Palmas avant de se poursuivre vers Madrid, Copenhague ou Athènes.

A l'ombre des radars

Hormis Lagos et Nairobi (qui redistribue vers le Rwanda et le Burundi), Libreville est une place importante pour ventiler l'héroïne asiatique arrivée du Kenya, via Luanda. D'autres liaisons communes joignent la Zambie à Pretoria (avec la présence de Grecs) et Lubumbashi à Johannesburg. Sans oublier les connexions classiques de Manrique, la Réunion, voire les Comores avec Paris-Roissy. On peut se demander si la route maritime du cannabis entre l'Algérie et l'Europe du Nord n'est pas utilisée pour le trafic de l'héroïne. La technique est en effet prouvée de transbordements de drogue en Méditerranée dans les zones d'ombre des radars de l'OTAN basés à Gibraltar. Des vedettes à fond plat (émettant peu d'ondes) accostent en barge mer des cargos qui chargent « l'héroïne » et filent vers Le Havre, Hambourg ou Rotterdam. Depuis deux ans enfin, des ressortissants africains ont été interpellés à Bangkok et à

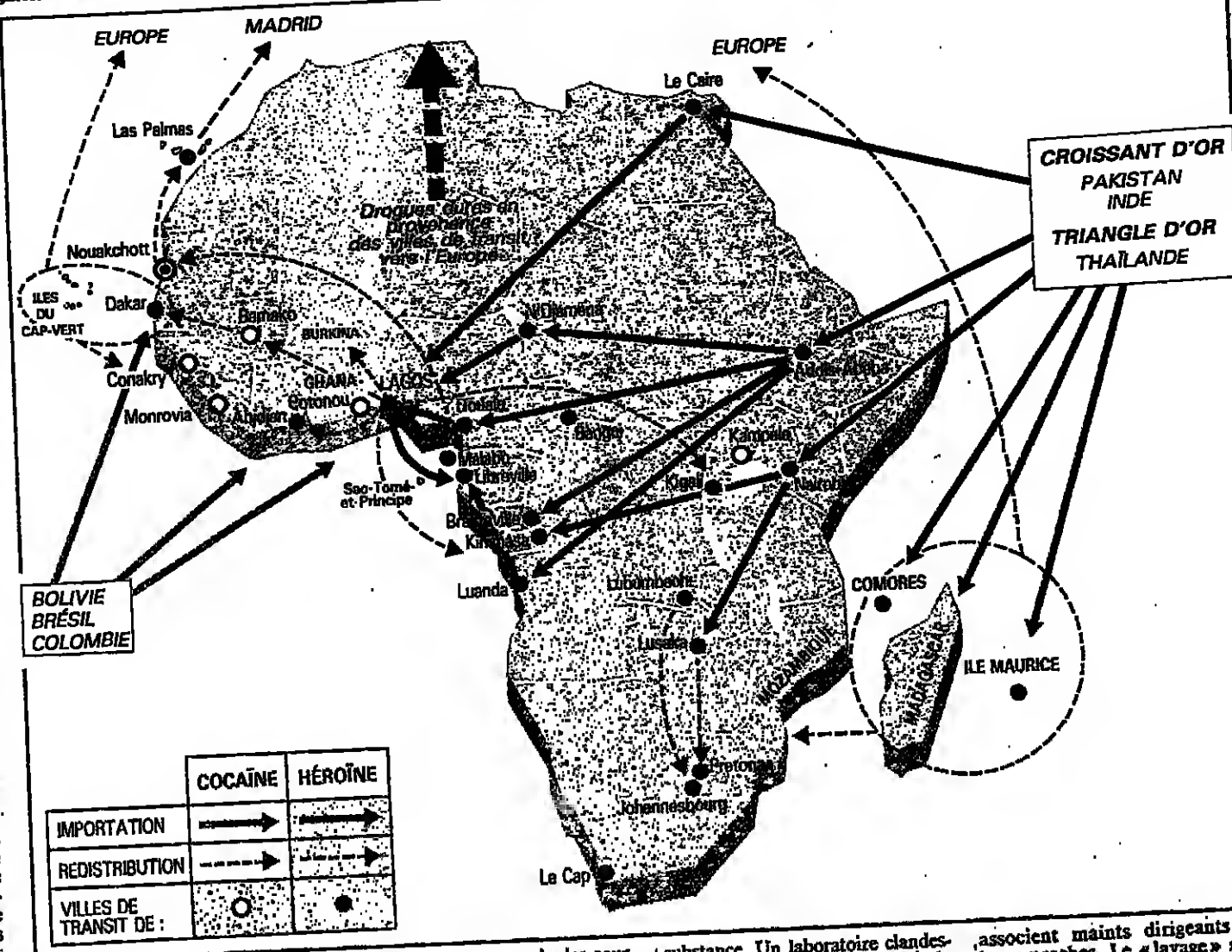
Tokyo avec de l'héroïne. Pour semer la confusion, ils prennent des billets aller-retour à destination de Singapour au Hongkong, puis rachètent sur place de nouveaux billets pour la Thaïlande en payant tarif plein, afin de changer à volonté d'horaires et de compagnies. Ces « fourmis » possèdent en

cocaïne dissimulée dans une guitare électrique et des tables de salon. Cette arrestation permet de remonter aux organisateurs de ce trafic, deux Colombiens domiciliés dans la capitale ivoirienne. Si la filière africaine de la cocaïne est plus récente et moins diversifiée que celle de l'héroïne, il est évident que les cartels latino-américains

stupéfiants. Un important réseau fut cependant démantelé en 1986 à Monrovia et à Abidjan.

L'Afrique septentrionale est pour sa part la cible des trafiquants de méthamphétamine, un dépressif aussi nommé mandrax qui plonge l'usager dans un état « crépusculaire ». L'Afrique du Sud est le principal marché de consommation de cette

cains, la multiplication des violences urbaines, d'actes de banditisme et de règlements de comptes mafieux en Afrique ayant cette thèse. Avant la chute de Kérékou, le Bénin renvoyait l'image d'une « narco-république ». Si aucun chef d'Etat africain n'a été directement convaincu de trafic, les méthodes de blanchiment de l'argent sale



général deux passeports, l'un restant vierge de tout tampon asiatique éveillant les soupçons. En décembre 1980, un ivoirien en provenance d'Abidjan fut interpellé à Roissy avec 6,5 kilos de

substance. Un laboratoire clandestin découvert en 1987 permit la saisie de 14 millions de doses, soit 90 % des prises mondiales de méthamphétamine. Il semble que les tentatives d'implantation d'autres laboratoires au Soudan et au Mozambique ont échoué. Mais le mandrax continue d'affluer en provenance d'Inde via Nairobi et surtout Malindi, une ville côtière kenyane où cohabitent des membres de la Mafia italienne et quelques truands français. Le LSD et l'angel dust ont aussi été repérés en Afrique australe, de même qu'un trafic de phénobarbital entre Londres et le Soudan à destination du Golfe. La compagnie Air India a la préférence des passeurs qui transitent principalement par le Kenya, la Zambie et le Zimbabwe, utilisant aussi les circuits postaux de ces pays.

De telles pratiques prospèrent dans un contexte africain de violence, où l'autorité occidentale fait des ravages, le crime organisé offrant le conseil et la modernité. Ce n'est pas un hasard si les marabouts prescrivent sans vergogne ces substances, leur poids dans le système politique et religieux africain leur assurant une redoutable impunité. Des chauffeurs routiers aux travailleurs de force, des paysans à leurs propres troupeaux en transhumance, la « dope » gagne du terrain, et l'épidémiologie des populations africaines reste une inconnue.

associant maints dirigeants ou leurs proches. Le « lavage » suppose le plus souvent une quête de devises auprès de deux sources bien précises : la zone franc et le Libéria, seule économie « dollarisée » du continent. Les achats d'hôtels, d'immeubles et de casinos, de garages ou de boîtes de nuit (souvent propriété de Libanais) permettent aux capitaux de réparer au grand jour avant d'être crédités sur des comptes d'import-export dont la seule activité commerciale ne peut justifier le train de vie, aux tours de membres ou de serviteurs du pouvoir.

Dans ces conditions, la lutte semble dérisoire. Représentant du FNULAD (3) au Gabon, le policier français Didier Hardy a formé en deux ans trois mille douaniers dans vingt pays d'Afrique. A Libreville, il passe pour un sorcier depuis qu'en 1989, initiant ses dévotions rudimentaires du contrôle à l'aéroport Léon-Mbo, il saisit sur un Nigérien en transit 11 kilos d'héroïne. Réprimer, prévenir, soigner, le triptyque de la lutte antidrogue en Afrique reste à mettre en place. Malgré l'appui réel des Nations unies et de la CEE, du ministère français de la coopération, des services d'Interpol, du SCTIP et de l'OCTRI (4), malgré l'énergie de certains magistrats français et l'installation de laboratoires d'analyse, les stupéfiants poursuivent leur avancée sur le continent, dans des proportions que l'on ne devine effrayantes. Les actions menées, y compris les plus spectaculaires, ne sont presque rien face à la tragédie silencieuse en cours. Chaque nouveau trafic identifié déclenche une consommation autochtone. L'Afrique est sur la même voie que le Pakistan, la Thaïlande et l'Europe, où la toxicomanie a progressé de manière foudroyante en moins de vingt ans. Tant qu'on ne vivra pas mieux sur ce continent, tant que la pauvreté sera le lot quotidien des masses, espérer mettre fin aux trafics en éliminant la corruption restera une idée d'Occidental rassuré. Or l'Afrique a encore faim, l'enrichissement fascine, et les soudoyers le savent.

ÉRIC FOTTORINO

(2) En 1989, les infractions à la législation sur les stupéfiants ont mis en cause 369 Sénégalais, 200 Zaïrois, 119 Maliens, 97 Angolais, 51 Nigériens, etc. Vingt-quatre nationalités africaines ont été impliquées.

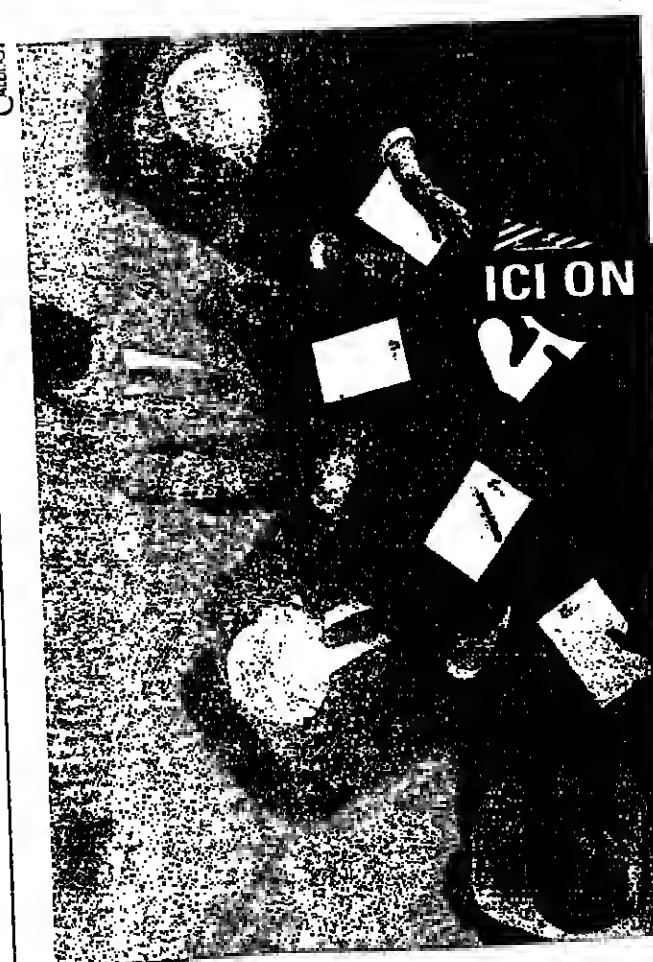
(3) Fonds des Nations unies pour la lutte antidrogue.

(4) SCTIP : Service de coopération technique international de police. OCTRI : Office central de répression du trafic illicite des stupéfiants.

Prochain article :
Les fourmis
et les barons
de Lagos

SEMAINE INTERNATIONALE de la Foire de Milan.

La "business community" se réunit pour discuter les grands thèmes sociaux et économiques du monde.



MILAN, 11-15 JUIN 1991

SEMAINE INTERNATIONALE DE LA FOIRE DE MILAN. Cette nouvelle initiative sera lancée au mois de juin 1991 pour proposer un concept de foire absolument nouveau : non pas une exposition de produits mais une exposition d'idées, de projets et d'affaires présentées à travers une série d'événements top niveau.

ICI ON FAIT LE POINT

Le congrès "Qualité, Entreprise et Société", la Marzi Polo "Meeting Point for International Trade", le 16^e Congrès des Maires des grandes villes du monde, BORITEC '91 "3^e Journée Internationale de la Coopération, du Développement et des Investissements" ainsi que d'autres initiatives au niveau culturel et scientifique véritablement prestigieuses : voici autant d'occasions offertes à la business community internationale pour faire le point sur les grands thèmes de l'économie et mettre au point de nouveaux rapports industriels et commerciaux.

Dans le monde qui évolue rapidement, la SEMAINE INTERNATIONALE est au carrefour de flux d'échanges et de connaissances, établissant ainsi un contact entre la culture et le management, la recherche et les affaires, le monde scientifique et les forces productrices pour tracer les nouvelles voies possibles de demain : un rendez-vous unique dans le paysage mondial des foires. Idées, projets, affaires.

Point de rencontre,
point d'échanges,
point de l'actualité.



Rapport annuel 1990

Chambre de Commerce et d'Industrie pour la France - 134, rue du Faubourg St. Honoré - 75008 PARIS - tél. 01 - 42253590 - telex 01 - 42314531 telex 854088 CAMEX

sogerap

La Société SOGERAP invite ses actionnaires à participer aux Assemblées Générales Extraordinaire et Ordinaire qui se tiendront le mardi 14 mai 1991 à 11 h 00 dans la Salle de l'Espace (C.N.E.S.) 2, place Maurice Quentin (Forum des Halles) 75001 Paris.

Le montant de l'augmentation de capital réservée sur lequel l'Assemblée Générale Extraordinaire aura à se prononcer est porté de 157,1 MF à 550 MF.

Tout actionnaire, quel que soit le nombre de titres qu'il possède, n'importe au porteur, a le droit de prendre part à cette Assemblée ou de s'y faire représenter par un autre actionnaire ou par son conjoint, ou de voter par correspondance.

Des lettres d'admission ainsi que des formules de pouvoir ou de vote par correspondance seront mis à la disposition des actionnaires par les intermédiaires financiers auprès desquels sont déposés les titres, ou par le Crédit Lyonnais - Service des Assemblées, Relations avec les Emetteurs - 81, rue de Richelieu, 75002 Paris.

Un jeton de présence de 30 F sera alloué à tout actionnaire assistant aux Assemblées.



Le Conseil d'administration de Hachette S.A., réuni le 17 avril 1991 sous la présidence de M. Jean-Luc Laganier, a arrêté les comptes de la Société et pris connaissance des comptes consolidés du Groupe pour l'exercice clos au 31 décembre 1990, dont les principaux éléments sont rappelés ci-dessous.

(En millions de francs)	31 décembre 1990	Rappel exercice 1989
Chiffre d'affaires	30 047	29 358
Résultat courant	779	837
Résultat net consolidé	619	618
Résultat net par du Groupe	492	469

Le résultat net, pour la part du Groupe, ressort donc à 492 millions de francs contre 469 millions de francs en 1989.

Conformément aux informations communiquées en octobre après la publication des résultats semestriels, la part du Groupe dans le résultat net consolidé, hors plus et moins-values et provisions exceptionnelles, est de 231 millions de francs contre 220 millions de francs en 1989.

Le résultat net consolidé prend en compte la plus-value nette de 2 milliards de francs dégagée sur la vente de l'immeuble des N.M.P.P., et un montant de 1,75 milliard de francs affecté au plan de développement des activités audiovisuelles du Groupe utilisé pour 775 millions de francs à l'amortissement de la survalue dégagée lors de l'entrée dans le capital de La Cinq, et pour 975 millions de francs aux provisions exceptionnelles.

Le Conseil d'administration a pris connaissance des résultats du Groupe pour le premier trimestre 1991. Les effets dus à la conjoncture internationale ont eu des répercussions importantes sur la consommation et une moindre fréquentation des points de vente. La politique publicitaire des annonceurs a été également affectée avec des conséquences variables selon les médias. Les baisses d'activité, qui s'atténuent depuis lors, ne pourront vraisemblablement pas être compensées au cours de l'exercice et affecteront les résultats. On peut donc estimer que le résultat net consolidé, hors plus et moins-values, sera inférieur à celui de 1990. Toutefois, il est très vraisemblable que la Société dégagera en 1991 des plus-values de cession.

Le Conseil d'administration proposera à l'Assemblée générale des actionnaires de fixer le dividende à 4 F par action, contre 3,90 F l'an passé, assorti d'un avoir fiscal de 2 F.

SAE
RÉSULTATS DE L'EXERCICE 1990

Le Conseil d'Administration de la Société Auxiliaire d'Entreprises, réuni le 16 avril 1991 sous la Présidence de M. Jean-Claude Jarnies, a arrêté les comptes de l'exercice 1990 qui seront soumis à l'Assemblée Générale du 14 juin 1991 et a pris connaissance des comptes consolidés pour le même exercice.

Données consolidées en millions de francs.

	1990	1989	89/90 %
Chiffre d'affaires hors taxes	26906	25909	+ 4 %
Bénéfice net consolidé global	277	225	+ 23 %
Bénéfice net par du groupe	252	202	+ 25 %

Fortes croissances des activités en France et en Europe.

L'évolution du chiffre d'affaires consolidé recouvre des évolutions contrastées :
• une croissance très soutenue en France, + 22 %, et en Europe, + 50 % ;
• une réduction importante de l'activité à la grande exportation, - 50 %, et aux Etats-Unis, - 20 %, qui reflète à la fois la baisse du dollar et la réduction volontaire du chiffre d'affaires aux USA dans le cadre de la reorganisation du groupe sur ce marché.

Progression des résultats.

Le bénéfice net consolidé par du groupe progresse de 25 % malgré un résultat exceptionnel négatif de 202 millions de francs qui est le solde :
• d'une plus-value de 295 millions de francs réalisée lors de la cession du siège social ;
• de coûts de restructuration, en particulier aux USA et dans le secteur des maisons individuelles, et de provisions pour risques et litiges, en particulier au Moyen-Orient, pour un total de 497 millions de francs.

Bonnes perspectives.

Le carnet de commandes du groupe s'élève à 33,5 milliards de francs hors taxes. L'exercice 1991 devrait permettre une nouvelle progression du chiffre d'affaires et de ses résultats consolidés.

Augmentation de 10 % du dividende net.

Le résultat de SAE, société mère, s'élève à 88,7 millions de francs pour un chiffre d'affaires de 1,13 milliard de francs.

Le Conseil proposera à l'Assemblée Générale la distribution d'un dividende net de 33 francs par action, soit un revenu global de 49,50 francs avant fiscal compris, en progression de 10 % sur l'exercice précédent.

Il sera payable en numéraire ou en actions de la société, au choix des actionnaires.

SOCIÉTÉ AUXILIAIRE D'ENTREPRISES

TRANSPORTS

Un marché de 11,5 milliards de francs

La SNCF commande à GEC-Alsthom un TGV à deux niveaux

La SNCF a passé commande au consortium conduit par le constructeur franco-britannique GEC-Alsthom de cent rames TGV à deux niveaux, dont quarante-cinq fermes et livrables à partir de l'été 1994. Le montant de cette commande s'élève à 11,5 milliards de francs. GEC-Alsthom recevra 70 % du marché, ANF Industrie (filiale du groupe canadien Bombardier) et De Dietrich se partageant le reste.

Ce matériel, qui comportera huit voitures encadrées de deux motrices, est destiné à permettre à la SNCF de faire face au succès de la ligne Sud-Est, dont le trafic est passé de 15,5 millions de voyageurs, en 1984, à 21,5 millions en 1990. Malgré la sur-réserve pratiquée par les services commerciaux pour obtenir un remplissage élevé des trains (76 %), les cent huit rames en exploitation ne suffisent pas à satisfaire la demande, entre Paris et Lyon notamment. Les rames à deux niveaux offrent une capacité supérieure de 35 %, soit 540 places contre 400 sur les rames classiques. Elles seront capables de rouler à 300 km/h, ce qui laisse à penser que la SNCF relèvera de 270 km/h à 300 km/h la vitesse de croisière des TGV sur la Sud-Est, comme sur la ligne Atlantique.

Le TGV à étage, testé l'an dernier entre Paris et Grenoble, représente une prouesse technique puisque les ingénieurs sont parvenus à coconstruire le châssis pour 17 tonnes, comme les TGV « normaux ». La caisse des voitures est construite selon une technologie nouvelle à base de profils d'aluminium afin de l'alléger au maximum. Il est vraisemblable que cette caisse servira de base au TGV « couchettes », qui est à l'étude pour desservir de nuit et à grande vitesse les principales relations européennes.

Ce nouveau matériel représente aussi un argument de poids à l'exportation pour GEC-Alsthom, qui est souvent critiqué pour le manque d'habitabilité de ses rames, nettement moins spacieuses que celles du Shinkansen japonais et surtout du ICE allemand. Les TGV proposés en Asie pourraient comporter des rames à niveau, si les clients créanciers du japonais acceptaient le surcoût par rapport au matériel de type « Atlantique », soit 115 millions de francs au lieu de 83 millions par rame.

La commande de la SNCF permet à GEC-Alsthom de maintenir, à partir de 1994, le plan de charge de ses usines de Belfort (motrices) et de La Rochelle (voitures) lorsque les 350 rames livrées au commandant à ce jour auront quitté les chaînes de montage.

ALAIN FAUJAS

n Alitalia réduit ses pertes. - La compagnie Alitalia enregistre des résultats à l'opposé de ses concurrents. Alors que celles-ci viennent de creuser dangereusement les déficits sous l'effet de la hausse des prix du carburant et de la chute du trafic, Alitalia réduit ses pertes de 980 millions de francs, en 1989, à 440 millions, en 1990. La compagnie a progressé au point de vue de la productivité au point de transport (12,3 % de passagers de plus que l'année précédente, soit 18,2 millions).

Amtrak commande cent soixante-dix-neuf wagons à Bombardier. - La compagnie américaine de chemins de fer Amtrak a commandé cent soixante-dix-neuf voitures de voyageurs au constructeur canadien Bombardier, pour un montant de 4 milliards de francs. Ces voitures à deux niveaux seront livrées à partir de 1993 et affectées aux lignes de l'Ouest américain. Bombardier a aussi en commande des prototypes pour le renouvellement du matériel du métro de New-York et la fabrication des voitures des navettes du tunnel sous la Manche.

M. Jean-Pierre Weiss, nouveau PDG de Matra Transport. - M. Bernard Félix ayant remis son mandat au conseil d'administration pour faire valoir ses droits à la retraite, M. Jean-Pierre Weiss, précédemment vice-président-directeur général de Matra Transport, a été nommé au poste de PDG de cette filiale du groupe Matra spécialisée dans le développement des métros automatiques. Son prédécesseur le plus connu est le VAL (véhicule automatique léger), qui a vu le jour à Lille et dont huit lignes sont en construction ou en exploitation en France, aux Etats-Unis et à Taipei.

CEE

Après la réunion des cinq grands groupes

M. Delors veut agir pour aider l'électronique européenne à sortir du marasme

L'extrême discrétion dont on fait preuve à Bruxelles, à propos de la réunion qu'ont tenue vendredi près de Paris la président Jacques Delors, les vice-présidents Filippo Maria Pandolfi et Martin Bangemann avec les principaux dirigeants de l'électronique européenne, tranche avec les habitudes de la Commission, peu encline à la diplomatie secrète. Son président et ceux qui l'accompagnent ont donné l'impression qu'en raison de la dégradation déjà avancée de la situation, toute initiative un tant soit peu intempestive pouvait mettre en péril les efforts de sauvetage qu'ils souhaitent promouvoir.

BRUXELLES
(Communautés européennes)

de notre correspondant

On insiste à Bruxelles sur la nécessité d'éviter les effets d'annonce qui, dit-on, ne pourraient que compliquer les réflexions ou tractions en cours, et l'on donne comme exemple à ne pas suivre la publicité tapageuse qui a entouré les récentes dotations en capital consenties en France par les pouvoirs publics à

Bull et à Thomson. « Nous souffrons de politique industrielle déclinatoire. Nous ne voulons pas risquer de faire tourner le peu de majoritaire qui pourrait prendre le MITT (1) se garde de faire des conférences de presse lorsqu'il intervient », commente un haut fonctionnaire bruxellois.

M. Jacques Delors, en provoquant cette réunion, a voulu créer un climat, confirmer l'intention de la Commission d'agir, de créer un environnement aussi favorable que possible pour que les entreprises de la filière électronique-informatique puissent échapper au marasme actuel.

Son souci, nous l'explique-t-on, était de vérifier qu'il y avait convergence sur le diagnostic, cohérence entre les pistes que la Commission propose d'explorer dans son récent mémorandum sur l'industrie électronique et les solutions qu'il en vogue les industriels. Il est difficile d'imaginer que la Commission puisse envisager de se rallier à l'idée récemment développée dans le Monde par M. Alalo Gomez, le président de Thomson, de protéger pendant cinq ans, par des droits de douane élevés, le marché communautaire contre la concurrence japonaise ou américaine.

Toutefois, cette confrontation des idées des uns et des autres sur ce qu'il convient de faire s'est appa-

remment bien passée. Les participants ont examiné la situation dans les différents secteurs de la filière : les semi-conducteurs, les ordinateurs, l'électronique grand public, les télécommunications. Les dirigeants bruxellois donnent l'impression de considérer que la balle est désormais dans le camp des industriels.

S'agissant des semi-conducteurs, l'un des secteurs les plus urgents à traiter tant la part des Européens dans la production mondiale est devenue modeste, les deux parties sont apparemment tombées d'accord sur la nécessité de renforcer la filière de coopération formée dans « JESSI » - un des projets développés au titre d'Eureka - par Siemens, Philips et le groupe franco-italien SGS-Thomson. Le problème le plus important tient à la masse des effectifs à mobiliser ainsi qu'à la nécessité de les amortir en peu de temps pour ne pas se laisser dépasser par un progrès technique en constante évolution.

La Commission a-t-elle précisé les efforts financiers qui pourraient être consentis au niveau communautaire pour favoriser la création d'un tel consortium ?

PHILIPPE LEMAITRE

(1) Ministère japonais du commerce international et de l'industrie.

SOCIAL

« L'occupation de l'usine Thomson de Brest se poursuit. - Une semaine après le début de leur mouvement, les grévistes de l'usine Thomson de Brest (Finistère) occupent toujours, mardi matin 23 avril, les locaux de ce site de fabrication de radars qui emploie 1 400 personnes. Les délégués CFDT, qui ont appelé à la grève, protestent contre le plan de la direction qui prévoit 198 suppressions d'emplois d'ici la mi-1992, et réclament un meilleur équilibre financier sur trois ans (le Monde du 23 mars). Des négociations avec la direction de l'établissement de Brest devraient toutefois s'ouvrir prochainement.

Trois jours de chômage technique pour 28 000 salariés de Fiat. - La direction du groupe Fiat a annoncé, dimanche 21 avril, que 28 000 de ses salariés devaient être placés en chômage technique pendant trois jours, du 22 au 24 avril, en raison de la dégradation du marché de l'automobile. Cette décision intervient alors que 65 000 salariés avaient déjà fait l'objet d'une mise en chômage partiel durant une semaine en février et qu'une mesure similaire avait concerné 35 000 personnes en mars.

INDUSTRIE

Chute de la production et des exportations de l'industrie automobile française. - La production et les exportations de l'industrie automobile française ont chuté lourdement en mars, respectivement de 24,6 % et de 16,2 % par rapport à mars 1990, de même que les importations sur le marché intérieur (- 18,5 %), selon les données définitives publiées lundi 22 avril par le comité des constructeurs français d'automobiles (CCFA). En mars, 249 911 voitures particulières ont été fabriquées et 157 649 exportées. Sur l'ensemble du trimestre, la production affiche un recul de 17,2 % à 764 333 unités. Les exportations se sont mieux tenues avec 486 323 unités, en baisse de 7,7 % seulement.

G. Duchêne
L'économie
de l'URSS

REPÈRES

M. Fouet
L'économie
des Etats-Unis

REPÈRES

M. Demotes-Mainard
L'économie
de la RFA

REPÈRES

128 p., 42 F., 100 titres
LA DÉCOUVERTE

Avant les pourparlers avec Tokyo

Divergence au sein de la Commission à propos de la concurrence des automobiles japonaises

BRUXELLES
(Communautés européennes)

de notre correspondant

Le groupe de commissaires chargé du dossier de l'industrie automobile est parvenu à un schéma d'accord sur les modalités d'ouverture du marché des Douze aux constructeurs japonais. Celui-ci devrait être approuvé la semaine prochaine par le collège des commissaires, avant d'être soumis pour une ultime phase de pourparlers à Tokyo. Mais, à la veille du week-end, M. Carlo Ripa di Meana, le commissaire chargé de la politique de l'environnement, a adressé une lettre à ses collègues

où il annonce, en développant des arguments voisins de ceux chers à M. Jacques Calvet, qu'il se distancierait des orientations que s'approprie à arrêter la Commission.

« Pouvons-nous permettre qu'on se dirige vers une désindustrialisation progressive de l'Europe », demande M. Ripa di Meana après avoir observé : « Je constate que les douze pays de la Communauté vont, dans les domaines de confrontation avec les Japonais, en ordre dispersé, sans avoir une base commune de stratégie industrielle pour l'Europe, et avec une sorte de fatalisme, ou, si vous préférez, de confiance aveugle dans la vertu du libéralisme. »

Ph. L.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CRÉDIT FONCIER
SOCIÉTÉ FRANÇAISEConversion des actions
sous la forme au porteur.

Depuis la création du Crédit Foncier de France, en 1852, ses actions se présentent exclusivement sous la forme nominative.

A partir du mardi 23 avril 1991, les actionnaires du Crédit Foncier auront la possibilité, soit de convertir leurs titres sous la forme au porteur, soit de les conserver sous la forme nominative traditionnelle.

Bien entendu, quelle que soit l'option retenue, le Crédit Foncier continuera à communiquer à l'ensemble de ses actionnaires des informations sur la Société ainsi que sur ses titres, en complément de celles diffusées par ailleurs par les établissements teneurs de comptes.

La conversion sous la forme au porteur permettra ainsi d'allier à la qualité de l'information des actionnaires, les avantages de sécurité, de souplesse et de rapidité dans l'exécution des ordres de bourse qu'autorise cette forme d'actions, aujourd'hui de beaucoup la plus répandue sur les marchés.

Des informations plus précises pourront être obtenues sur cette opération :

- auprès des établissements gestionnaires ;
- auprès du Crédit Foncier ;
- soit par téléphone aux numéros suivants : (16) 43.91.62.80 - (16) 43.91.62.81 - (16) 43.91.62.83
- soit par courrier en écrivant à l'adresse suivante : CREDIT FONCIER DE FRANCE Service des Titres, 40 rue du Bataillon, 53092 Laval cedex 9.

Le Monde

PUBLICITÉ FINANCIÈRE
Renseignements : 45-55-91-82, poste 4330

ÉCONOMIE

Tout en se défendant de « vendre le pays »

Le gouvernement roumain veut attirer les investisseurs étrangers

Après avoir fait campagne en mai dernier en promettant de « ne pas vendre le pays aux étrangers », les parlementaires du Front de salut national (FSN, ou pouvoir), soutenus par ceux de l'opposition, ont voté une loi sur les investissements étrangers en Roumanie. Diffusée à la mi-avril par l'agence Rompres, elle est présentée comme « attrayante, souple et avantageuse » par les autorités de Bucarest.

BUCAREST

de notre correspondant

Soumis à une procédure simplifiée d'enregistrement par l'Agence roumaine de développement (ARD), et non plus à l'avis de divers ministères, l'investisseur étranger — qui se voit pour la première fois garanti contre une évacuation

tuelle expropriation ou nationalisation « pour cause d'intérêt public » — bénéficiera de nombreuses exonérations d'impôts ou de droits de douane. « Outre le capital en nature, les matières premières importées pour la production sont exonérées de droits de douane pendant deux ans. Cette disposition n'existe ni en Pologne ni en Hongrie », souligne M. Misa Negritoiu, secrétaire d'Etat et président de l'ARD. « De plus, nous accordons des exonérations d'impôts jusqu'à cinq ans, alors qu'en Pologne elles sont limitées à trois ans », précise-t-il.

Une loi sur la privatisation

Les plus longues de ces exonérations d'impôt sur les bénéfices sont accordées aux investissements dans l'industrie, l'agriculture et le bâtiment, tandis que l'exploration-exploitation des ressources natu-

relles, la communication et les transports n'en bénéficient que durant trois ans, et les services (commerce, tourisme, banque, assurances...) pendant deux ans.

L'investisseur étranger pourra rapatrier ses bénéfices selon un système complexe, en raison de la convertibilité partielle du lei. Les bénéfices réalisés en Roumanie en devises pourront être intégrés, après déduction des impôts, à l'impôt sur le revenu en France. S'agissant des bénéfices réalisés en lei, l'investisseur pourra les changer en devises au taux officiel (1 dollar pour 60 lei, après la dévaluation du 1^{er} avril dernier) et les transférer à l'étranger, mais dans une proportion variable du capital investi (de 8 à 15 % par an selon la nature de l'investissement). Le reste des bénéfices pourra être soit réinvesti, soit transféré au marché libre des devises (où le dollar cote environ 200 lei) et transféré à l'étranger, nous ont assuré le président de l'ARD et le gouverneur de la Banque nationale roumaine, M. Mugur Isarescu, bien que le règlement sur le régime des changes n'ait pas encore été adopté.

Le rachat des entreprises roumaines, notamment par les étrangers, sera régi par la loi sur les privatisations, encore à l'état de projet. La loi foncière précise cependant que les terres agricoles ne peuvent être la propriété d'étrangers. En 1990, seules quelques centaines d'entreprises, la plupart à capitaux mixtes, ont été créées, pour un montant d'investissement (étranger) d'environ 150 millions de dollars (près de 850 millions de francs). L'Allemagne se trouve en tête (22,4 millions de dollars), suivie par l'Italie (16 millions), la Hollande (11 millions) et la Grèce (10 millions). Les Français, avec 6 millions de dollars, se trouvent en sixième position, derrière la Suisse (9 millions). La plupart des investissements ont été réalisés dans les domaines du commerce et des services, et seules 236 sociétés, toutes des PME, ont des activités de production.

Vendre le pays aux étrangers ? « C'est un slogan dépassé », conclut M. Negritoiu. L'opposition, elle, ironise : « Pourquoi que l'on trouve quelqu'un qui achète ! »

JEAN-BAPTISTE NAUDET

pechelbronn

- Résultat récurrent : 1.142 Millions de F (+ 9 %)
- Dividende : 18 F (+ 20 %)

La gérance a présenté au Conseil de Surveillance réuni le 18 avril 1991 les comptes de l'exercice 1990.

Comptes consolidés

L'activité des filiales du groupe a évolué favorablement en 1990, notamment en ce qui concerne celles qui apportent les contributions les plus importantes au résultat consolidé de PECHELBRONN.

Pour ATHENA, l'activité d'assurance en France s'est développée à un taux nettement supérieur à celui du marché en branche Vie, le développement de la branche Dommages étant en ligne avec celui du marché. Malgré une forte aggravation de la sinistralité, particulièrement lourde en transports et risque d'entreprise, le résultat de l'exercice est en progression par rapport à l'année précédente.

Les trois filiales de SAINT LOUIS ont poursuivi leur croissance, l'année 1990 étant notamment marquée par l'internationalisation des activités du groupe (prise de participation de GÉNÉRALE SUCRIÈRE dans le deuxième groupe sucrier espagnol ; prise de contrôle par EURALIM de la principale entreprise du secteur du surgelé en Espagne ; rapprochement ARJOMAR/WIGGINS TEAPE APPLETON aboutissant à la constitution du premier groupe papeterie de la CEE).

	Chiffre d'affaires	Bénéfice net
ATHENA (en MF)	12.571 (+ 19 %)	753 (+ 3 %)
SAINT LOUIS (en MF)	9.714 (+ 9 %)	707 (+ 23 %)

La partie récurrente du bénéfice net consolidé de PECHELBRONN progresse de 9 %.

	1990	1989	1988
Résultat récurrent (en MF)	1.142	1.046	838
Résultat net - part du groupe (en MF)	1.180	1.834	1.242
Nombre de titres composant le capital (000.000)	17,3	11,3	7,5
Résultat récurrent par titre (en F)	101	93	85

Il est rappelé que les résultats de l'année 1989 comportaient une fraction importante d'éléments exceptionnels, consécutifs aux fusions PECHELBRONN/ATHENA/PFA S.A.

Ainsi, au terme d'une période de deux années d'évolution des structures du groupe, marquées notamment par la constitution du pôle d'assurances ATHENA, par l'important développement du groupe SAINT LOUIS et l'élargissement de l'actionnariat, le résultat récurrent par action a enregistré une progression de près de 20 %.

Dividende

Le résultat net social s'élève à 708 MF (comportant 360 MF de plus-values nettes à long terme). La gérance proposera à l'Assemblée Générale de fixer le dividende à 18 F par titre. Le revenu global, après fiscal comprise, s'élèverait ainsi à 27 F par titre, en progression de 20 % par rapport à l'exercice précédent et de 44 % par rapport à 1988.

GRUPE WORMS & CIE

Financière Truffaut

WORMS & CIE

Le Conseil d'administration de FINANCIÈRE TRUFFAUT s'est réuni le 19 avril 1991 sous la présidence de M. Edouard SILVY, pour arrêter les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1990.

	1990	1989	Variation
Résultat net	29,0 MF	24,2 MF	+ 20 %
dont plus-values nettes à long terme	11,1 MF	4,8 MF	+ 131 %
Dividende net	16,0 MF	14,5 MF	+ 10 %

Dans le cadre d'une stratégie de prises de participations plus significatives, l'exercice 1990 a été marqué par l'acquisition de 20 % de KENZO, portant à 25 % la participation détenue par FINANCIÈRE TRUFFAUT dans cette société, et par l'acquisition de 10 % de JEAN-LOUIS SCHERRER aux côtés des groupes SEIBU et HERMES.

Au cours du premier semestre 1991, FINANCIÈRE TRUFFAUT a cédé sa participation de 10 % dans VISTA ALGÈRE GRUPE, détenue depuis dix-huit mois, avec une plus-value importante.

Sur proposition du Président, le Conseil a nommé M. Bruno ROUX de BÉZIEUX Directeur général.

Le Conseil proposera à l'Assemblée Générale ordinaire convoquée pour le 10 juin 1991 à 9 heures 30 (M.M. WORMS & CIE, 45, boulevard Haussmann, 75009 PARIS) la distribution d'un dividende net de 5,50 francs par action (plus avoir fiscal de 2,75 francs), contre 5,00 francs (plus avoir fiscal de 2,50 francs) pour l'exercice précédent. Il sera mis en paiement le 20 juin 1991.

HAVAS

RÉSULTATS ANNUELS 1990

BÉNÉFICE PART DU GROUPE + 18,3%. DIVIDENDE PAR ACTION + 20%

Le Conseil d'Administration d'HAVAS, réuni le 11 avril 1991 sous la Présidence de M. Pierre Dauzier, a examiné et arrêté les comptes consolidés et sociaux pour l'exercice 1990. Ce dernier a permis à HAVAS d'enregistrer un taux de croissance soutenu de ses activités dans un environnement généralement moins favorable.

Le chiffre d'affaires 1990 a progressé de 25,4 % à structure courante et de 18,7 % à structure et taux de change constants. L'activité internationale a progressé de 78 % alors que le volume d'affaires français à structure constante a progressé, comme le marché, de 7,7 %. Ainsi la part de l'international représentait, en 1990, 23,4 % du chiffre d'affaires constants, contre 7 % en 1986.

1990 aura été pour HAVAS une bonne année avec une progression très satisfaisante des résultats d'IP, de l'ODA, de C.E.P Communication et de Canal+. Avenir Havas Media, après la très forte croissance externe de 1989, a connu en 1990 une année de consolidation. Eurocom a renforcé la fois son réseau international et sa branche "médias spécialisés". Havas Tourisme, par l'acquisition de SCAC Voyages, a maintenant atteint la taille qui doit lui permettre d'être un acteur de premier plan en Europe.

	1987	1988	1989	1990	Variation % 1990/1989
RESULTATS CONSOLIDÉS DU GROUPE					
Chiffre d'affaires	13708	15796	18870	23661	+ 25,4
Résultat courant	764	1154	1666	1914	+ 14,9
Résultat net part du Groupe	551	751	975	1154	+ 18,3
Capacité d'autofinancement	342	748	1109	1210	+ 9,1
Investissements	994	1381	1665	2267	+ 36,2
Fonds propres (part du Groupe)	1462	2151	4667	5640	+ 20,8

Le résultat net global de l'exercice s'élève à 1 457 millions de francs (contre 1 304 millions de francs en 1989). Après déduction de 293 millions de francs correspondant à la part revenant aux tiers actionnaires des filiales, le résultat net consolidé part du Groupe HAVAS s'établit à 1 154 millions de francs ; sa progression ressort à 18,3 % par rapport au niveau atteint l'année précédente.

La rentabilité des fonds propres moyens de l'exercice ressort à 22,4 %. Au 31 décembre 1990, l'endettement consolidé des fonds propres moyens de l'exercice est de 10 % des capitaux propres majorés des intérêts minoritaires. La rentabilité d'un an s'élevait à 730 millions de francs, soit 10 % des capitaux propres majorés des intérêts minoritaires. Les investissements de l'exercice (2 267 millions de francs) ont été financés à hauteur de 53 % par la capacité d'autofinancement, 23 % par des cessions d'actifs, 20 % par le recours à un crédit-bail et seulement à hauteur de 4 % par l'augmentation de la trésorerie.

Au 31 décembre 1990, la trésorerie nette de tout endettement financier s'élève à 2 490 millions de francs.

Le Président a indiqué au Conseil qu'un net ralentissement de la croissance s'est fait sentir dans certains secteurs d'activité du Groupe depuis le mois de novembre 1990. Celui-ci a été compensé pour partie par les très fortes performances de l'activité internationale.

Ainsi sur les 2 premiers mois de l'exercice 1991, le chiffre d'affaires consolidé s'est élevé à 3 764 millions de francs, soit + 21,2 % à structure constante la croissance est limitée à 5,9 %. De plus, à structure constante, l'international croît de 41,5 % alors que les activités françaises reculent de 1,6 %.

Une légère reprise de l'activité en France semble s'amorcer.

Les projections annuelles 1991 seront communiquées le 23 mai lors de la réunion annuelle de présentation aux analystes financiers et à la presse.

	1987	1988	1989	1990	Variation % 1990/1989
HAVAS S.A. RÉSULTATS SOCIAUX					
Résultat courant	70	218	368	421	+ 57,1
Bénéfice net	382	230	350	402	+ 14,9
Fonds propres	1366	1999	3842	4325	+ 12,6
Dividendes versés par HAVAS S.A. au titre de l'exercice	101	139	220	265	+ 20,5
Résultat net consolidé par action ajusté	16,40	22,40	25,50	30,00	+ 17,6
Dividende global par action	4,50	6,19	8,62	10,35	+ 20,0
Nombre d'actions ajusté en fin d'année	33 622 400	35 631 067	38 212 512	38 420 801	+ 0,5

Le Conseil d'Administration a décidé de proposer à l'Assemblée Générale de distribuer aux actionnaires un montant de 26,5 millions de francs, en progression de 20,5 % par rapport au montant de 220 millions de francs versé au titre de l'exercice 1989. Le dividende par action s'élève ainsi à 6,90 francs (5,75 francs en 1989) et correspond à un revenu global par action de 10,35 francs (8,62 francs en 1989).

Ce dividende sera mis en paiement à partir du 16 juillet 1991. Le Conseil, conformément aux vœux de nombreux actionnaires, a décidé de proposer l'option de paiement de ce dividende sous forme d'actions HAVAS.

Afin de statuer sur les comptes de l'exercice, le Conseil a décidé de convoquer les actionnaires en Assemblée Générale le 20 juin 1991 à 11 heures au siège de la société.

Par ailleurs, HAVAS a depuis le début de l'année :
- souscrit à l'augmentation de capital du Studio Canal+ pour un montant de 480 millions de francs correspondant à 25 % du capital, puis syndiqué la nue-propriété de 12 % du capital en conservant l'usufruit de ces actions demeurées et 13 % du capital en pleine propriété ;
- renforcé sa participation dans Avenir Havas Media pour la porter à 56 % ;
- acquis les 16 % du crédit-bail que détenait Eurocom dans l'immeuble du 136, avenue Charles-de Gaulle à Neuilly. Cet immeuble doit faire l'objet d'une profonde rénovation.



"Nous dessinons un monde. Un monde sans limites."

BURCH

5021111111

MARCHÉS FINANCIERS

La modernisation des cotations

Les valeurs étrangères du règlement mensuel quittent la crie pour le système CAC

Cinq ans après sa mise en place, le système CAC (cotation assistée en continu), qui fonctionne à la Bourse de Paris de 10 heures à 17 heures, intègre depuis le 23 avril le compartiment des valeurs étrangères inscrites au règlement mensuel. La Société des Bourses françaises (SBF) continue ainsi son programme de modernisation en substituant aux anciennes négociations à la crie un système d'échange des titres par écrans informatiques interposés.

Après ce récent transfert, seuls le marché hors-cote, les OAT (obligations assimilables au Trésor), les valeurs étrangères du comptant et quelques lignes secondaires (bons de souscription, droits d'attribution) restent cotés sans le recours à l'information.

A la différence des valeurs françaises inscrites au marché à règlement mensuel, les étrangères étaient

restées cotées en fixing, à la crie, tous les jours de 12 h 30 à 14 h 30. La difficulté de ce transfert, qui devait initialement intervenir en 1989, résidait dans l'élaboration et la mise au point de logiciels spécifiques au système CAC, permettant au donneur d'ordres et aux intermédiaires financiers de tenir compte des variations de cours à l'étranger et de celles notées sur le marché des devises étrangères.

Sur 226 valeurs étrangères inscrites à Paris, 77 le sont actuellement au règlement mensuel. Si l'expérience s'avère concluante sur le marché en continu, la SBF pourrait proposer au Conseil des Bourses de valeurs d'élargir la cote du RM à d'autres valeurs étrangères inscrites au marché comptant. En conséquence, le Monde sera en mesure, dès sa première édition, de publier les cours d'ouverture ainsi que les derniers cours connus à l'issue des premières transactions sur ces titres.

Collaboration américano-japonaise

NEC et ATT développeront ensemble des puces-mémoires

Si vos ennemis sont trop forts, faites-vous de nouveaux amis. Telle semble être la ligne de conduite de l'américain ATT, qui vient de conclure un accord de coopération avec le constructeur japonais NEC pour le développement de puces-mémoires. Ces puces de 64 mégabits, capables d'enregistrer 64 millions d'informations élémentaires (soit le contenu de 330 pages du Monde environ), auront une capacité seize fois supérieure à la dernière génération de puces actuellement en production. Leur coût de développement est évalué à 400 millions de dollars (près de 2,4 milliards de francs).

Ce rapprochement rappelle celui conclu en janvier 1990 entre IBM et Siemens pour le développement de ce même type de mémoires. Il avait alors provoqué quelques remous chez les industriels européens de voir entrer le loup américain dans la bergerie européenne (au sein des programmes de recherche communautaire JESSI en

particulier, ce qui est chose faite aujourd'hui). Une coopération entre NEC et ATT risque d'éveiller les mêmes interrogations parmi les membres de Sematech, consortium américain pour le développement de semi-conducteurs et dont ATT est un des principaux participants.

Cette alliance intervient au moment où Américains et Japonais renégocient l'accord concernant les importations de puces japonaises. Les limitations aux importations des produits japonais seraient réduites en échange d'une plus grande ouverture du marché japonais aux puces américaines.

Cette coopération entre NEC et ATT prolonge la série d'alliances entre Américains et Japonais qui contrôlent plus de 70 % du marché mondial des mémoires pour ordinateurs dans les semi-conducteurs : déjà, en 1990, ATT avait signé un accord avec Mitsubishi, Motorola avec Toshiba, Texas avec Hitachi, AMD avec Sony, etc.

A. K.

Une nouvelle amorce de libéralisation

Pékin introduit une réforme des bons du Trésor

Le ministère des finances chinois a annoncé samedi 20 avril son intention d'émettre des bons du Trésor par l'intermédiaire d'un syndicat de banques. Les titres obligataires seront émis avec un taux d'intérêt plus attractif que par le passé, et surtout, les citoyens pourront les acquérir librement. Jusqu'à présent, les salariés étaient contraints d'acquiescer des bons du Trésor, dont le montant était retenu sur leur salaire. Cette année, un quart environ des titres obligataires sera émis par les banques, à titre expérimental, a indiqué le ministère des finances.

Outre part, le gouvernement a annoncé samedi une nouvelle dévaluation de la monnaie nationale, le yuan. L'ampleur du réajustement est limitée : le cours du dollar atteint désormais 5,28 yuan environ, contre 5,27 yuan auparavant, et 5,22 yuan au début du mois, mais fait suite à plusieurs opérations similaires au cours des dernières semaines, et à une dévaluation de 10 % en novembre dernier.

Se désengageant de son pôle voyage

Bolloré cède la majorité de Diners Club France aux AGF

Les AGF et le groupe Bolloré technologies ont signé un accord aux termes duquel les AGF porteront leur participation dans Diners Club de France de 20 % à 70 %, tandis que Bolloré technologies ne conservera plus que 30 %. D'un côté le groupe de M. Michel Albert se renforce sur le marché de la carte accréditive, de l'autre la firme de M. Vincent Bolloré achève de se désengager de son pôle voyage pour se concentrer sur l'industrie, le transport et la distribution industrielle.

En juin 1988, le groupe Bolloré avait racheté onze sociétés du groupe Diners Club à la Citibank.

Deux ans plus tard, en janvier 1990, il signait un accord dit de « partenariat » avec les AGF, se matérialisant tout d'abord par le lancement d'une carte AGF Diners. Peu de temps après, en avril, Bolloré apportait à Havas Tourisme la totalité de ses filiales voyages (SCAC Voyages, Diners Voyages et Voyages Inter Industries).

Les AGF entendront faire de la carte Diners Club un support de services destinés à leurs assurés et prévoient de développer cette carte sur le marché des particuliers et des cadres d'entreprises.

NEW-YORK, 22 avril ↓

Nouvelle baisse

Pour la deuxième séance consécutive, Wall Street s'est nettement alourdi lundi. Malgré deux tentatives de reprises, les investisseurs n'ont pas cessé de baisser. Seule consolation : l'indice Dow Jones des industriels ne s'est pas inscrit en clôture à son plus bas niveau de la journée et, après avoir eu un court instant atteint le coté 2 911,43, il a finalement terminé la journée à 2 927,72 après avoir encore perdu 37,87 points (-1,28 %).

Le bilan global est à l'image de ce résultat. Sur 2 048 valeurs cotées, 1 234 se sont redressées, 421 seulement ont progressé et 393 n'ont pas varié.

Autour du « Big Board », beaucoup de spécialistes estiment que les investisseurs ont maintenant parvenus à un plancher et que la Réserve fédérale ne fera plus rien pour assouplir sa politique de crédit. Autrement dit, il n'y a plus qu'à attendre que la reprise économique vienne bien se déclencher tout seule. Mais la communauté boursière new-yorkaise ne broyait tout de même pas du noir. Si de nouveaux dégonflements et des réajustements de positions se sont produits, leur flux est resté très limité. La relative faiblesse des cours d'affaires en témoigne, avec seulement 155,05 millions de titres échangés contre 195,66 millions à la veille du dernier week-end, chiffre lui-même en diminution sur le précédent (23 millions). Bref, l'attente s'installe à New-York.

VALEURS	Cours de 22 avril	Cours de 23 avril
Alcoa	67 3/8	67
AT&T	117 1/2	116 1/4
Bell	46 3/4	46 3/8
Chrysler	15 3/8	15 1/8
Du Pont de Nemours	41 1/8	40 7/8
Eastman Kodak	43 3/8	43
Exxon	53 7/8	53 1/2
Ford	33 7/8	33 1/2
General Electric	74 3/8	73 3/8
General Motors	48 3/8	47 3/8
Goodyear	22 3/8	22 1/4
IBM	108 3/8	108 1/8
ITT	44 3/8	44 1/8
Modell	68 3/8	67 5/8
Pfizer	56 5/8	56 1/4
Schering	52 3/8	52 1/4
Tecumseh	67 3/8	66 5/8
U.S. Corp. de Alge	158 1/4	156 1/2
Union Carbide	37 1/4	36 3/4
USX	32 1/4	32 1/4
Westinghouse	28 1/8	28 1/2
Xerox Corp.	50 3/8	50 1/8

LONDRES, 22 avril ↓

Net recul

Les valeurs ont nettement baissé sur le marché de Londres. Après avoir ouvert en net recul, l'indice Footsie a continué d'accroître ses pertes au cours de la journée pour finalement s'établir, à la clôture, en retrait de 29,3 points (-1,2 %) à 2 494,3 points, soit le plus bas niveau de l'année. Les investisseurs ont continué de bouder le marché après la forte hausse des derniers mois et le volume des échanges a été faible, à 401,5 millions de titres, contre 465 millions vendredi, reflétant l'absence presque totale d'acheteurs.

Les professionnels restent pessimistes sur l'état de santé de l'économie britannique malgré l'annonce d'une progression de 3,7 % des ventes de détail en mars. Selon eux, cette augmentation est une aberration liée au relèvement du taux de l'IVA (TVA) et non à un signe de reprise de l'économie.

Les professionnels restent pessimistes sur l'état de santé de l'économie britannique malgré l'annonce d'une progression de 3,7 % des ventes de détail en mars. Selon eux, cette augmentation est une aberration liée au relèvement du taux de l'IVA (TVA) et non à un signe de reprise de l'économie.

La Bank of New England reprise par la banque Fleet-Norstar et KKR - La Federal Deposit Insurance Corp. (FDIC), l'agence fédérale garantissant les dépôts bancaires aux Etats-Unis, a autorisé, lundi 22 avril, une banque de Providence, la Fleet-Norstar Financial Group et la société financière new-yorkaise KKR (Kohlberg, Kravis, Roberts and Co.) à prendre le contrôle de la banque de la ville de New York, la FDIC. Des propositions de reprise faites par la Bank of America de San Francisco et la Bank of Boston n'ont pas été retenues. L'indice Footsie a baissé de 29,3 points (-1,2 %) à 2 494,3 points, soit le plus bas niveau de l'année.

Empire Stores accepte l'OPA de La Redoute - Empire Stores, cinquième entreprise britannique de vente par correspondance, avec 7 % du marché total, a annoncé, lundi 22 avril, d'accepter l'offre publique d'achat de 49 millions de livres (490 millions de francs) lancée le 18 mars par le groupe français La Redoute (le Monde du 20 mars), à moins qu'une offre supérieure ne soit faite. Le groupe italien Geos, qui possède 24,2 % du capital d'Empire Stores, devra prendre position avant le 1^{er} mai. La Redoute, qui détenait déjà 37,8 % du capital d'Empire Stores, a proposé de 14 jours son offre au-delà de la date de clôture prévue (le 24 avril).

Consultation d'un pacte d'actionnaires au sein d'Estoril - Les deux grands actionnaires minoritaires d'Estoril International, Saint-Gobain et Citinvest (groupe Crédit lyonnais), ont constitué un pacte d'actionnaires qui détiendront en direct près de 12 % du capital ordinaire du groupe. Le pacte d'actionnaires a été officialisé par la loi du 2 août 1989 relative à la

PARIS, 23 avril ↑

Regain

Après trois séances consécutives de baisse au cours desquelles les valeurs françaises ont perdu 3,45 %, le marché est reparti à la hausse mardi. En ce premier jour du terme boursier de mai, l'indice CAC 40 s'est apprécié de 0,61 % dès l'ouverture. Les progrès ont dépassé 1,4 % en fin de matinée. En séance, peu avant le début des transactions à Wall Street, il se maintenait à 1,22 %. Toutefois, cette reprise se déroula dans un marché calme où les investisseurs restent en retrait. En effet, la tenue médiocre de Wall Street depuis mercredi 17 avril, jour où le Dow Jones a dépassé le seuil des 3 000 points pour la première fois de son histoire, n'encourage pas les intervenants à se lancer sur le marché. De plus, la forte hausse du dollar et l'affaiblissement du mark peuvent également faire craindre un durcissement de la politique monétaire de la Bundesbank.

Toujours, l'indicateur français, qui s'apprête à une correction après une série de baisses, était également européen puisqu'il a gagné de 0,8 % en ouverture et en Allemagne le DAX gagnait 1,58 %. Du côté des plus fortes hausses figurent Nordex, Midwest, CCA et Nouvelles Galeries. En baisse on notait Ciments français, Labon, Calsonic et Peugeot. L'action Metra se dépréciait après la publication des résultats 1990. Le groupe spécialisé dans les télécommunications, la défense, l'espace et les transports a enregistré un bénéfice net consolidé (part du groupe) de 606 millions de francs l'an dernier, au même niveau qu'en 1989 (605 millions), pour un chiffre d'affaires de 24,35 milliards de francs, en hausse de 10 %.

TOKYO, 23 avril ↑

Raffermissement

Après trois séances de baisse, un mouvement de reprise s'est amorcé mardi à la Bourse de Tokyo. Il ne fut pas immédiat. Durant le premier quart d'heure de cotation, l'indice Nikkei avait déjà perdu 148,54 points. Mais progressivement le terrain s'est dégonflé et le marché a fini par gagner 25,56 points (+0,97 %) à 2 649,57.

Manifestement, peu d'investisseurs ont tenu compte de la mauvaise mine persistante de Wall Street. Selon les spécialistes, les opérateurs se sont essentiellement occupés des éléments fondamentaux du marché. D'après les chanciers japonais, les perspectives de croissance de l'économie japonaise se rapprochent du niveau des Etats-Unis, et les investisseurs ont répondu à ces appels en rachetant et en achetant du papier, de façon assez insistante pour favoriser un raffermissement des cours.

VALEURS	Cours de 22 avril	Cours de 23 avril
Alcoa	785	780
Amgen	1 000	1 000
Boeing	1 800	1 800
Chrysler	2 800	2 800
Du Pont de Nemours	1 400	1 400
Exxon	1 700	1 700
General Electric	710	700
General Motors	480	480
Goodyear	1 810	1 800

FAITS ET RÉSULTATS

transparance et à la sécurité des marchés. Il existe aujourd'hui une quinzaine de pactes de ce type, les deux sociétés se sont concertées en droit toutes de préemption sur toutes les actions ordinaires qu'elles détiennent ou pourraient détenir à l'avenir. Selon Estoril, cette opération est faite en plein accord avec la direction de l'entreprise. Estoril est contrôlée par ses salariés qui détiennent à travers le holding Valopac 38 % du capital ordinaire (près de 27 % du capital total en incluant les actions à dividende prioritaire démunies de droit de vote).

Ilfiat (Groupe Agnelli) renforce sa participation dans de l'Exor - Trifin, société contrôlée par l'Ilfiat, holding international du groupe italien Agnelli, est sur le point de franchir le seuil des 20 % dans le capital d'Exor, société qui est le principal actionnaire de Porrier. En effet, Trifin est bénéficiaire depuis le 13 avril d'un contrat optionnel d'achat portant sur 335 000 actions Exor, représentant 7,88 % du capital. En cas de levée d'option, Trifin détiendrait 10 % du capital d'Exor. Au début de l'année, un échange de participation entre les familles Agnelli et Menziesopoulos avait permis à l'Ilfiat de détenir 13,5 % du capital d'Exor (le Monde du 14 janvier). Les actions Menziesopoulos, filie du célèbre entrepreneur de Félix Potin, ramènent sa part dans Exor de 28,9 % à 18,6 % en conservant 19,6 % des droits de vote.

Accor s'implante en Malaisie - Le groupe hôtelier français Accor a signé, jeudi 18 avril, un contrat pour l'exploitation dans l'Etat de Johor, au sud de la Malaisie, près de l'aéroport de Senai, d'un hôtel cinq étoiles de 350 chambres, le Sofitel Palm Resort, qui doit ouvrir à la fin 1993. Accor, qui exploite 14 hôtels en Asie (Thaïlande, Corée, Chine, Singapour, Indonésie) et en Australie, et en a 14 autres en construction, avait seulement un hôtel en franchise en Malaisie, à Penang.

PARIS :

Second marché

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcoa Cibles	3810	3900	ICC	248	248
Amtrak Assoc.	275	270	IDA	350	336
B.A.C.	150 50	155	Idemita	140	144
Bayer	875	870	Idemita Hémisph.	885	880
Bolton (Eyr)	230	234 50	LP&M	101	101 80
Calsonic	1090	1090	Locinvest	263 50	280
Calsonic (C.C.I.)	389 40	400	Locinvest	92	90 50
Calsonic	673	685	Locinvest	139 70	139 70
C.E.G.P.	184 30	183	Matra Com.	150	150 70
C.F.P.I.	315	310	Matra Com.	84 90	
C.N.I.M.	918	910	Publi-Info	365	365
Conditour	253 30	260	Publi-Info	620	620
Conditour	828	828	Rhone-Alp. (Eyr)	259	170 20
Crest	280	280	St-H. Margnol	175	102
Daphin	470	488 10	St-H. Margnol	451 10	451
Dalmeida	917	944	S.M.T. Gopl	130	115
Dalmeida Wm Co.	380	380	Sopra	274	274
Dalmeida Wm Co.	299	298	Thermador H. (Eyr)	263	263 50
Dalmeida Wm Co.	1150	1185	Thermador H. (Eyr)	216 10	216 10
Dalmeida Wm Co.	399	400	Unilog	111 60	107 50
Dalmeida Wm Co.	138 90	140	Y. St-Laurent Group	705	754
Dalmeida Wm Co.	245	245			
Dalmeida Wm Co.	345 80	335 30			
Dalmeida Wm Co.	129	129			
Dalmeida Wm Co.	139 90	136 70			
Dalmeida Wm Co.	300	310			
Dalmeida Wm Co.	385	385			
Dalmeida Wm Co.	248 80				
Dalmeida Wm Co.	730	716			
Dalmeida Wm Co.	1003	1030			

LA BOURSE SUR MINTEL
36-15 TAPEZ
LE MONDE

MATIF

National 10 % - Cotation en pourcentage du 22 avril 1991
Nombre de contrats : 54 130.

COURS	Jun 91	Sept. 91	Déc. 91
Dernier	106,30	106,30	106,30
Précédent	106,49	106,30	106,52

PRIX D'EXERCICE	Options d'achat	Options de vente
107	0,41	1,09
	1,10	1,76

CAC 40 A TERME
(MATIF)
Volume : 9 236.

COURS	Avril	Mai	Jun
Dernier	1 773	1 785,5	1 783
Précédent	1 881	1 811	1 816

CHANGES

Dollar : 5,9420 ↑

Le dollar s'échangeait, mardi 23 avril, sensiblement au même niveau que la veille en fin de séance, et nettement plus haut qu'à la station officielle de lundi (5,9155 francs). Les opérateurs déclinent toujours le mark, qui restait faible à Paris, à 3,3715 contre 3,3689 francs lundi au fixing.

FRANCOFORT	22 avril	23 avril
Dollar (en DM)	1,7485	1,7594
TOKYO	22 avril	23 avril
Dollar (en yen)	138,78	138,45

MARCHÉ MONÉTAIRE	(effets privés)
Paris (23 avril)	9 3/8 - 1/2 %
New York (22 avril)	5 15/16 %

BOURSES

PARIS (INSEE, base 100 : 28-12-90)

Valeurs françaises	19 avril	22 avril
Valeurs étrangères	117,68	116,28
Indice général CAC	433,13	478,69
(INSEE, base 1000 : 31-12-87)		
Indice CAC 40	179,12	178,20

NEW-YORK (indice Dow Jones)

Industrielles	19 avril	22 avril
100 valeurs	2 965,59	2 927,72
30 valeurs	2 528,10	2 490,80
Mines d'or	1 980,20	1 954,40
Fonds d'Etat	84,84	84,84

FRANCOFORT	19 avril	22 avril
Dollar	1 977,37	1 971,91
TOKYO	22 avril	23 avril
Nikkei Dow Jones	26 271,61	26 491,57
Indice général	1 975,53	1 982,52

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

COURS DU JOUR	100 francs	100 marks	100 dollars
100 francs	5,9420	5,9420	5,9420
100 marks	5,9420	5,9420	5,9420
100 dollars	5,9420	5,9420	5,9420

TAUX DES EUROMONNAIES	6 mois	12 mois	18 mois	24 mois	36 mois	48 mois	60 mois
100 francs	7 1/16	8 3/16	9 1/16	10 1/16	11 1/16	12 1/16	13 1/16
100 marks	8 1/16	9 1/16	10 1/16	11 1/16	12 1/16	13 1/16	14 1/16
100 dollars	9 1/16	10 1/16	11 1/16	12 1/16	13 1/16	14 1/16	15 1/16

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

Le Monde - RTL

ENTREPRISES
à 22h15 sur RTL

Mardi 23 avril
Claude Tronche,
secrétaire général
de l'Association Villes
du Monde Initiatives
du 24 avril publie une enquête
sur l'entreprise délicate.

Mercredi 24 avril
Pas d'émission en raison
d'une soirée football.

Competition	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	%	Competition	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	%	Competition	VALEURS	précéd.	cours	%	Competition	précéd.	cours	%	
3900	CALÉ P.S.	4000	3970	-0.50	Competition	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	%	Competition	VALEURS	précéd.	cours	%	3915	Environ	351	390.75	-0.61
905	OLYMP. T.P.	920	900	-8.1											3920	Four Mays	197	381	-1.36
1370	OLYMP. T.P.	1340	1330	-0.75											3930	Genetics	31	380	-1.23
1520	Shant	1571	1571	0.06											3940	Genetics	31	380	-1.23
1520	Shant	1571	1571	0.06											3950	Genetics	31	380	-1.23
1520	Shant	1571	1571	0.06											3960	Genetics	31	380	-1.23
1520	Shant	1571	1571	0.06											3970	Genetics	31	380	-1.23
1520	Shant	1571	1571	0.06											3980	Genetics	31	380	-1.23
1520	Shant	1571	1571	0.06											3990	Genetics	31	380	-1.23
1520	Shant	1571	1571	0.06											4000	Genetics	31	380	-1.23
1520	Shant	1571	1571	0.06											4010	Genetics	31	380	-1.23
1520	Shant	1571	1571	0.06											4020	Genetics	31	380	-1.23
1520	Shant	1571	1571	0.06											4030	Genetics	31	380	-1.23
1520	Shant	1571	1571	0.06											4040	Genetics	31	380	-1.23
1520	Shant	1571	1571	0.06											4050	Genetics	31	380	-1.23
1520	Shant	1571	1571	0.06											4060	Genetics	31	380	-1.23
1520	Shant	1571	1571	0.06											4070	Genetics	31	380	-1.23
1520	Shant	1571	1571	0.06											4080	Genetics	31	380	-1.23
1520	Shant	1571	1571	0.06											4090	Genetics	31	380	-1.23
1520	Shant	1571	1571	0.06											4100	Genetics	31	380	-1.23
1520	Shant	1571	1571	0.06											4110	Genetics	31	380	-1.23
1520	Shant	1571	1571	0.06											4120	Genetics	31	380	-1.23
1520	Shant	1571	1571	0.06											4130	Genetics	31	380	-1.23
1520	Shant	1571	1571	0.06											4140	Genetics	31	380	-1.23
1520	Shant	1571	1571	0.06											4150	Genetics	31	380	-1.23
1520	Shant	1571	1571	0.06											4160	Genetics	31	380	-1.23
1520	Shant	1571	1571	0.06											4170	Genetics	31	380	-1.23
1520	Shant	1571	1571	0.06											4180	Genetics	31	380	-1.23
1520	Shant	1571	1571	0.06											4190	Genetics	31	380	-1.23
1520	Shant	1571	1571	0.06											4200	Genetics	31	380	-1.23
1520	Shant	1571	1571	0.06											4210	Genetics	31	380	-1.23
1520	Shant	1571	1571	0.06											4220	Genetics	31	380	-1.23
1520	Shant	1571	1571	0.06											4230	Genetics	31	380	-1.23
1520	Shant	1571	1571	0.06											4240	Genetics	31	380	-1.23
1520	Shant	1571	1571	0.06											4250	Genetics	31	380	-1.23
1520	Shant	1571	1571	0.06											4260	Genetics	31	380	-1.23
1520	Shant	1571	1571	0.06											4270	Genetics	31	380	-1.23
1520	Shant	1571	1571	0.06											4280	Genetics	31	380	-1.23
1520	Shant	1571	1571	0.06											4290	Genetics	31	380	-1.23
1520	Shant	1571	1571	0.06											4300	Genetics	31	380	-1.23
1520	Shant	1571	1571	0.06											4310	Genetics	31	380	-1.23
1520	Shant	1571	1571	0.06											4320	Genetics	31	380	-1.23
1520	Shant	1571	1571	0.06											4330	Genetics	31	380	-1.23
1520	Shant	1571	1571	0.06											4340	Genetics	31	380	-1.23
1520	Shant	1571	1571	0.06											4350	Genetics	31	380	-1.23
1520	Shant	1571	1571	0.06											4360	Genetics	31	380	-1.23
1520	Shant	1571	1571	0.06											4370	Genetics	31	380	-1.23
1520	Shant	1571	1571	0.06											4380	Genetics	31	380	-1.23
1520	Shant	1571	1571	0.06											4390	Genetics	31	380	-1.23
1520	Shant	1571	1571	0.06											4400	Genetics	31	380	-1.23
1520	Shant	1571	1571	0.06											4410	Genetics	31	380	-1.23
1520	Shant	1571	1571	0.06											4420	Genetics	31	380	-1.23
1520	Shant	1571	1571	0.06											4430	Genetics	31	380	-1.23
1520	Shant	1571	1571	0.06											4440	Genetics	31	380	-1.23
1520	Shant	1571	1571	0.06											4450	Genetics	31	380	-1.23
1520	Shant	1571	1571	0.06											4460	Genetics	31	380	-1.23
1520	Shant	1571	1571	0.06											4470	Genetics	31	380	-1.23
1520	Shant	1571	1571	0.06											4480	Genetics	31	380	-1.23
1520	Shant	1571	1571	0.06											4490	Genetics	31	380	-1.23
1520	Shant	1571	1571	0.06											4500	Genetics	31	380	-1.23
1520	Shant	1571	1571	0.06											4510	Genetics	31	380	-1.23
1520	Shant	1571	1571	0.06											4520	Genetics	31	380	-1.23
1520	Shant	1571	1571	0.06											4530	Genetics	31	380	-1.23
1520	Shant	1571	1571	0.06											4540	Genetics	31	380	-1.23
1520	Shant	1571	1571	0.06											4550	Genetics	31	380	-1.23
1520	Shant	1571	1571	0.06											4560	Genetics	31	380	-1.23
1520	Shant	1571	1571	0.06											4570	Genetics	31	380	-1.23
1520	Shant	1571	1571	0.06											4580	Genetics	31	380	-1.23
1520	Shant	1571	1571	0.06											4590	Genetics	31	380	-1.23
1520	Shant	1571	1571	0.06											4600	Genetics	31	380	-1.23
1520	Shant	1571	1571	0.06											4610	Genetics	31	380	-1.23
1520	Shant	1571	1571	0.06											4620	Genetics	31	380	-1.23
1520	Shant	1571	1571	0.06											4630	Genetics	31	380	-1.23
1520	Shant	1571	1571	0.06											4640	Genetics	31	380	-1.23
1520	Shant	1571	1571	0.06											4650	Genetics	31	380	-1.23
1520	Shant	1571	1571	0.06											4660	Genetics	31	380	-1.23
1520	Shant	1571	1571	0.06											4670	Genetics	31	380	-1.23
1520	Shant	1571	1571	0.06											4680	Genetics	31	380	-1.23
1520	Shant	1571	1571	0.06											4690	Genetics	31	380	-1.23
1520	Shant	1571	1571	0.06											4700	Genetics	31	380	-1.23
1520	Shant	1571	1571	0.06											4710	Genetics	31	380	-1.23
1520	Shant	1571	1571	0.06											4720	Genetics	31	380	-1.23
1520	Shant	1571	1571	0.06											4730	Genetics	31	380	-1.23
1520	Shant	1571	1571	0.06											4740	Genetics	31	380	-1.23
1520	Shant	1571	1571	0.06											4750	Genetics	31	380	-1.23
1520	Shant	1571	1571	0.06											4760	Genetics	31	380	-1.23
1520	Shant	1571	1571	0.06											4770	Genetics	31	380	-1.23
1520	Shant	1571	1571	0.06											4780	Genetics	31	380	-1.23
1520	Shant	1571	1571	0.06											4790	Genetics	31	380	-1.23
1520	Shant	1571	1571	0.06											4800	Genetics	31	380	-1.23
1520	Shant	1571	1571	0.06											4810	Genetics	31	380	-1.23
1520	Shant	1571	1571	0.06											4820	Genetics	31	380	-1.23
1520	Shant	1571	1571	0.06											4830	Genetics	31	380	-1.23
1520	Shant	1571	1571	0.06											4840	Genetics	31	380	-1.23
1520	Shant	1571	1571	0.06															

COMPTANT (sélection)									
VALEURS	% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS
Obligations									
Emp. Etr. 8 1/2 % 77	122 90	8 07	C.I.M.	950	980	Algerien	850	....
10.50% 79/94	100 70	7 65	C.I.T.R.A.M. E.R.	2800	....	Alsat. Dépt.	586	....
Emp. Etr. 11 1/2 %	102 25	6 83	Compt.	256	....	Mort.	137 85	138 50	A.E.G.
Emp. Etr. 11 1/2 %	109 90	4 51	Cogit.	4750	....	Navigant (M.)	213 90	210	Alcatel
Emp. Etr. 12 1/2 % 84	103 93	6 58	Compt.	621	....	Optique	383	303	American
Emp. Etr. 11 1/2 %	110 95	1 03	Cy. Lyon Alcatel	410	410	Orléans	289	....	Arbel
10.20% non 88	105	1 17	Concorde	851	867	Orly (Dép.)	1030	1000	Arbel
OAT 10 1/2 % 52/200	106 45	1 08	Cherif M.M. Prov.	32 80	32 70	Orly (Dép.)	1087	1055	Arbel
OAT 10 1/2 % 12/1807	104 85	2 55	Cherif M.M. Prov.	348 60	340 10	Palais Municipal	625	610	Arbel
OAT 8 1/2 % 11/1996	103 38	3 22	C.I.T.R.A.M. E.R.	240	715	Parif. (C.P.)	199	196 10	Arbel
ORT 10.30% 1995	177 30	....	Cherif M.M. Prov.	127	127	Paris (C.P.)	211	208	Arbel
PTT 11 1/2 % 85	106	4 11	Dabiby	700	700	Paris (C.P.)	247	337	Arbel
CFP 10.20% non 90	102 26	2 38	Dagobert	1818	1770	Paris (C.P.)	335	337	Arbel
CFP 10.20% non 90	105 109	1 09	Dagobert	1670	1651	Paris (C.P.)	881	1128 d	Arbel
CAF 10.20% non 90	101 50	1 55	Dagobert	1670	1651	Paris (C.P.)	881	1128 d	Arbel
CAF 10.20% non 90	99 70	3 14	Dagobert	1670	1651	Paris (C.P.)	881	1128 d	Arbel
CAF 10.20% non 90	99 80	3 14	Dagobert	1670	1651	Paris (C.P.)	881	1128 d	Arbel
CAF 10.20% non 90	102 65	3 14	Dagobert	1670	1651	Paris (C.P.)	881	1128 d	Arbel
CAF 10.20% non 90	99 75	3 14	Dagobert	1670	1651	Paris (C.P.)	881	1128 d	Arbel
CAF 10.20% non 90	99 80	3 14	Dagobert	1670	1651	Paris (C.P.)	881	1128 d	Arbel
CAF 10.20% non 90	105 90	3 06	Dagobert	1670	1651	Paris (C.P.)	881	1128 d	Arbel
CAF 10.20% non 90	148 10	....	Dagobert	1670	1651	Paris (C.P.)	881	1128 d	Arbel
CAF 10.20% non 90	561	....	Dagobert	1670	1651	Paris (C.P.)	881	1128 d	Arbel
CAF 10.20% non 90	2051	....	Dagobert	1670	1651	Paris (C.P.)	881	1128 d	Arbel
CAF 10.20% non 90	560	....	Dagobert	1670	1651	Paris (C.P.)	881	1128 d	Arbel
CAF 10.20% non 90	801	....	Dagobert	1670	1651	Paris (C.P.)	881	1128 d	Arbel
CAF 10.20% non 90	865	....	Dagobert	1670	1651	Paris (C.P.)	881	1128 d	Arbel
Actions									
Agache (Int. B.)	1085	1050	Agache (Int. B.)	1085	1050	Agache (Int. B.)	1085	1050	Agache (Int. B.)
Applications Hydr.	1440	1443	Applications Hydr.	1440	1443	Applications Hydr.	1440	1443	Applications Hydr.
Arbel	521	623	Arbel	521	623	Arbel	521	623	Arbel
Banq. C. Monaco	1203	1215	Banq. C. Monaco	1203	1215	Banq. C. Monaco	1203	1215	Banq. C. Monaco
Banq. C. Monaco	355 40	355 80	Banq. C. Monaco	355 40	355 80	Banq. C. Monaco	355 40	355 80	Banq. C. Monaco
Banq. C. Monaco	310	300	Banq. C. Monaco	310	300	Banq. C. Monaco	310	300	Banq. C. Monaco
Banq. C. Monaco	550	....	Banq. C. Monaco	550	....	Banq. C. Monaco	550	....	Banq. C. Monaco
Banq. C. Monaco	3900	510	Banq. C. Monaco	3900	510	Banq. C. Monaco	3900	510	Banq. C. Monaco
Banq. C. Monaco	515	....	Banq. C. Monaco	515	....	Banq. C. Monaco	515	....	Banq. C. Monaco
Banq. C. Monaco	3228	74 80	Banq. C. Monaco	3228	74 80	Banq. C. Monaco	3228	74 80	Banq. C. Monaco
B.T.P.	701	750	B.T.P.	701	750	B.T.P.	701	750	B.T.P.
Cambridge	700	705	Cambridge	700	705	Cambridge	700	705	Cambridge
Carbone Lorient	13 50	13 50	Carbone Lorient	13 50	13 50	Carbone Lorient	13 50	13 50	Carbone Lorient
Casé Foncia	410	410	Casé Foncia	410	410	Casé Foncia	410	410	Casé Foncia
C.E.G.F. (Fidél.)	525	528	C.E.G.F. (Fidél.)	525	528	C.E.G.F. (Fidél.)	525	528	C.E.G.F. (Fidél.)
Comptoirs d'Electr.	93	....	Comptoirs d'Electr.	93	....	Comptoirs d'Electr.	93	....	Comptoirs d'Electr.
Champer Ny	189	185	Champer Ny	189	185	Champer Ny	189	185	Champer Ny
C.D.P.	130	....	C.D.P.	130	....	C.D.P.	130	....	C.D.P.

RS	Cours		Dernier	VALEURS		Emission	Rachet	VALEURS		Fracs incl.	net		Placements		1228 34	
			cours			(Fracs incl.)										
Etrangères	115	680		A.A.A.	1041 83	1022 21	Four-Cap	28 83	38 06	12283 11			Poste Genes	1228 34		1228 34
130	350	320	30	Acoban	2271 82	2231 64	Four Court.	12839 91					Prevident	100 42		1043 98
132	230	240	20	Agreement	773 99	140 82	Four-Cap	31 88					Prévoy. Oblig.	756 06		100 42
133	230	240	20	Agreement	773 99	140 82	Four-Cap	31 88					Prévoy. Oblig.	756 06		100 42
134	230	240	20	Agreement	773 99	140 82	Four-Cap	31 88					Prévoy. Oblig.	756 06		100 42
135	230	240	20	Agreement	773 99	140 82	Four-Cap	31 88					Prévoy. Oblig.	756 06		100 42
136	230	240	20	Agreement	773 99	140 82	Four-Cap	31 88					Prévoy. Oblig.	756 06		100 42
137	230	240	20	Agreement	773 99	140 82	Four-Cap	31 88					Prévoy. Oblig.	756 06		100 42
138	230	240	20	Agreement	773 99	140 82	Four-Cap	31 88					Prévoy. Oblig.	756 06		100 42
139	230	240	20	Agreement	773 99	140 82	Four-Cap	31 88					Prévoy. Oblig.	756 06		100 42
140	230	240	20	Agreement	773 99	140 82	Four-Cap	31 88					Prévoy. Oblig.	756 06		100 42
141	230	240	20	Agreement	773 99	140 82	Four-Cap	31 88					Prévoy. Oblig.	756 06		100 42
142	230	240	20	Agreement	773 99	140 82	Four-Cap	31 88					Prévoy. Oblig.	756 06		100 42
143	230	240	20	Agreement	773 99	140 82	Four-Cap	31 88					Prévoy. Oblig.	756 06		100 42
144	230	240	20	Agreement	773 99	140 82	Four-Cap	31 88					Prévoy. Oblig.	756 06		100 42
145	230	240	20	Agreement	773 99	140 82	Four-Cap	31 88					Prévoy. Oblig.	756 06		100 42
146	230	240	20	Agreement	773 99	140 82	Four-Cap	31 88					Prévoy. Oblig.	756 06		100 42
147	230	240	20	Agreement	773 99	140 82	Four-Cap	31 88					Prévoy. Oblig.	756 06		100 42
148	230	240	20	Agreement	773 99	140 82	Four-Cap	31 88					Prévoy. Oblig.	756 06		100 42
149	230	240	20	Agreement	773 99	140 82	Four-Cap	31 88					Prévoy. Oblig.	756 06		100 42
150	230	240	20	Agreement	773 99	140 82	Four-Cap	31 88					Prévoy. Oblig.	756 06		100 42
151	230	240	20	Agreement	773 99	140 82	Four-Cap	31 88					Prévoy. Oblig.	756 06		100 42
152	230	240	20	Agreement	773 99	140 82	Four-Cap	31 88					Prévoy. Oblig.	756 06		100 42
153	230	240	20	Agreement	773 99	140 82	Four-Cap	31 88					Prévoy. Oblig.	756 06		100 42
154	230	240	20	Agreement	773 99	140 82	Four-Cap	31 88					Prévoy. Oblig.	756 06		100 42
155	230	240	20	Agreement	773 99	140 82	Four-Cap	31 88					Prévoy. Oblig.	756 06		100 42
156	230	240	20	Agreement	773 99	140 82	Four-Cap	31 88					Prévoy. Oblig.	756 06		100 42
157	230	240	20	Agreement	773 99	140 82	Four-Cap	31 88					Prévoy. Oblig.	756 06		100 42
158	230	240	20	Agreement	773 99	140 82	Four-Cap	31 88					Prévoy. Oblig.	756 06		100 42
159	230	240	20	Agreement	773 99	140 82	Four-Cap	31 88					Prévoy. Oblig.	756 06		100 42
160	230	240	20	Agreement	773 99	140 82	Four-Cap	31 88					Prévoy. Oblig.	756 06		100 42
161	230	240	20	Agreement	773 99	140 82	Four-Cap	31 88					Prévoy. Oblig.	756 06		100 42
162	230	240	20	Agreement	773 99	140 82	Four-Cap	31 88					Prévoy. Oblig.	756 06		100 42
163	230	240	20	Agreement	773 99	140 82	Four-Cap	31 88					Prévoy. Oblig.	756 06		100 42
164	230	240	20	Agreement	773 99	140 82	Four-Cap	31 88					Prévoy. Oblig.	756 06		100 42
165	230	240	20	Agreement	773 99	140 82	Four-Cap	31 88					Prévoy. Oblig.	756 06		100 42
166	230	240	20	Agreement	773 99	140 82	Four-Cap	31 88					Prévoy. Oblig.	756 06		100 42
167	230	240	20	Agreement	773 99	140 82	Four-Cap	31 88					Prévoy. Oblig.	756 06		100 42
168	230	240	20	Agreement	773 99	140 82	Four-Cap	31 88					Prévoy. Oblig.	756 06		100 42
169	230	240	20	Agreement	773 99	140 82	Four-Cap	31 88					Prévoy. Oblig.	756 06		100 42
170	230	240	20	Agreement	773 99	140 82	Four-Cap	31 88					Prévoy. Oblig.	756 06		100 42
171	230	240	20	Agreement	773 99	140 82	Four-Cap	31 88					Prévoy. Oblig.	756 06		100 42
172	230	240	20	Agreement	773 99	140 82	Four-Cap	31 88					Prévoy. Oblig.	756 06		100 42
173	230	240	20	Agreement	773 99	140 82	Four-Cap	31 88					Prévoy. Oblig.	756 06		100 42
174	230	240	20	Agreement	773 99	140 82	Four-Cap	31 88					Prévoy. Oblig.	756 06		100 42
175	230	240	20	Agreement	773 99	140 82	Four-Cap	31 88					Prévoy. Oblig.	756 06		100 42
176	230	240	20	Agreement	773 99	140 82	Four-Cap	31 88					Prévoy. Oblig.	756 06		100 42
177	230	240	20	Agreement	773 99	140 82	Four-Cap	31 88					Prévoy. Oblig.	756 06		100 42
178	230	240	20	Agreement	773 99	140 82	Four-Cap	31 88					Prévoy. Oblig.	756 06		100 42
179	230	240	20	Agreement	773 99	140 82	Four-Cap	31 88					Prévoy. Oblig.	756 06		100 42
180	230	240	20	Agreement	773 99	140 82	Four-Cap	31 88					Prévoy. Oblig.	756 06		100 42
181	230	240	20	Agreement	773 99	140 82	Four-Cap	31 88					Prévoy. Oblig.	756 06		100 42
182	230	240	20	Agreement	773 99	140 82	Four-Cap	31 88					Prévoy. Oblig.	756 06		100 42
183	230	240	20	Agreement	773 99	140 82	Four-Cap	31 88					Prévoy. Oblig.	756 06		100 42
184	230	240	20	Agreement	773 99	140 82	Four-Cap	31 88					Prévoy. Oblig.	756 06		100 42
185	230	240	20	Agreement	773 99	140 82	Four-Cap	31 88					Prévoy. Oblig.	756 06		100 42
186	230	240	20	Agreement	773 99	140 82	Four-Cap	31 88					Prévoy. Oblig.	756 06		100 42
187	230	240	20	Agreement	773 99	140 82	Four-Cap	31 88					Prévoy. Oblig.	756 06		100 42
188	230	240	20	Agreement	773 99	140 82	Four-Cap	31 88					Prévoy. Oblig.	756 06		100 42
189	230	240	20	Agreement	773 99	140 82	Four-Cap	31 88					Prévoy. Oblig.	756 06		100 42
190	230	240	20	Agreement	773 99	140 82	Four-Cap	31 88					Prévoy. Oblig.	756 06		100 42
191	230	240	20	Agreement	773 99	140 82	Four-Cap	31 88					Prévoy. Oblig.	756 06		100 42
192	230	240	20	Agreement	773 99	140 82	Four-Cap	31 88					Prévoy. Oblig.	756 06		100 42
193	230	240	20	Agreement	773 99	140 82	Four-Cap	31 88					Prévoy. Oblig.	756 06		100 42
194	230	240	20	Agreement	773 99	140 82	Four-Cap	31 88					Prévoy. Oblig.	756 06		100 42
195	230	240	20	Agreement	773 99	140 82	Four-Cap	31 88					Prévoy. Oblig.	756 06		100 42
196	230	240	20	Agreement	773 99	140 82	Four-Cap	31 88					Prévoy. Oblig.	756 06		100 42
197	230	240	20	Agreement	773 99	140 82	Four-Cap	31 88					Prévoy. Oblig.	756 06		100 42
198	230	240	20	Agreement	773 99	140 82	Four-Cap	31 88					Prévoy. Oblig.	756 06		100 42
199	230	240	20	Agreement	773 99	140 82	Four-Cap	31 88					Prévoy. Oblig.	756 06		100 42
200	230	240	20	Agreement	773 99	140 82	Four-Cap	31 88					Prévoy. Oblig.	756 06		100 42
201	230	240	20	Agreement	773 99	140 82	Four-Cap	31 88					Prévoy. Oblig.	756 06		100 42
202	230	240	20	Agreement	773 99	140 82	Four-Cap	31 88					Prévoy. Oblig.	756 06		100 42
203	230	240	20	Agreement	773 99	140 82	Four-Cap	31 88					Prévoy. Oblig.	756 06		100 42
204	230	240	20	Agreement	773 99	140 82	Four-Cap	31 88					Prévoy. Oblig.	756 06		100 42
205	230	240	20	Agreement	773 99	140 82	Four-Cap	31 88					Prévoy. Oblig.	756 06		100 42
206	230	240	20	Agreement	773 99	140 82	Four-Cap	31 88					Prévoy. Oblig.	756 06		100 42
207	230	240	20	Agreement	773 99	140 82	Four-Cap	31 88					Prévoy. Oblig.	756 06		100 42
208	230	240	20	Agreement	773 99	140 82	Four-Cap	31 88					Prévoy. Oblig.	756 06		100 42
209	230	240	20	Agreement	773 99	140 82	Four-Cap	31 88					Prévoy. Oblig.	756 06		100 42
210	230	240	20	Agreement	773 99	140 82	Four-Cap	31 88					Prévoy. Oblig.	756 06		100 42
211	230	240	20	Agreement	773 99	140 82	Four-Cap	31 88					Prévoy. Oblig.	756 06		100 42
212	230	240	20	Agreement	773 99	140 82	Four-Cap	31 88					Prévoy. Oblig.	756 06		100 42
213	230	240	20	Agreement	773 99	140 82	Four-Cap	31 88					Prévoy. Oblig.	756 06		100 42
214	230	240	20	Agreement	773 99	140 82	Four-Cap	31 88					Prévoy. Oblig.	756 06		100 42
215	230	240	20	Agreement	773 99	140 82	Four-Cap	31 88					Prévoy. Oblig.	756 06		100 42
216	230	240	20	Agreement	773 99	140 82	Four-Cap	31 88					Prévoy. Oblig.	756 06		100 42
217	230	240	20	Agreement	773 99	140 82	Four-Cap	31 88					Prévoy. Oblig.	756 06		100 42
218	230	240	20	Agreement	773 99	140 82	Four-Cap	31 88					Prévoy. Oblig.	756 06		100 42
219	230	240	20	Agreement	773 99	140 82	Four-Cap	31 88					Prévoy. Oblig.	756 06		100 42
220	230	240	20	Agreement	773 99	140 82	Four-Cap	31 88					Prévoy. Oblig.	756 06		

Cote des Changes					MONNAIES ET DEVISES		COURS préc.	
MARCHE OFFICIEL	COURS préc.	COURS 23/4	COURS DES BILLETS		valeur		COURS préc.	COURS 23/4
			achat	vente				
France-Union (1 usd).....	5 915	5 942		5 850	15	Or en lingots et barres	87000	68000
Etats-Unis (100 fr).....	8 960	9 387		3 271	15	Or fin (en lingots)	66950	67850
Belgique (100 dm).....	338	337 330	327	16 950	308	Napoleon (20f)	386	39
Allemagne (100 R).....	339	16 407	327	16 950	308	Pièce Fr 110 (1 r)	401	31
Espagne (100 P).....	290	10 457	288	300	82	Place Suisse (25 r)	388	31
Pays-Bas (100 fl).....	88 210	4 571	80	100	100	Place Lusine (200 l)	482	31
Italie (1000 lire).....	88 210	89 300	378	100	4 050	Place Lusine (200 l)	2160	20
Danemark (100 kr).....	3 114	3 116	900	0 060	308	Place 20 dollars	1066	10
Suède (Bresque (1 L).....	401 850	402 380	91	50	91	Place 10 dollars	677 50	25
Grèce (100 drachme).....	86 330	84 840	90	50	91	Place 5 dollars	2515	25
Union (100 L).....	86 330	86 860	30	40	50	Place 50 places	302	30
Union (100 lire).....	47 458	5 127	300	400	300	Place 100 places	302	30
Norvège (100 kr).....	3 912	5 474	300	400	300			
Autriche (100 sch).....	5 115	5 127	300	400	300			
Espagne (100 pes).....	4 258	4 275	300	400	300			
Portugal (100 esc).....			300	400	300			
Canada (1 \$ can).....			300	400	300			
Japon (100 yen).....			300	400	300			

4	Lacunes du Monde...	3172	Eurolyn	6952 09	6589 55	Paribas Patrimoine...	93 82	92 69
0	Moches	7715	Euro Gies	12968 41	12968 41	Paribas Patrimoine...	204 24	200 74
0	Paratone N.Y.	260	France	9140 84	9360 19	Paribas Patrimoine...	625 63	607 60
0	Parsons Pomeroy	340	FRANCE-GAN	256 30	257 80	Paribas Patrimoine...	230 43	231 98
0	Quadrant	196 10	France Garamie	103 96	103 96	Pharmax Pharmacut...	106 19	106 19
0	Royanto N.Y.	2528	France Index Sgr.	346 77	338 31	Pharmax Pharmacut...	1316 94	1281 12
0	St-Gobain-Emballage	312 10	France Invest	456 06	451 54	Pharmax Pharmacut...	65 16	70 84
0	Suez Matins	212 10	France Indes Oligov.	443 79	437 79	Pharmax Pharmacut...	8529 79	8516 79
0	S.P.R.	1660	France Indes Oligov.	456 06	451 54	Pharmax Pharmacut...	80 128	80 000 15
0	S.P.R. Ind. B.	350	France	446 80	106 60	Pharmax Pharmacut...	986 19	966 80
0	S.P.R. Ind. B.	350	France Pierre	1195 72	1190 89	Pharmax Pharmacut...	1132 15	1104 54
0	Télécomsfranc Elec.	380	France-Régions	32 17	32 11	Pharmax Pharmacut...		
0	Ulfat	190	Fract-Associations					
0	Wanam	1800						

c : coupon détaché - o : offert - d : droit détaché - d : demandé - e : prix précédent - m : m

**PUBLICITÉ
FINANCIÈRE**

Renseignements :
45 55-91-82, poste 4330

cédent - ■ : marché continu

10

50.000.000

16 Le Monde • Mardi 23 avril 1991.

26 Le Monde • Mercredi 24 avril 1991.

COMMUNICATION

Débat déontologique dans les médias américains

La presse peut-elle révéler l'identité des victimes de viol ?

WASHINGTON
correspondance

En attendant les conclusions de l'enquête policière sur l'accusation de viol portée par une jeune femme de Palm Beach (Floride) contre William Smith, neveu du sénateur Kennedy (le Monde du 10 avril), une âpre controverse fait rage aux Etats-Unis. Elle concerne un problème d'éthique journalistique.

Jusqu'à présent, la presse ne révélait pas le nom de la victime, sauf si celle-ci consentait à être identifiée. Or, cette règle, généralement respectée, a été enfreinte. D'abord par un journal local de Palm Beach, ensuite par la chaîne de télévision NBC et par le respectable New York Times, qui ont révélé le nom de la jeune femme. D'autres journaux importants comme le Louisville Courier Journal, le Los Angeles Register, le Denver Post et le San Francisco Chronicle, etc. en ont fait autant. Mais le Washington Post et les autres grandes chaînes de télévision (ABC, CBS et CNN) ont respecté la règle.

Curieusement, les tabloïds de

New-York spécialisés dans l'exploitation très rentable des scandales et des affaires de mœurs se sont posés en défenseurs de l'éthique et n'ont pas mentionné le nom de la jeune femme. Mais ces publications n'ont pas raté l'occasion de traîner dans la boue un membre du clan Kennedy.

Afin, sans doute, de ne pas tomber dans ce travers, le New York Times ex aucto de la simple identification et a publié un portrait très négatif de la jeune femme - mauvaises études, fréquentation des bars, excès de vitesse (dix-sept contraventions) - accumulant les témoignages d'une « immoralité douteuse ».

Pour le New York Times, l'identification par NBC le dérivait de la règle non écrite du silence. Quant au portrait de la jeune femme, le journal le justifie par le devoir d'informer complètement les lecteurs pour leur permettre de se faire une opinion, sur « l'accusateur » et « l'accusée ». Mais les explications de la direction du quotidien n'ont pas convaincu l'ensemble du personnel et une centaine d'employés lui a adressé une lettre de protestation.

La controverse a débordé le cadre de l'éthique journalistique. Les féministes sont divisées. Les uns estiment que les femmes victimes d'un viol devraient fournir leur identité, l'anonymat perpétuant le sentiment de honte et de culpabilité dont les femmes doivent se débarrasser. Mais les autres - suivies, selon les sondages, par une majorité de l'opinion - soulignent que, sans être sûres de la protection de l'anonymat, les femmes n'iront pas se plaindre à la police. Dans le pire, malheureusement justifié, que leur passé soit passé au crible par les journaux et, bien entendu, par les avocats de leurs agresseurs.

Enfin, certains commentateurs s'indignent que, récemment, l'anonymat d'une jeune femme issue d'un milieu aisé, violée dans Central Park à New-York par une bande de voyous, ait été respecté par les médias, alors que la jeune femme de Palm Beach, aux origines plus humbles, n'a pas bénéficié de cette protection.

HENRI PIERRE

Télé Free-DOM répond au CSA

A la suite des déclarations de M. Jacques Bourlet, la télévision à la Réunion (le Monde du 20 avril), M. Camille Sude, fondateur de Télé Free-DOM, répond, dans un communiqué qu'il a fait parvenir au président du Conseil supérieur de l'audiovisuel.

« Contrairement à tous les témoignages, Jacques Bourlet refuse de croire que Télé Free-DOM bénéficie du soutien populaire, écrit ostentatoirement M. Sude. Son attitude est irresponsable et ses propos insultants. L'espèce que nous n'avons pas à démontrer que la population reste toujours très attachée à Télé Free-DOM. Nous attendons la réaction des pouvoirs publics. Quel qu'il en soit, Télé Free-DOM ne participera pas à un projet dont elle serait marginalisée. »

M. Boutet avait affirmé que le CSA, s'il lançait un appel d'offres pour une quatrième chaîne à la Réunion, n'admettrait pas que M. Sude y joue un rôle d'opérateur. Le Conseil attend désormais les résultats de la mission de M. Michel Crotin, ancien responsable de la SOIRAD envoyé sur l'île à la demande du gouvernement pour étudier la constitution d'un tour de table autour d'une nouvelle télévision privée.

Football et D2 MAC

Pour certains téléspectateurs, la pelouse du stade-vélodrome apparaît plus verte et plus large que d'habitude lors du match entre l'OM et le Spartak de Moscou mercredi 24 avril. L'association Ciné MAC TV a en effet organisé la transmission en direct de ce match selon la nouvelle norme de télévision D2 MAC, au format d'écran rectangulaire 16/9.

En parallèle avec la transmission traditionnelle au format 4/3, sur TF 1 et Canal Plus, les équipes de la chaîne payante filmeront ce match avec des caméras au nouveau format.

Transmises par les satellites TDF 1/DF2, ces images plus larges et plus précises seront visibles dans toute la France chez les revendeurs agréés par Thomson et Canal Plus. Ces revendeurs dont le liste peut être consultée sur le serveur télématique 3615 TVHD, qui disposent des nouveaux récepteurs à écran large, organiseront des soirées sur invitation.

Cette opération de promotion en faveur du D2 MAC sera poursuivie avec d'autres événements, comme le Printemps de Bourges ou les Chorégies d'Orange.

Pierre Barret, dont la vocation est de souligner le projet de journalistes débutants, lance son concours « Futurs grands reporters ». Il est ouvert aux candidats francophones de dix-huit à vingt-huit ans, non titulaires de la carte professionnelle de presse. Les trois candidats choisis recevront une aide financière de la Fondation pour réaliser leur projet de reportage et seront parrainés par Libération, Paris-Match, Europe 1 et Antenne 2. Leurs sujets seront diffusés par Antenne 2 et ils bénéficieront d'un stage de trois mois chez leurs parrains respectifs.

► Concours « Futurs grands reporters », dossiers de candidature à retirer à la Fondation. Press-Club, 11, avenue d'Iéna, 75116 Paris, jusqu'au 15 mai.

CARNET DU Monde

Naissance

- Fanette et Jean BRESSOLLE ont la joie de faire part de la naissance de leur petit-fils

Tristan,

chez Geoffrey CARO et Valérie HEYSEN, le 17 avril 1991.

18, rue de Mouzilia,

75019 Paris.

25, rue Bequerepeire,

75010 Paris.

Mariage

- Berce, Saint-Tropez.

M. et M^{me} Bernard BLUA

sont heureux de faire part du mariage de leur fils

Frédéric

avec

Pascale RIFAAT,

le 20 avril 1991.

Décès

- Il était ferme dans ses convictions et résolu dans son combat contre l'arbitraire que qu'en fût le coût.

On l'a lâchement assassiné.

Pour nous, perdre un époux et un père affectueux est une épreuve douloureuse, mais le flambeau se fait que passer de main.

Les obsèques de

Abdelrahman BOROUAMAND

auront lieu mercredi 24 avril 1991, à 15 h 30, au cimetière du Montparnasse, à Paris.

(Le Monde du 20 avril.)

- Le professeur Pierre Canlorbe, son épouse,

M^{me} Sylvie Canlorbe, M. et M^{me} Bruno Duchaine, M. et M^{me} Olivier Vianin, M. et M^{me} Nicolas Canlorbe, M. et M^{me} David Wilsford, ses enfants,

Christel, Brice et Alban Duchaine, Benoit, Aymeric, Arnaud et Quentin Vincent,

Caroline et Christopher Wilsford, ses petits-enfants, M. et M^{me} Jacques Canlorbe, ses beaux-frères et belles-sœurs, leurs enfants et petits-enfants, font part du décès de

M^{me} Pierre CANLOBE,

née Françoise Potier,

survenu le 21 avril 1991, dans sa soixante-douzième année, munie des sacrements de l'Eglise.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 24 avril, à 16 heures, en l'église Saint-Sulpice, place Saint-Sulpice, Paris-6.

Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

10, boulevard Raspail,

75007 Paris.

- Lissieu (Oise).

Sonia Cardonnel,

son époux,

Pascal, Gilles et Marc,

ses fils,

Georges et Alice Cardonnel,

ses parents,

Jean-Baptiste et Dorina Sant'Andrea,

ses beaux-parents,

Ses frères et sœurs,

Ses neveux et nièces,

sa famille,

ont la grande tristesse de faire part du décès de

Yves CARDONNEL,

le 21 avril 1991, dans sa quarante-sixième année.

Les obsèques civiles auront lieu le jeudi 25 avril, à 16 heures, au cimetière de Concoits (Lot).

Cet avis tient lieu de faire-part.

Ni fleurs ni couronnes, adressez vos Jours à l'ARC, 16, avenue Paul-Vaillant-Couturier, BP 3, 94801 Villejuif Cedex.

6, allée des Platanes,

69380 Lissieu.

THÈSES

Tarif Étudiants
50 F la ligne H.T.

TRAÇAGE
DE PLANS

A PARTIR DE
VOS FICHIERS
DE CAO/DAO

ETRAVE REPRO

38, AV. DAUMESNIL - 43 47 21 32

- Jacques et Brigitte Echalié, Catherine et Christian Rollet, Françoise et Thierry Ferencier, Guy et Marie-Claire Echalié, Dominique Echalié, Bruno et Caroline Echalié, ses enfants, Ses petits-enfants, Ses frères et sœurs, Et toute sa famille, font part du décès de

M^{me} Paul ECHALIÉ,

née Monique Babil,

survenu le 22 avril 1991.

La cérémonie religieuse aura lieu le mercredi 24 avril, à 11 heures, en l'église Saint-Pierre de Neuilly.

L'inhumation aura lieu aux Contamines-Montjoie.

« Dans Son amour, Il se souvient de Sa servante. »

Cet avis tient lieu de faire-part.

- M^{me} Serge van der Elst, M. et M^{me} Jean-Serge van der Elst, M. et M^{me} Tassuk Belhiza, M. et M^{me} Eric van der Elst, M. et M^{me} Dominique Bihel, M. et M^{me} Gilles et Anne Chambon van der Elst,

recommandent à la prière de tous ceux qui l'ont aimé

M. Serge van der ELST,

endormi dans la paix du Seigneur, le mardi 16 avril 1991, à l'âge de soixante-cinq ans.

Les obsèques ont été célébrées dans l'intimité familiale, le 20 avril, à Thorigné-Fouillard (Ille-et-Vilaine).

10, rue Lamennais,

35235 Thorigné-Fouillard.

- Le docteur Sophie Gallot-Joselzon,

M. et M^{me} Maxime Joselzon, Alain Joselzon,

Et toute la famille, font part du décès de

docteur Bernard JOSELZON,

praticien hospitalier,

chef de service de médecine à l'hôpital d'Alfortville,

survenu le 18 avril 1991.

- Alger, Soummenac, Nantes.

M. Gilbert Mussini,

son épouse,

Le docteur Jean-Marie Mussini,

son fils,

Et Cécile, Cécilia, Charlotte, Céline,

ses petites-filles,

Les familles parentes et alliées, ont la tristesse de faire part du décès de

docteur Jeanne MUSSINI-MONTELLIER,

professeur honoraire

d'anatomie pathologique

des facultés de médecine d'Alger puis de Nantes,

chevalier de la Légion d'honneur,

officier de l'ordre national du Mérite,

croix de guerre 1939-1945

125^e bataillon médical de la 9^e DIC),

endormi dans la paix du Seigneur le 17 avril 1991, à Nantes, dans sa soixante et onzième année.

La cérémonie religieuse et l'inhumation ont eu lieu dans l'intimité familiale, à Soummenac-Durand (Lot-et-Garonne).

23, rue Racine,

44000 Nantes.

- M^{me} Monique Perrono,

sa mère,

Pascal, Patricia et Paola,

ses frères et sœurs,

M^{me} Lucienne Perrono,

sa tante,

Jean-Luc, Pierrette et Michèle,

ses cousins et cousines,

M^{me} Irène Thomas,

sa tante,

Et tous ses amis, ont la douleur d'annoncer que

M. Philippe PERRONO

a quitté ce monde dans sa treize-troisième année, le 20 avril 1991, pour aller rejoindre son père

Pierre PERRONO,

décédé le 24 décembre 1990.

Les obsèques auront lieu le vendredi 26 avril, dans l'intimité familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

37, avenue Victor-Hugo,

75016 Paris.

- Nion, Saint-Raphaël.

M. Lucien Moreno et M^{me},

née Petit,

et leurs enfants,

M. et M^{me} Jean Petit,

et leurs enfants,

Les familles parentes et alliées,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Louis PETIT,

croix de guerre 1914-1918,

ancien libraire à Oren.

survenu le 20 avril 1991, dans sa quatre-vingt-seizième année.

L'inhumation a eu lieu dans l'intimité.

- Nous apprenons avec tristesse le décès de notre très proche amie

M^{me} TOMEI,

À l'âge de cinquante-six ans.

Nous témoignons à la famille notre vive sympathie et lui adressons nos sincères condoléances.

Famille Guimann,

Paris.

Communications diverses

- L'Institut des affaires internationales organise une conférence "Mardi 29 et mercredi 30 avril (Séminaire) sur les droits de l'homme dans la nouvelle coopération internationale, avec la participation de personnalités et d'experts internationaux.

Renseignements et inscriptions, IAI :

49-59-91-12, 45-98-11-10. Fax :

48-87-22-40. Frais 700 F/SDO F. Prix forfaitaire 1 000 F.

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du "Carnet du Monde", sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5505

1 2 3 4 5 6 7 8 9

I

II

III

IV

V

VI

VII

VIII

IX

X

XI

HORIZONTALEMENT

I. Ouvrage de perles. - II. Apports de l'eau au moulin. Dans un pays de fjords. - III. Donner du jus. - IV. Bête. Plume. - V. Tel l'homme de la cité. - VI. Trouver à redire. - VII. Lettre grecque. Inversé : repousse l'attaque. - VIII. Remplie par ceux qui font leurs devoirs. Se rencontre souvent en chemin. - IX. Qui ne peut plus rien excepter. Qui peut aller se réhabiliter. - X. Interjection. Élément d'une échelle. Fut triomphale pour des champions. - XI. Charges faciles à supporter.

VERTICALEMENT

1. Susceptibles de pousser à la consommation. - 2. Répondre à un souhait. Donné ou vendu. - 3. Apte à percer dans la vie. - 4. Possessif. Passe sous des ponts. Un comte qui devint roi. - 5. Était exposée aux coups. Ne se laisse pas entamer. - 6. Qui aime les déguisements. - 7. Surtout. Donne du souffle. Cause parfois une grande soif. - 8. Engendre la mélancolie. L'eau de la Fontaine. - 9. Telle la belle vie. Amplement satisfaites.

Solution du problème n° 5504

Horizontalement

I. Rustines. - II. Étoiles. - III. L'or. Zone. - IV. Aprée. Pou. - V. Ci. Urgent. - VI. Hébreu. Né. - VII. Asie. - VIII. Mon. Nuits. - IX. Écart. Te. - X. Liée. Er. - XI. Tue. Ost.

Verticalement

1. Rallachement. - 2. Utopie. Oc. - 3. Soit. Benoit. - 4. Tirs. Ri. - 5. Il. Éreintés. - 6. Nez. Gueuse. - 7. Éscope. - 8. Nonnettes. - 9. Maute. Sert.

GUY BROUTY

EN BREF

Le gouvernement s'appuie à la fusion des filiales d'A2 et de FR 3. - M. Hervé Bourges, président d'A2 et FR 3, souhaitait fusionner les filiales de production cinématographique des deux chaînes publiques (le Monde du 14 mars). Dans une lettre à M. Bourges, M. Jack Lang, ministre de la culture et de la communication, souligne son opposition à ce projet et rappelle que, lors des débats parlementaires sur la présidence commune, « le gouvernement s'était prononcé pour deux entités séparées ». De son côté, M^{me} Catherine Tasca précise à M. Claude Berri, président de la Société des auteurs, réalisateurs, producteurs (ARP), qu'une telle réforme « serait difficilement compatible » avec le décret du 17 janvier

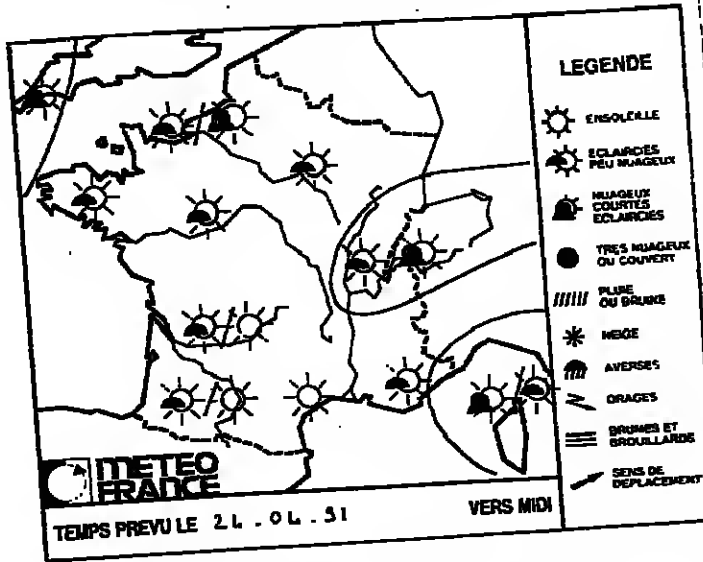
1990 régissant les rapports producteurs-diffuseurs.

M. Marcel Jullian consultant pour la création auprès du président d'A2 et FR 3. - M. Marcel Jullian est nommé consultant pour la création auprès de M. Hervé Bourges, président d'A2 et FR 3. M. Jullian, qui fut le premier PDG de la deuxième chaîne de 1975 à 1977, a été conseiller à la présidence de TF 1 de 1987 à 1989, puis au cabinet de M. Philippe Guilhaume, prédécesseur de M. Bourges, où il présidait un comité chargé de sélectionner et de stimuler la création d'œuvres audiovisuelles de qualité.

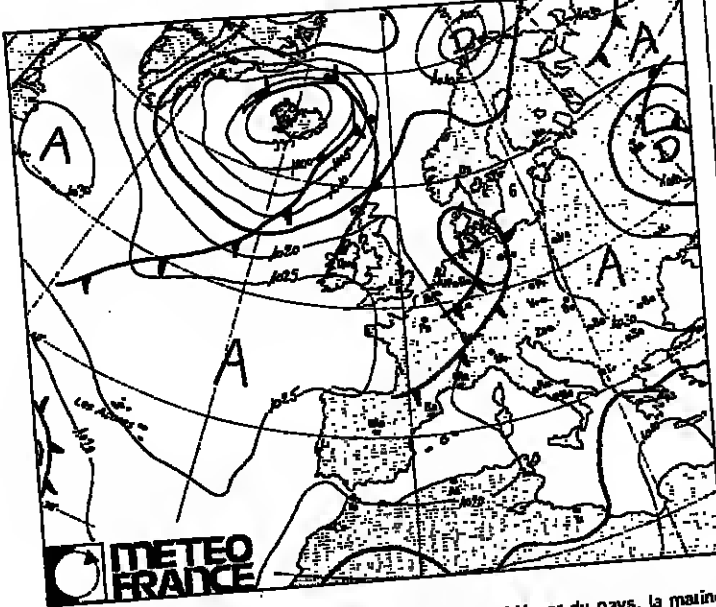
Deuxième concours de la Fondation Pierre-Barret. - Pour la deuxième année, la Fondation

MÉTÉOROLOGIE

Prévisions pour le mercredi 24 avril 1991
Temps frais bien ensoleillé



SITUATION LE 23 AVRIL 1991 À 0 HEURE TU

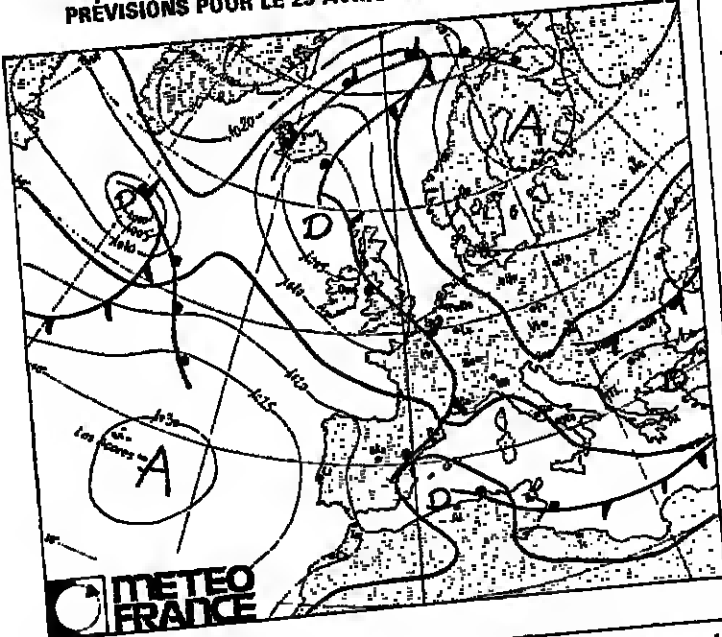


A partir de jeudi, le temps se dégradera à nouveau sur tout le pays. Les nuages reviennent en force et il pleuvra par moments.

Jeudi 25 avril : dégradation par l'ouest. Sur la moitié ouest du pays le ciel sera très nuageux à couvert dès le matin. Il pleuvra d'abord en Bretagne. Progressivement, des précipitations se déplaceront vers la Basse-Normandie, l'ouest du Massif Central et la région Midi-Pyrénées. A l'arrière des dépressions réapparaîtront mais elles seront entravées d'événements.

Sur la moitié est du pays, le matin sera encore bien ensoleillé. Mais progressivement le ciel se couvrira. En soirée, il n'est pas exclu qu'il y ait des averses dans le sud-est du pays. Ces averses pourront même prendre un caractère orageux sur le relief sud-est du Massif Central et sud des Alpes. Les températures minimales varieront de 1 à 2 degrés dans le Nord-Est et de 3 à 5 degrés en vers le lyonnais. Les températures maximales seront voisines de 12 à 16 degrés.

PRÉVISIONS POUR LE 25 AVRIL 1991 À 12 HEURES TU



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé le 23-04-91

FRANCE				ÉTRANGER			
ALGER	15	5	0	ALGER	16	4	0
BARCELONE	12	5	0	BARCELONE	12	4	0
BRESCIA	10	3	0	BRESCIA	10	3	0
CADIX	10	3	0	CADIX	10	3	0
CLERMONT-FERRAND	10	3	0	CLERMONT-FERRAND	10	3	0
DIJON	10	3	0	DIJON	10	3	0
GRENOBLE	9	1	0	GRENOBLE	9	1	0
LILLE	8	3	0	LILLE	8	3	0
LYON	11	4	0	LYON	11	4	0
MARSEILLE	13	6	0	MARSEILLE	13	6	0
NANTES	13	6	0	NANTES	13	6	0
NICE	14	6	0	NICE	14	6	0
PARIS-MONTMARTRE	14	6	0	PARIS-MONTMARTRE	14	6	0
PERPIGNAN	17	8	0	PERPIGNAN	17	8	0
RENNES	12	1	0	RENNES	12	1	0
STRASBOURG	11	3	0	STRASBOURG	11	3	0
TOULOUSE	14	6	0	TOULOUSE	14	6	0
TOURS	14	6	0	TOURS	14	6	0
VALENCIENNES	14	6	0	VALENCIENNES	14	6	0
VIENNE	14	6	0	VIENNE	14	6	0
AMSTERDAM	12	4	0	AMSTERDAM	12	4	0
BERLIN	10	3	0	BERLIN	10	3	0
BREITENBURG	10	3	0	BREITENBURG	10	3	0
COPENHAGUE	10	3	0	COPENHAGUE	10	3	0
DANMARK	10	3	0	DANMARK	10	3	0
ISTANBUL	10	3	0	ISTANBUL	10	3	0
JERUSALEM	10	3	0	JERUSALEM	10	3	0
LE CAIRE	10	3	0	LE CAIRE	10	3	0
LISSABON	10	3	0	LISSABON	10	3	0
LONDRES	10	3	0	LONDRES	10	3	0
LOS ANGELES	10	3	0	LOS ANGELES	10	3	0
LUXEMBOURG	15	5	0	LUXEMBOURG	15	5	0
MADRID	15	5	0	MADRID	15	5	0
MARRAKECH	15	5	0	MARRAKECH	15	5	0
MEXICO	11	3	0	MEXICO	11	3	0
MILAN	10	3	0	MILAN	10	3	0
MONTREAL	10	3	0	MONTREAL	10	3	0
MOSCOW	10	3	0	MOSCOW	10	3	0
NEW DELHI	10	3	0	NEW DELHI	10	3	0
NEW YORK	10	3	0	NEW YORK	10	3	0
OSLO	10	3	0	OSLO	10	3	0
PALMA DE MAJORQUE	10	3	0	PALMA DE MAJORQUE	10	3	0
PARIS	14	6	0	PARIS	14	6	0
ROME	10	3	0	ROME	10	3	0
SINGAPOUR	10	3	0	SINGAPOUR	10	3	0
STOCKHOLM	10	3	0	STOCKHOLM	10	3	0
SYDNEY	10	3	0	SYDNEY	10	3	0
TOKYO	10	3	0	TOKYO	10	3	0
TUNIS	10	3	0	TUNIS	10	3	0
YAROSLAV	10	3	0	YAROSLAV	10	3	0
VIENNE	10	3	0	VIENNE	10	3	0

TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.
(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

RADIO-TÉLÉVISION

PIERRE GEORGES

Pierre Bérégovoy, Père la rigueur

C'EST un don du ciel, pour un politicien. Certains s'en rendent compte, d'autres non. Pierre Bérégovoy inspire confiance. Une fois pour toutes et pour toujours. Les affaires l'ont approché. Son parti, le PS, pris la main sur l'armoire à confitures, tangué. Il n'empêche : M. le ministre d'Etat, essuie sur ce précieux capital, reste le parfait honnête homme.

Pierre Bérégovoy, rond comme un franc et franc comme un rond, thésaurise la vertu. Il rassure. D'ailleurs, s'il n'a rassuré pas, est-ce que M. Antoine Pinay, maître-étalon de la France d'épargne, se niquerait, avec l'expérience centenaire qui est la sienne, à quitter

Saint-Chamond pour l'aller vendre ? A « L'Heure de vérité », sur l'A2, Pierre Bérégovoy a fait un placement de père de famille : solide, modéré, sans risques excessifs, tout fut dit sur la ton d'un affolement. Le ministre d'Etat, qui fait des 6-co-no-mies », et qui, pour ce faire, en appelle à la garde auvergnate - « Michel Charasse et moi, nous visserons ce qu'il faudra visser » - ne saurait être hors de son rôle.

Et s'il joue, ce qui n'est pas totalement à exclure, Pierre Bérégovoy joue juste. Sur la retraite, il fut d'une extrême amabilité pour signifier, le sourcil sérieux, à chacun qu'il lui faudrait cotiser plus et plus longtemps. Avec une jolie formule de Pinay de gauche pour calmer les ardeurs syndicales : « L'épargne-retraite ? Un complément oui, un substitut non ! »

Car il resta de gauche, Pierre Bérégovoy. Et pas seulement en proposant de remplacer le désuet « panier de la ménagère » par le « panier de la famille ». Pas progressiste « panier familial ». Pas seulement en se déclarant « pan-sans-réserva de la publicité comparative », sans aller cependant jusqu'à souhaiter des élections anticipées. Pas seulement dans cette formule : « On ne construit pas le progrès social sur une monnaie fondante ».

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ► signalé dans « Le Monde radio-télévision » ; ◻ Film à éviter ; ▢ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Mardi 23 avril

- TF 1**
- 20.50 Cinéma : La Septième Compagnie au clair de lune. Film français de Jean Lamoureux (1977).
 - 22.15 Magazine : Ciel, mon mardi ! Présenté par Christophe Dechavanne.
 - 0.05 Au trot.
 - 0.10 Journal, Météo et Bourse.
 - 0.35 Série : Mémoires (rediff. et à 5.30).
- A 2**
- 20.45 Cinéma : Mes meilleurs copains. Film français de Jean-Marie Poiré (1989).
 - 22.40 Cinéma : Le Montagne du dieu cannibale. Film italien de Sergio Martino (1977).
 - 0.15 Journal et Météo.
 - 0.35 Musique : Jazz à Antibes.
 - 1.05 Série : Le Saint (rediff.).
- FR 3**
- 20.35 ► Feuilleté : Le Roi Mystère. De Paul Planchon, d'après le roman de Gaston Leroux, avec Christopher Bowen, Orsola Orsola (1^{er} épisode).
 - 22.05 Journal et Météo.
 - 22.30 Télévision régionale.
 - 23.25 Variétés : Eurotop.

- 0.20 Magazine : Espace francophone.
- 0.50 Magazine : Carnet de notes.
- CANAL PLUS**
- 20.30 Cinéma : Les Accusés. Film américain de Jonathan Kaplan (1988).
 - 22.15 Fash d'informations.
 - 22.20 Cinéma : Veuve mais pas trop... Film américain de Jonathan Demme (1988).
 - 0.00 Cinéma : Pour l'aveugle. Film italo-canadien de Tom Barry (1989).
 - 1.30 Cinéma : La Grande Java. Film français de Philippe Clair (1970).
- LA 5**
- 20.50 Cinéma : Robin des Bois. Film d'animation américain de Wolfgang Reitherman (1973).
 - 22.20 Magazine : Ciné Cinq.
 - 22.35 Cinéma : Samanka, l'île des passions. Film français de Jack Régis (1982).
 - 0.00 Journal de la nuit.
 - 0.10 Demain se décide aujourd'hui.
 - 0.15 Le Club du Télé-achat.
 - 0.30 Rediffusions.
- M 6**
- 20.35 Téléfilm : Le Léopard blessé.
 - 22.10 Téléfilm : Les Frères Forester.

- 23.55 Six minutes d'informations.
- 0.00 Magazine : Dazibao.
- 0.05 Musique : Boulevard rock and hard.
- 2.00 Rediffusions.
- LA SEPT**
- 20.30 Documentaire : Mama era punk. D'Eduardo Casanova.
 - 21.00 Magazine : Mégamix.
 - 22.00 Magazine : Dynamo.
 - 22.35 Téléfilm : Le Chemin de Dames.
- FRANCE-CULTURE**
- 20.30 Archipel science. Enstrom, philosophe.
 - 21.30 Virus biologique, virus informatique.
 - 22.40 Les nuits magnétiques.
 - 0.05 Du jour au lendemain.
 - 0.50 Musique : Coda. Spike Lee.
- FRANCE-MUSIQUE**
- 20.30 Concert (donné le 20 avril salle Pleyel) : Concerto pour hautbois d'amour, cordes et basse continue en la majeur BWV 1055, de Bach ; Concerto pour piano et cordes, de Schmitt ; Les quatre saisons, de Vivaldi, par Les Virtuoses de Moscou, dir. Vladimir Spivakov ; sol. : Alexis Oukine, Vladimir Kravner, piano, Vladimir Spivakov, violon.
 - 23.07 Poussières d'étoiles.

Mercredi 24 avril

- TF 1**
- 14.30 Club Dorothée.
 - 17.20 Série : Chips.
 - 18.15 Jeu : Une famille en or.
 - 18.45 Feuilleté : Santa Barbara.
 - 19.15 Jeu : La Roue de la fortune.
 - 19.45 Tirage du Loto.
 - 19.55 Journal, Tapis vert et Météo.
 - 20.25 Sport : Football. Coupe d'Europe des clubs champions (demi-finale, match retour) : Olympique de Marseille-Spartak de Moscou, en direct de Marseille.
 - 22.28 Météo.
 - 22.30 Magazine : Le Droit de savoir. Juge ou justicier.
 - 23.30 Journal, Météo et Bourse.
 - 23.55 Série : Intrigues.
- A 2**
- 14.30 Téléfilm : Vendredi ou le Vie sauvage. (dernière partie).
 - 16.00 Hit NRJ.
 - 17.05 Magazine : Giga.
 - 18.10 Jeu : Des chiffres et des lettres junior.
 - 18.35 Série : Alf.
 - 19.00 INC.
 - 19.05 Série : Mec Gyver.
 - 20.00 Journal et Météo.
 - 20.45 Téléfilm : Les Louves.
 - 22.35 Téléfilm : L'Espagnol.
 - 0.25 Journal et Météo.
 - 0.40 Magazine : Prolongations. Spécial rugby.
- FR3**
- 13.00 Sport : Tennis. Open de Monte-Carlo 1991.
 - 14.50 Magazine de l'Assemblée nationale.
 - 15.00 Questions au gouvernement en direct de l'Assemblée nationale.
 - 17.05 Sport : Tennis (suite).
 - 18.30 Jeu : Questions pour un champion.
 - 19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.12 à 19.30, le journal de la région.
 - 20.05 Divertissement : La Clesse.
 - 20.35 Magazine : Le Marché du siècle. Invité : Yasser Arafat.
 - 22.20 Journal et Météo.
 - 22.45 Magazine : Faut pas rêver. Sardaigne : Orgosolo, la révolte des murs ; Cuba : Ernest et Gregorio ; Corse : L'île et le chant.
 - 23.40 Magazine : Minuit en France. Rencontre avec Marguerite Gonon, historienne (dernière partie).

- 0.30 Musique : Carnet de notes. La mémoire en chantant : Le Trou de mon qui, par Granem.
- CANAL PLUS**
- 13.30 Téléfilm : Jusqu'au bout de la fraternité. Cinéma dans les salles.
 - 15.05 Cinéma : Le Dernier Crime d'Al Capone.
 - 15.30 Téléfilm : Les Nuls... l'émission.
 - 17.05 Les Nuls... l'émission.
 - 18.00 Canaille peluche.
- En clair jusqu'à 20.30*
- 18.30 Ca cartoon.
 - 18.50 Sport : Spécial Coupe d'Europe. Mon Zénith à moi : spécial Olympique de Marseille.
 - 20.30 Sport : Football. Marseille-Spartak de Moscou : demi-finale retour de la Coupe d'Europe des clubs champions, en direct du Stade-Vélodrome de Marseille.
 - 22.20 Fash d'informations.
 - 22.21 Sport : Football. Etoile rouge de Belgrade-Bayern de Munich : demi-finale retour de la Coupe d'Europe des clubs champions, en différé.
 - 23.55 Cinéma : Mona et moi. Film français de Patrick Grandperret (1989).
- LA 5**
- 14.25 Série : L'Inspecteur Derrick.
 - 15.25 Série : Soko, brigade des stupés.
 - 16.25 Youpi ! L'école est finie.
 - 17.45 Série : Star Trek.
 - 18.40 Série : Aliô Neily Bobo.
 - 19.05 Jeu : La Ligne de chance.
 - 19.40 Série : Les Aventures de Léon Duras, chroniqueur mondain.
 - 20.00 Journal et Météo.
 - 20.40 Journal des courses.
 - 20.50 Histoire vraies. L'Ange du mal.
 - 22.15 Débat : Magie noire, sorcellerie et samatut.
 - 0.00 Journal de la nuit.
 - 0.10 ► Demain se décide aujourd'hui.
 - 0.15 Le Club du Télé-achat.
- M 6**
- 14.00 Cinéma : Maciste en enfer. Film italien de Riccardo Freda (1962).
 - 15.25 Jeu : Quizz cœur.
 - 15.35 Série : Drôles de dames.
 - 15.05 Jeu : Hit hit hit heures !
 - 18.05 Série : L'Homme invisible.
 - 19.00 Série : La Petite Maison dans la prairie.

- 19.54 Six minutes d'informations.
- 20.00 Série : Cosby Show.
- 20.35 Téléfilm : Rendez-moi mes fils.
- 22.15 Série : Equalizer.
- 23.05 Documentaire : 60 minutes. La Vérité sur les mensonges 2. Les Grands Mensonges du vingtième siècle.
- 0.00 Six minutes d'informations.
- 0.05 Magazine : Dazibao.
- 0.10 Boulevard des clips.
- 2.00 Rediffusions.
- LA SEPT**
- 16.30 Documentaire : Histoire parallèle.
 - 17.25 Magazine : Mégamix.
 - 18.20 Documentaire : Les Métiers du cinéma.
 - 19.20 Dynamo.
 - 19.55 Le Dessous des cartes.
 - 20.00 Magazine : Cinéma de poche. Les jeunes acteurs français.
 - 21.00 Documentaire : Ce bra marcadé para mourir.
 - 23.00 Cinéma : Antonio Das Mortes. Film de Glauber Rocha (1969).
- FRANCE-CULTURE**
- 20.30 Tire la langue. Le langage des armes.
 - 21.30 Correspondances. Des nouvelles de la Belgique, du Canada et de la Suisse.
 - 22.00 Communauté des radios publiques de langue française. Histoire fantastique, d'après Edgar Allan Poe.
 - 22.40 Les nuits magnétiques. Mutation ou disparition ? L'âme du monde révélée à ceux de la campagne.
 - 0.05 Du jour au lendemain.
 - 0.50 Musique : Coda. Spike Lee.
- FRANCE-MUSIQUE**
- 20.30 Concert (donné les 7 et 8 mars à la Philharmonie de Berlin) : Quatre interludes marins op. 33 a. de Britten ; Symphonie n° 5 en ré majeur, de Vaughan-Williams ; Enigma, variations pour orchestre op. 36, d'Elgar, par l'Orchestre symphonique de la Radio bavaroise, dir. Neville Martin.
 - 23.07 Poussières d'étoiles.

Du lundi au vendredi, à 9 heures, sur FRANCE-INTER
« ZAPPINGE »
Une émission de GILBERT DEJOUAN avec ANNIK COJEAN et la collaboration de « Monde ».

سكزا بن الاصل

سكنا من الاجل

16 Le Monde • Mardi 23 avril 1991 •

28 • Mercredi 24 avril 1991 •

Le Monde

Prochaine initiative du président Bush pour le désarmement au Proche-Orient

Le président George Bush doit annoncer au mois de mai une initiative pour parvenir à un désarmement au Proche-Orient, a indiqué lundi 22 avril un responsable américain. M. Bush doit présenter cette initiative lors d'un discours consacré au Proche-Orient dans le nouvel ordre international, dont la date n'a pas encore été fixée.

En revanche, au mois de mai, le président américain a prévu des discours de fin d'année universitaire pour le 4 (Ann Arbor, Michigan), le 10 (Princeton, New Jersey) et le 12 (Hampton, Virginie). Selon le magazine *Newsweek*, M. Bush proposerait une interdiction de tous les missiles balistiques d'une portée supérieure à 80 km et de toute usine nucléaire à des fins militaires dans la région.

Il appellerait également à un échange d'informations entre les cinq principaux fournisseurs en armes du Proche-Orient : Etats-Unis, URSS, Chine, France et Grande-Bretagne. Le 6 mars, après la victoire allée sur l'Irak, le président Bush avait déclaré dans un

discours au Congrès que l'un des « quatre défis » que les Etats-Unis et la communauté internationale devaient relever après la guerre du Golfe était d'« agir pour contrôler la prolifération des armes de destruction massive et des missiles qui les emportent ». (AFP)

ALLEMAGNE

Berlin devrait être le siège du gouvernement d'ici dix à quinze ans

Le chancelier allemand Helmut Kohl a pour la première fois, mardi 22 avril, pris position dans la querelle concernant le siège du gouvernement fédéral et du Parlement, en se prononçant en faveur de Berlin. M. Kohl, qui s'exprimait devant les députés des unions chrétiennes (CDU/CSU) réunis au Reichstag de Berlin, a estimé que le déménagement de Bonn vers Berlin devrait avoir lieu d'ici dix à quinze ans.

Berlin est la capitale de l'Allemagne depuis l'unification le 3 octobre dernier, mais la question du siège du gouvernement et du Parlement doit être tranchée par les députés, vraisemblablement en juin. (AFP)

Ancien collaborateur de M. Kohl

M. Horst Teltschik devient conseiller de la CSU pour la politique étrangère

BONN

de notre correspondant

La retraite politique de M. Horst Teltschik, quant à elle, n'est pas un secret. L'ancien conseiller diplomatique du chancelier Kohl n'aura pas duré plus de quelques mois. M. Theo Waigel, président de la CSU bavaroise et ministre des finances, a annoncé, dimanche 21 avril, que M. Teltschik avait accepté de devenir le conseiller de son parti pour la politique étrangère. Au mois de janvier, ce dernier avait pourtant affirmé qu'il se retirait de la politique active pour prendre la tête de la fondation Bertelsmann, une institution financée par le groupe de presse de Gütersloh qui organise colloques, séminaires scientifiques et subventionne diverses recherches dans les domaines les plus variés.

En s'adjoignant les services de M. Teltschik, M. Waigel veut démontrer que la CSU, qui avait quelque peu délaissé le terrain de la politique étrangère depuis la mort, en 1988, de son chef charismatique, Franz Josef Strauss, veut maintenant faire entendre sa différence dans ce domaine. Pendant les huit années passées aux côtés du chancelier Kohl, M. Horst Teltschik s'était souvent opposé à M. Hans-Dietrich Genscher, notamment sur les questions relatives au désarmement. Son départ de la chancellerie était aussi lié, en partie, au refus du ministre des affaires étrangères d'accepter sa promotion au rang de secrétaire d'Etat, comme le souhaitait M. Helmut Kohl. M. Teltschik, qui fut le principal artisan de l'accord passé avec Moscou pour la réalisation de l'unité allemande joint, à l'Est comme à l'Ouest, d'une notoriété qui lui permet d'être reçu, à Moscou comme à Washington par les plus importantes personnalités.

Son retour aux avant-postes de la vie politique est également un signe du durcissement des rapports au sein de la coalition CDU-CSU-FDP qui gouverne à Bonn. Les graves problèmes économiques et sociaux dans les nouveaux Länder, les revers électoraux de la CDU en Hesse et Rhénanie-Palatinat, ainsi que la baisse brutale de la popularité du chancelier ont sérieusement dégradé le climat au sein de cette coalition. Le FDP joue maintenant avec l'idée d'un renversement d'alliances pour lequel il prépare des esprits en faisant des offres de coalition au SPD à l'échelle régionale, et le CDU - qui a vu son poids relatif diminuer avec l'unification du pays - veut se démarquer de la CDU dont elle dénonce la « social-démocratisation ».

LUC ROSENZWEIG

□ TENNIS : défaite de Björn Borg. - Le Suédois Björn Borg, qui effectuait son retour à la compétition après huit ans d'absence, a été battu en deux sets mardi 23 avril, par l'Espagnol Jordi Arrese au premier tour du tournoi de Monte Carlo (6-2, 6-3).

Nouvelle manifestation anti-gouvernementale place de l'Université, à Bucarest

BUCAREST

de notre correspondant

Quelques milliers de personnes ont manifesté, lundi 22 avril, place de l'Université, pour marquer le premier anniversaire de l'occupation de cette place du centre de Bucarest par des manifestants anti-gouvernementaux. En fin de soirée, les forces de l'ordre sont intervenues pour évacuer les quelques centaines de manifestants qui bloquaient toujours la circulation, criant « A bas Tescu ! ».

La place de l'Université est devenue le lieu symbole de la contestation en Roumanie après son occupation, du 22 avril au 13 juin 1990, date à laquelle elle fut évacuée par la police. L'intervention musclée des forces de l'ordre avait été suivie d'émotions puis de l'arrivée brutale des mineurs à Bucarest, appelés par les autorités pour « rétablir l'ordre ».

M. Bernard Tapie entendu par la police

Les bons comptes de l'Olympique de Marseille

M. Bernard Tapie, président de l'Olympique de Marseille et député des Bouches-du-Rhône, a été longuement entendu par la police, lundi 22 avril à Marseille, dans le cadre de l'enquête préliminaire ouverte, le 19 novembre dernier, sur les comptes de son club. Cette audition marque la fin des investigations ordonnées par le parquet.

MARSEILLE

de notre correspondant régional

M. Tapie avait contredit la plupart des déclarations faites à la police, le 19 novembre dernier, par son bras droit, M. Jean-Pierre Bernès, directeur général de l'OM. Il admettait alors que « les comptes ont été mis en lumière un certain nombre d'anomalies ». Mais, qu'il n'a pas pu « faire autrement » : « Si vous achetez Waddle ou Gascoigne, vous êtes obligé de passer par là où leurs conseils vous feront passer », indiquait-il, dimanche soir sur TF1 (1).

Les documents comptables saisis au siège du club, le 19 novembre, par les enquêteurs du SRPJ de Marseille sont éloquent. Ils prouvent qu'au cours du seul exercice 1989-1990, l'OM a versé plus de 10,6 millions de francs à des « intermédiaires » agissant sous le couvert de sociétés étrangères dont on ignore la nature exacte des prestations. Ainsi, le 17 octobre 1989, l'OM a viré une somme de 455 136 francs (1,766 millions de francs) sur un compte de l'Union des Banques suisses de Genève, au profit de la société Euroservices ayant son siège à Panama. Dirigée par un nommé Heredia, mais représentée par un homme d'affaires grec, M. Spiros Karagiorgis, cette société aurait fourni au club marseillais un « sup-

A l'appel du Groupe indépendant pour la démocratie et de l'Association du 21 décembre, à l'origine de l'occupation de l'an dernier, les manifestants avaient déposé des fleurs à la mémoire des victimes de la révolution de décembre 1989 et reconstitué, avec des fleurs aussi, les limites de la « zone libérée du néocomunisme », nom donné à la place par les occupants qui dénonçaient le maintien au pouvoir de personnalités de l'ex-régime communiste.

Les manifestants ont été par moments rejoints par des membres de l'Association du 17 décembre, venus de Timisoara pour manifester contre le transfert à Bucarest du procès des responsables de la répression du soulèvement de décembre 1989 dans leur ville - officiellement en raison de la mauvaise santé de certains inculpés.

J.-B. N.

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

La croix de Maggie

DUR, dur, les lendemains de régle. Regardez l'énorme pévè, racontez cémentés de révélation, choppé en pleine poire par Nancy et son grand homme de mer. Et les déboires de cette pauvre Maggie, qui en bave un maximum, elle aussi. Comment, vous n'êtes pas au courant ? Les journaux anglais a'en donnent à cœur joie, au point qu'on n'ose pas les laisser traîner sur sa table à café des fois que ça lui ferait de la peine.

C'est rapport à son fils Mark, son chouchou, son préféré. Elle a pleuré à la télé quand il s'est paumé pendant le Paris-Dakar. Une tache, ce garçon, un play-boy mal élevé, désinvolte et remanent. On l'en croyait débarassée après son mariage à Dallas avec une richissime Américaine. Pas du tout. Il est revenu à tire d'aile pour le conforter dans son malheur. Résultat, au lieu de le soutenir, il l'enfonça.

Ses amis et le fidèle Denis la supplient de renoncer à son siège de député et de tirer un trait sur son avenir politique. Pas lui, pas Mark. Il flatte son espoir de revenir un jour au 10 Downing Street : La nation ne pourra pas se passer de toi.

Il fouaille ses rancœurs, son dépit de ne plus être invitée ici ou là : Heath y était, je te signale ! Pour ses Mémoires, un agent littéraire lui avait dégoté le contrat du siècle, trois millions cinq cent mille livres d'a-va-loir, il l'a envoyé promener : Vous rigolez ! Maxwell est prêt à payer la triple. Total, elle sera probablement obligée d'en rabattre la moitié.

C'est lui, c'est Mark, qui l'a persuadée qu'elle méritait mieux que la superbe appart prêt par le veuve de Henri Ford II : Tes parisiens sont assez friqués pour t'offrir une maison à Chelsea. Laisse-moi faire ! Il y est pris d'une telle manière que les hommes d'affaires sollicités se sont tous dérobés, ils le trouvent insupportable de bêtise, de grossièreté et de smobharde familiarité : George me disait encore hier au téléphone... Qui ça, George ? Bush, enfin, voyons !

Comme personne n'ose lui ouvrir les yeux, elle supporterait pas, le voilà blessée, humiliée, victime, encore une, rappelez-vous M^{me} Gandhi, jetée en prison à cause de son fils aîné, d'un amour maternel effréné. C'est pas à Churchill que ça serait arrivé !

Un fonds de garantie pour indemniser les pompistes victimes de chèques en bois ?

M. Maurice Goussau, président du Comité des usagers, organisme de concertation institué par la loi bancaire, a révélé, mardi 23 avril, qu'un fonds de garantie était en cours de négociation avec les compagnies pétrolières pour indemniser les pompistes victimes de chèques en bois sans provision. Les détaillants en carburant, qui avaient demandé aux banquiers de relever le niveau de la garantie du chèque de 100 à 300 francs, s'étaient heurtés à un refus.

Pour couper court à leurs velléités de redescendre dans la rue, l'idée d'un fonds a été émise. Cette garantie ne couvrirait pas la totalité du chèque - afin de ne pas déresponsabiliser les pompistes vis-à-vis de leur clientèle - mais seulement la part fiscale de chaque paiement d'essence. Les dirigeants des compagnies pétrolières demeurent, pour l'instant, réservés sur leur contribution à ce fonds. Leur marge de manœuvre est cependant réduite par le fait qu'ils dirigent des compagnies nationales. Une demande de leur ministre de tutelle, si elle est formulée, ne saurait rester sans réponse.

Depuis 1894
DE LA SIMPLE RETOUCHE
AU PLUS BEAU VÊTEMENT
avec la garantie
d'un grand maître tailleur
COSTUMES MESURE
à partir de 2 490 F
PANTALONS 330 F VESTONS 1 880 F
3 000 tissus
Luxueux draperies
anglaises
Fabrication traditionnelle
TAILLEURS, JUPES, VESTES
MANTEAUX et PARDESSUS
UNIFORMES et RUSINES MILITAIRES
LEGRAND Tailleur
27, rue du 4-Septembre, Paris - Opéra
Téléphone : 47-42-70-61.
Du lundi au samedi de 10 h à 19 h

Le Français en retard d'une fenêtre

Nos voisins d'outre-Rhin les changent trois fois plus que nous. Pour lutter efficacement contre le bruit, le froid et les effractions, ISO-FRANCE-FENETRES vient poser dans la journée ces fenêtres qui sont la clé du confort. La technique exclusive du premier spécialiste parisien permet de gagner aussi en clarté. Garantie dix ans. Devis gratuit.
Magasin d'exposition 111, rue La Fayette (10^e) - M^e Gare-du-Nord.
Tél. 48-97-18-18.

EN BREF

□ Un nouveau médicament contre la leucémie autorisé aux Etats-Unis : La Food and Drug Administration (FDA) a autorisé, lundi 22 avril, un nouveau médicament, la Fludarabine, dans le traitement d'une des formes les plus fréquentes de leucémie chez l'adulte, la leucémie lymphoïde chronique. Ce médicament, produit par les laboratoires Berlex, sera destiné aux patients pour lesquels des thérapies classiques ne sont pas efficaces. La leucémie lymphoïde chronique se caractérise par une élévation du taux de certains globules blancs, les lymphocytes, dans le sang et la moelle. Elle frappe en général des personnes d'une cinquantaine d'années et se traduit par une évolution lente mais le plus souvent fatale. (UPI)

□ Le président de la Conférence des bâtonniers juge le projet de loi sur l'aide juridique « démagogique ». - M. François-Bedel de Bouzeingues, président de la Conférence des bâtonniers, a estimé, mardi 23 avril, lors du conseil national de la Conférence, à Rouen, que le projet de loi sur l'aide juridique était « démagogique » car « l'Etat n'avait pas les moyens de ses ambitions ». Ce projet, qui sera débattu à l'Assemblée nationale à partir du 29 avril, a déjà été rejeté par 68 des 179 barreaux de la conférence. Le conseil national refuse « qu'un certain nombre d'avocats supportent seuls la charge de l'assistance des plus démunis et la défense des libertés ».

□ Le président limousin de la Mutuelle générale de la police incrimine d'abus de biens sociaux. - M. Jacques Laffargue, quarante-cinq ans, CRS, détaché à la présidence de la section régionale limousine de la Mutuelle générale de la police (150 000 adhérents sur l'ensemble du territoire national), a été inculpé le 9 avril d'abus de biens sociaux et placé sous contrôle judiciaire. Il est accusé d'avoir consenti des remboursements médicaux indus à un officier de haut grade de la CRS 20 à Limoges. Le versement serait de 28 000 francs pour des prestations non prévues par le code de la Sécurité sociale ni par les règlements de la Mutuelle générale de la police. La section financière du SRPJ de Limoges a étendu ses investigations dans la région parisienne et à Nice. (Corresp.)

□ Peine maximale requise contre deux des quatre parachutistes jugés pour meurtres et viols à Toulouse. - L'avocat général François Baxerre a requis la réclusion criminelle à perpétuité contre les quatre jeunes parachutistes accusés d'un viol et d'un meurtre d'une fillette et de deux jeunes femmes ainsi que du meurtre d'un garde champêtre (le Monde daté des 17 au 20 avril). De surcroît, demandant aux jurés de prononcer « des peines extrêmes pour des crimes extrêmes », il a encore requis une période de sûreté de trente ans pour deux d'entre eux, Philippe Sianve et Thierry El Borgi.

L'ESSENTIEL

SECTION A

Débats

Un entretien avec M. Jacques Attali : « La meilleure part », par Albert Memmi..... 2

La préparation du congrès du PC vietnamien
Les communistes s'estiment capables de gérer la crise..... 4

L'avenir du Sahara occidental
Le référendum, sous l'égide de l'ONU, pourrait avoir lieu début 1992..... 6

La réforme du Code pénal
Les sénateurs veulent renforcer la répression de certains crimes..... 10

La candidature de M. Chevènement
L'opposition fera campagne sur le thème de la « désertion »..... 12

Environnement
Une conférence à Tunis des ministres des pays francophones..... 13

Le printemps du design à Barcelone
Dans l'enthousiasme des prochains Jeux olympiques, la capitale catalane vit au rythme de la nouveauté..... 15

Diagonales
« Hop, là-bas ! », par Bertrand Poirot-Delpech..... 15

SCIENCES • MÉDECINE

■ Tchernobyl : la peur en héritage
■ Des stradiolus en peau de carbone
■ La terre parle au ciel..... 17 à 19

SECTION B

Supplément « Initiatives »..... 1 à XX

SECTION C

Les entreprises retrouvent le chemin de la Bourse..... 21

Vignobles et arbres fruitiers touchés par le gel
De graves dégâts sont annoncés, de la Loire au Bordelais..... 21

Les TGV à deux niveaux pour le Sud-Est
La SNCF a commandé 100 rames à GEC-Alsthom..... 22

La presse et les victimes de viol
Controverses sur la déontologie journalistique..... 26

Services

Abonnements..... 2
Camel..... 26
Marchés financiers..... 24-25
Météorologie..... 27
Mots croisés..... 28
Radio-Télévision..... 27
Spectacles..... 18

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Les annonces classées sont insérées dans le supplément Initiatives foliotés de 1 à XX.

Le numéro du « Monde » daté 23 avril 1991 a été tiré à 509 634 exemplaires.



Le Monde
DOSSIERS & DOCUMENTS
Avril 1991
LE BRÉSIL
CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Le Monde

SECTION B

INITIATIVES

EMPLOI

L'ENTREPRISE ÉCLATÉE

Au nom du recentrage sur leur métier les entrepreneurs ont de plus en plus tendance à sous-traiter ou à filialiser certaines activités.

Pages III à V



(Publicité)

SOMMAIRE

Passant change de cap

L'industriel a revu sa stratégie industrielle. Conséquence, pour le personnel plus de cadres et de techniciens et moins d'ouvriers. La reconversion des salariés est devenue une priorité.

VI

Les coopératives jouent les raiders

A l'heure des fusions et des acquisitions, les SCOP essaient de se comporter comme n'importe quel financier. Un pari que l'histoire rend parfois difficile à tenir.

VI

STAGES EN ENTREPRISE... V

14 PAGES D'OFFRES D'EMPLOI

UNE PRESENCE MONDIALE



SEMINAIRE PROFESSIONNEL A SINGAPOUR

Du 2 au 9 juin 1991

Visites d'entreprises et de complexes industriels
Tables rondes et conférences, études de cas et de joint-ventures



INSTITUT SUPÉRIEUR DE GESTION

6/8, rue de Lota - 75116 PARIS - TEL : 45 53 60 00
Pour tous renseignements complémentaires contacter Frédéric BEAURIN - Poste 6619

Direction du marketing et de la communication - Groupe ISG

هكذا بين الاصل

TRIBUNE

L'âge des capitaines

par Bernard Brunhes

Le gouvernement s'est réuni en semaine le 11 avril pour aborder une nouvelle fois le thème du renouvellement du service public, faire le point des progrès, lancer de nouvelles initiatives. Michel Rocard fait donc avancer son projet. Et l'on ne peut que s'en réjouir. On peut aussi s'inquiéter que cela n'aille pas plus vite. Car l'ambiance dans la fonction publique est plutôt morose. Quant à l'usager, il trouve encore que la paperasserie est épaisse, que les circuits sont lents, les fonctionnaires pas très aimables. Dans un monde conquis par l'idéologie du gagnant et par les apôtres du moins d'État, le fonctionnaire ne se sent pas très bien dans sa peau.

Si les choses bougent trop lentement, c'est peut-être parce que les acteurs ont peur que les choses changent. On veut bien lire les manuels de management, mais on ne se rend pas bien compte — ou l'on se rend trop bien compte — que la transformation est aussi pour soi, pas seulement pour les autres.

Je voudrais suggérer quelques pistes pour accélérer le mouvement.

Le fonctionnement de l'administration souffre d'un mal que les années récentes ont vu s'aggraver : elle est gérée par des généraux entourés d'officiers d'état-major qui n'ont qu'une idée vague et lointaine du métier des capitaines qui se battent sur le terrain.

Dans la fonction publique d'aujourd'hui, le capitaine doit obéir à des ordres concoctés dans les états-majors (les ministères parisiens), ordres très savants mais souvent contradictoires. Lorsqu'on lui donne un objectif — ce qui est d'ailleurs rare — il y a peu de chance que l'intendance suive.

L'état-major compte le nombre de cartouches mais n'annonce pas une stratégie, pas même une tactique. Il faut que les administrations fassent toute leur place aux cadres opérationnels de terrain, aux responsables locaux, aux « capitaines ». Car c'est d'eux que peut venir le changement.

Les relations sociales dans la fonction publique se limitent trop souvent à un dialogue entre des hauts fonctionnaires, dont la connaissance du terrain n'est pas toujours à la hauteur de l'intelligence conceptuelle, et des permanents syndicaux dont les préoccupations d'appareil limitent parfois la capacité à rendre compte des besoins de la base.

A juste titre, les apôtres du renouvellement du service public veulent faire du fonctionnaire de base l'acteur du changement. Mais dans quelle pièce joue-t-il ? Par quelle voix peut-il s'exprimer hors la

voie publique, heureusement peu pratiquée ces temps-ci ? Même question pour la mise en compte de l'usager, tarte à la crème des discours sur le service public, resservie périodiquement avec la même inefficacité. Celui qui est capable de comprendre aussi bien les problèmes concrets du fonctionnement de la machine administrative, les préoccupations réelles des agents et les besoins des usagers, et d'apporter des solutions, c'est rarement le cadre d'administration centrale, c'est évidemment le cadre opérationnel de terrain. Mais on lui demande bien peu son avis et on lui laisse bien peu d'autonomie de gestion.

Rien n'est plus étranger à la tradition administrative que la responsabilité d'un chef de service sur la rémunération, la promotion, la carrière, la vie d'un fonctionnaire.

Curieux paradoxe : s'il n'est pas autorisé à reconnaître par une prime ou une promotion l'effort d'un agent, à acheter un meuble ou un micro-ordinateur, il a souvent en revanche un très grand degré de liberté dans son action. Les inspecteurs des impôts et, a fortiori, leurs directeurs départementaux bénéficient dans le traitement des dossiers contentieux d'une marge considérable d'initiative.

Faire des cadres opérationnels de terrain de la fonction publique des chefs de PME, telle devrait être l'utopie qui guide les réformes. On en est loin.

L'utopie guide les réformes

On en est loin parce que — et ce sera notre seconde piste de réflexion — les services centraux sont rarement disposés à abdiquer ce qui fait actuellement leur pouvoir : la directive, l'instruction, le règlement, la gestion centralisée des hommes et des moyens. Sauf au niveau le plus proche du terrain, chacun est le central de quelqu'un d'autre. Il n'est pas facile — telle est l'expérience quotidienne du consultant — de convaincre un dirigeant central que la direction par objectif donne plus de pouvoir réel que l'intervention directe.

Il est plus aisé, en effet, de construire une instruction détaillée que de poser des principes opératoires, des objectifs vraisemblables et d'y associer les moyens correspondants.

En second lieu, cela demande une certaine humilité. Il faut en effet accepter l'idée que les hommes de terrain sont assez intelligents et compétents pour être capables de choisir les voies et moyens de mise en œuvre des objectifs qui leur sont donnés. Pour un haut

fonctionnaire issu des écoles les plus prestigieuses — et qui a notamment appris que tout était interdépendant — l'idée de l'autonomie locale est difficilement acceptable.

En troisième lieu, il faudrait renoncer à une grande méfiance à l'égard des services locaux, méfiance qui est la base du système de gestion budgétaire.

La rigueur budgétaire, fondement nécessaire de la politique économique, ne s'atteint pas par les discours. Il n'y a que deux procédés connus pour maîtriser les dépenses publiques : une gestion décentralisée, fondée sur le contrat et le contrôle a posteriori et une gestion centralisée fondée sur le contrôle a priori. Les spécialistes du budget sont beaucoup plus à l'aise dans le second rôle. Leur demander de préserver le premier rôle, de leur part, des qualités rares, de foi, d'espérance et de charité.

Lorsqu'on s'aventure à proposer de remplacer budget cloisonné et contrôle a priori par budget global et contrôle a posteriori, on s'entend immanquablement répondre : où sera la sanction du contrôle a posteriori ? Que gagnera le cadre qui a mal géré ? Que gagnera le cadre qui a bien géré ? Cela nous conduit à une troisième piste : celle de l'individualisation des carrières.

Le statut a des mérites qu'on a tous tendance à sous-estimer. Et l'existence des grilles hiérarchiques, d'une gestion collective des rémunérations et des carrières doit être préservée, même si des souplesses sont, de toute évidence, indispensables.

Mais en période de rigueur, de nécessité d'une gestion plus précise des deniers publics, d'une utilisation plus judicieuse des moyens modernes de la gestion et d'un véritable management des ressources humaines, il faut demander aussi aux cadres d'être responsables de cette gestion. Cela signifie qu'ils doivent être jugés sur la qualité de leur gestion et que leur carrière doit dépendre de ce jugement. Ceux qui prennent des responsabilités et atteignent des niveaux hiérarchiques d'encadrement doivent accepter que leur carrière ne soit plus guidée par l'ancienneté ou par des processus collectifs de décision.

Cela n'est possible que si les modes d'évaluation tiennent toute place à l'arbitraire comme à des pressions extérieures qui pourraient ne pas respecter la déontologie de base du fonctionnaire, son indépendance à l'égard de la politique et de l'argent. Il y a des méthodes pour cela : entretien annuel sur les résultats de l'année passée, les objectifs de l'année à venir et les perspectives d'évolution ; système d'évaluation construit sur cet entretien, et fondé sur la comparaison entre les résultats obtenus et les objectifs fixés l'année précédente, rôle central du supérieur hiérarchique dans cette appréciation, nuancée et équilibrée par l'intervention du niveau supérieur et par des facultés de recours.

Lorsqu'on aura pu substituer aux actuelles notations — dont nul gestionnaire n'ignore aujourd'hui le caractère artificiel — un système d'évaluation efficace et juste — plusieurs administrations ont déjà progressé, certaines ont abouti — il faudra en tirer les conséquences : les promotions, les affectations et les rémunérations des cadres devront en être le reflet. Il serait dommage que les organisations syndicales, qui défendent à juste titre le maintien d'un statut et des dispositions garantissant à l'ensemble des fonctionnaires sécurité et indépendance, s'opposent à cette personnalisation des carrières des cadres.

Les syndicats devront s'adapter

La quatrième piste concerne précisément les syndicats. Ils manifestent de l'inquiétude devant cet effort de rénovation. Il serait regrettable qu'elle persiste. Structures à l'image de leurs administrations sous une forme très centralisée, ils ne semblent guère aimer l'effort entrepris de déconcentration. Ils se sentent apparemment plus à l'aise dans les réunions du Conseil supérieur de la fonction publique que dans des négociations décentralisées. Ils rejoignent en cela leurs interlocuteurs, cadres de la fonction publique, accoutumés à laisser le dialogue syndical se dérouler avec les directions centrales du personnel. A l'évidence, les syndicats de fonctionnaires doivent eux aussi passer par la rénovation. A moins de se cantonner dans des batailles d'arrière-garde.

Il faut que les deux partenaires — état et syndicats — décident de se parler à d'autres niveaux. Lorsque les dirigeants locaux auront du pouvoir sur les moyens et sur les hommes, c'est là que seront les enjeux : les syndicats devront s'y adapter.

Faire leur place aux capitaines, obliger les services centraux à leur fixer des objectifs au lieu de rédiger des instructions, individualiser leurs carrières, amener à leur niveau les négociations sociales. Tel est l'objectif. Quelle est la méthode ?

Il faut, je crois, partir d'une idée simple : la déconcentration ne peut s'al-

teindre que par la déconcentration. Autrement dit, il ne faut pas attendre du centre qu'il délègue des pouvoirs, il faut que la périphérie les demande. Il ne sert à rien que l'administration centrale se défasse sur des services extérieurs de certaines responsabilités si ces derniers ne sont pas disposés à en user.

La méthode s'impose : elle consiste, une fois défini ce que l'on considérera comme l'unité opérationnelle de base — un établissement, un service local... — à demander à son responsable (son « capitaine ») de réfléchir avec ses collaborateurs aux conditions d'un management plus efficace, d'une plus grande productivité, d'un meilleur service des usagers, de conditions de travail plus satisfaisantes.

C'est le principe même des « projets de service ». Mais, une fois arrêtées ses propositions et lorsqu'il aura constaté, ce qui est inévitable, qu'elles impliquent une modification de ses relations avec sa hiérarchie, avec les autres unités concernées et avec l'administration centrale, il faut lui demander de proposer (de revendiquer) ces changements qui iront dans le sens d'une déconcentration, c'est-à-dire d'une plus grande liberté d'action dans le cadre des objectifs fixés et des moyens accordés.

Ces demandes seront alors instruites par les services centraux. Il importe, bien entendu, que ceux-ci les accueillent : qu'ils les examinent avec la volonté d'aboutir et qu'ils ne refusent les propositions jugées inacceptables qu'en justifiant leur rejet. Il restera à conclure entre l'unité et le service social un « contrat de déconcentration » incluant les dispositions budgétaires, administratives, techniques et de gestion des hommes qui auront été retenues en les inscrivant dans une démarche contractuelle responsabilisant le dirigeant de l'unité.

Une telle expérience, réalisée par une administration ou une entreprise sur des sites pilotes, si elle est conduite sérieusement — c'est-à-dire en aidant les unités de base dans la démarche et en impliquant suffisamment les services centraux pour qu'ils en acceptent les conséquences — peut modifier profondément les comportements, les pilotages faisant école et entraînant tous leurs semblables. De telles expériences conduites dans plusieurs services publics ont abouti à des résultats spectaculaires.

Faire confiance aux capitaines : telle devrait être la loi des généraux. Il y a du chemin à parcourir.

► Bernard Brunhes est président d'un cabinet de conseil.

ÉCHOS

Le GARF en congrès

□ Du 12 au 14 juin, le Groupement des animateurs et responsables de formation en entreprise (GARF) tiendra ses douzièmes journées nationales en Arles. Le thème retenu pour ces sessions, « compétence et compétitivité », fera l'objet de débats en ateliers, à un moment où la législation sur la formation professionnelle fête ses vingt ans. Il sera illustré par MM. Gérard Vanderpote, délégué à la formation professionnelle, Jean Dupuy, directeur des affaires sociales d'Usinor-Sacilor, et Henri Vecquin, sociologue et consultant en entreprise.

Conçu comme un réseau, le GARF rassemble un millier de professionnels de la formation, qui interviennent dans plus de cinq cents entreprises, grandes ou moyennes.

► GARF, 12, rue Sainte-Anne, 75001 Paris. Tél. : 42-61-34-44.

Des cuisiniers français pour l'Allemagne

□ L'AFFA (association pour la formation professionnelle des adultes) facilite la formation professionnelle de ses stagiaires. En s'appuyant sur le jumelage Reims-Mayence, elle a signé un accord avec l'IB de Mayence (Internationaler Bund Für Sozialerbeit

Jugendsozialwerk EV). Une trentaine de jeunes chômeurs français seront conduits, alternativement en France et en Allemagne, à la qualification AFPA de cuisiniers et de serveurs de restaurant (niveau V). Cette formation se déroule sur un an dans le cadre du CFI-jeunes (contrat de formation individualisé). Elle débouchera sur des emplois garantis dans les restaurants allemands : actuellement, dans le seul ex-RFA, il manque 15 000 cuisiniers...

Formation au développement local

□ L'Institut des managers du développement local (IMDL).

créé il y a un an par le cabinet de consultants Ten et par plusieurs groupes industriels ou financiers, lance deux nouvelles promotions de spécialistes du développement. Une session débutera en septembre prochain, et les inscriptions sont ouvertes jusqu'à la fin du mois de mai. Cette formation est réservée aux cadres ayant un niveau équivalent à bac + 5 et une expérience professionnelle d'au moins cinq ans. Elle dure un an, à raison d'une semaine par mois, et comporte deux stages de terrain, dont un à l'étranger.

► Renseignements : IMDL, 93, rue de la Jonquière, 75017 Paris. Tél. : (1) 40-25-39-02.

Le Monde HEURES LOCALES

Le supplément consacré à la vie et aux initiatives des communes, départements et régions

CHAQUE SAMEDI - daté DIMANCHE-LUNDI

LIBRAIRIE

Le bilan personnel et professionnel

d'Ariette Yatchinovsky et Pierre Michard

Ce livre à double entrée offre les explications théoriques et les exercices pratiques de cet outil de management. « Le bilan n'est pas une anecdote ni un gadget. C'est un pari pris qui s'intègre dans une histoire, une logique et des valeurs, qu'il nous faudra retrouver tout au long de cet ouvrage », indiquent dans l'introduction les deux auteurs. Après un bref historique, ils expliquent l'intérêt, les méthodes et les outils de ce système. Des exemples et des témoignages permettent d'illustrer les effets et d'envisager les perspectives. Persuadés que « la réalisation d'un bilan permet, enfin, au salarié de prendre davantage une place d'acteur et de manager sa propre carrière », les auteurs proposent par ailleurs neuf exercices pratiques pour concrétiser les applications de cette méthode.

► E S F éditeur, collection « Formation permanente en sciences humaines », 120 F.

Obtenez sans exiger

d'Allan Cohen et David Bradford

Ils ont cent ans à eux deux et enseignent le management aux États-Unis.

Ils travaillent aussi comme consultants pour quelques grandes entreprises. « Toute notre vie, nous avons cherché à comprendre le rôle du pouvoir de persuasion », écrivent-ils. Et ils consacrent leur dernier livre à décrire les moyens d'obtenir l'appui de ses collaborateurs par ce moyen : « dix techniques d'influence » à mettre en œuvre, quand il devient impossible ou inefficace de donner des ordres. « Loi de la réciprocité », « monnaie d'échange », « potentiel de coopération », sont quelques-uns des mots magiques de cette méthode, dont les auteurs assurent qu'elle ne doit pas conduire à la manipulation. Ils ont déjà publié en commun un ouvrage intitulé en français *Gérer pour vaincre*.

► First, Paris, 346 p., 148 F.

Managers, pourquoi faire compliqué... quand on peut faire simple ?

de Jean-Louis Muller

Directeur au département formation ressources humaines de la CEGOS, l'auteur répond aux questions qui sont posées par ses entreprises clientes qui demandent « de les aider à développer et consolider leurs compétences managériales ». D'emblée, il écrit : « De nos jours, le simple fait d'être nommé chef donne du pouvoir. Cela nous aide, mais ne suffit pas pour manager une équipe,

un service ou une entreprise ». Après avoir dressé un tableau de l'évolution du monde de l'entreprise et du rôle du manager, l'auteur dresse quelques portraits des styles de management : « directif », « technocratique », « persuasif », « négociateur », au total dix styles sur la manière de diriger. Après avoir évoqué les limites du manager, il passe en revue les différentes questions que doit se poser le manager et donne quelques conseils sur la manière de faire.

► Les Éditions d'organisation, Paris, 179 p.

Le plan de carrière

de Pierre Thépaut, Gérard Hochepot et Daniel Huyot

« Faut-il offrir un pat lorsqu'on quitte une entreprise ? » Cette question fait partie du test proposé par les auteurs de ce guide pour savoir si l'on sait gérer son parcours professionnel. Autant dire que si vous n'obtenez pas un bon score ils vous conseillent la lecture de leur livre avec 15 « fiches-guides » sur les stratégies pour réussir sa carrière. Mais auparavant ils vous indiquent les moyens de bien vous connaître et de bien analyser votre environnement.

► M. A. Éditions, Paris, 147 p., 98 F.

Les victimes de la guerre des gondoles

CINQ heures du matin. Aux abords d'un hypermarché de la banlieue parisienne, commence un étrange ballet. Comme chaque jour, une file de voitures s'engouffre dans les entrailles du magasin. Hélène gare la sienne, puis se dirige vers la réserve, où elle retrouve une cinquantaine de collègues. Sous l'œil du chef de rayon, elle soulève les cartons marchandise, les place sur le chariot, avant de le pousser vers l'ascenseur. Elle a caché son sac à main sous le siège de sa voiture, et a posé sa veste sur la barre du chariot, car il n'y a pas de vestiaire pour ces salariées-là. Maintenant, Hélène sillonne les allées du magasin pour remplir les rayons. Dans trois heures, elle aura terminé la première mission de sa journée. Le moment de repartir vers d'autres hypers, dans d'autres banlieues.

Hélène est ce qu'on appelle un marchandiser : elle fait de la maintenance de linéaires. Combien sont-ils en France ? Entre 10 000 et 15 000, peut-être plus. Ils sont mis « gratuitement » à la disposition des magasins par les fabricants-fourisseurs, directement ou bien par le biais de sociétés prestataires de services. Le fabricant compte ainsi s'assurer que les rayons seront toujours bien remplis. C'est aussi parfois l'hyper qui impose ce service comme une sorte de « droit d'entrée » sur les linéaires et réalise du coup une économie en frais de personnel.

KILOMÈTRES. Quant aux prestataires, ils captent un marché juteux. L'heure de travail est facturée 80 à 140 francs au fabricant ; le salarié ne touche que 40 francs en moyenne. La marchandiser est ainsi affecté à une ou plusieurs marques, dans un ou plusieurs magasins. Hélène, par exemple, employée par l'une des plus importantes sociétés de prestations, ne s'occupe que d'un seul magasin. Au cours de la semaine, elle parcourt 600 kilomètres pour se rendre dans 11 magasins. Salaire : environ 6 000 francs par mois pour quarante et une heures de travail par semaine. Les heures supplémentaires de nuit ne sont pas majorées, le temps de trajet entre les hypers n'est pas rémunéré.

Et pourtant Hélène a plutôt de la chance : beaucoup de ses collègues ont des misères de plus. Certains travaillent pour plusieurs prestataires. D'où une fragilité accrue : il suffit en effet qu'un fournisseur rompe son contrat avec le prestataire ou bien avec l'hyper pour que le salarié chute parfois de moitié. Plus pervers, un autre système consiste, pour le prestataire, à délivrer des fiches de paie émanant de chaque fabricant. « Des salariés en reçoivent une quinzaine chaque mois », s'indigne un inspecteur du travail du Midi.

CONVENTIONS COLLECTIVES. Des situations éberlées qui menacent la protection et les droits de ces salariés. En cas d'accident du travail, par exemple, à qui s'adresser quand on est employé par plusieurs prestataires qui, tous, se renvoient la balle ? Question encore plus complexe quand l'accident a lieu sur la route, entre deux hypers. Même casse-tête pour l'organisation des congés, découpés en rondelles. Et à quelle convention collective se référer, puisqu'il n'en existe pas de spécifique à ce personnel de maintenance ? Du coup, certains prestataires ont adopté celle de la publicité - qui n'a pas été revue depuis plus de dix ans, - d'autres celle des transports, etc. La logique devrait pourtant conduire vers l'une des branches du

commerce, comme le suggère la CFTD. Autre anomalie, les contrats de travail sont rares, y compris chez des sociétés de prestations adhérentes de l'organisation patronale SORAP (Syndicat d'organismes de réalisation d'actions promotionnelles et commerciales). Sans parler du travail clandestin. Chacun un prestataire destin. Chacun un compte de province qui compte 200 marchandisers réguliers, un contrôleur a détecté la présence de plusieurs dizaines d'étrangers en situation irrégulière.

SOLIDARITÉ. Quand on demande à Hélène qui est son patron, elle répond : « Personne », avant d'ajouter que, dans les faits, c'est le chef de rayon. « Mon employeur ne vient jamais dans le magasin », Ella a aussi renoncé à téléphoner au siège en cas de problème : « Ces démons du bureau ne comprennent pas notre situation. » Quant au fabricant, il se rend au magasin une ou deux fois par mois, pour vérifier que le travail est bien fait. « Le représentant passe tous les quinze jours au restaurant, raconte Hélène. Il se dit dans quelles conditions nous travaillons, mais il ne peut rien y faire. Parfois, pour marquer sa reconnaissance, il nous fait cadeau de l'un de ses produits, un tube de dentifrice, une nappe en papier... »

Pour Hélène, c'est aussi l'occasion de montrer une certaine solidarité entre collègues, car, pour le personnel propre au magasin, elle n'existe pas. Et les délégués du personnel de l'hyper ignorent tout d'eux, car les représentants n'osent pas aller les voir. Car, même si le chef de rayon n'est pas l'employeur, c'est tout de même lui qui fait la loi. « Le seul avantage qu'on ait vraiment avec les marchandisers, c'est qu'on peut les renvoyer dehors immédiatement », confirme Hélène, s'adressant à son chef de rayon chez Coninert à Torcy (Seine-et-Marne).

TURN-OVER. En outre, il n'existe pratiquement pas de syndicats dans les sociétés prestataires. Chez SEP Promotion (145 millions de chiffre d'affaires en France), par exemple, qui compte 3 500 marchandisers disséminés dans toute la France, il n'y a ni délégués du personnel ni comité d'établissement. « On a organisé des élections conformément à la loi, mais il n'y a pas eu de candidats », déclare Gilbert Laurenty, le PDG. Mais les salariés contactés affirment n'avoir jamais eu qu'un appel de candidature qui a été lancé. Une nouvelle chance va leur être donnée, puisque M. Laurenty précise qu'il va « organiser des élections de DP et de CE en mai prochain ».

Salaire faible, travail pénible, droits bafoués : des conditions qui conduisent à un fort turn-over. Le chef de rayon de Torcy se plaint du manque d'ardeur des marchandisers : « L'irrégularité, c'est mortel pour un rayon. » C'est mortel pour un rayon, c'est mortel pour un hyper. Certains hypers, de Carrefour ou Auchan en particulier, ont déjà montré l'exemple en intégrant des marchandisers, ou bien en réorganisant le travail de leur propre personnel. Officiellement, on avance une volonté de maîtriser totalement la gestion des magasins. Mais certains reconnaissent aussi qu'ils réagissent à la « pression des pouvoirs publics face à des pratiques à la limite de la légalité ». Le ministère du travail consulte actuellement les partenaires sociaux pour trouver une solution, à commencer par une convention collective ad hoc. Il y a urgence car, comme ses collègues, Hélène en a assez d'être « traitée comme du bétail ». **Frédéric Aizicovici**

سكنى من الاحول

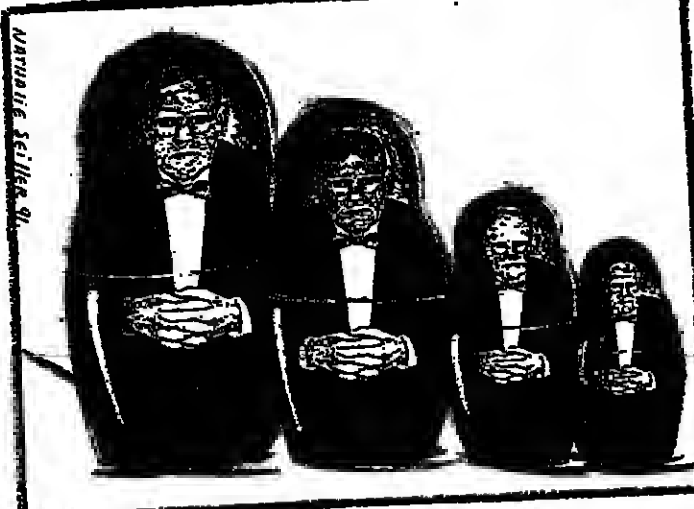
Les ambiguïtés d'Electrolux

L'essaiage peut-il être un moyen de déguiser les licenciements collectifs ?

Si les restructurations se font rarement sans difficulté, celle d'Electrolux Ménager constitue un joli cas d'école. Chiffre d'affaires en baisse, structures trop lourdes, turn over des commerciaux frôlant les 80 %, personnel démotivé : les maux dont souffrait cette filiale française du géant suédois spécialisé dans la vente à domicile d'aspirateurs, de machines à coudre et de matériels de protection étaient patents.

Pour y remédier, la direction générale de cette entreprise d'environ 2 000 personnes annonça en octobre 1989 une importante reorganisation. En principe, dès le mois de janvier suivant, Electrolux Ménager était censé disparaître, laissant la place à une structure légère, Electrolux Direct, chapeautant les quatre-vingt agences transférées en tant que SARL, destinées à être franchisées dans les « quatre ou six mois », selon l'estimation du président André.

Mais alors que la direction parle de « décentralisation », les syndicats traduisent « démantèlement ». Pour eux, la disparition d'Electrolux Ménager comporte un triple objectif : détourner la loi sur les licenciements économiques en confiant aux dirigeants des SARL le soin de procéder aux inévitables restructurations, « réduire les coûts salariaux en développant la précarité de l'emploi » grâce à la franchise et, accessoirement, priver les salariés de quasi-



ment toute représentation syndicale, au niveau tant national que local.

Leur pessimisme était-il excessif ? L'annonce quelques mois plus tard par la direction du groupe de la suppression de 15 000 emplois à travers le monde ne pouvait que les conforter dans leur analyse et percuter les projets de la direction française.

CONTRADICTIONS. L'année 1990 fut celle de tous les dangers : plus de 300 VRP, soit le quart des effectifs commerciaux, démissionnèrent dans les deux mois qui suivirent l'annonce de la direction, alors que celle-ci comptait sur eux pour pren-

dre la tête des filiales. Aucune embauche n'eut lieu, pour cause de mauvaise image de marque du groupe et, logiquement, le chiffre d'affaires continua sa descente aux enfers.

Pendant ce temps, les différentes directions départementales du travail multipliaient les avis contradictoires et se montraient incapables de trancher le différend entre direction et syndicats. La première soutenait que la représentation des salariés au niveau national n'avait plus de raison d'être, et n'hésitait pas à sanctionner les délégués récalcitrants.

Les seconds s'insurgeaient contre les nouvelles structures, qui à leurs yeux constituaient autant de paravents puisque, en fait, les mêmes salariés continuaient à exercer exactement la même activité, dans les mêmes locaux, pour le même employeur. Toutes les SARL filiales à 100 % d'Electrolux n'avaient-elles pas un seul et même gérant ?

Aujourd'hui, soit dix-huit mois après l'annonce de la direction, force est de constater qu'aucune des parties n'a véritablement obtenu gain de cause. Le tribunal de grande instance de Senlis a certes déclaré que les transferts étaient légaux, mais les syndicats ont décidé de faire appel. Si soixante-sept SARL Electrolux Direct ont vu le jour, la direction reconnaît que la franchise « n'est pas mise entre parenthèses mais n'est pas d'actualité ». En tout état de cause, celle-ci ne pourra intervenir, assurément, au siège d'Electrolux Direct, que lorsque toutes les SARL seront rentables, alors qu'officiellement « 70 % présentent des résultats encourageants ».

Leur autonomie n'est pas dépourvue d'ambiguïté : si le prix de vente et les salaires sont imposés nationalement, les recrutements et les licenciements sont décidés localement. De quoi nourrir bien des inquiétudes.

Frédéric Lemaître

L'industrie en miettes

Unisys et Thomson délèguent certaines de leurs activités à la sous-traitance

CHEZ Unisys-France, filiale du constructeur américain d'ordinateurs, on a modérément apprécié d'être accusé par l'inspecteur du travail de Colombes (Hauts-de-Seine) de délit de marchandage, c'est-à-dire de « se livrer à la prêt de main-d'œuvre sans apporter de compétence spécifique et en causant aux salariés un préjudice qui bafoue le code du travail ».

Il est vrai pourtant que les établissements d'Unisys font volontiers appel à la sous-traitance : même la direction de la logistique fait réaliser à l'extérieur tout ce qui n'est pas directement le service à la clientèle. Ainsi à Colombes 18 salariés seulement sont « unisystes », les 118 autres dépendent de Sofecom, une société extérieure sans lien juridique avec Unisys mais entièrement responsable du magasinage et de la maintenance. Entreprise de prestations de services de 1 200 salariés, répartis dans

treize-cinq unités qui n'ont entre elles que des liens très lâches (une réunion annuelle des responsables). Sofecom se cooerce ici, entièrement à Unisys, utilise son matériel grâce à une formation maison de six semaines, dispensée par son « client ». Or, si les salariés d'Unisys font partie de la convention collective de la métallurgie, ceux de Sofecom ont gardé leur statut historique d'emballage du bois, nettement moins favorable.

MÉTIER. L'établissement de Villers-Ecalles, près de Rouen, suit la même politique. Il fabrique des périphériques bancaires, l'équipement des guichets financiers et des bornes de communication. A la fois pour gagner de la place et suppléer à un manque de savoir-faire, les câblages sont confiés à une entreprise extérieure voisine, spécialisée dans la production de câbles, dans des conditions analogues à ce qui se passe à Colombes.

Si ces pratiques risquent de déboucher sur des problèmes sociaux et un détournement du droit du travail, l'essaiage, tel qu'il est organisé chez Thomson depuis dix ans, pose un débat plus économique. Cette stratégie a été introduite par Alain Gomez, dès son arrivée à la tête du groupe en 1982. Son discours est clair : une bonne industrie a deux métiers, trois au maximum. Au-delà, on coupe les branches. Thomson avait vingt-six métiers : on a coupé.

Il y a eu abandon total et cession de la compagnie des lampes, du cuivre, du médical, de la micro-informatique, des compresseurs, d'une partie de l'électromécanique. Le mécanisme a consisté à filialiser toutes les sociétés et à les garder dans le groupe pour certaines, à les céder, dans un deuxième temps, pour d'autres. Paul Calandra, directeur des affaires sociales, explique : « Nous nous assurons toujours que la société filiale est à même de

navigation seule avant de larguer les amarres. Lorsqu'elle est rachetée par un repreneur, celui-ci s'engage à préserver les emplois et le statut Thomson des salariés. » A cela, les partenaires sociaux rétorquent : « Pendant un an, après, il est libre de licencier et de renégocier un autre statut. » La dernière filialisation en date est celle du service du recrutement. L'embauche de 1 000 à 1 500 ingénieurs et cadres par an nécessitait le concours de cabinets de cabinets de têtes. Tom and Son, nouvelle société filiale, assure à présent le recrutement et s'apprête à « chasser » pour d'autres entreprises. Pour quoi pas, puisque le groupe vient de procéder à une quinzaine d'embauches pour Tom and Son.

De tels processus risquent de conduire à la mise en place d'une société à deux vitesses. D'un côté, les salariés « heureux » des grands groupes et de l'autre ceux des petites entreprises sous-traitantes, au statut plus ambigu.

Liliane Delwasse

Le bureau à la maison

Les entreprises françaises se mettent difficilement au télétravail

Le télétravail fait mentir les futuristes. Beaucoup croyaient à un avenir glorieux du travail à distance, imaginant les salariés autonomes installés à domicile et reliés à leurs entreprises par l'informatique. Si aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne le phénomène prend de l'ampleur, en France les entreprises adeptes du télétravail sont une minorité. « Nous n'avons quasiment aucune demande à ce sujet », confirme-t-on à l'Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail (ANACT). Nous sommes consultés sur le bureau, le travail sur écran, mais le télétravail n'est pas une préoccupation prioritaire, que ce soit de la part des salariés ou des chefs d'entreprise.

Pourtant l'idée ne rebute pas. L'UAP, par exemple, l'organisme qui « réfléchit à la question », taocis que le Crédit agricole travaille sur des expérimentations départementales. Les étrangers imitent la France semble-t-il plus hardis. Le fabricant informatique Data General Europe, installé à Meudon, n'en fait pas une pratique systématique, mais la majorité de son personnel est équipé à domicile d'un terminal

et d'un modem. « C'est important, explique l'une des utilisatrices, car nous pouvons avoir besoin de travailler le soir chez nous à l'heure où les bureaux de notre maison mère américaine sont en pleine effervescence. Notre réseau est relié par une messagerie aux Etats-Unis. » Mercedes France a d'ailleurs systématisé le



procédé, même si là aussi il touche seulement les commerciaux itinérants. Depuis deux ans, les chefs de district qui visitent les concessionnaires pianotent sur un Minitel pour envoyer des messages le soir de leur hôtel.

Axa Assurances, qui a joué les pionnières dans ce domaine, a

plutôt tendance à se rallier à la mise en œuvre. Basée à Belbeuf, près de Rouen, cette filiale du groupe parisien compte 580 salariés à pouvoir bénéficier du télétravail, dont les conditions ont été officialisées en 1980 par un accord avec la CFTD, la CGC, et la CFTC. Le « travail en lieu paré » s'effectue un jour à domicile, quatre jours dans l'entreprise. Une solution retenue par trente-quatre personnes, essentiellement des mères de famille, qui passent alors le mercredi à la maison avec leurs enfants, ou évitent des transports difficiles le vendredi ou le lundi.

GAINS DE PRODUCTIVITÉ. Globalement, l'expérience est largement positive, à en croire Michel Lesage, responsable du personnel d'Axa Assurances et l'un des initiateurs du projet. « Nous obtenons des gains de productivité de 10 %. Les salariés sont motivés, restent concentrés et évitent ce jour-là les inconvénients des transports. L'ensemble se fait sans contrôle. Les télétravailleurs regagnent l'entreprise, leurs dossiers traités, et savent que s'ils ont du retard, c'est l'ensemble de leur équipe qui en pâtira. » Pas question pourtant d'élargir l'opération

au reste du groupe. Les critères de succès reposent d'abord sur l'effet sur le nombre restreint de salariés concernés. « Si vous passez à une plus grande échelle, vous devez agir alors sur les structures, coostrate Michel Lesage. C'est dangereux. Une multiplicité de petites unités entraîne souvent des sureffectifs. Quand vous êtes quatre cents, vous pouvez amortir l'absentéisme. Trois personnes en télétravail ensemble, une absence, c'est la catastrophe. » Autre raison qui interdit pour le moment à Axa de transférer l'expérience en région parisienne : les frais de télécommunications.

« Aujourd'hui, ils sont de 200 F par mois et par salarié, explique Michel Lesage. A Paris, avec les salaires en banlieue, ce chiffre serait multiplié par dix. » Des risques trop importants en effet, surtout si l'on tient compte, selon l'étude du BIT récemment consacrée au sujet, des risques d'isolement et de stress inhérents au système, les salariés se trouvant décooectés de l'entreprise. Autant d'éléments auxquels les futuristes s'étaient sûrement pas pensés.

Marie-Béatrice Baudet

éclatée

Le chantier comme modèle

Les grands groupes du BTP multiplient leurs sociétés,
mais la dispersion de leurs activités ne saurait tout expliquer

«NOUS sommes une fédération de 150 sociétés autonomes, qui vont d'une petite entreprise de 10 personnes à Lorient à une grosse entité de bâtiment-travaux publics de 4 000 salariés. Par nature, notre activité est le propre de l'entreprise éclatée.

Yves Salmon, conseiller du président du groupe Fongersolles, l'un des «majors» du BTP français, constitué en RES depuis le mois de mars 1990, veut pour preuve de cet «éclatement» l'amaigrissement du siège social du groupe à Vélizy. Aujourd'hui, 330 personnes au total, contre près d'un millier il y a peu de temps, gèrent les activités des sociétés dispersées sur l'ensemble du territoire. «Chacune de nos sociétés» a sa totale autonomie de gestion, de recrutement, de politique commerciale. Seule sa trésorerie «remonte», ajoute Yves Salmon.

«Les grands groupes du BTP sont très fortement décentralisés», commente Maurice Paris, responsable des affaires sociales de la Fédération nationale du bâtiment (FNB). Ils sont par définition «éclatés» entre leur siège et une multitude de chantiers atomisés géographiquement, dont la durée de vie est statistiquement de trois ans. Chaque chantier – si son importance comme la durée le justifient – peut être reconnu comme une entité complète. Voir être doté d'un comité d'entreprise. Mais il n'y a pas de règle. En revanche, les salariés du BTP, 1,3 million dans plus de 300 000 entreprises, qu'ils construisent la prestigieuse arche de la Défense ou le plus modeste des équipements publics ou privés, ont tous conscience de participer à du «travail rassemblé et parfaitement coordonné», comme le dit encore Maurice Paris.

ENTRELAÇES. «Depuis une dizaine d'années, l'évolution du secteur induit davantage de décentralisa-



tion du travail, corrobore Bernard Boisson, conseiller de la FNB. Les grandes opérations standardisées, traitées de manière centralisée par les bureaux des méthodes, ont perdu de leur importance. Dans le chiffre d'affaires du bâtiment, les travaux de mainte-

nance, d'entretien, de réhabilitation, notamment, comptent aujourd'hui plus que les constructions neuves. Aussi requiert-on davantage de réactions sur le site.

Les groupes l'ont bien compris, qui ont su créer, selon un com-

mentateur spécialisé, «un formidable entrelacs de sociétés sœurs, cousines, filiales, développées en réseau, en toile d'araignée, en fonction de leur stratégie. Ils procèdent ainsi à des éclatements de dizaines de sociétés, dont certaines peuvent être composées d'un cadre et d'une secrétaire. De ce fait, ils avancent masqués et gommant leur image de groupe, du moins dans l'Hexagone». On se doute, dès lors, des problèmes soulevés par ces entreprises nucléaires en termes d'identité, de management, de ressources humaines, de mandataires sociaux, voire de travail clandestin... et d'affaires dont l'actualité ne cesse de bruite.

«Je n'ai pas ce type de problème», assure, quant à lui, Gérard Trouvé, dont la PME, qu'il a créée ex nihilo en 1960 en région parisienne, porte le nom. «Mon métier de base – la peinture – a induit le ravalement, qui a lui-même induit la maçonnerie, puis un secteur entretien-rénovation qui a donné naissance à la peinture-décoration. Le mur est mon métier», ajoute Gérard Trouvé, qui a, par ailleurs, prêté ses échafaudages à sa femme, Catherine Feff. Heureuse initiative, l'atelier Catherine Feff s'est spécialisé dans les baches et les murs monumentaux peints qui drapent des monuments publics. Le drapage de l'arc de triomphe lors de sa restauration ou de l'église de la Madeleine, c'est elle. «Au total», conclut Gérard Trouvé, homme d'imagination et d'initiative comme le disent ses confrères, mes 600 gars sont dispersés sur 200 chantiers en cours. Vous voyez qu'une PME peut aussi être «éclatée», bien que je préfère de loin le mot de diversification autour du métier de base.

Jean Monanteau

La SFP en morceaux

La production télévisuelle est sur le point d'être filialisée

«POURQUOI parler d'entreprise éclatée à propos d'une société comme la nôtre, qui couvre la chaîne complète des métiers du spectacle audiovisuel enregistré?» Pour Jean-Yves Le Hoëc, directeur de la communication à la Société française de production et de création audiovisuelles (SFP), il n'y aura de société éclatée que quand sera réalisé le projet actuel de filialisation de différents secteurs de l'entreprise.

Pourtant, l'expression s'impose, quand on observe l'activité de la SFP. Chaque production rassemble une foule de métiers. Des salariés permanents de la SFP, mais aussi un grand nombre d'intérimaires, de personnes embauchées avec un contrat à durée déterminée (transporteurs, personnel de restauration, manutentionnaires, etc.) et surtout d'«intermittents du spectacle» (1), artistes ou techniciens. Chacun a son statut et sa convention collective. Pour compliquer encore la situation, il y a en quelque sorte deux patrons pour chaque production : la SFP bien sûr, mais aussi le réalisateur, choisi par la chaîne de télévision qui a commandé le spectacle. C'est avec cette dernière, et non avec la SFP, que la rétribution du réalisateur est fixée, et c'est ce dernier – et non la SFP – qui choisit les «intermittents» avec qui il va travailler. «Qui est vraiment l'employeur?», s'interroge un juriste. La SFP en a le titre, mais pas les prérogatives.

TOLÉRANCES. Enfin, les particularités du monde du spectacle font que le cadre du travail éclaté lui aussi a sa manière. En particulier en matière d'horaires : il faut faire vite, avancer dans le tournage malgré les difficultés. Sur le plateau de Riviera, série en cours de tournage, «non seulement il est prévu que l'on travaille de 9 à 19 heures, six jours sur sept, comme l'explique une participante, mais on ne s'arrête que lorsque l'épisode du jour est achevé. La semaine dernière, nous avons terminé une fois à

1 heure du matin et une autre fois à 3 heures». Quant aux questions de sécurité, bien que prises au sérieux par la SFP, elles font l'objet de compromis et de tolérances. S'il faut modifier un éclairage à la dernière minute, par exemple, il y aura toujours quelqu'un pour escalader un échafaudage sans la moindre précaution.

Au fil des années, cette complexité s'est considérablement aggravée. Notamment à partir de 1986, quand la SFP n'a plus bénéficié des commandes obligatoires du service public de télévision. Les sociétés concurrentes se sont alors multipliées. Et la SFP s'est mise à travailler avec elles – ainsi qu'avec des sociétés étrangères – dans le cadre de formules de coproduction, de location de ses studios, installations et équipes techniques, ou de sous-traitance.

On aboutit ainsi à un extraordinaire enchevêtrement des moyens, des salariés, mais aussi des responsabilités, qu'accentue encore la spécialisation croissante des sociétés qui interviennent. Le montage réalisé pour la retransmission des Jeux olympiques d'Albertville donne quasiment le vertige tant il est compliqué. A ce stade, la notion d'employeur a carrément éclaté. «On nous transforme en intérimaires au sein même de notre maison. Nous ne savons même plus auprès de qui rouspéter quand il y a un problème...», protestent salariés et syndicats.

Et, en même temps, l'emploi s'émiette : intermittents toujours plus nombreux ; innombrables petites sociétés de production dont beaucoup se moquent du droit du travail. A force d'éclater, la SFP serait-elle en train de se réduire... en poussière?

Marie-Claude Betheder

(1) Leur situation est analysée dans la revue Actes, «Cahiers d'action juridique», numéro 62-63, mars 1988 (39, rue Bobillot, 75013 Paris. Tél. : 45-80-61-22).

STAGES

Le service JOBSTAGE du CDTÉ est désormais accessible en tapant directement : 3615 LEMONDE.

«Le Monde Initiatives» publie chaque semaine des offres de stages en entreprises pour les étudiants. Les personnes intéressées doivent contacter directement le CDTÉ, association responsable de ce service, lancé en collaboration avec la MNEF, en téléphonant au 47-35-43-43 ou en s'inscrivant sur Minitel 36-15 LEMONDE. Les frais annuels d'inscription sont de 149 F (129 F pour les adhérents de la MNEF).

Les entreprises désireuses de passer des offres sont priées de consulter directement cette association au (1) 45-46-16-20.

Comptabilité

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 2 mois. Ind. : 3 000 F. Profil : bac + 2. Mission : création fichier clients, travaux comptables. 12651.

Lieu : Levallois-Perret. Date : mai 1991. Durée : 3/4 mois. Ind. : à définir. Profil : bac, formation comptable supérieure. Mission : collaborateur apportant son concours au responsable et financier, suivi comptabilité des sociétés. 12646.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 1 mois. Ind. : 1 800 F. Profil : bac + 2 BTS compta. Mission : saisie des écritures comptables sur Macintosh. 12656.

Personnel

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 1 à 2 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 4. Mission : organisation du cabinet (étude des besoins, amélioration circuits des documents, classement à cooccevoir). 13621.

Marketing

Lieu : Paris. Date : mai 1991. Durée : 3 mois. Ind. : 1 500 F. Profil : bac + 2 mini ou audiovisuel. Mission : étude de marché ; définition d'un produit «formation/com, interne-externe», étude coût, rech. partenaires. 14989.

Lieu : Les Ulis. Date : immédiat. Durée : 6 mois. Ind. : 7 000 F. Profil : bac + 4, connaissances Macintosh, informatique, mark. Mission : introduction du système 7.0 pour Macintosh, réalisation du programme de test système et applications. 14985.

Lieu : Neuilly. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : 1 800 F + stage linguistique aux USA. Profil : bac + 1/3 Prépa. BTS Action Co. Mission : assurer relations téléphoniques et suivi des dossiers clients dans domaine des séjours linguistiques. 14983.

Commerce

Lieu : Toulouse, Lyon, Metz, Paris. 78, 28. Date : immédiat. Durée : 2 mois, embauche possible. Ind. : 6 000 F à 8 000 F. Profil : bac + 2 mini. Mission : commercial. 15722.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 2 à 4 mois. Ind. : 2 100 F + prime. Profil : bac + 2/3. Mission : consolider nos outils marketing (journal, plaquette, salons). 15723.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : indéterminée. Ind. : 1 500 F + commission. Profil : bac + 2, BTS action co, connaissance Macintosh. Mission : prospection, vente, suivi client. 15721.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 2 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 2/3, Pub. et comm. Mission : vente d'espaces publicitaires dans divers titres de presse. 15727.

Lieu : Gennevilliers. Date :

immédiat. Durée : 6 mois, embauche possible. Ind. : à définir. Profil : bac + 2, Action Co, informatique. Mission : support client, assurer interface clients-département, assistant chefs de produits. 15724.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : à définir. Profil : Bac. Mission : vente d'espaces publicitaires pour un nouvel annuaire national. 15714.

Informatique

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 3/6 mois, mi-temps. Ind. : 2 000 F + indemnité fio de stage. Profil : bac + 2, micro-informatique, Excel, Dbase IV. Mission : gestion informatique de statistiques de trafic maritime. 17932.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 4/6 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 3/4, méthodes stats, micro-info. Mission : exploitation et analyse statistique de données. 17930.

Lieu : Versailles. Date : immédiat. Durée : 6 mois, embauche possible. Ind. : très intéressante. Profil : Bac + 2 BTS ou DUT électronique. Mission : technicien de maintenance. 17928.

Lieu : Gennevilliers. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 5, gestion, statistique, informatique. Mission : après analyse et synthèse des documents de gestion, créer des tableaux de bord reflétant l'activité du service rapport clientèle. 17924.

Droit

Lieu : Paris, déplacements tribunaux de commerce. Date : immédiat. Durée : 2 mois. Ind. : 4 000 F. Profil : bac + 3, droit des sociétés. Mission : aide à la création des sociétés et vie sociale. 23584.

Secrétariat

Lieu : Bordeaux. Date : immé-

diat. Durée : 3 mois. Ind. : 1 500 F. Profil : bac + 1/2, préparation BTS, secrétariat, compta, informatique (Works) + (SAARI) éventuellement. Mission : secrétariat bureautique (Works), courrier, état des inscriptions, prévision semestrielle, mise à jour des dossiers clients et stagiaires. 24818.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 3 mois, embauche possible. Ind. : 6 000 F. Profil : bac + 2, TTX, Word 5, bilingue. Mission : secrétariat, prise de rendez-vous. 24809.

Lieu : St-Maur. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : à définir. Profil : bac, anglais. Mission : secrétariat. 24831.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 4 mois. Ind. : 1 000 F/mois. Profil : bac 1/2. TTX, Word 4. Mission : responsable des tâches de secrétariat de la société et participations ponctuelles aux actions de relations publiques. 24819.

Lieu : Sacy. Date : juin 1991. Durée : 6 mois. Ind. : 5 000, 6 000 F. Profil : bac + 2 BTS secrétariat. Mission : secrétariat/travaux administratifs. 24813.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Ind. : à définir. Profil : bac + 2, Word 4, Amstrad. Mission : secrétariat, administration (2 postes à pourvoir). 24828.

Lieu : Le Chesnay. Date : avril 1991. Durée : 1 mois. Ind. : 2 000 F. Profil : bac, anglais, allemand si possible. Mission : secrétariat administration. 24824.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 1 mois mini. Ind. : 800 F net + TR. Profil : bac + 2/3. TTX Macintosh, gestion de fichiers. Mission : secrétariat services marketing et communication (2 personnes), courrier, mise à jour des fichiers, contacts téléphoniques, suivi des dossiers. 24829.

Autres

Lieu : Paris. Date : mai 91. Durée : 1 à 2 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 2/3 BTS tourisme ou LEA, anglais. Mission : agent d'accueil et de réservation. Information aux Français et étrangers, vente de voyages, d'activités sportives et billetterie. 25852.

Lieu : Bretagne. Date : juin 91. Durée : 15 jours. Ind. : 2 500 F. Profil : bac + 2 DEUG ou licence portugais. Mission : prendre en charge l'animation d'un groupe franco-portugais (16-22 ans). 25851.

Et de nombreux autres stages sur le 3615 JDBSTAGE. Pour tous renseignements, contacter le CDTÉ au 47-35-43-43.

HOW TO STEP UP

Comment grimper dans votre carrière

YOUR CAREER

sans l'interrompre. Réussissez avec The Executive MBA



Vous avez décidé d'adapter votre C.V. à la nouvelle perspective internationale sans interrompre votre carrière. Notre MBA américain vous offre une grande flexibilité d'horaires et un enseignement dispensé en anglais par des professionnels des affaires. Reconnu mondialement, The Executive MBA vous apporte aujourd'hui les atouts indispensables pour atteindre la sphère des décideurs de demain.

Pour recevoir notre brochure ou assister à notre SEMINAIRE GRATUIT, téléphonez, faxez, ou écrivez à :

THE GRAHAM SCHOOL OF MANAGEMENT • PARIS
Votre Business Partner Américain

71, rue du Faubourg St. Honoré - 75008 Paris
Tél. 42. 66. 99. 44 Fax. 47. 42. 57. 22

The Graham School of Management is the management division of
St. Xavier University • CHICAGO, ILLINOIS USA

5021 1011 1011

« Entreprise cherche handicapé de haut niveau »

Beaucoup ont du mal à se faire embaucher. Leur qualification serait-elle insuffisante ?

« **O**ù voudrait bien embaucher des handicapés, mais compte tenu de notre niveau de recrutement, on n'en trouve pas. » Un peu provocante, cette affirmation, au moment où le gouvernement déplore la quasi-stagnation de l'emploi des handicapés.

Les chiffres, il est vrai, sont indiscutables. En 1989, les entreprises assujetties à la loi de juillet 1987 employaient 236 000 handicapés contre 224 000 l'année précédente. Et la part des travailleurs handicapés dans les effectifs salariés est restée stable à 3,9 % dans les entreprises du secteur privé, et de 3,8 à 4,3 % dans la fonction publique. On est loin de l'objectif des 6 % à fin 1991.

IBM, Total et la BNP plaident leur bonne foi. Depuis des années, elles développent au sein de leur entreprise une politique d'intégration des handicapés. Pour elles, le meilleur moyen de réussir cette intégration est d'appliquer la même politique de recrutement pour tous, handicapés et non-handicapés. « Nous cherchons à recruter des handicapés, mais pas à n'importe quelles

conditions. Les candidats handicapés doivent répondre aux mêmes critères de formation et de compétence que les candidats non handicapés. C'est bon pour leur image de marque et donc pour leur intégration au sein de l'entreprise », affirme Claude Morlot, responsable du recrutement et de l'insertion des handicapés chez IBM. Autrement dit, « on ne veut pas faire une politique de l'emploi à partir des handicapés, mais on veut intégrer les handicapés dans notre politique de l'emploi », déclare Jacques Wasbauer, chef du service social de la BNP.

Le problème vient du fait que ces grosses sociétés recrutent des candidats de haut niveau. Bac+2 pour la BNP et les autres banques, et bac+4 en général pour IBM. Total et autres groupes du même acabit. Or 75 % des travailleurs handicapés n'ont pas un niveau supérieur au certificat d'études. Difficile, dans ces conditions, de trouver dans un vivier aussi restreint les ingénieurs technico-commerciaux dont IBM a besoin. Pour s'acquitter de ses obligations légales, la société, qui a 3,5 % de handica-

pés dans ses effectifs, a signé un premier accord d'entreprise en faveur de l'emploi des personnes handicapées pour deux ans en 1988. Elle vient d'en signer un deuxième sur trois ans de 1991 à 1993. Cet accord prévoit notamment l'embauche de 4 % de handicapés sur son flux d'embauche annuel. Ce qui ne donnera rien en 1991 puisque, compte tenu de la conjoncture, il n'y a pas d'embauche prévue à l'heure actuelle. En 1990, sur 400 embauches chez IBM, on compte 16 handicapés. « Cela n'a pas été facile. La dernière embauche s'est faite à l'extrême en décembre »,

FIJÈRES. Total, dont le taux de handicapés représente environ 4 % des effectifs, a également signé un accord d'entreprise qui prévoit l'embauche de 10 personnes handicapées en trois ans. Actuellement, 6 personnes ont été recrutées dans ce cadre. Reste à en trouver 4 d'ici à la fin de l'année. « C'est un objectif ambitieux », affirme Colette Barrot, responsable pour le groupe Total de l'insertion sociale, car nous n'avons plus de petits postes. L'entretien, le gardiennage, la restauration sont pris en charge par des presta-

taires de services. Les postes restant dans la maison mère sont le reflet de sa structure, qui compte 52 % d'ingénieurs, 28 % de techniciens supérieurs et agents de maîtrise et 20 % d'employés. « Lorsque l'on sait à quel point les écoles d'ingénieurs et les écoles commerciales sont peu accessibles aux handicapés, il est difficile dans ces conditions de trouver des candidats pour les postes d'ingénieurs et les postes commerciaux. » Restent les postes administratifs. La compagnie embauche des aides-comptables et des comptables titulaires du DECS. Elle recherche également des secrétaires BTS bilingues, mais il n'est pas facile non plus de les dénicher.

Face à ces difficultés de recrutement, les sociétés s'organisent. « Il n'est pas rare qu'une entreprise demande à une autre si elle n'aurait pas dans ses fichiers des candidatures susceptibles de l'intéresser », déclare Claude Morlot. De tels échanges ont lieu au sein du Groupement interprofessionnel régional pour la promotion de l'emploi des handicapés (GIRPEH), auquel adhèrent des entreprises comme Renault, Elf, Total,

Rhône-Poulenc, ou IBM. Outre la circulation de l'information entre entreprises, chacun essaie de trouver ses « filières » de recrutement.

IBM établit des relations suivies avec les universités pour essayer de capter les MIAGE (maîtrise d'informatique de gestion) et les licences d'informatique. « Nous faisons part aux universités des profils que nous recherchons, mais il est rare qu'elles nous envoient des gens car il y a peu de handicapés dans les universités », IBM a également monté, en partenariat avec le lycée Toulouse-Lautrec de Vaucluse, une section BTS informatique. Il s'agissait au départ de lancer une promotion composée pour moitié de handicapés. « En fait, le recrutement s'est révélé difficile. Au bout du compte, on a cinq ou six handicapés pour une douzaine de non-handicapés. »

A la BNP, qui emploie 3 % de handicapés, faute de candidatures spontanées, Jacques Wasbauer s'est tourné vers Ecco, société de travail temporaire, qui a monté voilà trois ans une mission handicapés. « Ecco nous a communiqué une vingtaine de dossiers. A l'issue

des entretiens, nous avons retenu deux candidatures. » Marie-Agnès Mestraud, responsable de la mission handicapés d'Ecco, confirme la difficulté de répondre aux besoins des entreprises. « Il y a beaucoup de demandes qu'on ne peut pas satisfaire, environ 30 %, en raison du trop faible niveau de formation de nos candidats. Nous n'avons pas de mal à répondre à une demande de simple dactylo ou d'aide-comptable, mais dès qu'il s'agit de trouver des profils un peu plus pointus, c'est moins évident. »

A la Ligue pour l'adaptation des handicapés physiques au travail (LADAPT), on estime cependant que les problèmes de qualification n'expliquent pas tout, même s'ils sont évidents pour les grosses entreprises. « A l'ANPE de l'Essonne, par exemple, les offres d'emplois déposées pour les handicapés ne sont converties qu'à 40 %. Et ce sont des offres d'ouvriers agricoles, de magasiniers ou d'OS. En fait, il y a un problème réel de mise en relation entre les entreprises et les handicapés. »

Catherine Leroy

Les coopératives jouent les raiders

Les fusions-acquisitions se multiplient, et les coopératives sont des entreprises comme les autres. Donc, les coopératives peuvent acquérir d'autres entreprises. Longtemps, ce syllogisme n'a été que formel. Se méfiant instinctivement de l'extérieur, comme tout système endogène, cultivant volontiers sa différence et valorisant jusqu'à l'excès la valeur au mépris du capital, le mouvement coopératif n'avait jusqu'à présent ni la volonté ni les moyens logistiques de jouer les raiders.

Pourtant, lors des derniers congrès de la Confédération des sociétés coopératives en 1987 et 1990, une évidence s'est imposée. Comme l'heure est venue de la croissance externe, la conclusion est claire : les coopératives ont tout intérêt à relâcher leur mépris de la finance dans les oubliettes de l'histoire et à succomber au charme discret des fusions-acquisitions. Ce préalable admis, le passage à l'acte reste problématique : transformer une société anonyme classique en société anonyme coopérative n'est pas techniquement, chose aisée. C'est pourquoi, après de longues tergiversations, la Confédération des SCOP a créé, voilà deux ans, dans la plus grande discrétion, une société anonyme baptisée SPOT (Société de portage pour la transformation) dont la seule fonction est de racheter des entreprises afin de les transformer en coopératives et d'en faire des filiales d'une autre coopérative déjà existante.

BONNE SANTÉ. Installée à quelques centaines de mètres de l'Étoile, SPOT agit donc comme n'importe quelle société de portage. Son président, Pierre Courtoux, ancien directeur commercial chez Pechiney et précédemment directeur général de la Confédération des SCOP, démontre banquiers et experts-comptables, afin de pénétrer sur ce marché insaisissable des PME dont les dirigeants cherchent à se séparer. Son espérance de départ : 17 millions de francs que les actionnaires, la MAIF, la MACIF, la GMF, la MNEF et d'autres s'approprient à doubler - lui permet de viser des entreprises valant entre 3 et 5 millions de francs. Deux règles dictent son action : ne s'intéresser qu'aux entreprises en bonne santé - car « un canard boiteux que l'on transforme en SCOP reste un canard boiteux » - et ne racheter une société que si une coopérative déjà existante est intéressée et accepte de participer à l'opération avec un apport, même modeste.

Si, lors du premier contact, Pierre Courtoux prend bien

soin de ne pas préciser l'objectif coopératif de sa démarche, dirigeant s'en aperçoit dès qu'il visite l'entreprise avec le président de la « coopérative mère », qui deviendra la plupart du temps président de la nouvelle filiale. « Parfois cela suffit pour rompre les négociations, mais généralement le dirigeant est plutôt satisfait de savoir que l'entreprise reviendra en partie à ses salariés », estime Pierre Courtoux. C'est une fois le rachat effectué que les vraies difficultés commencent : l'effectif grand le dessus, les salariés, déjà vexés d'avoir été rachetés, la sont plus encore d'apprendre qu'ils l'ont été par une coopérative. SPOT et la société mère doivent alors user de trésors de diplomatie pour que l'édifice ne s'écroule pas. Les échanges doivent se multiplier et certains services travailler ensemble, ce qui est d'autant moins évident que dans la coopérative mère, certains associés voient généralement d'un mauvais œil ce rachat qui, forcément, va diluer leur pouvoir au sein de leur entreprise.

DROITS ET DEVOIRS. Lorsque le greffe commence à prendre - au bout d'environ un an - l'heure de vérité approche. Par petits groupes, tous les salariés suivent une semaine de formation sur ce qu'est une coopérative, sur l'histoire du mouvement et sur les droits et devoirs des coopérateurs. Ce n'est que quelques mois plus tard que SPOT propose aux salariés de faire le grand saut : verser environ deux mois de salaire pour devenir sociétaires de la coopérative naissante. Une fois le groupe de démarrage constitué (avec 30 à 50 % des salariés), SPOT peut passer le relais à une banque, que les associés remboursent grâce aux bénéfices, comme lors d'un RES classique. La société anonyme est devenue coopérative, filiale d'une autre coopérative qui, statutairement, ne peut jamais posséder plus de 49 % des actions.

En deux ans, SPOT a ainsi acquis huit petites entreprises - d'une imprimerie de quelques salariés à une société de métallurgie d'espérance de produits du bois de 70 personnes, dont trois ont déjà le statut de coopérative.

Si l'ingénierie financière n'est plus un obstacle, les problèmes de management restent difficiles. Con vaincus de la justice de leur cause, les responsables de SCOP auraient-ils sous-estimé l'impact psychologique des lois du marché ?

Frédéric Lemaître

Dassault change de cap

L'avionneur, en pleine mutation industrielle, aura moins d'ouvriers et davantage d'ingénieurs et de techniciens.

A U sortir de trois années difficiles, les Avions Marcel Dassault, devenu Dassault Aviation en 1990, placent désormais la conversion du personnel aux nouvelles technologies au premier rang de leurs préoccupations. Dans ce groupe de 12 300 salariés, la traditionnelle philosophie rassurante, voire paternaliste, fondée sur le charisme de son fondateur, mais aussi sur une politique salariale avantageuse, ne paraît plus de mise, même si les ouvriers sont appelés « compagnons ».

« Nous avons mené à bien notre adaptation envers les autres. Nos concurrents étrangers doivent le faire à leur tour. C'est plus difficile », M. Serge Dassault, PDG de Dassault Aviation, ne nourrit pas d'inquiétude pour l'avenir. En ramenant à onze le nombre de ses établissements, le groupe a initié la réorganisation de ses activités industrielles entamée à la suite de l'absorption de Breguet. Cinq usines ont disparu et, en cinq ans, les effectifs sont passés de 16 000 à 12 300 personnes, alors que le chiffre d'affaires (17 milliards de francs en 1990) se réduisait dangereusement. Entre 1986 et 1988, les rémunéra-

tions ont été bloquées et, depuis, la politique salariale a trouvé refuge sous l'aile protectrice de la lettre de cadrage gouvernementale.

Mais la zone de turbulence, désormais, se dissipe. Cette année, les effectifs ne devraient être réduits que de trois cents personnes, et la direction s'est engagée à ne plus fermer d'établissements, un engagement qui intègre l'hypothèse d'une absence d'exportation d'appareils militaires dans les quatre prochaines années. Vers 1994-1995, assurent les dirigeants de Dassault, le chiffre d'affaires désormais stabilisé devrait reprendre sa progression, de même que l'emploi. Et attendant ces jours meilleurs, le groupe va accélérer sa mutation.

ARCHITECTURE. L'avenir, assure Pierre Chouzenoux, directeur des ressources humaines, est tout tracé : le groupe va se transformer en « une énorme île avec un petit corps ». Plus que de se concentrer sur des activités de montage, il se fixe pour ambition de devenir un « architecte de l'aéronautique », ce qui implique que la sous-traitance (30 % de l'activité aujourd'hui) revienne au niveau (50 %) des années 60. « Conserver les activités où nous

détenons une avance technologique, sous-traiter celles où d'autres sont aussi bien que nous pour moins cher », résume M. Chouzenoux.

Le succès du modèle « Catia » de CFAO (conception-fabrication assistée par ordinateur), mise au point par les chercheurs de Dassault et utilisée par de multiples groupes industriels, de Boeing à PSA, a accéléré l'écoulement des schémas traditionnels. Dans l'usine de Mérignac (Gironde), où sont assemblés les Mirage et les Falco (avions d'affaires), les éléments du futur Falcon-900 ont été entièrement réalisés grâce à l'informatique. Les données sont transmises à un appareil à commande numérique, qui découpe les matériaux composite au laser.

Pour les soudeurs, fraiseurs et traceurs, la seule issue est de s'installer derrière un pupitre informatique. Une quarantaine d'entre eux y sont parvenus, mais la diffusion de la formation est lente (les stages peuvent s'étaler sur trois ans) et la moyenne d'âge assez élevée des salariés du groupe (41 ans) constitue un obstacle. Certains ne pourront s'adapter, reconnaissent les responsables du personnel qui, toutefois, refusent d'avancer une

estimation de leur nombre.

Dans l'usine toute proche de Matignas, la fabrication des voilures des Mirage-2000 est robotisée, et les gains de productivité dépassent 50 %. Seize techniciens d'atelier ont été mis à niveau après 480 heures de formation. « Nous ne garantissons rien », souligne le responsable de l'établissement : la reconnaissance d'une qualification supérieure dépend en effet non pas d'une négociation avec les syndicats mais de l'attribution d'une prime « au mérite ».

En 1995, prévoit Dassault, le « corps », c'est-à-dire les « compagnons », représentera le quart et non plus le tiers des effectifs. Dans l'immédiat, la priorité consiste à trouver les moyens de garnir la « île » en dénichant les techniciens supérieurs et ingénieurs spécialisés que l'entreprise ne parvient pas à recruter. Pour y parvenir, le groupe parraine de nouvelles formations dans les écoles spécialisées, et s'efforce de planifier ses besoins quatre à cinq ans à l'avance. Ces trois dernières années, 370 personnes ont été recrutées chaque année, dont 300 ingénieurs, cadres et techniciens supérieurs.

Jean-Michel Normand

Les cadres sur le stade européen

Eurochallenge transforme la compétition économique en compétition sportive

« **O**ù a passé vingt heures par jour à ne parler que business et stratégie. C'était un saut à l'élastique intelligent. » Pour les deux cadres de l'équipe Vroone, petite entreprise spécialisée dans les produits pour le bois et les peintures à Marquay-Barré (Nord), et participante d'Eurochallenge lors de son édition 1990, pas besoin de se lancer du haut d'un pont, une corde aux pieds, pour retrouver une motivation dans l'entreprise : affronter concrètement la compétition économique européenne suffit amplement.

Inauguré en 1989, Eurochallenge a une ambition clairement définie par son président-directeur général, Jean-Christophe Fromantin : utiliser le principe et le rythme de la compétition sportive pour fournir un tremplin aux décideurs économiques et à leurs ambitions européennes. La mission de chaque entreprise participante est la suivante : une équipe composée de deux cadres dispose de cinq jours pour développer, dans trois capitales européennes, un projet d'investissement, nouer des contacts sur place, préparer des accords, puis concevoir un

plan d'action stratégique qu'elle doit soumettre, à l'arrivée, à un jury de spécialistes en matière de commerce international.

LOGISTIQUE. Depuis 1989, près d'une centaine d'entreprises ont relevé le défi, de la Biscuiterie nantaise à la PME Auzoux, en passant par Citroën, Bull, Philips ou les Percussions de Strasbourg. Pour l'édition 1991, 45 entreprises se trouvaient sur la ligne de départ.

Leur réussite s'explique certes par l'esprit d'émulation qui anime la compétition - « un sportif ne bat jamais un record à l'entraînement », souligne Jean-Christophe Fromantin - et aussi par la présence de nombreuses nationalités différentes : Eurochallenge 1991 accueillait les Italiens de Galbani (agroalimentaire), vainqueur final dans la catégorie grande entreprise, des Néerlandais, des Belges ou encore des Portugais. Mais la principale explication des résultats obtenus par les concurrents est la densité du réseau logistique mis à leur disposition.

Pour Dom-Joo par exemple, PME implantée à Bruges (Gironde), créée en 1990 et spécialisée dans l'immobilier et la

construction, Eurochallenge constitue une occasion sans précédent de réaliser une mission export à l'échelle européenne : moyennant 30 000 F de droits d'inscription, ses deux équipiers bénéficiaient des déplacements en avion de Paris à Paris pour Budapest, Prague et Varsovie, de l'hébergement en hôtel et d'un crédit repas sur un réseau européen de restaurants (Ticket Restaurant).

Mais surtout ils avaient à leur disposition un incomparable réseau de conseils en stratégie, marketing... Dans le cadre de la préparation de leur projet, puis tout au long de son marathon européen, chaque équipe pouvait solliciter l'expertise de partenaires aussi diversifiés que Nielsen, DDB Needham, Bipe conseils, les douanes françaises, Norx...

Eurochallenge constitue également un fructueux terrain de rencontres entre les entreprises et le monde étudiant, puisque cette édition 1991 a vu la présence en compétition de six équipes « élites », composées d'un membre de l'entreprise et d'un étudiant. Trois élèves de Sciences Com, école de communication nantaise, ont participé à la course au sein des équipes France,

Farine, Fleury-Michon et Eurovidéocom. Deux étudiants messins, de l'ESIDE (École supérieure internationale de commerce) et de l'IAE, ont collaboré avec les entreprises Flobet et Prisme. Un élève d'HEC a coécrit avec la société parisienne Acte Développement.

Si les motivations des entreprises qui participaient à Eurochallenge avec un étudiant étaient très diverses - pour la société Prisme, de Materville (Meurthe-et-Moselle), dont l'effectif total est de dix-sept salariés, il était difficile par exemple de détacher deux cadres sur une semaine, - les conclusions tirées après la course étaient sensiblement les mêmes. « Cette collaboration, en nous permettant d'aborder notre marché avec un œil neuf, a indéniablement été enrichissante », reconnaît ainsi Marc Bouisset, de France Farine. Du côté étudiant, on apprécie surtout d'avoir pu affronter concrètement les difficultés de la compétition économique à l'échelle de l'Europe, et notamment de l'Europe centrale.

Olivier Lucassou

► Eurochallenge, 35, rue de la Bienfaisance, 75008 Paris. Tél. : 42-89-33-31.

REPRODUCTION INTERDITE

SHISEIDO

Nous créons notre unité européenne à GIEN (LOIRET).
Pilotons ensemble un projet plein d'avenir...

Chef de file de la cosmétologie (24000 personnes - N°3 mondial) pionnier et leader en matière de recherche et développement, notre philosophie est basée sur la découverte de nouvelles ressources pour créer la beauté et le bien-être.

RESPONSABLE ENTREPOT ET DISTRIBUTION

En collaboration directe avec notre Directeur Administratif et Financier, vous prendrez la responsabilité de la gestion des flux de marchandises (produits intermédiaires, produits finis, expédition...). Après une expérience de 3 à 5 ans dans des activités de distribution nationale et internationale de préférence dans notre secteur (ou similaire), vous avez acquis une bonne connaissance des réglementations et des obligations légales. Vous pratiquez aisément l'outil informatique et disposez de réelles aptitudes relationnelles pour manager votre équipe. Le sens de l'organisation et la maîtrise de la langue anglaise sont indispensables pour réussir dans notre environnement.

Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV, photo) sous la référence RED à notre conseil qui étudiera votre dossier en toute confidentialité.
M.F. MASSE DIOT
PSY FORM
68, rue Malakoff - 45000 Orléans



Au sein de la CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS, la CAISSE NATIONALE DE PRÉVOYANCE - un des leaders dans sa branche d'activité - recherche un

— ORGANISATEUR-CHEF DE PROJET —

Détaché rattaché au Responsable de l'Organisation qui anime une équipe de projets pluridisciplinaires dans un Centre de Clientèle très important (400 personnes) au Sud de Paris, cet organisateur confirmé devra concevoir, mettre en oeuvre et piloter les projets organisationnels les plus complexes ou stratégiques visant à l'amélioration des modes de fonctionnement de la structure, ou à l'adaptation des systèmes de gestion au rythme du développement très soutenu de la Société.

De formation supérieure (Bac + 4), le candidat aura une expérience d'au moins 5 ans, dont 3 dans la conduite de projets similaires.

Ce poste offre de réelles perspectives d'évolution dans le cadre d'une gestion motivante des ressources humaines.

Envoyez votre dossier (lettre de motivation, CV et salaire actuel) sous la référence 910407M à notre conseil HayManagers - 28-29, rue Malakoff - 92300 Levallois-Perret.

HayManagers

HAY GROUP est CONSULTANT MONDIAL EN RESSOURCES HUMAINES.



ORGANISME DE RETRAITE ET DE PRÉVOYANCE PARIS 16ème

recherche son

Chef service information

Avec l'aide de 2 personnes, il (ou elle) devra assurer toute l'information externe et interne de la Caisse, tenir à jour la documentation, la faire circuler, apporter des idées nouvelles, assurer les liaisons avec les concepteurs, imprimeurs, gérer son propre budget...

Ce poste s'adresse à un jeune cadre, 30 ans minimum, Bac + 4, ayant déjà eu des responsabilités similaires dans une entreprise ou une société de services.

Veuillez écrire en précisant expérience et prétentions sous référence 1324.

INTERCARRIERES
5, rue du Helder - 75003 Paris

Consultants en organisation

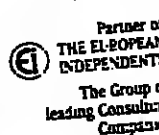
Valorisez votre expérience en rejoignant les équipes d'Orgaconseil, l'un des tout premiers cabinets de conseil en organisation en France, affilié au réseau des "European Independents" (1500 consultants en Europe), en tant que

Diplômé d'une grande école, vous justifiez d'une première expérience (2 à 3 ans) de conduite de projets d'organisation et informatique ou bien d'ouïr dans les domaines de la banque ou de l'assurance.

Vous souhaitez participer à des projets ambitieux et diversifiés : conception de systèmes d'information, de systèmes de pilotage, management de réseaux d'agences industrielles, financières ou du secteur public, organisation de réseaux de ventes, à la diversité de notre clientèle (secteur d'activité, taille...) vous permettra de devenir de véritables généralistes autonomes et responsables, à même d'aborder des problèmes d'organisation à tous niveaux de l'entreprise.

Disponibilité, esprit de synthèse, qualités humaines, créativité sont avant tout ce qui favorisent votre évolution rapide au sein d'un groupe qui privilégie la satisfaction de sa clientèle et l'épanouissement de ses collaborateurs.

Adressez votre candidature à Catherine Bocquet, ORGA CONSEIL, 64 rue du Paradis, 75016 Paris



ORGA CONSEIL
ORGANISATION ET CONSEIL D'ENTREPRISE



Attaché(e) de presse

HACHETTE Littérature Générale est l'un des éditeurs du Groupe Livre HACHETTE. Sa production est d'environ 250 titres par an, en littérature, guides touristiques et ouvrages pratiques.

Vous assurerez auprès de la presse la promotion d'une trentaine de collections (120 nouveautés par an) dans les secteurs Tourisme et Pratique.

De formation littéraire, vous possédez obligatoirement une expérience des Relations Publiques et du métier d'attaché(e) de presse d'au moins 3 à 5 ans dans un secteur culturel.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous la réf. 91024/M à la Gestion des Cadres du GROUPE LIVRE HACHETTE 24, Bd Saint-Michel - 75008 PARIS.



APPLIED MATERIALS

Leader mondial indépendant des fabricants d'équipements pour l'industrie du semiconducteur renforce sa filiale Applied Materials Sarl pour accompagner le développement de ses activités en Europe du Sud (Belgique, Espagne, France, Italie, Suisse) en créant un poste de :

RESPONSABLE SERVICE RESSOURCES HUMAINES INTÉGRÉ AU SEIN DE L'ÉQUIPE DE MANAGEMENT

Il sera en charge notamment des activités suivantes :

- * Recrutement
- * gestion des carrières et de la formation des employés
- * le suivi des dossiers d'expatriation
- * participer à la mise à jour des structures de salaire.

Le candidat recherché sera :

- * de formation école de commerce ou équivalente (maîtrise psychologie)
- * minimum de 4 années d'expérience dans un département de ressources humaines
- * de réelles qualités de communication
- * une expérience précédente dans une société internationale en Europe du Sud serait un net avantage
- * maîtrise de la langue anglaise

Pour cette position, nous offrons :

- * l'opportunité de travailler dans un secteur industriel dynamique à croissance rapide
- * un environnement de travail international
- * une rémunération motivante

Prépare d'envoyer votre candidature et votre CV à l'attention de Joëlle WUNDERBERG, Directeur européen des Ressources Humaines, APPLIED MATERIALS Sarl, 72, av. des Martyrs, 38000 GRENOBLE

FORMATION PROFESSIONNELLE

ETUDIANT ou PROFESSIONNEL

Les entreprises recherchent des spécialistes en

PRODUCTIQUE

L'INSTITUT SUPÉRIEUR D'ENSEIGNEMENT ET DE RECHERCHE EN PRODUCTION AUTOMATISÉE vous propose

UNE ANNÉE DE FORMATION DE HAUT NIVEAU

dans les domaines suivants :

1. Intelligence Artificielle et Productique
2. Gestion de Production Assistée par Ordinateur (G.P.A.O.)
3. Automatisation de la Production / Communication Productique



NIVEAUX SELECTION

BAC + 4/5 options 1 et 2 BAC + 2 options 2 et 3

(ou expérience professionnelle équivalente)

ISERPA - Raymond BITEAU

122, rue de Frémur - BP 305 - 49003 ANGERS CEDEX 01

Tél. : 41 44 44

THE AMERICAN UNIVERSITY OF PARIS

département de formation permanente

Offrez-vous une nouvelle carrière avec les années 90

Spécialiste en droit du commerce international et européen

* Formation d'assistant juridique permettant d'exercer dans des cabinets et compagnies internationales en Europe ou aux Etats-Unis.

* Cours en droit du commerce international et de la CEE enseignés en anglais par des avocats (4 mois ou cours du jour ; 7 en cours du soir).

* Assister à une session d'information gratuite à Paris le 16 mai à 18 h 30 ou le 18 mai à 10 heures.

* Pour réserver votre place et obtenir une brochure gratuite, contactez :

The American University of Paris,
The Institute for Paralegal Studies,
88, boulevard de La Tour-Maubourg, 75007 Paris.
Tél. : 45-51-64-58. FAX : 45-51-56-20.

هكذا بين الامم

صكزا من الاصل

16 Le Monde - Mercredi 22 avril 1991

VIII Le Monde • Mercredi 24 avril 1991 •

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde des Cadres



ON N'A PAS FAIT LE MONDE
MAIS ON EST PARTI
POUR LE REFAIRE



CONSTRUIRE LA PERFORMANCE
NORD-FRANCE

RESPONSABLE PERSONNEL EXPATRIE

SUD DE PARIS 230 - 260 KF

Entreprise générale de construction, présente sur tous les secteurs : Bâtiment, Travaux Publics et Génie Civil, tant en France qu'à l'étranger (CA. 1990 : 3,2 milliards de francs - 3 700 collaborateurs).

Sous l'autorité du Directeur de la branche internationale et en étroite liaison avec la DRH du Groupe, vous êtes généraliste de la fonction personnel :

- gestion administrative,
- gestion de l'emploi (prévision, recrutement, intégration),
- élaboration des plans de formation,
- assistance et conseil aux opérationnels sur les questions juridiques et sociales,
- missions à l'étranger et relations avec les interlocuteurs locaux.

Agé d'environ 35-40 ans, vous avez impérativement une expérience de la fonction dans le secteur du B.T.P. et si possible à l'export. Vous êtes parfaitement bilingue anglais et disponible pour des déplacements à l'étranger.

Poste basé à notre siège (91).

Merci d'adresser votre candidature sous réf. RPE3 à
Pascale MONNIER - NORD-FRANCE, Chemin de la
Tourelle, B.P. 25, 91310 MONTLHERY CEDEX

UNE MISSION STRATEGIQUE DANS UNE PUISSANTE SOCIÉTÉ DU SECTEUR TERTIAIRE

RECRUTER ET GERER LES COMPETENCES

320.000 +

Nous confierons cette responsabilité à un candidat de formation supérieure (Sciences Po, DESS, Psycho, CELSA, CFFOP...) disposant d'une expérience de 5 ans environ acquise de préférence en entreprise.

Expert avisé et opérationnel auprès de la hiérarchie, interlocuteur privilégié des conseils extérieurs, d'excellentes capacités relationnelles, des qualités de rigueur et de dynamisme, ainsi qu'une bonne maîtrise des méthodes d'évaluation des hommes et des fonctions sont indispensables.

Poste Paris Nord.

Merci d'envoyer CV, lettre manuscrite et photo sous réf. 4555M à
PUBLIPANEL - 13, rue Rosenwald - 75015 PARIS qui transmettra.

« Chef de Projet Gestion Commerciale



Leader Européen dans les lieux pour automobiles recrute pour son Centre de Bondoufle (91) un Chef de Projet Gestion Commerciale.

Rattaché au responsable de l'équipe Gestion Commerciale, vous aurez pour mission de définir, mettre en place et gérer notre nouveau système d'informations commerciales (AS 400 + PC), ce qui implique :

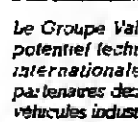
- la définition et la prise en charge du Plan à Moyen Terme
- la mise en place et l'actualisation d'une base de données
- la détermination des outils d'extraction des données statistiques (QUERY...) et la mise au point d'un système de suivi des projets industriels.

Parallèlement, vous participerez à la réalisation d'audits et d'études ponctuelles et élaborerez les procédures et les manuels d'utilisation.

Agé de 25/28 ans, de formation supérieure type ESC, Maîtrise de Gestion..., vous possédez une expérience d'1 ou 2 ans au cours de laquelle vous avez acquis de réelles connaissances de l'informatique et de la Micro (Tableur - SCBD, etc).

Rigueur, faculté d'adaptation mais aussi esprit pédagogique et capacités rédactionnelles seront vos atouts pour réussir à ce poste.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à VALEO
VISION - DRH - 2 rue Gustave Eiffel - Bondoufle - BP 1128 -
91911 EVRY CEDEX 9.



Le Groupe Valeo, par ses réalisations, son potentiel technologique, son implantation internationale, est l'un des principaux partenaires des constructeurs automobiles et véhicules industriels dans le monde.

Valeo
L'EQUIPEMENT
AUTOMOBILE

Publication sociale désirant renforcer
son équipe de journalistes
recherche

spécialiste confirmé(e) de l'action sociale

- Formation : études supérieures (2^e cycle + diplôme travail social appréciés).
- Très bonne aisance rédactionnelle et facilité de contacts.
- Déplacements à prévoir.

Écrire avec CV, photo et prétentions à :
ASH/recrutement : 10, rue de Louvois, 75002 Paris

Le Centre hospitalier Sainte-Marie, spécialisé en psychiatrie
LE PUY (HAUTE-LOIRE)

Établissement privé participant au service public
et développant son activité de secteur
recherche

PRATICIENS HOSPITALIERS PSYCHIATRES

Temps plein, pour Secteur Psychiatrie Adultes et Inter-secteur de Psychiatrie
Infanto-juvénile (statut public + avantages retraite et prévoyance).

Candidatures et renseignements auprès de :

M. le Directeur, C.H.S. Sainte-Marie
Route de Brives, 43001 LE PUY-EN-VELAY Cedex
TEL : 71-07-55-21

VILLE DE VIGNEUX-SUR-SEINE
(Essonne)

recherche

CHEF DE SERVICE URBANISME/HABITAT

Missions :

- En liaison avec les élus et la direction générale, contribuer à poursuivre l'aménagement et le développement de la ville.
- Maîtrise des procédures prévisionnelles, opérationnelles et réglementaires de l'urbanisme local : programmation d'équipement, suivi du P.O.S., instruction et délivrance des demandes relatives au droit des sols.
- Suivi de la cellule « habitat/logement » : relations avec les partenaires de la politique de la ville (État, région, bailleurs, locataires), attributions de logements.
- Suivi des ressources humaines (2 cadres, 4 agents), finances et des moyens techniques, information des procédures d'urbanisme et du secteur logement à opérer.

Profil :

- Diplôme 3^e cycle en urbanisme souhaité.
- Professionnel confirmé de l'urbanisme des collectivités locales.
- Attaché, ingénieur (principiel et en chef possible) ou contractuel.
- Avantages particuliers :
- Prime de fin d'année.
- Logement possible.

Poste à pourvoir dans les meilleurs délais.

Renseignements : M. le Secrétaire général. Tél. : 69-40-44-00

Envoyer candidature et CV à :

M. le Maire - Hôtel de Ville - 91270 VIGNEUX-SUR-SEINE



La Ville de Rennes
recrute, un

CADRE A

Fonctionnaire Territorial pour la Direction de l'Urbanisme

Placé auprès du Directeur de l'Urbanisme, il sera
responsable des programmes et du développement.

Missions :

- Animation et coordination de l'ensemble des activités de la Direction
- Réflexion sur les objectifs et la stratégie en matière de développement urbain.
- Interface avec les services municipaux et les partenaires publics et privés de la Ville.
- Évaluation des actions.

Profil :

- Formation supérieure en urbanisme indispensable.
- Solide expérience de l'urbanisme opérationnel et du management d'une équipe pluridisciplinaire.
- Qualités relationnelles et sens de l'organisation.

Adresser lettre de candidature manuscrite et curriculum-vitae détaillé à :
Ville de Rennes - Direction du Personnel - B.P. 26A
35031 Rennes cedex avant le 10 MAI 1991

CONSULTANT

Si à TOULOUSE

Vous vous êtes forgé une forte culture personnelle.

- 35 ans ou moins
- une expérience véritable de l'entreprise,
- une connaissance approfondie de la vie économique de la région.

- Vous êtes :
 - autonome et aimez l'équipe,
 - un homme ou une femme de conviction,
 - à la fois capable d'analyse et de synthèse,
 - créatif et homme de développement,
 - prêt à abandonner le pouvoir pour le conseil.

- Vous cherchez à :
 - rejoindre le service,
 - bénéficier d'un vaste espace de liberté et d'échanges.

Vous l'intéresserez probablement.

Adresser nous un dossier de candidature aussi complet
que possible, que vous constituerez à votre convenance,
10 rue Jean-Jacques ROUSSEAU
33000 BORDEAUX



recherche

Responsable du Personnel

Sous l'autorité du Directeur du Département Exploitation
(400 personnes), vous aurez la responsabilité de la gestion opérationnelle (administration, paie, recrutement, formation) en étroite collaboration avec la Direction des Ressources Humaines.

Agé de 28/35 ans, diplômé d'études supérieures, vous avez une expérience des ressources humaines d'environ 3 ans appuyées sur une personnalité à la fois affirmée et diplomate.

De réelles opportunités pourront être offertes à un collaborateur de valeur.

Merci d'adresser lettre + CV + prétentions
sous réf. NR/78 à Nicole ROGER
COREAD CONSEIL
223, boulevard Péreire
75017 PARIS

CONSEIL EN RECRUTEMENT

LA VILLE DE CERGY (95)

49 000 habitants - Commune centre
de l'agglomération nouvelle de Cergy-Pontoise

recrute

UN SECRÉTAIRE GÉNÉRAL ADJOINT

plus particulièrement chargé de la gestion
des ressources humaines et de l'administration générale

SON RESPONSABLE DE LA GESTION BUDGÉTAIRE

Fonctionnaire catégorie A (avantages annexes) ou contractuel.

Adresser les demandes de renseignements ou les candidatures à :
M^{me} le Maire - Mairie de Cergy
2, rue de l'Abondance - 95000 CERGY

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde

des Cadres

LES ECOLES DE MANAGEMENT DE RHONE-ALPES

recherchent pour la rentrée 1991

PROFESSEURS-CHERCHEURS ou PROFESSEURS-CONSULTANTS

Vous avez un DEA de Sciences de Gestion ou un doctorat. Vous êtes diplômé d'une Grande Ecole. Vous avez une expérience de cadre d'entreprise, de consultant ou de formateur. Vous utilisez couramment plusieurs langues de travail. Venez rejoindre une équipe dynamique dans l'une des régions-phares de l'Europe. Des postes sont proposés dans les disciplines suivantes :

- MARKETING
- GESTION
- TECHNIQUES QUANTITATIVES ET INFORMATIQUE
- ETUDES JURIDIQUES

ECOLE SUPERIEURE DE COMMERCE CHAMBERY

Guy MARMET
Route de St-Cassin
Jacob-Bellecombette
73000 CHAMBERY

- MANAGEMENT DES ORGANISATIONS

ECOLE SUPERIEURE DE COMMERCE SAINT-ETIENNE

Jacques BOLON
21, rue d'Arcole
42000 ST-ETIENNE

- COMPTABILITE GESTION
- STRATEGIE INTERNATIONALE
- GESTION INDUSTRIELLE
- MARKETING
- MANAGEMENT DES ORGANISATIONS

ECOLE ESC GRENOBLE

Thierry CRANGE
BP 127
38003 GRENOBLE CEDEX

- GESTION DES RESSOURCES HUMAINES
- MARKETING INDUSTRIEL
- GESTION FINANCIERE
- AFFAIRES INTERNATIONALES

GROUPE ESC LYON

Marlyse VESCO
BP 174
69132 ECULLY CEDEX

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à l'Ecole concernée.

AREA CONSULTANTS

SOCIETE DE CONSEIL EN MANAGEMENT
ORGANISATION ET SYSTEMES D'INFORMATION
recrute :

CONSULTANTS DE HAUT NIVEAU

- Formation supérieure (X, Centrale, Mines, HEC, ESSEC...)
- Débutants ou confirmés (3 à 5 ans d'expérience en entreprise ou Cabinet de Conseil)
- Postes basés à Paris

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions s/réf. SV9102 à :
AREA Consultants - 33, avenue du Maine - BP 180 - 75755 PARIS cedex 15

MONTPELLIER EUROOCITE



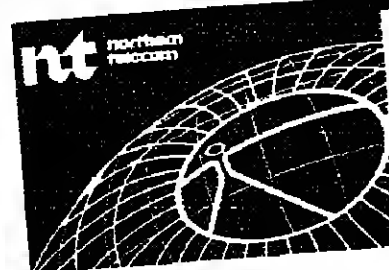
DIRIGEZ LA MISSION DU POLE HELIOPOLIS

MONTPELLIER LR TECHNOPOLIS, structure du développement économique, dépendant du District de Montpellier, recherche son

R esponsable du développement

De formation supérieure commerciale, marketing ou gestion, vous avez une expérience significative et réussie dans ce secteur d'activités vous donne envie de vous investir au sein d'une équipe.
Associé à la définition de la politique des activités, le responsable sera en charge de la mise en œuvre et le développement.
Vous assurerez en parallèle la direction de l'activité commerciale.
Merci d'adresser avant le 10 mai 1991 sous réf. : 105 N lettre manuscrite, CV, photo et rémunération souhaitée à notre Conseil PSYNERGIE - L'Ariant - 650 Av. de Montpellier - 34972 LATTES - Confidentialité assurée.

PSYNERGIE MARSEILLE - PARIS MONTPELLIER



Chef du Personnel chez Northern Telecom

Une mission sans conteste européenne
You know what I mean ? *

Ce symbole représente
l'Univers numérique
intelligent, la structure
imaginée par Northern
Telecom pour une
société de l'information
où les télécommunications
deviendront le
cadre universel de
toutes les interactions
humaines.

Parce que Northern Telecom est le principal fournisseur mondial de systèmes de télécommunication entièrement numériques.

Parce qu'en France, l'objectif de Northern Telecom est d'établir le Centre d'Excellence Européen en commutation privée, dans les secteurs aussi variés que Marketing, Support, Recherche et Développement, Formation et Technologie.

Parce que Northern Telecom sait que ses collaborateurs lui procurent son avantage concurrentiel sur les marchés mondiaux.

Votre mission sera passionnante. Elle se résume en trois mots : Gérer pour réussir.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo) sous réf. CP/ML à Geoffrey Hicks
NT MERIDIAN - 16, place de l'Iris - Cédex 13
92082 PARIS LA DEFENSE

Recruter, intégrer, former, évaluer, faire évoluer, communiquer pour faire prospérer le succès, sont les multiples facettes d'une mission offerte à un professionnel aux multiples talents.

De formation supérieure, préférentiellement juridique, vous avez 5 à 7 ans d'expérience de la fonction personnelle, acquise de préférence dans un milieu de haute technologie.

Vos grandes qualités (organisation, animation, relations...) associées aux outils performants de gestion mis à votre disposition seront vos autres atouts. La maîtrise de l'anglais est indispensable.

nt northern telecom

DES HOMMES QUI FONT PARLER LE MONDE

RHONE-ALPES
Agréable ville universitaire

800 personnes (900 ingénieurs)
Haute technologie

Leader européen dans son domaine de pointe, notre établissement industriel, qui fait partie d'un Groupe mondialement connu, est orienté vers la recherche appliquée et la fabrication de produits haut de gamme. Par suite de la promotion du titulaire actuel, nous recherchons

Directeur des ressources humaines 350 KF

Vous couvrez l'ensemble des responsabilités liées à la fonction : vous aurez en particulier les missions de proposer à la Direction Générale à laquelle vous êtes rattaché, les politiques et les méthodes de gestion et de développement du personnel. Aidé d'une équipe déjà en place, vous jouerez un rôle de consultant interne auprès de la hiérarchie pour l'assister dans la gestion des ressources humaines.
De formation supérieure, plutôt de type sciences sociales ou humaines, vous possédez un professionnalisme reconnu de plusieurs années (à 7 ans

minima) dans la fonction personnelle, acquise nécessairement dans un milieu industriel. Homme de terrain et de conseil expérimenté, apte à gérer des problèmes concrets, votre réussite à ce poste est basée sur votre compétence, votre rigueur et votre propre charisme auprès d'une population exigeante composée, pour une grande part, d'ingénieurs et de techniciens.
Des possibilités vers d'autres enlargissements de carrière existent à l'intérieur de notre groupe pour un candidat qui aurait réussi à ce poste.



Adressez votre dossier de candidature (CV, lettre manuscrite, photo) sous réf. 700, en précisant un numéro de téléphone à Guy POSTEL Conseil, BP 19, 06480 La Colle-sur-Loup, qui s'engage à traiter confidentiellement et rapidement votre dossier.

Guy Postal

Responsable de projets ouvrages scientifiques

HACHETTE EDUCATION occupe une place de premier plan dans l'édition d'ouvrages scolaires. Ses éditeurs sont responsables de la conception et de la création d'ouvrages et de collections par secteur d'enseignement. Ils définissent des projets avec leur direction éditoriale puis en dirigent et en gèrent la réalisation, coordonnant et supervisant le travail des auteurs et des différents spécialistes : correcteurs, illustrateurs, maquetistes, fabricants.

La Direction éditoriale des publications Scientifiques recherche un éditeur qui sera chargé des manuels et collections de sciences pour les lycées et les collèges. De formation scientifique (Bac + 4), vous avez une première expérience d'éditeur et, si possible, d'enseignant. La pratique de la PAO serait un atout.

Merci d'écrire sous réf. 91025/M à la Gestion des Cadres du GROUPE LIVRE HACHETTE, 24, boulevard Saint-Michel - 75006 PARIS.

HACHETTE GROUPE LIVRE

هكذا بين الاصل

هكذا من الاعمال

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde des Cadres

Optimisez notre logistique de distribution

PARFUMS
GIVENCHY

Filiale du Groupe LVMH, notre société bénéficie d'une grande notoriété dans le monde entier (CA 850 MF dont 80 % à l'export). Notre réussite et notre croissance proviennent du grand professionnalisme de nos équipes et de l'efficacité de notre réseau de distribution.

Patron de notre site unique de distribution, vous serez totalement responsable de son fonctionnement et de l'optimisation de ses performances : gestion des stocks (600 références), réalisation des commandes (4000 tonnes/an), choix des moyens de conditionnement et de transport, relations avec les douanes et assurances, propositions d'investissements, etc. Vous animerez une équipe de 30 personnes, élaborerez et suivrez votre budget. Vous serez en relation constante avec la production et les services commerciaux.

De formation supérieure, vous avez une expérience similaire de 4 à 5 ans et vous êtes motivé par un poste autonome et essentiel pour la poursuite du développement de l'entreprise. Bon organisateur, vous savez également manager une équipe. Pratique de l'anglais et expérience d'un environnement informatique souhaitées. Poste basé à Beauvais.

Merci d'adresser votre candidature avec une lettre manuscrite sous réf. E 246/M à notre conseil Elisabeth Chenevier, qui traitera votre dossier en toute confidentialité.

Oberthur Consultants

49, rue Saint Roch 75001 PARIS

COMMISSARIAT
A L'ENERGIE ATOMIQUE



AGENCE NATIONALE
POUR LA GESTION
DES DECHETS
RADIOACTIFS

MAITRISER LE PRESENT ASSURER L'AVENIR

Responsable de la gestion à long terme des déchets radioactifs français, l'ANDRA assure une mission nationale de protection de notre environnement actuel et futur, avec une expertise reconnue au niveau mondial comme une référence. Forte de 260 personnes, principalement ingénieurs et scientifiques de haut niveau, l'ANDRA constitue un creuset de compétences techniques et industrielles se perfectionnant en permanence pour s'adapter à l'extension de ses missions. Pour accompagner ce développement au sein de l'équipe de l'Echelon personnel, nous recherchons un

RESPONSABLE FORMATION/ COMMUNICATION INTERNE

De formation supérieure (ingénieur de préférence), vous avez une expérience de 5 ans minimum dans la mise en œuvre de plans de formation dans un contexte industriel ou technique de haut niveau. Si de plus, vos qualités humaines d'écoute et d'ouverture ont nourri chez vous un souci pour la communication interne, l'ANDRA pourrait bien être votre prochaine étape significative.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, sous la réf. B155K, à Lucien Bressard, OC Conseil, 3 rue E. & A. Paugot, 92500 Rueil-Malmaison. Répondeur Mindel : 42 35 10 30

Jeune inspecteur IARD

Grand Ouest de Paris

BANQUE
REGIONALE
D'UN GRAND
GROUPE

Fortement implantée à l'Ouest de Paris, avec 50 agences et plus de 40 % du marché, nous recherchons le responsable du développement de la branche d'assurance IARD. Nous vous confierons le pilotage de cette activité et l'animation de l'équipe. Vous organiserez et superviserez le contrôle de la souscription, en consultant le réseau. Tout en suivant la gestion, vous coordonnerez les actions avec les autres acteurs concernés de la banque. Pour ce poste, nous souhaitons rencontrer de jeunes professionnels, de formation Ecole d'assurance, ESCAE ou maîtrise de gestion, avec une première expérience réussie en IARD. Une bonne maîtrise des procédures de gestion informatisées, la pratique de la micro et la connaissance des techniques d'assurance, autant d'atouts requis pour réussir dans ce poste.

Merci d'adresser votre lettre de motivation + C.V. + prétentions sous la référence 107/M à notre Conseil FINANSEARCH - 10, rue du Colisée - 75003 PARIS



TAILLANDIER CONSEIL
FINANSEARCH
ETHIQUE ET RECRUTEMENTS

PARIS - BORDEAUX

TOULOUSE - NANTES

CHEF D'EXPLOITATION : N° 2 D'UNE AGENCE

INGENIEUR
INSA, UTC...



Société de services, filiale du Groupe ELF AQUITAINE, ESYS est l'un des leaders français en gestion et maintenance d'équipements thermiques et climatiques.

Notre agence de Lyon recherche un ingénieur d'exploitation, numéro 2 de l'agence ; votre mission est triple :

- commerciale : vous maintenez et développez votre portefeuille d'affaires (50 MF) ; interlocuteur privilégié de vos clients (habitat, tertiaire), vous êtes responsable de la négociation de très importants contrats d'entretien et d'exploitation,

- managériale : vous encadrez, animez, motivez une équipe d'une trentaine de personnes (techniciens et agents de maîtrise),

- technique : vous assurez la gestion complète de 2 gros secteurs d'exploitation ; vous êtes le garant de la qualité de nos prestations.

De formation ingénieur, vous disposez d'au moins 3 à 5 ans d'expérience dans le domaine du génie climatique.

Votre sens commercial, vos qualités d'animateur seront essentiels pour réussir dans cette mission qui vous permettra une réelle évolution au sein de notre groupe.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. IE43 à l'attention de Séverine de CACQUERAY - ESYS - 73 Boulevard Haussmann 75008 PARIS.

Associez nos énergies

FRANCE CONSTRUCTION

Société de promotion immobilière, nous recherchons un(e)

Responsable de programme

Diplômé(e) de l'enseignement supérieur, vous avez acquis une première expérience des opérations PLA/PU ainsi qu'une bonne connaissance des organismes financiers, des sociétés HLM et des collectivités locales.

Rigueur, organisation et sens du contact vous permettant de réussir à ce poste.

Envoyez C.V. + lettre + photo à L. VAN ECKHOUT FRANCE CONSTRUCTION - 42, rue de Bellevue 92100 BOULOGNE

Au sein de la SOCIÉTÉ DES EAUX DE PARIS
qui approvisionne toute la capitale en eau

INGÉNIEUR BUREAU D'ÉTUDES

et contribuez à moderniser l'ensemble des installations (usines, conduites, dérivations et réservoirs).

MISSIONS

Vous conduirez des études relatives aux investissements de la société et de ses clients. Vous participerez à de grandes opérations d'aménagement de la capitale, élaborerez des marchés et coordonnerez les partenaires concernés.

PROFIL

Désideur en matière de coordination et d'articulation des différentes phases de travaux, responsable de budgets importants, vous avez le sens du contact, et un esprit rigoureux et novateur.

Ingénieur diplômé (bac + 5 minimum), vous possédez les techniques de travaux publics (réseaux et ouvrages d'art notamment).

Une expérience professionnelle de 2 ans minimum est souhaitable.

Rémunération selon expérience.

Votre de fonction.

Adresser lettre manuscrite et CV à la SAGEP M. le Responsable des ressources humaines 9, rue Schoelcher - 75014 Paris

BUREAUTIQUE ORGANISATION
SECRETARIAT

CONSULTANT FORMATEUR

N°1 en Europe de la formation des adultes, la CEGOS développe ses activités et propose des postes de Consultants-Formateurs en bureautique, organisation, secrétariat. Vous maîtrisez les nouveaux outils micro-informatiques, vous avez une formation bac + 5 et l'expérience de fonctions administratives : organisation, assistant etc... Vous êtes passionné(e) par la pédagogie. Nous vous proposons de transmettre votre savoir en animant et concevant des stages inter-entreprises et dans l'entreprise. En intégrant notre équipe, vous découvrirez un environnement stimulant et de nouvelles opportunités de carrière.

Merci d'adresser lettre manuscrite et CV sous réf. 2386 /M à Marie-José FOURNIAT CEGOS Division Recrutement 204, Rond Point du Pont de Sèvres Tour Vendôme 92516 BOULOGNE Cédex.



JEUNE ORGANISATEUR

N°3 européen de la lingerie féminine (1 400 personnes, 6 filiales commerciales en Europe), notre groupe associe une forte expansion à une belle santé financière.

La refonte de notre système d'informations commerciales dans les entités du groupe (France et Europe) conduit notre DSI à renforcer sa structure par la création de ce nouveau poste.

De formation bac + 5 (ingénieur généraliste ou école de gestion), vous possédez une première expérience de la fonction en entreprise ou en cabinet conseil.

Le poste est basé au siège social de la société (banlieue sud, RER B). Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV et prétentions) à la Direction du personnel de la société, 8-10 rue de Provigny, 94230 Cachan.

Chantelle
Lingerie

SOCIÉTÉ DE CONSEIL SPÉCIALISTE
DU MARKETING DE L'IMMOBILIER
ET DE L'AMÉNAGEMENT URBAIN

Chargé(e) d'études senior

Pour apporter à ses clients les solutions les plus performantes et les plus innovantes, le GRECAM développe son département conseil, au sein duquel vous prendrez rapidement des responsabilités.

Vous avez une formation supérieure commerciale ou de gestion (BAC + 4).

Vous avez une expérience de 3 ans minimum du conseil en marketing.

Vous souhaitez vous impliquer dans un métier de réflexion et de contacts, prendre part aux décisions immobilières majeures (habitat, bureaux, loisirs) en France et à l'étranger.

Merci d'adresser votre candidature (lettre, C.V., photo) à :

grecam
12, rue Hamelin - 75116 PARIS

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde de la Fonction Commerciale



Ensemble, exceller dans nos métiers. gagner en Europe.

LA SOCIÉTÉ
HOLDING
DE CRÉDIT BAIL DU
CRÉDIT AGRICOLE
CONFIRME SA
DYNAMIQUE DE
SUCCÈS AU SEIN DU
PREMIER GROUPE
BANCAIRE
EUROPÉEN : 300
COLLABORATEURS,
20 DÉLÉGATIONS
RÉGIONALES

ATTACHÉS COMMERCIAUX

DIJON - PARIS - REIMS - STRASBOURG

Diplôme de l'enseignement supérieur (ESCAE, SUP de CO, Maîtrise des sciences de gestion ou sciences économiques), vous avez acquis plusieurs années d'expérience professionnelle de préférence dans le crédit aux entreprises. Nous vous proposons de rejoindre une grande société holding de Crédit Bail : UCABAIL, filiale du Crédit Agricole. Directement rattaché au Délégué Régional, vous serez chargé :
• d'informer et de développer votre conseil en vue de la formation et de l'animation d'un réseau commercial solidement établi.
• de promouvoir les activités de Crédit Bail sur les départements rattachés à la délégation. Pour ces postes qui exigent de fréquents déplacements, nous vous remercions d'adresser lettre, CV et prétentions sous réf. LAM/05.04 à la Caisse Nationale de Crédit Agricole - Direction des Ressources Humaines - B.P. 48 - 78280 GUYANCOURT.



RESPONSABLE GROUPEMENT PROFESSIONNEL

Société à caractère de groupement professionnel, nous gérons les intérêts de nos actionnaires industriels dans leurs achats de matières premières. Votre mission : interlocuteur direct de nos clients-actionnaires, vous conduirez pour eux, et de façon autonome, le rapprochement de l'offre et de la demande de matières premières :
• Recherche de sources d'approvisionnement en France et à l'étranger.
• Suivi des cours nationaux et internationaux.
• Négociation avec les fournisseurs.
• Direction administrative d'une structure légère. Le CA annuel d'achat représente 200 millions de F. Votre profil : Vous êtes diplômé d'une formation supérieure. Vous avez au moins 8 ans d'expérience avec la pratique de la négociation en milieu industriel ou de la gestion d'intérêts interprofessionnels. Vous avez une culture générale qui vous permet de conduire des relations à haut niveau. Vous êtes intéressé par un poste de négociateur et de gestion d'une petite unité autonome. Vous parlez anglais. Le poste est situé à Paris et suppose des déplacements. Ordre de grandeur de rémunération : 350.000 + Ecart sous réf. 17 A 354/11A. Discretion absolue. 71, rue d'Auteuil 75016 Paris



Protéger l'environnement de nos voisins européens

Une démarche scientifique et une technologie avancée ont permis à SARP Industries, filiale de la Générale des Eaux, de devenir en France le leader du traitement des déchets industriels. Pour poursuivre notre croissance, nous souhaitons développer nos activités en Europe en créant le poste de :

Responsable d'affaires export

Rattaché au Directeur commercial, vous :
• analyserez les appels d'offres internationaux,
• élaborerez les propositions de traitement propres à chaque secteur industriel, • négociez les nouvelles implantations. A 30/35 ans, de formation ingénieur, vous avez acquis une expérience commerciale à l'export et vous maîtrisez la vente de projets industriels. Vous recherchez un poste qui vous permette d'évoluer. Anglais courant. Poste basé en région parisienne (ouest). Merci d'envoyer CV, lettre manuscrite, photo et prétentions, sous réf. 1049/M, à Bernard Krief Recrutement, BP 186-07, 75320 Paris Cedex 07.

BERNARD KRIEF RECRUTEMENT
PARIS - LILLE - LYON - SOFIA - ANTIPOLIS
Un département de Bernard Krief Consulting Group

Dans le cadre de sa forte croissance, PRISME, SSII internationale sur systèmes intermédiaires (IBM) 230 personnes, recherche pour son siège situé à JOUY-EN-JOSAS, des

Ingénieurs d'affaires

A réception d'un appel d'offres, vous initiez et menez les divers contacts avec les prospects. En collaboration avec vos collègues consultants, vous élaborerez une proposition, vous saurez la défendre et la négocier au mieux pour conclure la vente. Interlocuteur privilégié des clients, vous veillerez à leur entière satisfaction et les accompagnerez dans leur développement en proposant des projets adaptés à leurs besoins. Votre FORMATION : Ecole de Commerce ou Ingénieur. Votre EXPERIENCE : plusieurs années dans la vente de logiciels de gestion sur plateforme IBM AS 400 ou équivalent (Vente, Stocks, Achats, GPAO, Finance). Vos QUALITÉS : de réels talents commerciaux, un esprit d'analyse et de synthèse et bien sûr un très fort dynamisme. Notre système de rémunération est particulièrement motivant (plus de 500 KF repart en salaire fixe + intéressements) et vous disposerez d'une voiture de fonction. Merci d'adresser votre dossier de candidature à Philippe VANDEPUTTE - Société PRISME - 24, rue J.B. Huet 78350 JOUY-EN-JOSAS - Tél. 34.04.03.70.



Région CENTRE-OUEST
Nous sommes une importante société de services en plein développement, intervenant dans le monde entier et leader dans son secteur d'activité. Nous recherchons pour notre service Développement un

RESPONSABLE COMMERCIAL

Rattaché au Responsable du Développement, il sera chargé des relations commerciales avec les clients et partenaires de l'entreprise en France et en Europe. Il étudiera, définira et négociera avec eux les nouveaux contrats liés au développement de l'entreprise. Ce poste s'adresse à un candidat diplômé de l'enseignement supérieur maîtrisant l'anglais, si possible l'allemand, et justifiant d'au moins 5 ans d'expérience de la négociation à haut niveau en France et à l'étranger. Nous vous remercions de communiquer votre dossier de candidature :
• par tél. 02 49 10 95 72 (réf. 24023)
• par fax 02 49 10 95 72 (réf. 24023)
• par courrier (réf. 24023) à EUROMESSAGES
BP 80 92105 BOULOGNE Cedex qui transmettra.

PARIS - STRASBOURG - LILLE - MARSEILLE - BEST - EUROMESSAGES

Le Monde des Cadres

Notre SSII dans les secteurs de haute technologie a besoin de vous... mais vous offre aussi un champ d'action particulièrement intéressant.

Commercial et ingénieur Sud-Ouest

Vos interlocuteurs : les plus grandes Entreprises, vos centres d'intérêts : les grands projets de notre temps. Nous travaillons soit en régie, soit au forfait. Nos équipes d'ingénieurs sont particulièrement performantes, au savoir-faire reconnu. A 30 ans environ, vous recherchez un milieu enrichissant, stimulant, vous nous apportez votre allant, vos compétences commerciales, vos capacités d'encadrement, vous aimez ce métier dur mais passionnant, alors venez partager notre enthousiasme.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence A1 04 18 à notre Conseil, Madame Claude Favereau FAVEREAU CONSULTANTS 52, rue de la Fédération - 75015 PARIS.



Le Monde de l'Informatique



RESPONSABLE INFOCENTRE

L'efficacité de notre système informatique (35 personnes, 4 VAX/VMS, 180 terminaux et 70 Macintosh interconnectés dans un réseau local, base de données relationnelle, etc.) contribue largement à notre rythme de développement soutenu et à la diversification de nos activités. Dans ce contexte, nous créons le poste de Responsable Infocentre rattaché au Responsable Informatique Individuelle. Dans le cadre des principes généraux et orientations définies dans le schéma directeur pour l'Infocentre, vous étudierez les besoins exprimés par les utilisateurs, préconiserez les moyens de traitement les plus adaptés, les guiderez dans leurs réalisations et assurerez le support technique des outils Infocentre. Vous collaborerez avec le Service des Etudes pour la définition des données, l'organisation de la base, l'évaluation des fonctionnalités et l'amélioration des performances. Vous avez une formation supérieure de type scientifique ou de gestion. Vous avez surtout une expérience de 4 à 5 ans de l'informatique bancaire ou financière. Cuneux du métier des autres, attentif à leurs besoins, vous saurez mettre vos compétences, vos outils et savoir-faire à leur service. Poste basé à PARIS. Merci d'adresser votre dossier de candidature sous la référence C.109 à notre Conseil Catherine Charvet - OBERTHUR CONSULTANTS 49, rue Saint Roch - 75001 PARIS.

FILIALE DU CREDIT AGRICOLE UNICREDIT CONFIRME SA DYNAMIQUE DE SUCCES : 250 COLLABORATEURS BILAN : 27 MILLIARDS DE FRANCS NOTRE SPECIALITE : LE FINANCEMENT AUX ENTREPRISES



هكذا بين الامم

حکومتنا الامم

16 Le Monde • Mardi 22 avril 1991

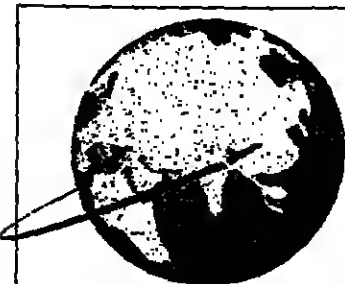
XII Le Monde • Mercredi 24 avril 1991

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde

de l'

Informatique



N° 1 dans le domaine des équipements aéronautiques et spatiaux, INTERTECHNIQUE emploie 2 200 personnes et réalise un chiffre d'affaires d'un milliard et demi de francs.

Le Directeur de la Qualité, rattaché au Président du Groupe INTERTECHNIQUE, renforce son équipe de 120 personnes, et recrute

2 Ingénieurs Assurance Qualité Logiciel

Ecole d'ingénieur ou Universitaire

Rattaché au Directeur de la Qualité, vous prendrez en charge l'assurance qualité logiciel temps réel sur équipements embarqués en aéronautique et spatial.

Votre objectif sera également de mettre en place des dispositifs spécifiques pour chaque projet et contrôler leur application.

Vous avez forcément une expérience de 3 ans au minimum en développement de logiciel.

Pour ces postes basés, l'un aux Ulis (91) et l'autre à Plaisir (78), l'anglais est indispensable.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. DQ/19 à Isabelle Chelet, Intertechnique, Direction du Personnel, BP 1, 78374 Plaisir Cedex.



Ingénieur Analyste débutant

Au terme de quatre à cinq années d'études supérieures (école d'ingénieur, MIAGE,...), vous abordez votre vie professionnelle. Ambitieux, vous tenez à réussir votre carrière et vous savez combien sera capital pour votre avenir le choix de votre première entreprise. En rejoignant un groupe financier international de renom, vous ne commetrez pas de faux pas.

Vous serez placé, comme en pépinière, au sein d'une équipe restreinte d'informaticiens sur gros systèmes (IBM 9000, TANDEM ou VAX). Parallèlement une formation méthodologique vous sera dispensée. Selon votre performance, deux, trois ou quatre années après, vous deviendrez chef de projet. Ensuite ?... ce sera à vous, seul, de jouer !

Si vous êtes intéressé par de telles perspectives, écrivez sous réf. 319 aux consultants de CLEAS en précisant votre formation, vos stages et votre délai de disponibilité.

CLEAS

Département Informatique

6, place de la République Dominicaine - 75017 PARIS.

MEMBRE DE SYNTHEC

Jeune Auditeur Informatique

Avec trois grandes branches d'activité - Entreprise électrique, Construction, Génie industriel - et 36 000 personnes, Spie Batignolles vous offre l'envergure et la solidité d'un grand groupe.

Votre fonction sera de mener des études générales et de veiller à l'application du schéma directeur des systèmes d'information du Groupe sur tous les plans : matériels, réseaux, sécurité, logiciels, organisation. De plus, vous aurez à intervenir dans la mise en œuvre et le suivi de vos recommandations.

Ce poste, qui compose un volet opérationnel, sera enrichi par des missions d'assistance, notamment pour le redéploiement informatique des filiales.

Agé d'environ 30 ans, vous avez une formation de type Bac + 4/5 orientée vers l'informatique de gestion et une expérience de quelques années acquise par exemple dans la conception de systèmes de gestion en relation avec les utilisateurs.

Merci d'adresser votre candidature, sous référence GFC 038, à Françoise Gouget, Direction du personnel, Parc St Christophe, Pôle Gallée II, 95865 Cergy-Pontoise Cedex.

Spie Batignolles

UN ESPRIT D'ENTREPRISES

GRUPE SCHNEIDER

GESTION - TEMPS RÉEL - RÉSEAUX - ELECTRONIQUE

INGENIEURS DÉBUTANTS OU CONFIRMÉS



Dans le cadre de nos activités informatiques et électroniques, nous vous offrons de réelles opportunités de carrières au sein de nos agences de Paris, de province ou de l'étranger.

- Forte croissance
- Vaste choix de projets
- Rémunération motivante

- SUN - HP - DEC - IBM ...
- ADA - C - LTR3 - ASSEMBLEUR ...
- UNIX - VRTX - PSOS - VMS ...
- Conception de circuits : ASIC, ...

Contactez Valérie LASCAUX au 45 07 90 77 ou écrivez à IXEL 123-129, Grande Rue 92310 - SEVRES

Correspondant informatique, prenez le virage marketing...

Société en pleine expansion, notre activité est résolument tournée vers le grand public. Au travers des produits et des services que nous développons, nous souhaitons atteindre une population de plus en plus large. Notre stratégie commerciale et marketing liée aux performances de nos systèmes d'information est la clé de notre réussite. Pour "coller" encore mieux au terrain, nous créons au sein de notre Direction Commerciale le poste de Correspondant Informatique.

Interlocuteur privilégié des utilisateurs, vous assurerez la liaison avec notre Direction Informatique. Gestionnaire de notre base de données organisée autour de nos produits et circuits de distribution, vous saurez la faire évoluer.

Bac + 4 (Ecole de commerce ou Universitaire), débutant ou 1 an d'expérience, vous avez une bonne compétence en informatique tout en étant très attiré par le Marketing et le Commercial. C'est ce que nous vous proposons.

Poste basé à PARIS.

Merci d'adresser lettre, c.v. et photo sous réf. 12/666 M (à noter sur courrier et enveloppe) 79/83 rue Baudin - 92309 Levallois Perret Cedex.



BERNARD JULHIET
RESSOURCES HUMAINES

Paris - Lyon - Lille - Strasbourg - Nice - Bruxelles

LE CENTRE NATIONAL DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE
ÉTABLISSEMENT PUBLIC DE FORMATION
BUDGET : 800 MF
1 300 AGENTS PERMANENTS
26 DIRECTIONS RÉGIONALES
3 ÉCOLES NATIONALES

recrute d'urgence à son siège
pour la mise en œuvre de son schéma directeur informatique
1 ORGANISATEUR DES SYSTÈMES D'INFORMATION
CADRE A DE LA F.P.T. (filière administrative ou technique)
Il assurera la conduite du projet et sera rattaché directement au Directeur général.

FONCTIONS :

- Organiser, homogénéiser et optimiser le système d'information du CNFPT à travers la mise en œuvre du Schéma Directeur Informatique.
- Évaluer et analyser les circuits d'information, procéder à des scénarios d'organisation et définir de nouvelles procédures.
- Être le partenaire permanent de la direction informatique et participer activement à la conception des produits et aux choix du matériel.

PROFIL :

- Cadre confirmé, de formation supérieure, à la fois gestionnaire et technicien.
- Bonnes connaissances de l'organisation administrative.
- Maîtriser parfaitement la conduite d'un projet, l'élaboration de cahiers des charges et les principes de fonctionnement d'un système informatique.

1 COORDONNATEUR DES CORRESPONDANTS INFORMATIQUE
CADRE A DE LA F.P.T. (filière administrative ou technique)

FONCTIONS :

- Chargé d'organiser, d'animer, de faciliter le fonctionnement du réseau des correspondants informatique du CNFPT (à terme une trentaine d'agents répartis sur trente sites différents) et de les représenter au sein de l'établissement.
- Un des principaux acteurs opérationnels de la mise en œuvre du SDI du CNFPT, il est rattaché à l'organisateur des systèmes d'information placé auprès du Directeur général.

TACHES PRINCIPALES :

- Garantir la cohérence des travaux du groupe des correspondants informatiques par rapport aux objectifs du S.D.I.
- Être un partenaire de la direction informatique grâce à sa bonne connaissance des besoins des utilisateurs et des outils informatiques.
- Participer activement à l'élaboration et au suivi de la formation des correspondants informatiques en poste ou à recruter.

PROFIL :

- Cadre de formation supérieure, ayant une bonne culture informatique.
- Pratique des techniques d'animation de groupe et d'une méthode de conduite de projet.
- Capacité d'analyse, de synthèse, de négociation, d'implication dans un projet.
- Bonne disponibilité, déplacements fréquents (de courte durée) à prévoir sur l'ensemble du territoire.

Envoyer candidature manuscrite + CV à :
M. le Président du CNFPT, 3, villa Thoréton, 75738 Paris Cedex 15



Interleaf

NUMÉRO 1

MONDIAL DES

LOGICIELS

D'ÉDITION

ELECTRONIQUE

SUR STATIONS DE

TRAVAIL

APOLLO,

DIGITAL, HP, IBM

ET SUN...

■ Un CA exponentiel : une progression de 8 à 100 millions de dollars en 5 ans
■ 100 000 licences installées principalement dans les grands comptes
■ Une filiale française jeune et dynamique installée dans de splendides bureaux à La Défense
■ Une équipe en France de 40 professionnels de l'informatique et de l'Édition Electronique devant passer à 50 avec un objectif de plus de 50 MF.

Dans le cadre de développements de grands projets, nous renforçons notre Direction Technique avec les compétences suivantes :

Chef de projet B/F

Ingénieur de développement B/F

Ingénieur support d'applications B/F

Ingénieur système B/F

Ingénieur technico-commercial B/F

Vous êtes débutant, ou vous avez 2 à 10 ans d'expérience, vous êtes diplômé Bac + 5 (Grandes Ecoles, maîtrise ou DESS informatique) ou Bac + 2 (UT-BTS dans les disciplines informatiques), vous possédez une très bonne connaissance des stations de travail, d'Unix ou de VMS, et de solides notions d'anglais.

Nous vous proposons une évolution intéressante au sein d'Interleaf. Salaire attractif.

Adresser votre dossier (CV, photo et prétentions) sous réf. M04-91, au Directeur Technique, Interleaf France - Le Michélet - 6 cours Michélet, La Défense 10, 92064 Paris-La Défense Cedex 52.

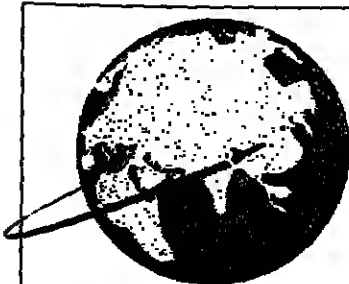
هكذا من الاجل

16 Le Monde • Mercredi 22 avril 1991

XIV Le Monde • Mercredi 24 avril 1991

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde des Secteurs de Pointe



N° 1 dans le domaine
des équipements
aéronautiques et
spatiaux,
INTERTECHNIQUE
emploie 2 200
personnes et réalise
un chiffre d'affaires
d'un milliard et demi
de francs.

Le Directeur de la Qualité, rattaché au Président du
Groupe INTERTECHNIQUE, renforce son équipe de
120 personnes, et recrute

Ingénieur Assurance Qualité en Electronique

Ecole d'ingénieur ou Universitaire

Rattaché au Directeur de la Qualité de l'établissement, vous
participerez à la conduite de la politique d'assurance qualité
du matériel électronique embarqué.

Homme de dialogue et de contact, vous travaillerez en étroite
collaboration avec les chefs de projets.

Ingénieur en électronique (ISEP, ISEN, SUPELEC, HEL...) vous
avez déjà une expérience de 3 ans, soit en Etudes soit dans la
Qualité.

Pour ce poste basé aux Ulis (91), l'anglais est indispensable.

Merci d'adresser votre dossier de
candidature sous réf. DQ/20 à
Isabelle Chelet, Intertechnique,
Direction du Personnel, BP 1, 78374
Plaisir Cedex.

INTERTECHNIQUE



COGEMA

LE GROUPE
COGEMA

17 000 PERSONNES

23,6 MILLIARDS DE
C.A.

DONT 33%
A L'ETRANGER

140 REACTEURS
NUCLEAIRES
ALIMENTES DANS LE
MONDE

JEUNE INGENIEUR

A une formation initiale en mécanique, vous joignez une première
expérience de préférence dans le domaine des études, ou bien vous avez
des connaissances en méthodes et suivi de fabrication. Vous souhaitez
aujourd'hui élargir vos compétences.

Nous vous proposons d'intégrer une équipe dynamique de 5 personnes.
Rattaché au responsable des fabrications, vous aurez à spécifier et suivre
les études de réalisation et la fabrication d'emballages et de matériels de
transports de matières radioactives devant respecter des critères de sûreté
sévères et une qualité de fabrication irréprochable.

Vous aurez à vous impliquer en priorité sur les matériels nouveaux en
liaison avec les sociétés d'ingénierie et les entreprises de fabrication
associées à nos projets.

Ce poste, basé à notre Siège en REGION PARISIENNE, vous permettra
d'évoluer dans les métiers très diversifiés de nos différentes branches
d'activités et de nos filiales.

Vous pouvez adresser votre candidature sous référence STM/38 à : DRS,
Gestion des Cadres COGEMA - 2 rue Paul Dauter - BP 4 - 78141 VELIZY-
VILLACOUBLAY. Vous pouvez aussi déposer votre CV sur 3615 LM.

Nous faisons partie d'un des
grands groupes mondiaux
présents, notamment, dans
les secteurs hygiène et
beauté. Notre Hôte en
France - CA > 1.2 Mrd F.
recherche un

PASSEZ A LA DIMENSION DIRECTION

RESPONSABLE D'USINE

Faire évoluer les fabrications, les conditionnements et la productivité en rentabilisant des investissements significatifs,
gérer la qualité et les délais qui sont nos préoccupations constantes, telles sont vos tâches quotidiennes. Vous avez
aussi à anticiper développements technologiques et innovations en relation avec les laboratoires du groupe. Mais vous
devez surtout valoriser vos équipes en créant un climat permettant la réalisation de vos objectifs définis avec le
directeur industriel dont vous dépendez.

A 32-35 ans, ingénieur diplômé d'une grande école de chimie ou équivalent... à l'aise en anglais, vous venez de
l'univers pharmacie, cosmétologie... et vous bénéficiez d'une expérience confirmée (5 ans au moins) d'atelier de
production de produits et d'encadrement. Pour vous imposer à ce poste, vous savez communiquer avec le personnel et
le motiver. Ce sont les atouts de votre personnalité affirmée. Aujourd'hui vous voulez donner un élan à votre carrière et
recherchez autonomie et large délégation - nous vous les offrons.

Poste basé en région parisienne.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et rémunération
sous la référence F 14 A07 à notre Conseil RESOUDRE,
50 rue Sainte-Croix de la Bretonnerie 75004 PARIS.

RESOUDRE
LES PROFILS D'AVENIR



Sogitec

LEADER EUROPEEN

EN SYSTEMES

DE SIMULATION AERONAUTIQUE,

CONCORD ET REUSE

SES PROPRES CALCULATEURS

TEMPS REEL

POUR GENIEUR

DES IMAGES DE SYNTHESE

SYNTHESE D'IMAGE TEMPS REEL UN ECHO A VOS COMPETENCES

INGENIEUR D'INTEGRATION DE SYSTEMES NUMERIQUES

Vous prendrez en charge l'intégration de nos calculateurs temps
réel de synthèse d'image, de la mise au point hardware et soft-
ware jusqu'à l'installation sur site. Réf. MGC/9101

INGENIEUR PROJET EN SYSTEMES NUMERIQUES

Vous serez responsable de projets utilisant nos calculateurs d'image,
de l'établissement des spécifications jusqu'à l'aboutissement de la
réalisation (suivi technique et budgétaire). Réf. MGC/9102

Vous êtes ingénieur en électronique avec une première expé-
rience (1 à 3 ans) dans le développement ou la mise en oeuvre de
matériels informatiques temps réel.

Ces deux opportunités vous permettront de conjuguer la tech-
nique de systèmes complexes (électronique de pointe et algorithmi-
que temps réel) à la richesse d'un environnement de travail dyna-
mique et motivant : les aspects de coordination et d'interface
avec les équipes de développement vous permettront ainsi de
valoriser vos compétences techniques et vos capacités d'analy-
se et de communication.

Merci d'adresser votre candidature, sous la référence choisie
à SOGITEC, DRI, BP 203 92108 BOULOGNE CEDEX

Jeunes Ingénieurs, bien dans la technique ! Le sens du client en plus.

Des réussites techniques fortes, des structures de direction légères, des relations
internes simples et directes, cette entreprise a beaucoup d'atouts. Ses succès
expliquent les 25 % de croissance annuelle jusqu'en 1990, sa bonne résistance à la crise
actuelle, 2,5 Mds de francs de C.A., 8 unités de production en France, 3 dans le sud de
l'Europe, 2 en Angleterre et aux USA. Fournisseur de 1er niveau de l'industrie Automobile,
elle conçoit tous les éléments de l'habillage intérieur des véhicules.

A 26/28 ans, Arts et Métiers, Mines, INSA, vous aimez la technique et les contacts. Chargé
d'affaires, vous aurez la responsabilité de projets complexes, mettant en oeuvre, design,
études techniques, C.A.O., plannings, budgets, gammes de fabrication, maîtrise des
plastiques techniques et toujours très proche des clients, les constructeurs automobiles.

Nous savons déjà qui seront vos clients en 1995. Pour les satisfaire, nous avons besoin de
votre première expérience ou de votre enthousiasme confirmé par un bon CV si vous êtes
débutant. Pour prendre votre part de succès, écrivez à Jean-Louis Marques, associé du
cabinet Sirca sous la référence 284 253 M, 140 bd Haussmann, 75008 Paris.

Sirca
Paris-Lyon-Madrid-Lisbonne

Membre de Syntec

Première entreprise en France à avoir conçu un télécopieur et pionnier de la
communication mobile, nous avons su, depuis plus de 40 ans, nous imposer dans la
conception et la réalisation de systèmes et d'équipements électroniques pour les
secteurs de pointe. Au service des TELECOMMUNICATIONS et de la DEFENSE, nos
250 ingénieurs s'investissent pleinement dans nos projets, de l'initiation à l'intégration.
Aujourd'hui, pour développer un système de reconnaissance pour l'armée de terre,
nous recrutons un

Ingénieur électronicien

Dans une équipe de 5 personnes, nous vous proposons de participer à la conception électronique du
système. Cette affaire "pilote" mettra en oeuvre des méthodes
modernes (Analyse de la valeur, C.A.O...) et fera appel à des
compétences en hard analogique, et en microprocesseurs des
familles 68000. Vous encadrerez un technicien supérieur. Vous
avez une première expérience (1 à 2 ans) ou vous êtes
débutant à fort potentiel.

Nos enjeux vous intéressent, écrivez-nous sous référence
64/3 à la Direction des Ressources Humaines - 214 rue du
Faubourg Saint-Martin - 75010 PARIS.

SECRE

GROUPE MERLIN GERIN

UN AVENIR D'AVANCE

FRANCE TELECOM

2 INGENIEURS

POUR DES ETUDES DE SERVICES ET RESEAUX

DE DONNEES A TRES HAUT DEBIT

Nous recherchons pour le site de LANNION

Ingénieurs d'un diplôme d'ingénieur de grande école ou équivalent, vous travaillerez au sein d'une équipe de
recherche dont l'objectif est de concevoir le réseau à intégration de services de données. Les besoins
d'optimisation, des architectures des futurs réseaux, vous conduiront à des contacts fréquents avec nos
partenaires étrangers, tout pour des échanges d'idées que pour des actions de normalisation internationale.
Vous participerez à la diffusion et à l'application des résultats de vos travaux dans le groupe FRANCE
TELECOM et dans l'industrie.

Débutants ou confirmés, vous devrez avoir une forte motivation pour l'exercice d'une activité technique et
scientifique. De bonnes connaissances dans les domaines suivants seront appréciées :
Réseaux de télécommunications, protocoles de transmission de données.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo
et rémunération actuelle) à : ONEHAA, Service du Personnel
2, rue de la Trinité - BP 40
22301 LANNION
Rég. 93M

Prenez une nouvelle orientation...

Une société d'expertise industrielle affiliée au groupe Francexpert vous propose de
contribuer à son développement en devenant :

Expert Industriel

Vous prendrez en charge les missions complètes d'expertise (évaluation technique et
financière des sinistres). Vous serez l'interlocuteur privilégié des Compagnies
d'assurance et des industriels.

Ingénieur généraliste avec une formation en gestion (INSEAD, MBA, ISA...), vous avez
une première expérience dans l'industrie (production, ingénierie, achat...).

Un excellent sens du contact et de la négociation vous permettra de faire carrière dans
un métier original, passionnant et en fort développement.

Merci d'envoyer votre candidature, sous référence 1048/M, à Bernard Krief
Recrutement, BP 186-07, 75326 Paris Cedex 07.

BERNARD KRIEF RECRUTEMENT

PARIS LILLE LYON SOPHIA-ANTIPOLIS

Un département de Bernard Krief Consulting Group

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde des Secteurs de Pointe

TOUT EST MONDIAL CHEZ SCHLUMBERGER

Tout est mondial chez Schlumberger, les marchés et les produits, les enjeux et les stratégies, les techniques et les projets... Les carrières aussi, si vous savez être mobile, exercer tous les métiers de l'Ingénieur, faire vôtres les projets de l'entreprise dans tous les secteurs où elle est présente:

- Services pétroliers
- Systèmes de mesure et de traitement de données liées à la gestion de l'énergie

- Cartes à mémoire et monétique, équipements électroniques de mesure et de test, systèmes de CFAO...

Ingénieurs grandes écoles

ELECTRONIQUE, MÉCANIQUE, INFORMATIQUE INDUSTRIELLE

Débutants ou avec une première expérience, donnez de l'envergure à vos ambitions. Choisissons ensemble votre premier métier chez Schlumberger:

INNOVER

(Recherche / Développement, Etudes)

PRODUIRE

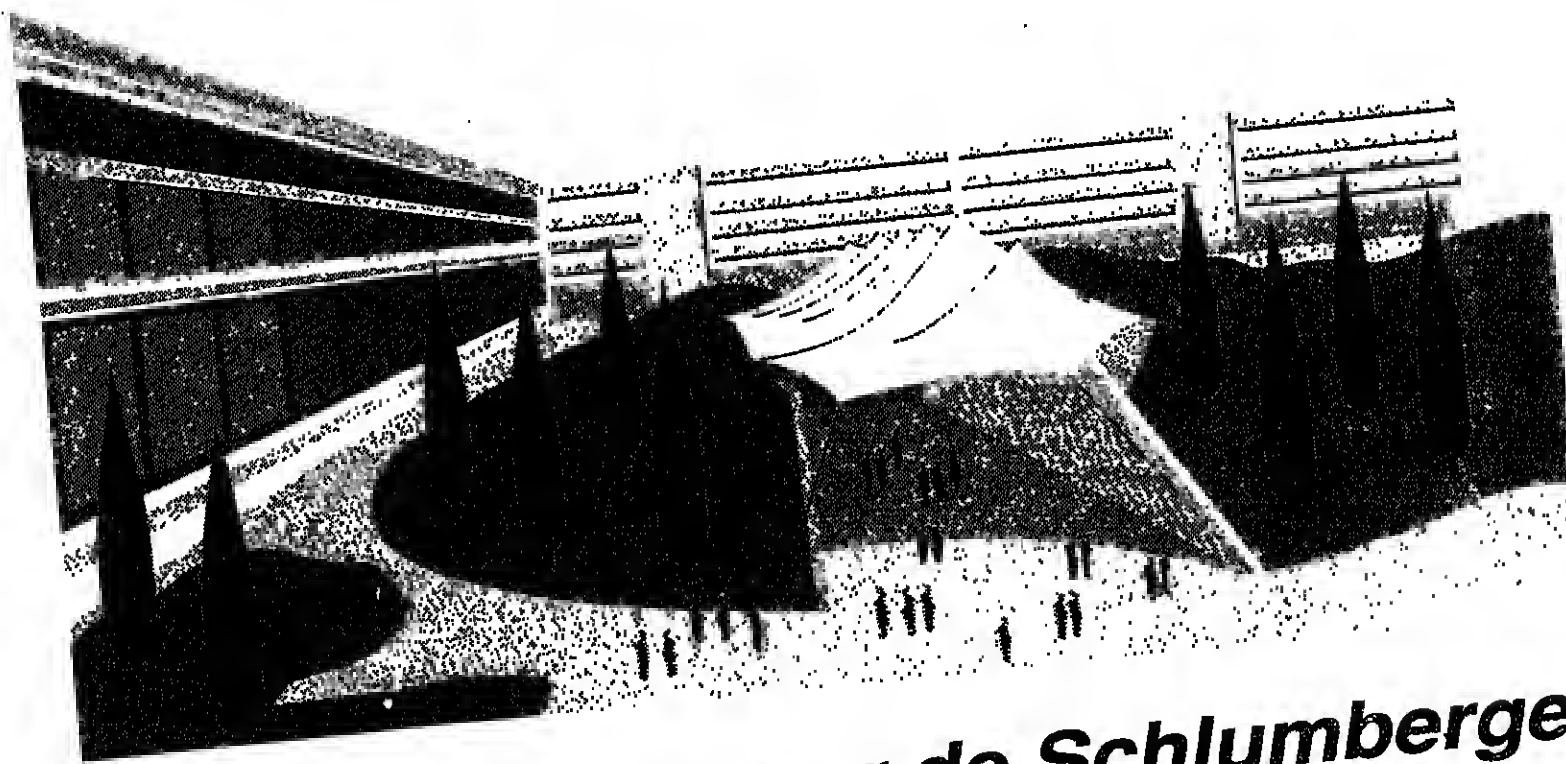
(Industrialisation et Méthodes, Fabrication, Qualité...)

VENDRE

(Vente et Marketing de produits et services industriels)

GÉRER

(Contrôle de Gestion, Achats, Logistique...)



Trois jours au cœur de Schlumberger

Les 22, 23 et 24 mai 1991

Les 22, 23 et 24 Mai, les responsables de recrutement de nos unités seront rassemblés au Forum de Montrouge, où toutes les activités de Schlumberger seront représentées.

A partir du Curriculum Vitae que vous leur adresserez dès aujourd'hui (en mentionnant votre numéro de téléphone et le jour qui a votre préférence), ils sauront quels postes et quelles

missions pourraient vous être proposés.

Au cours du rendez-vous qu'ils pourront ainsi fixer avec vous, ils vous parleront de nos valeurs, de nos projets et de nos métiers. Ils vous diront comment votre technicité, votre sens des responsabilités et votre capacité à communiquer au niveau mondial vous permettront de construire une carrière à la mesure de Schlumberger.

Schlumberger

Coordination Recrutement - 50, avenue Jean Jaurès - BP 620-01 - 92542 Montrouge cedex

مركزنا الاحل

صكذامن الامل

16. Le Monde • Mardi 22 avril 1991

XVI Le Monde • Mercredi 24 avril 1991

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde des Secteurs de Pointe

CONSTRUISEZ VOTRE AVENIR SUR LA QUALITE.

Le Centre Technique du Bois et de l'Ameublement recherche un **INGENIEUR QUALITE**

De formation ingénieur, justifiant d'une première expérience industrielle, âgé(e) d'environ 30 ans, vous maîtrisez les méthodes de la qualité. Au sein de notre département ameublement, vous animeriez des formations en entreprise et vous auriez une mission de promotion et de développement de la qualité: gestion totale de la qualité, assurance qualité et certification d'entreprise. Déplacements dans toute la France. Avec une ouverture sur l'ensemble de la filière professionnelle du bois, la qualité sera la force industrielle qui vous permettra d'évoluer.

Pour ce poste basé à Paris, nous vous remercions d'adresser vos CV, lettre, photo et prétentions (réf. AMB 0891, à CTBA - Ressources Humaines - 10, avenue de Saint-Mandé - 75012 PARIS).



ETPM

JEUNES INGENIEURS VOTRE AVENIR TECHNOLOGIQUE EST AU BOUT DU FIL : 42.27.40.27

Notre domaine d'activité : l'off-shore pétrolier. Filiale d'un très important groupe de travaux publics, nous sommes une des premières sociétés mondiales du secteur pétrolier.

Nous concevons, fabriquons et installons des plates-formes pétrolières et pipelines sous-marins.

Au sein de la Direction technique de notre siège à Nantes (92), notre service Calcul scientifique et informatique s'occupe :

Vous êtes ingénieur ENPC, ECP, ENSAM, ESIM, ESTP ou possédez un doctorat : nous vous proposons de valoriser vos compétences en analyse de structures, résistances des matériaux, hydrodynamisme marine ou CAO.

Deux postes sont créés :

- en recherche et développement, vous participerez à l'élaboration des méthodes d'ingénierie avancées, à leur développement informatique et à leurs applications ;
- en développement technique scientifique, vous serez chargé du développement des logiciels d'applications et de leur suivi auprès des utilisateurs.

Ces missions vous intéressent... contactez-nous au (1) 42.27.40.27 du lundi au vendredi de 9 h à 13 h et de 14 h à 19 h et le samedi de 10 h à 13 h, ou écrivez-nous sous réf. 17593, à Média-System, 6 impasse des Deux Cousins, 75849 Paris Cedex 17, qui transmettra.



sophia médical spécialiste des équipements de Médecine Nucléaire, nous avons conquis une place de leader incontesté sur le marché. Nous concevons et réalisons des produits de Haute Technologie essentiellement orientés vers l'exportation.

Nous recherchons pour notre centre de BUC (Yvelines)

INGENIEUR LOGICIEL

- Vous êtes spécialiste en mathématiques appliquées et analyse numérique, vous avez une bonne maîtrise des outils liés au traitement d'images.
- Vous serez chargé(e) dans un contexte expérimental de la conception et de la mise au point de méthodologies spécifiques au traitement d'images en médecine nucléaire sur environnement VME/68030 et VIRTX 32.

Réf. ILO

INGENIEUR D'ETUDES

- Vous avez une formation en physique nucléaire ou appliquée, des connaissances en systèmes d'acquisition, traitement du signal, analyse des données.
- Vous serez chargé(e) de la conception, de l'étude et de la réalisation des systèmes de détection gamma, des systèmes et logiciels de calibration, d'évaluation des performances et de contrôle de gamma caméras.

Réf. IET

Vous êtes débutant(e) ou avec une première année d'expérience. Vous êtes intéressé(e) par la dimension internationale de notre groupe, en forte croissance, dans un secteur pluridisciplinaire médical, industriel et recherche, vous aimez travailler avec une équipe jeune...

Merci d'adresser votre CV en précisant la référence du poste choisi à la Direction des Ressources Humaines sophia médical 105 avenue Morane Souhier 78330 BUC.

Ingénieur, développez l'électronique au cœur de nos systèmes médicaux.

Pôle européen du leader mondial de l'Imagerie Médicale, nous réalisons en étroite synergie avec nos unités d'Amérique et d'Asie une gamme complète d'équipements de radiologie et de radiothérapie.

Nous recherchons pour notre Direction Technique basée à BUC (78) un

Ingénieur d'études

Nous vous confions la conception et la mise au point des convertisseurs de puissance. Vous intervenez aussi dans la commande associée pour des applications SCANNER.

Vous serez également chargé de l'intégration système et de la mise au point.

Nous souhaitons intégrer un Ingénieur Electronicien diplômé, ayant de préférence des connaissances en électronique de puissance et une expérience industrielle d'environ 2 ans. Pour ce poste offrant une réelle dimension internationale à travers des déplacements aux Etats-Unis, au Japon et en Europe, la pratique de l'anglais est indispensable.

Merci d'adresser votre manuscrite, CV, photo sous référence DE.10 à GENERAL ELECTRIC CGR 283, rue de la Minière - 78330 BUC.



General Electric

Des responsabilités au goût de high tech

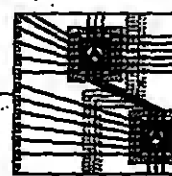
THOMSON-LCC, n°1 français des composants électroniques passifs, se situe au cœur de la compétition internationale (50% du CA à l'export). Pour répondre aux exigences de nos clients, INNOVATION, QUALITE et PRODUCTIVITE sont les préoccupations majeures des 2000 personnes de nos 4 sites français. Nous recherchons, pour notre centre d'études et de fabrication de Dijon :

INGENIEUR RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

A la tête d'une petite équipe, vous êtes chargé de la maîtrise technologique des procédés et de leur amélioration. Dans le cadre de votre mission, vous assurez l'assistance à la production, rédigez les procédures opératoires, effectuez l'analyse et la compréhension des phénomènes (plan d'expérience...) et faites du développement à moyen terme.

Ingénieur grande école (ENSA, ENSI, INPG...), débutant ou avec une première expérience, vous possédez de solides connaissances en matériaux et traitement thermique. Enthousiaste et motivé, vous saurez mettre à profit vos talents de pédagogue pour réussir dans ce poste. A terme, vous pourrez évoluer vers une responsabilité en production. La maîtrise de l'anglais est indispensable.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV, photo) sous réf. IP/LM à : J. CROUGNEAU - THOMSON/LCC 6 rue du colonel Prat - 21850 Saint Apollinaire



THOMSON

DES HOMMES SIGNENT LEUR TEMPS

CORNING FRANCE

Division Télécommunications

Un produit high-tech dans un contexte en croissance

Corning est le premier fabricant mondial de verres spéciaux et fibres optiques. Ce leadership résulte de notre esprit d'innovation et de l'importance que nous attachons à la recherche. Dans un contexte de croissance, la ligne pilote de l'un de nos nouveaux produits, composants en optique intégrée pour réseaux télécom, passe en phase de production. Nous recherchons un

Ingénieur Assurance Qualité

Interface entre nos clients et la production, vous serez en charge de l'architecture qualité de la ligne (définition de tous les aspects de fabrication permettant de garantir le niveau de qualité compatible avec les cahiers des charges), de sa mise en place avec la production et de son audit.

Diplômé d'une GE d'ingénieurs, vous avez déjà confirmé, si possible, une première expérience qualité. Homme de dialogue, autonome et efficace, vous souhaitez évoluer dans une fonction clé pour la réussite de notre produit. L'environnement international et high-tech de notre groupe peut vous assurer de larges possibilités d'évolution. Anglais nécessaire.

Localisation : Fontainebleau puis Melun fin 91.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions), sous réf. 17581, à Corning France, DRH, 44 avenue de Valvins, 77210 Avon.

Le groupement Prévisions et Etudes Economiques de France Télécom recherche

Ingénieur économiste

Responsable de la prévision des recettes de France Télécom, vous élaborerez les modèles économétriques participant à la définition de notre stratégie globale. Vous serez donc l'interlocuteur des différents destinataires de ces études (directions commerciale et financière, régionales...) qui mettront en place le plan d'entreprise.

A 25-30 ans, diplômé d'une grande école d'ingénieurs ou d'un 3e cycle universitaire, vous possédez une solide formation en économétrie, statistiques et économie. Une première expérience de la fonction serait souhaitée. Créativité, qualités rédactionnelles et sens du contact seront des atouts déterminants pour réussir à ce poste.

Merci d'adresser votre candidature, sous réf. 17768, à Média-System, 6 impasse des Deux Cousins, 75849 Paris Cedex 17, qui transmettra.



UN AVENIR D'AVANCE

Responsable Assurance Qualité Produits

Valeo

THERMIQUE
MOTEURS

Nous sommes une des branches industrielles du Premier Equipementier Français, leader sur les principales fonctions automobiles.

La modernisation de notre appareil productif et l'effort très important en plan de la recherche nous permettent d'occuper la première place mondiale dans le domaine du refroidissement du moteur.

La compétence et la motivation des équipes sont les principaux atouts de notre réussite à l'Usine de LAVAL (53) établissement pilote de l'activité refroidissement moteur.

Nous recherchons pour notre Service Qualité un jeune Ingénieur pour le poste de Responsable Assurance Qualité Produits.

Vos principales missions seront d'assurer :

- le redéploiement de la démarche Assurance Qualité des Fournisseurs Extérieurs,
- le développement de la Métrologie,
- l'interface Qualité entre l'Usine et nos Clients (Français et Allemands).

Ingénieur de formation (ENSIAM, ENSCM, UTC...), votre maîtrise de l'allemand et vos qualités d'animateur vous permettront de réussir dans ce poste évolutif.

Merci d'adresser lettre, CV, photo et prétentions à VALEO THERMIQUE MOTEURS SA - 130 route de Mayenne 53020 LAVAL Cedex ou téléphoner au (03) 43.49.42.44 du lundi au vendredi pour déposer votre candidature.

Le Groupe Valeo, par ses réalisations, son potentiel technologique, son implantation internationale, est l'un des principaux partenaires des constructeurs automobiles et véhicules industriels dans le monde.



L'EQUIPEMENT
AUTOMOBILE

Le Monde des Secteurs de Pointe

UNES INGENIEURS
VOTRE AVENIR
OLOGIQUE EST AU
U FIL : 42 27 40 27

TURBOMECA

1^{ère} entreprise européenne
dans le domaine des turbines
à gaz de moyenne et petite
puissance pour l'aéronau-
tique. 4000 personnes - C.A. :
2,5 Milliards de Francs.
créée pour son Etablissement
principal de Pau (Pyrénées
Atlantiques), un poste d'ingé-
nieur au sein du service
Marketing Achat.

INGENIEUR MARKETING ACHAT

Ingénieur mécanicien généraliste + expérience achat
ou formation complémentaire type M.A.I.

Mission : Dans le cadre de nos programmes actuels
en développement (turbomachines pour applications
terrestres & marines ou aéronautiques), vous partici-
perez à la définition des produits achetés, à la créa-
tion du dossier technique d'achats, ainsi qu'à l'explo-
ration des marchés fournisseurs tant en France qu'à
l'étranger.

Vous parlez anglais couramment et devrez prévoir de
fréquents déplacements.

Merci d'adresser votre dossier de candidature com-
plet (lettre manuscrite + CV + photo) sous réf 91066 à
TURBOMECA - Direction des Ressources Humaines -
64511 BORDES Cédex -
Fax 59 63 15 21

TURBOMECA
LES MOTEURS DE LA PASSION

UN PEU DE MATIERE PREMIERE,



BEAUCOUP DE MATIERE GRISE

De la Conception à la réalisation, du pneu "Grandes
Séries Tourisme" au pneu "Agraire" sophistiqué :
200 ingénieurs se mobilisent pour que le niveau de
performances de nos produits soit chaque jour plus élevé.
Venez partager leur passion et réussir l'avenir avec nous.

Ingénieurs grandes écoles

X, Centrale, Mines, Ponts, ENSTA,
PC, Chimie Paris, ENSIC, ENSAM...

Nous vous offrons dès maintenant de vraies responsabi-
lités, appropriées à votre formation, à votre expérience
et à vos aspirations.

A vous de choisir :
■ En Recherche et Développement
Vous serez résolument tournés vers l'avenir en partici-
pant : à la conception et au développement des pneus
de demain, à la définition et à la mise au point de
nouveaux matériaux.

■ En Ingénierie
Vous concevrez de nouvelles générations d'équipements
automatisés et ferez évoluer les process existants. Aide
d'une équipe de techniciens, vous piloterez des projets
de A à Z, de l'élaboration du cahier des charges à la
mise au point sur site.

■ En production
Vous prendrez la direction d'un secteur de fabrication
(50/200 personnes). Une vie sur le terrain, riche et
diversifiée : organiser le travail, animer les hommes,
gérer un budget, améliorer la productivité, composeront
votre activité quotidienne.

Sachez, avant de nous rejoindre : que notre dimension
(4400 personnes, 2,3 milliards de F de CA) et nos struc-
tures vous ouvrent de réelles perspectives d'évolution,
que l'Europe est déjà pour nous une réalité :
6 filiales dans la CEE, notre Siège Social et notre
Centre de Recherches près de Nancy, nos Usines en
Champagne, Lorraine et Sarre.

Nous vous y attendons et vous remercions d'adresser
votre dossier (lettre, CV, photo et prétentions, sous
réf. RHE/33 PNEUMATIQUES KLEBER - 14, rue du Moulin
54520 LUXOU.



DES HOMMES POUR LA REUSSITE

Plongez vous dans l'océan high tech

THOMSON SONAR ACTIVITES SOUS-MARINES conçoit et développe des systèmes électroniques
de détection sous-marine. Leader dans ce domaine de haute technologie, nous participons à
toutes les grandes compétitions internationales. Dans ce cadre, nous recherchons pour notre
département de Brest, 300 personnes dont 140 ingénieurs et cadres :

INGENIEURS D'ETUDES EN TRAITEMENT DU SIGNAL, DE L'IMAGE ET DE L'INFORMATION

Vous intégrez une équipe chargée de définir, d'exécuter les études avancées et de fournir une
expertise à l'ensemble de notre département. Vous concevrez les nouveaux traitements de nos
futurs sonars à haute résolution et participerez à leur promotion auprès de nos clients.
Ingénieur grande école, vous êtes débutant ou possédez une première expérience dans vos
domaines. Votre rigueur scientifique et votre aptitude à l'innovation sont les garants de votre
réussite. Ref IRFES

INGENIEUR DE RECHERCHE EN MAGNETISME ET ELECTROMAGNETISME

Au sein du service Etudes Magnétiques, vous prenez la responsabilité d'axes de recherches et
planifiez la réalisation des études dont vous avez la charge. Vous assurez, en collaboration avec
les services développement, la promotion d'études auprès de nos clients. Votre mission fait de
vous le garant du niveau d'excellence de l'activité du service.

Ingénieur grande école, vous êtes débutant ou possédez une première expérience en magnétisme
ou électromagnétisme. Votre goût de la recherche allié à votre volonté de l'appliquer au niveau
industriel vous permettra de réussir. La maîtrise de l'anglais est indispensable. Ref IRME

INGENIEUR BUREAU D'ETUDES MECANIQUES

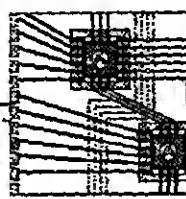
En collaboration avec les différentes composantes de l'entreprise, vous concevez et établissez
des spécifications techniques. Vous suivez également la réalisation de nos produits futurs
jusqu'à leur mise en œuvre.

Diplômé d'une grande école (ENSAM ou équivalent), vous possédez une première expérience
en mécanique et packaging. Vos qualités relationnelles vous permettront d'appréhender toute
la dimension de ce poste. Votre forte pénétration à l'export vous amène à parler anglais et à
effectuer quelques déplacements de courte durée. Ref IRBM

INGENIEUR D'ACHAT ET DE SOUS-TRAITANCE MECANIQUE

Vous prenez la responsabilité de la sous-traitance d'études mécaniques et de fabrication meca-
nique. Dans le cadre de votre mission, vous entretenez de fréquents contacts, en interne avec
les services industriels et Bureau d'Etudes mécaniques, et en externe avec les sous-traitants.
Ingénieur mécanicien de formation, vous justifiez d'une première expérience en Bureau d'Etudes.
Ce poste vous permettra d'exprimer votre goût pour les contacts et pour les responsabilités.
Ref IAM

Merci d'adresser lettre, CV, photo et prétentions en précisant la réf choisie à :
Thierry JAROSZ - THOMSON/ASM - Route de Saint-Anne du Portzic - 29001 - Brest Cedex



THOMSON

DES HOMMES SIGNENT LEUR TEMPS

INGENIEUR CHIMISTE OU DOCTEUR EN SYNTHÈSE ORGANIQUE

Participez avec nous à l'ouverture et à l'évolution de notre nouveau
CENTRE DE RECHERCHE à VAL de REUIL (90 KMS DE ROUEN) en devenant
l'un de nos Responsables de Laboratoire.

3 Responsables de Laboratoire de Synthèse Organique

Assisté de plusieurs techniciens, vous serez chargé de la réalisation des programmes de
recherche. Une expérience de quelques années dans le domaine de la recherche
pharmaceutique est souhaitée ainsi qu'une bonne connaissance de l'anglais. Ref. RLS/23

1 Responsable de Laboratoire de Chromatographie Préparative

Avec une équipe de techniciens, vous aurez pour mission de purifier les molécules issues de
4 laboratoires de synthèse. La connaissance du matériel AXIAL ou PROCHROM serait
appréciée. Ref. RLC/23



Merci d'adresser votre dossier de candidature et prétentions sous référence du poste
choisi à Laboratoires JANSSEN - DRHS - 17, rue de l'Ancienne Mairie 92100 BOULOGNE.

LABORATOIRES JANSSEN
L'efficacité de la recherche

Ingénieur simulation numérique

Le Centre de Recherche de
Voreppe, près de Grenoble,
constitué avec 420 personnes
dont plus de 130 ingénieurs
et cadres, la force de frappe
du Groupe PECHINEY en
matière de R & D. Les
investissements très
importants consacrés à
l'élaboration, l'étude, la
mise au point des divers
matériaux et à leurs
procédés de fabrication, la
qualité des résultats
obtenus, en font non
seulement le partenaire
privilegié des unités
opérationnelles mais aussi
un spécialiste reconnu sur
la scène scientifique
internationale.

Homme de coordination, vous développez pour les
sociétés du Groupe une compétence en mécanique
des fluides et ce, grâce aux outils de modélisation
numérique.

Homme de conseil et d'assistance, vous appliquez
ces techniques pour la résolution de problèmes
industriels et de recherche.

En véritable expert, vous intervenez également dans
les relations avec notre clientèle.

De formation ingénieur ou titulaire d'une maîtrise
complétée par une thèse, vous êtes spécialisé en
mécanique des fluides et/ou analyse numérique et
vous possédez une expérience de 2 à 3 ans dans un
bureau d'études, dans la recherche ou dans une
société de service.

Pour réussir dans ce poste clé et évolutif, vous
possédez la maîtrise de l'anglais et éventuellement
des connaissances en métallurgie.

Merci d'adresser votre dossier de candidature
s/réf. CRV31 à PECHINEY - Service du Recrutement
CEDEX 68 - 92048 PARIS LA DEFENSE.

PECHINEY
CEDEX 68
92048 PARIS LA DEFENSE

Stages, 1^{er} emploi :
3614 code PECHINEY



50241010101

سكزا من الاصل

16. Le Monde • Mercredi 24 avril 1991 •

REPRODUCTION INTERDITE

XVIII Le Monde • Mercredi 24 avril 1991 •

Le Monde des Secteurs de Pointe

**TECHNICIEN D'ATELIER
MATÉRIAUX COMPOSITES**
à MAGNY-COURS (58)

Une expérience d'encadrement en atelier ou bureau de fabrication est indispensable.
Une formation de base type DUT-BTS et une connaissance des matériaux composites seront appréciées.

Contacteur M. PERRIN : (16) 86-60-62-32.

**LABORATOIRE CNRS recrute
UN INGÉNIEUR D'ÉTUDE EN MÉCANIQUE**
(Contrat à durée déterminée) Formation : ENT ou niveau équivalent.

Profil du poste :

- Intervention depuis la conception jusqu'à la réalisation et la mise en place d'éléments de détecteurs de particules en collaboration avec des laboratoires français et étrangers.
- Motivation pour l'utilisation de la CAO (Logiciel EUCAL) et des éléments finis.
- Déplacements à prévoir (Genève, Hambourg...).
- Anglais indispensables.

Lieu de travail : Paris.
Écrire à Roger GEORGE - LPNHE Paris 6 et 7
Université Paris-6, Tour 33, Rez-de-chaussée,
4, place Jussieu - 75252 Paris Cedex 05

Laboratoire pharmaceutique de renommée internationale, nous recherchons pour notre laboratoire de développement analytique, un
INGÉNIEUR CHIMISTE
OU ÉQUIVALENT

De formation Ingénieur Grande Ecole ou DESS de Chimie, vous avez une expérience de 1 à 2 ans dans les techniques d'analyses classiques et modernes.
Responsable de l'animation d'une équipe analytique de 6 personnes, vous assistez le responsable du secteur dans ses missions opérationnelles avec un souci constant d'innovation (méthodes, procédures, matériels, sécurité, investissements...).

Ce poste basé à Garches 92 offre de réelles perspectives d'évolution.
Merci d'adresser lettre, C.V., photo et prétentions sous Réf 4499-M à :

LABORATOIRES DEBAT
Service du Personnel - BP 205 - 92212 SAINT-CLOUD Cédex

chef de produits
LYON INSTRUMENTS DE POINTE

En 40 ans, nous sommes devenus des partenaires privilégiés des Entreprises du BTP, des Géomètres, des principaux Bureaux d'Études et des Administrations. Nous importons et commercialisons en France des matériels de mesure topographique et nous en assurons la maintenance.

La mission que nous vous proposons sera de prendre en charge :

- une gamme de produits de haute technologie (stations totales, télé-mètres, mesure par satellite, applicatifs logiciels de topographie et photogrammétrie terrestre).
- d'entretenir les relations avec les fournisseurs européens afin d'actualiser en permanence notre avance technologique.
- d'assurer la promotion et la vente en vous appuyant sur notre réseau que vous formerez.

Vous êtes ingénieur, ou géomètre, ou universitaire. Vous avez un tempérament commercial et vous êtes fort d'une première expérience d'environ cinq ans dans la vente de produits High Tech. La connaissance de la topographie sera un plus. Vous parlez nécessairement l'anglais ou l'allemand.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (C.V. + prétentions) sous la réf. PL 69 à notre Conseil qui vous garantira la plus stricte confidentialité.

11, rue Victor Hugo - 69002 LYON
2, rue Louis David - 75782 PARIS CEDEX 16

COCEPLAN
à l'écoute des talents

Ingénierie de systèmes
Architecture de systèmes complexes
Interfaces hommes - systèmes
Équipements embarqués
Méthodes logicielles temps réel (ADA...)
Simulation, intégration, essais, certification...

SPATIAL & AERONAUTIQUE
Dans le cadre de grands projets, nous recherchons des

**Ingénieurs
Grandes Ecoles**
Sup-Aéro, ECP, ENSTA,
débutants et confirmés
Ile de France - Midi Pyrénées - Provence

Merci d'adresser votre candidature à
Dominique GROS, RGA SYSTEMES, 33 rue Raffet, 75016 PARIS

RGA SYSTEMES
La maîtrise de la complexité !

AVEZ-VOUS L'INSTINCT DE L'ENGAGEMENT ?
SINFOR TELECOM : Société d'Ingénierie en Informatique Industrielle (Paris R.P.), filiale du Groupe SINFOR, 14° SSII, (250 personnes) recherche pour participer à sa croissance

Ingénieurs Telecom
DEBUTANTS OU CONFIRMES

De formation Bac-S (Ecoles d'Ingénieurs ou Universités), vous souhaitez valoriser et enrichir vos compétences en collaborant au développement de projets Telecom de haute technicité.

Vous êtes intéressés et vous maîtrisez les différents domaines d'activités qui font notre reconnaissance : le radiotéléphone, les réseaux publics et les réseaux privés...

ALORS ECRIVEZ-NOUS
sous référence TEL/LM04 à Claire MASSON,
SINFOR TELECOM, 11 rue-Charles Schmidt,
93583 Saint-Ouen Cedex

SINFOR TELECOM

UNIBETON/UNIMIX, la branche béton prêt à l'emploi du groupe CEMENTS FRANÇAIS, compte aujourd'hui 2000 personnes et représente un CA de 2,5 Mds de F. Son siège social est situé à Tille-St-Denis (93), en proche banlieue parisienne.

Dans le cadre de son développement, elle recherche, pour sa Direction Technique Régionale Ile de France :

INGÉNIEUR QUALITE PRODUIT

Missions : Interventions en clientèle dans le cadre de l'assistance technique chantier : animation, contrôle et coordination des cellules études et laboratoires (15 pers.) ; révision périodique des formules béton (30 formules) ; supervision du contrôle des approvisionnements granulats, ciments et adjuvants...
Profil : Poste cadre, environ 25/33 ans, formation Ingénieur Chimiste, Arts et Métiers ou équivalent. Première expérience souhaitée dans le domaine de la qualité BTP.

Merci d'adresser CV complet s/réf. M 1103 C 4
notre Conseil RECHERCHE 12, rue de Richelieu
75001 PARIS, qui traitera votre dossier dans la plus stricte confidentialité.

NEMESIS

Le Groupe CEMENTS FRANÇAIS, diversifié dans les matériaux de construction, ciments, granulats, béton prêt à l'emploi, béton industriels, réalise un CA de 16 Mds de F. Présent dans 14 pays, 17.000 collaborateurs, dont plus de la moitié à l'international, partagent le même objectif : progresser parmi les tous premiers producteurs mondiaux. Aujourd'hui, CEMENTS FRANÇAIS affirme sa volonté d'être un groupe industriel de dimension internationale.

C
CEMENT
FRANÇAIS

NEYRPC
recherche pour son siège à GRENOBLE

Ingénieur Projets
Département Etudes Mécaniques

Rattaché au Responsable du Département, vous serez chargé :

- d'assurer la prise en charge technique d'un projet,
- de manager une équipe de projeteurs-dessinateurs et de techniciens de montage.

De formation ECP, ECL, ENSAM, INSA ou équivalent, vous avez environ 30 ans et justifiez de plusieurs années d'expérience réussie. Bon manager, dynamique, rigoureux, vous avez le goût des responsabilités. Maîtrise de l'anglais indispensable.

Merci d'adresser votre candidature avec CV à : Gestion des Cadres
Société NEYRPC - BP 75 - 38041 GRENOBLE CEDEX

GEALSTHOM

Société de Produits Chimiques, filiale d'un grand groupe français, recrute, pour son laboratoire de recherche en Chimie Organique, situé dans le Sud Ouest, un

INGÉNIEUR CHIMISTE

pour la synthèse et la mise au point d'agents de surface.

Assisté de 3 techniciens, vous aurez la responsabilité de l'unité pilote.

Ce poste s'adresse à un candidat ayant acquis une première expérience dans une activité similaire.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. 9985 par Fax n° (1) 49.10.95.72 ou à EUROMESSAGES BP 80 - 92105 BOULOGNE Cedex qui transmettra votre dossier de candidature. Réponse et confidentialité vous sont assurées.

PARIS - STRASBOURG - LYON - MARSEILLE - BREST

EUROMESSAGES

Chef de Projets
INGÉNIEUR ARTS ET MÉTIERS OU ÉQUIVALENT

Vous possédez de 5 à 10 ans d'expérience dans la mécanique avec de bonnes connaissances dans la chaudronnerie. La pratique de la langue anglaise est indispensable. Au sein du Service Réalisations, composé d'une équipe de 10 personnes, vous serez responsable d'études de faisabilité, de l'évaluation des coûts, de la rédaction de spécifications et de l'établissement des plans de la passation des commandes, des suivis techniques et budgétaires des fabrications. Des déplacements en France et à l'étranger sont à prévoir.

Votre esprit créatif et organisé, votre sens des contacts et votre dynamisme vous permettront de remplir la fonction avec succès.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et prétentions, sous réf. 4044, à :

AGENCE MAILLE
18 RUEVOLNEY-75002 PARIS,
QUI TRANSMETTRA

PARIS 8

Aqualon

Leader mondial des polymères hydrosolubles, cette filiale d'une multinationale U.S. (170 personnes, 280 MF) recherche, pour son site de production près de ROUEN, un

INGÉNIEUR CHIMISTE APPLICATIONS

Vous aurez pour mission de conduire et de superviser des programmes de recherche et de développement pour des applications cosmétiques (dentifrices, shampoings, crèmes...) et d'assurer l'assistance après-vente.

Ingénieur chimiste, biologiste, vous possédez une première expérience dans ce domaine ou vous êtes un débutant disposant d'une spécialisation en cosmétologie. La maîtrise de l'anglais est indispensable.

Merci d'envoyer C.V. + lettre manuscrite à
M^{me} V. DUDON - AQUALON FRANCE BV
ZI - 27460 ALIZAY

Société spécialisée dans les installations de systèmes de Sécurité et de Télésurveillance, recherche :

R
Responsable exploitation

"Patron" de cette unité d'une quarantaine de personnes, rendant compte au PDG, vous serez responsable du Commercial, de la Gestion, de la Technique, de l'Animation et du Développement.

Ingénieur ENSHET ou équivalent, vous avez à 35 ans environ gardé un contact étroit avec la technique (courants faibles). A la fois homme de communication et de commandement, vous êtes capable d'avoir une vision globale des problèmes.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence A1 04 08 à notre Conseil, Madame Claude Favereau, FAVERAU CONSULTANTS, 52 rue de la Fédération, 75015 PARIS.

FAVEREAU CONSULTANTS

TV H
aujourd'hui
MEUR CO
INGE
HOM
l'aère
en tou
Sarna
INGENIEUR
INGENIEUR

Le Monde des Secteurs de Pointe

REPRODUCTION INTERDITE

TV Haute Définition : c'est aujourd'hui et c'est chez nous.

VIDEOCOLOR (2800 personnes, 2,5 milliards de CA), filiale de THOMSON CONSUMER ELECTRONICS, fait partie des leaders mondiaux du Tube Télévision couleur avec pour objectif la "Haute Définition". Installé à proximité de DIGNON, son laboratoire d'optique électronique conçoit les Canons électroniques et blocs de déviation des tubes images couleur fabriqués et commercialisés dans le monde entier. Dans le cadre du développement du laboratoire, nous recherchons :

INGENIEUR QUALITE

En étroite collaboration avec le Directeur du Laboratoire, vous créez la fonction Qualité et dans ce but, mettez en place un système d'informations fiables entre les labos et les usines de production. Vous développez également les méthodes et outils Qualité appliqués aux projets de recherche, afin de prendre en compte les évolutions de produits et d'anticiper les problèmes Qualité. Ingénieur privilégié des Organisations Qualité opérationnelles, vous êtes Ingénieur Généraliste ou Qualiticien et présentez une expérience de 3 à 5 ans dans un contexte de technologies avancées.

INGENIEUR CONCEPTION PRODUITS NOUVEAUX

Intégré au sein de l'équipe Etudes Avancées, vous prenez en charge la conception des nouvelles générations de canons électroniques (EUREKA...). Vous vous appuyez pour cela sur un outil informatique et de simulation très performant (SUN, UNIX...). Ingénieur Physicien (ECL, ENSPM...), vous avez entre 27 et 30 ans et bénéficiez d'une première expérience en Recherche et Développement.

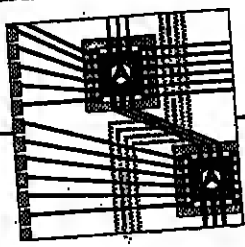
INGENIEUR EXPERIMENTATION

En liaison avec les Ingénieurs d'Etudes, vous avez la responsabilité des opérations de mesures électriques et physiques des canons électroniques et participez au développement de ces mesures. Ingénieur Physicien (ENSI, INSA...), vous justifiez d'une première expérience professionnelle au cours de laquelle vous avez mis en oeuvre des techniques d'expérimentation.

Pour tous ces postes, des déplacements dans les sites industriels et les autres centres de recherche du groupe sont à prévoir. Une bonne pratique de l'anglais est souhaitée.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (Lettre manuscrite, CV, rémunération actuelle et prétentions) à :

VIDEOCOLOR - Laurent MARECHAL - Avenue du Général de Gaulle - 21110 GENLIS.



THOMSON

DES HOMMES SIGNENT LEUR TEMPS

L'aéronautique en toute confiance



Leader européen des commandes de vol pour avions et hélicoptères, Sarma équipe les grands programmes mondiaux : Airbus, Boeing, Douglas, British Aerospace, Dassault, Fokker, MBB... Avec près de 1 000 personnes, 4 unités de production et 1 centre technique, nous poursuivons nos investissements en recherche et développement pour des équipements toujours nouveaux et à la pointe de la technologie.

2 CHEFS DE PRODUIT

Rattachés au Directeur commercial, vous êtes chacun responsable d'une ligne de produits représentant un CA d'environ 120 MF. Votre mission pourra s'orienter autour de 3 axes :

- marketing et politique commerciale,
- support et animation commerciale,
- gestion de la logistique.

Diplômés d'une école d'ingénieurs, vous bénéficiez d'une expérience de 5 ans environ de la vente dans l'industrie, de préférence haute technologie. La connaissance du secteur aéronautique alliée à une première expérience d'animation d'équipe commerciale serait un plus. Votre champ d'action en France et à l'étranger (environ 20 % de votre temps) implique la maîtrise parfaite de l'anglais. (Réf. CP/M)

INGENIEUR ETUDES ET DEVELOPPEMENT

Rattaché au responsable du développement des matériaux composites, vous travaillez dans un environnement de haute technologie, sur un produit nouveau faisant appel à des techniques modernes.

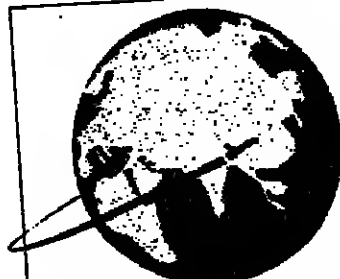
Après une période de formation, vous intervenez tout sur le plan études (calculs, définitions...) que gestion technique du service (contacts clients, fournisseurs). Ingénieur mécanicien éventuellement débutant, vous êtes autonome et possédez toutes les qualités indispensables au double aspect de ce poste. Anglais courant indispensable. (Réf. IED/M)

INGENIEUR PRODUCTION/INDUSTRIALISATION

Vous êtes chargé de la mise en route de la production, vous développez les moyens de production et apportez des solutions aux problèmes d'industrialisation liés à la forte augmentation du volume de cette ligne de produits. A la tête d'une équipe d'une vingtaine de personnes, vos responsabilités s'étendent également aux divers aspects de production (appas, ordonnancement, contrôle, qualité...). Ingénieur mécanicien débutant ou avec une expérience de 2 à 3 ans en méthodes dans le respect des coûts et délais.

Ingénieur mécanicien débutant ou avec une expérience de 2 à 3 ans en méthodes ou production, vous êtes motivé par les problèmes liés à l'industrialisation d'un produit nouveau dans un environnement de haute technologie. (Réf. IPI/M)

SARMA : EQUIPEMENT AVIATION - GROUPE SKF



N° 1 dans le domaine des équipements aéronautiques et spatiaux, INTERTECHNIQUE emploie 2 200 personnes et réalise un chiffre d'affaires d'un milliard et demi de francs.

Notre Département "Mesure et Régulation", 80 personnes dont 35 % d'ingénieurs, est spécialisé dans la gestion du carburant, le conditionnement d'air et la débitimétrie. Pour faire face à sa forte croissance, nous recrutons des Ingénieurs de Recherche et Développement : IH/FI

Ingénieur Electronicien

Ecole d'Ingénieur.

Votre mission sera de concevoir et mettre au point les circuits électroniques de nos équipements : capteurs, circuits analogiques et numériques de traitement, étages de sortie. (Réf. M2D7)

Ingénieur Automaticien

Ecole d'Ingénieur.

Vous développerez et adapterez les concepts d'asservissements numériques sur nos équipements.

Nous recherchons des jeunes candidats dynamiques, désireux de s'investir au sein de petites équipes autonomes et responsables. (Réf. M3D7)

Pour ces postes, l'anglais est nécessaire.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à Isabelle Chelet, Intertechnique, Direction du Personnel, BP 1, 78374 Plaisir Cedex.

INTERTECHNIQUE

Jeune ingénieur, miagiste...

Responsable des développements informatiques

Au sein de la Direction générale des affaires financières du groupe, le service Consolidation et reporting s'appuie sur des outils informatiques sophistiqués (SIAD, Consolidation et EIS). Pour optimiser la performance de ces systèmes d'information et en accélérer l'évolution, nous créons la fonction de Responsable des développements informatiques.

Rattaché au Directeur du service, vous jouerez un rôle de conseil et d'assistance auprès des différents responsables comptables et financiers du groupe. Vous prendrez en charge les nouveaux développements et serez le garant de la maîtrise des outils existants.

Au travers d'une première activité professionnelle, vous avez acquis une bonne connaissance des logiciels de gestion et des réseaux télématiques.

Basé à notre siège (Paris 8e), ce poste vous permettra de valoir rapidement sens de l'autonomie, qualités relationnelles et vous ouvrira de larges possibilités d'évolution au sein de nos directions informatiques.

Merci d'adresser votre candidature, sous la réf. IBS/SM, à notre conseil INFRAPLAN, 83 boulevard Raspail, 75006 Paris



Danone, Pannani, La, Kronenbourg, Evian... BSN est le 3e groupe alimentaire européen : 53 Mds de F de CA, 45 000 personnes, une implantation industrielle dans 20 pays.



LE PREMIER GROUPE ALIMENTAIRE FRANÇAIS

STOP

JEUNES INGENIEURS AGRO-AGRI VOUS RISQUEZ DE TRANSFORMER VOTRE VIE.

PARCE QU'AU-DELA D'UN METIER, C'EST UN ETAT D'ESPRIT ET UN MODE DE VIE QUE L'ON VOUS PROPOSE :

Défier les grands espaces, diriger les hommes, maîtriser un environnement...

Cette vie a fait de nous, avec 12 Md de CA et 22 000 personnes, le n° 1 mondial de notre activité.

Jeunes ingénieurs, contactez sous référence JL3, notre conseil HCA, 19-21 Boulevard Gambetta - 92137 Issy les Moulineaux Cedex et vous serez surpris.

هكذا بين الاصل

